

LE MONDE
DIMANCHE

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3.00 F
Algérie, 1,20 F; Maroc, 2,00 F; Tunisie, 2,00 F.
Allemagne, 1,20 F; Autriche, 1,20 F; Belgique, 1,20 F.
Canada, 2,00 F; Espagne, 2,00 F; France, 3,00 F.
Grèce, 2,00 F; Italie, 2,00 F; Japon, 2,00 F.
Liban, 2,00 F; Norvège, 2,00 F; Pays-Bas, 2,00 F.
Portugal, 2,00 F; Royaume-Uni, 2,00 F; Suède, 2,00 F.
Suisse, 2,00 F; États-Unis, 2,00 F.
Tarif des abonnements page 5
5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS CEDEX 06
C.C.P. 4207-23 PARIS
Tél. Paris 6 64672
Tél. 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Timor, un drame oublié

Loin du vacarme et de l'émotion causés par l'exode de centaines de milliers de réfugiés indochinois et afghans, loin des affrontements entre blocs, des débats entre stratégies et diplomates, des conflits de zones d'influence, quasiment ignorés des médias, au peuple continu de mourir dans l'indifférence générale. Les habitants de Timor-Orient, annexé par l'Indonésie il y a quatre ans, ne sont ni des « progressistes » victimes des visées « impérialistes » ni des partisans du « monde libre » menacés par une « hégémonie soviétique ». A peine sortis de quatre siècles de colonisation portugaise, dix cent cinquante mille indonésiens tenus jusqu'alors à l'écart du progrès au fin fond de l'Insulinde, ont en la prétention de choisir eux-mêmes leur destin. Mais leur en a pris.

Dès décembre 1975, l'armée indonésienne est intervenue massivement pour affirmer ses prétentions sur le territoire et a chassé vers les montagnes le gouvernement formé par les nationalistes du Fretilin. Sans contacts avec le monde extérieur, sans aucune aide étrangère autre que celle verbale, mais avec le soutien de la population, ils ont mené une résistance farouche et sans espoir. Aujourd'hui, la plupart des « zones libérées » ont été réduites par le fer, le feu et la faim, les principaux dirigeants nationalistes tués en rafale. Mais à quel prix ! On estime le nombre de morts des suites de la faim, de la maladie et de la guerre à au moins cent mille personnes ; la moitié des survivants sont menacés par la famine en dépit d'une aide limitée d'organisations humanitaires.

Les Timorais n'ont guère de chance : ils ne peuvent fuir en bateau en traversant un océan vaste et difficile et se trouvent réfugiés dans leur propre pays, dans des camps de regroupement plus ou moins forcés où les conditions de vie, aux dires des rares témoins, sont très pénibles. La malaria fait rage et la répression se poursuit contre ceux qui n'acceptent pas avec acception le fait accompli.

Australiens et Américains soutiennent la politique de Djakarta. La Chine et le bloc soviétique ont mis une sourdine à un appui purement moral pour ne pas s'aliéner l'Indonésie. Seuls les pays anciennement colonisés par le Portugal continuent d'appuyer leur solidarité au Fretilin. Les résolutions votées par les Nations unies et les pays non alignés sont restées lettre morte. Les dernières années ont malheureusement montré que l'impérialisme n'était pas le privilège des grandes puissances ; l'Indonésie dans le camp occidental, le Vietnam dans le bloc soviétique, en sont d'excellents exemples. En dépit de sa taille et de ses cent quarante-cinq millions d'habitants, l'Indonésie a dû mal à avaler sa nouvelle conquête : le coût de cette guerre qui ne veut pas dire son nom est très lourd pour un pays pauvrement endetté. Un corps expéditionnaire fort de dizaines de milliers d'hommes appuyés par du matériel moderne n'a pas réussi à anéantir une guérilla aux armes rudimentaires ou à mater la résistance d'une population qui avait pu goûter, quelques mois à peine, aux « plaisirs » de l'indépendance.

Loin des campagnes de presse, des marches pour la survie, des collectes publiques et des déclarations de personnalités, les Timorais réclament à petit feu. Sans-étiquette, venus d'un territoire sans ressources naturelles exploitées ni importance stratégique, ils n'intéressent guère que quelques esprits généreux. Et pourtant, leur sort est aussi peu enviable que celui de tant de peuples asservis.

En Afghanistan
LES SOVIÉTIQUES
SE PRÉPARENT
À UNE OFFENSIVE GÉNÉRALE
AU PRINTEMPS
(Lire page 5.)

Un entretien avec le président de l'O.L.P.

M. Giscard d'Estaing a fait faire à l'Europe le premier pas vers un règlement au Proche-Orient nous déclare M. Yasser Arafat

M. Giscard d'Estaing est arrivé ce samedi matin à Amman, où il a reçu un accueil amical et coloré. Contrairement à ce qui s'était passé dans les capitales jusqu'ici visitées, la foule s'était massée sur le passage du cortège gardé par des soldats fusi au bras. Elle n'était cependant pas particulièrement démonstrative et, contrairement aux bruits qui couraient la veille, les Palestiniens ne se sont pas manifestés, précise notre envoyé spécial à Amman.

M. et Mme Giscard d'Estaing avaient passé la journée de vendredi au palais royal d'Al-Kaba, en compagnie du roi et de la reine de Jordanie, et rien n'avait filtré samedi matin des conversations qu'ils ont pu avoir.

Le président et le roi Hussein ne devaient guère se quitter pendant le reste du week-end. La jour-

née de samedi était occupée, après l'accueil, par un déjeuner intime offert par le roi, un entretien en tête à tête et un dîner officiel au cours duquel M. Giscard d'Estaing devait prononcer, en réponse au souverain, la seule élocution de son voyage.

À PARIS, l'ambassadeur d'Israël, M. Meir Rosenne, a protesté vendredi auprès du ministre des affaires étrangères au sujet des passages des communiqués communs du président Giscard d'Estaing avec les chefs d'Etat du Golfe, relatifs au « droit à l'autodétermination du peuple palestinien ».

À BEYROUTH, M. Arafat, président de l'O.L.P., a déclaré dans une interview accordée à notre correspondant Lucien George, que « M. Giscard d'Estaing a fait faire à l'Europe le premier pas vers un règlement au Proche-Orient ».

De notre correspondant

— Pensez-vous que la France va entraîner ses partenaires de la Communauté économique européenne ?

— Déjà cinq pays de la Communauté européenne l'ont suivie : l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne, l'Irlande, la Belgique et le Luxembourg. Je crois que les autres feront de même : le porte-parole officiel britannique l'a clairement indiqué en rappelant que le ministre irlandais des affaires étrangères, parlant au nom des Membres à la dernière Assemblée générale de l'O.N.U., avait reconnu le droit des Palestiniens à déterminer leur avenir en tant que peuple.

Propos recueillis par
LUCIEN GEORGE
(Lire la suite page 4.)

Le passé de M. Marchais

Le secrétaire général du P.C.F. estime qu'on veut l'écarter de l'élection présidentielle

La polémique sur les conditions et la durée du séjour en Allemagne de M. Georges Marchais pendant la dernière guerre devait rebondir dimanche au Club de la presse d'Europe 1, dont le secrétaire général du P.C.F. était précisément l'invité. M. Jean-François Revel, directeur de « l'Express », qui a relancé cette polémique, devait participer à l'émission diffusée en direct à partir de 19 heures.

Vendredi, M. Georges Marchais a assuré que le document produit par « l'Express » et tendant à prouver qu'il était resté en Allemagne jusqu'en 1944 — contrairement à ses propres affirmations — était un « faux grossier » destiné à l'écarter de l'élection présidentielle. M. Jean-François Revel a, de nouveau, garanti samedi l'authenticité du document publié.

Les accusations dont M. Marchais est l'objet pour son attitude pendant l'occupation remontent à la période qui avait suivi son accession au secrétariat général du P.C.F. en février 1970. M. Roger Garudy, alors directeur des instances dirigeantes, puis exclu du parti communiste, avait dénoncé l'existence d'un « groupe Marchais », auquel il imputait, notamment, la responsabilité des rectifications apportées à la position du P.C.F. sur les événements de Tchécoslovaquie, où l'entrée des troupes du pacte de Varsovie en août 1968, avait d'abord été approuvée par les communistes français. Cette position avait ensuite été nuancée, et M. Garudy reprochait à son parti de ne tenir devant la « normalisation » opérée en Tchécoslovaquie.

Les critiques de l'ancien membre du bureau politique avaient été prolongées, sous sa responsabilité et celle de trois autres anciens animateurs de la résistance communiste, tous anciens députés communistes — Mes-

PATRICK JARREAU.
(Lire la suite page 6.)

Consensus

par GÉRALD ANTOINE (*)

De quelque côté qu'on tende l'oreille, il n'est bruit que de consensus. À gauche comme à droite et plus encore, bien sûr, vers le centre. Au sein de l'Hexagone et jusque dans la société des rédacteurs du Monde, mais tout autant hors de nos frontières.

Affaire de mode ? Oui, sans doute : l'autre saison, gauchistes et salons faisaient sonner le « droit à la différence » ; aujourd'hui les voici à l'opposé. Peut-être pour signifier la même chose ; car ne nous y trompons pas : le droit à la différence n'est pas la liberté du dissensus, mais celle de faire entendre une voix bien à soi dans le concert universel. Bref, mode ou pas, il serait temps de mettre en accord les mots avec les idées et de parvenir au moins à un clair consensus sur le sens à donner à ce consensus.

An premier aspect, le paysage revêt des aspects plutôt déconcertants : Michel Rocard et le président de la République ayant l'un et l'autre parlé de « consensus », il s'est trouvé en face d'eux un parlementaire et un journaliste pour taxer le mot de

« barbare », ce qui est à la fois faire injure à Ciceron, Tacite et Sénèque, et renier les sources du français. Saluons plutôt un retour en force du latin dans nos rangs, fût-ce au prix d'un détournement anglo-saxon : hier processus, media, data ; à présent consensus.

Autre surprise : du Litté au Robert et au Trésor de la Langue française, la physiologie a soit le premier, soit le dernier mot. Consensus signifie l'accord, la « sympathie » entre les différentes parties du corps, entre les cellules de l'organisme ; vient-il à se rompre, c'est l'être entier qui est mis en péril : aussi parlent-on du « consensus vital ».

C'est, semble-t-il, aux sociologues que l'emploi du mot doit une seconde carrière. Auguste Comte ne parle encore que du « consensus des différents organes », mais Durkheim saute le pas métaphorique et baptise « consensus » le fait que tous les éléments du corps social, mais par là « volonté de vivre ensemble » chez à Rensselaer, vibrent à l'unisson » et concourent à créer son unité. Plus près de nous, J. Vuillemin, philosophe, explicite le transfert : On affirmait une continuité parfaite du simple consensus organique au consensus social. Comme l'individu est société, la société est individu vivante.

De la sociologie à la politique la distance peut être courte, et les latins l'avaient franchie du premier coup. Ciceron extrait consensus du champ philosophique et moral pour le rapprocher de concordia et d'unitas, et fait du consensus omnia, harmonie d'esprit ou de volonté entre les forces sociales, la condition du saint de Rome. La formule est désormais consacrée : Auguste la reprendra dans son testament pour désigner l'assentiment universel sur quel s'était fondée sa maîtrise de toutes choses.

Un seul mystère demeure : pourquoi, comment ce vocable latin, connu des doctes mais des longtemps relégué de l'usage, a-t-il pu, à une époque récente, se faire soudain naturaliser français et s'imposer jusqu'à occuper de ma-

nère aussi ostensible depuis quelques mois, voire plus encore depuis quelques semaines, le devant de la scène ?

Il y aura fallu la conjonction de phénomènes intérieurs de nature avant tout politique, et de circonstances internationales, d'ordre plus juridique et institutionnel.

Chacun le sait : la France, entre autres démocraties parlementaires, connaît depuis plusieurs années l'embarras d'être politiquement divisée en deux moitiés à peu près égales. Situation inconfortable et peu saine, surtout pour un pays où la notion de « légitimité » se manifeste avec une insistance croissante.

Rien d'étonnant, dans de telles conditions, si l'on s'est pris à rêver, ici et là, « nouvelles frontières », « nouvelle société », « nouveau contrat social », toutes expressions signifiant le désir de transcender des partis pris aussi rigides qu'incertains, d'essence partisane, au profit de majorités substantielles, construites sur des idées qui entraînent.

(Lire la suite page 6.)

AU JOUR LE JOUR

DISSOLUTION

Si les prix grimpent, si l'inflation s'accroît, c'est la faute aux consommateurs, a constaté le ministre de l'économie. Quant aux chômeurs, on le sait, c'est de leur faute aussi. Ils devraient essayer de créer des entreprises au lieu de se borner à toucher des allocations de chômage, affirme notre premier ministre.

Ainsi, on ne peut évidemment pas compter sur un peuple irresponsable, qui se livre à un stupide gaspillage de ses ressources et se complait dans une oisiveté dont il ne cherche nullement à sortir.

Le conseil de Bertold Brecht prend alors une singulière actualité : « Le peuple a, par sa faute, perdu la confiance du gouvernement, et ce n'est qu'en redoublant d'efforts qu'il peut le regagner. Ne serait-il pas plus simple alors pour le gouvernement de dissoudre le peuple et d'en élire un autre ? »

PIERRE DESPATIN.

« UN GENTIL STALINEN »

L'autobiographie de Jean Recanat

« Cet homme de qualité possédait, de la manière la plus continue, la plus précieuse des vertus de société, la gentillesse », écrit Roger Vailland dans son éloge du cardinal de Bernis, rappelant que « gentillesse » veut dire « générosité ». Il aurait pu faire un portrait semblable de son ami Jean Recanat.

Celui-ci conciliait le sens de l'humour et la bienveillance, vertus dont le mariage n'est pas fréquent dans un monde qui domine trop souvent la « rage du dénigrement », comme dit Chamfort. Jean Recanat ne se montrait jamais parolmonieux dans les jugements qu'il portait sur les autres. Il regardait ses contemporains sous leur aspect le plus favorable. Mais, loin d'altérer son esprit critique, sa générosité donnait à

celui-ci les charmes de l'esprit de finesse. Jean Recanat est mort en janvier dernier. Il venait de corriger les épreuves d'un gentil stalinien, comme nous l'apprend son fils François, dans la préface de ce livre. C'était son troisième ouvrage, après son essai sur Roger Vailland, Esquisse pour la psychanalyse d'un libéral (1), et les Profils juifs de Marcel Proust (2). L'auteur y fait le récit de l'expérience qu'il a vécue au parti communiste. Il confirme, dans cette autobiographie, la modestie de sa conduite, la sûreté de son langage et le profondeur de sa réflexion. Jean Recanat s'est éloigné du parti communiste en 1956. Il ne s'est pas servi de cette rupture pour faire carrière.

FRANÇOIS BOTT.
(Lire la suite page 6.)

le mur de Cartier
Paris
Perfection technique, raffinement esthétique, garantie à vie.



L'ASIE
L'ASIE DU SUD-EST
PACIFIC HOLIDAYS
Tel. 509 27 36

Le Monde

étranger

AMÉRIQUES

Colombie

Les négociations entre le gouvernement et le commando du M. 19 sont dans l'impasse

La troisième réunion de négociations entre le gouvernement et les militants du M. 19, qui débattent encore une trentaine de personnes à l'ambassade dominicaine de Bogotá, semble confirmer l'éloignement des positions des deux parties. La présidence de la République, dans un communiqué publié vendredi 7 mars, dans la soirée, à l'issue d'une séance de discussions, a dit que les négociations n'ont pas abouti. Les représentants du gouvernement ont exposé en détail la thèse officielle et, de leur côté, les terroristes ont réitéré leurs exigences. Selon la thèse officielle, la libération des trois cent onze détenus réclamés par le M. 19 (qui demande en outre une rançon de 50 millions de dollars et la publication d'un manifeste) est

impossible sans atterrir à la loi et à la Constitution. Le gouvernement colombien rappelle que le délit d'opinion n'existe pas dans le pays, et que les guérilleros ne sont pas en prison pour des raisons politiques mais pour des délits de droit commun. Or le président ne peut accorder sa grâce qu'à des prisonniers politiques. À l'inverse, le chef du commando autour de la prise d'otages affirme détenir une liste de trois cent onze détenus politiques ; il considère, en outre, que la torture est une pratique courante.

Les négociations devraient reprendre au début de la semaine prochaine, après les élections municipales et départementales, qui devaient avoir lieu le dimanche 9 mars. — (A.F.P.)

Libéraux et conservateurs sont divisés à la veille des élections municipales

La prise d'otages à l'ambassade dominicaine a relancé au second plan les élections municipales et départementales du dimanche 9 mars en Colombie. En dépit des sérieux soucis que lui cause l'opération du M. 19, le gouvernement a tenu à maintenir le scrutin, entendait ainsi démontrer qu'il garde le contrôle de la situation. Les autorités redoutent pourtant un taux élevé d'abstention qui soulignerait les circonstances actuelles. Certes, l'abstentionnisme n'est pas un phénomène nouveau en Colombie, mais il prend des proportions de plus en plus alarmantes. Lors de l'élection présidentielle de 1978, les Colombiens pour 52 % ont boudé les urnes, et le président Turbay n'a été élu que par 20 % de l'électorat. Le taux d'abstention avait cependant été plus élevé aux précédentes élections municipales d'il y a quatre ans, atteignant 77 %. À leur manière, ces chiffres traduisent une désaffection de bon nombre de Colombiens envers le système et ses institutions.

tant diverses tendances du parti libéral brisent les suffrages des élections. La seconde formation traditionnelle, le parti conservateur, connaît également des dissensions. Le chef de file de son aile « progressiste », M. Beltrán Salazar, qui avait été battu de justesse par M. Turbay, se présente déjà comme un candidat virtuel à l'élection présidentielle de 1982. Atteignant vivement le gouvernement, il a accusé M. Turbay de conduire le pays vers « une crise aiguë caractérisée par un taux élevé de chômage et d'inflation ». Les deux partis traditionnels ont rivalisé d'ardeur sans lâcher sur les moyens pour assurer le plus grand nombre de suffrages, ce que la revue de gauche *Alter* estime « résumée en une formule lapidaire : le festin du clientélisme ». Le ministre de la Justice lui-même, M. Hugo Escobar Sierra, n'a pas hésité à accuser la mafia de pécher des listes électorales, surtout sur la côte atlantique. Les associations patronales ont encore plus explicitement dénoncé que « de nombreux électeurs sont des personnes intéressées à la conversion du pouvoir économique acquis grâce à l'économie souterraine en pouvoir politique ».

Un jour pour compenser les trois cent cinquante autres que compte 1980 ? Malgré les proclamations sur l'égalité des sexes, les hommes soviétiques doivent bien reconnaître que la femme est la seule à l'extérieur du monde capitaliste. Les femmes jouent un rôle essentiel dans la société, nous dit-on. Elles représentent plus de la moitié de la population active, près du tiers des députés au Soviet suprême. Selon une enquête sociologique, 50 % des femmes estiment que le travail à l'extérieur est aussi important pour elles que les soins donnés à la famille. Certaines branches de l'économie sont entièrement « féminisées », comme l'éducation et la santé (on oublie d'ailleurs de préciser que c'est dans ce secteur que les salaires sont les plus bas). L'empêchement que les femmes continuent de consacrer plus de trente heures par semaine (quatre heures par jour) aux travaux ménagers, contre cinq dans les années 20. Or est le progrès ? En U.R.S.S., comme ailleurs, on la cherche dans la multiplication et le perfectionnement des appareils ménagers. Mais, d'après les journaux soviétiques, le succès est limité : les instruments traditionnels disparaissent des magasins, et les appareils modernes sont lourds, peu pratiques et fragiles. Ce n'est pas étonnant, dit une lectrice : ils sont inventés par des hommes. Les clichés ont la vie dure. Seules les « mains féminines et douces » pourraient accomplir avec délicatesse les travaux domestiques. La publicité pour les appareils ménagers s'adresse toujours aux femmes, remarque une sociologue. Dans les écoles, seules les filles suivent des cours de ménage, considérées comme « déshonorantes » par les garçons. Le développement des services courants hors de la maison n'est pas pleinement satisfaisant : leur qualité laisse à désirer, dans les restaurants et les cantines la nourriture est médiocre, et les sociologues relèvent que le repas en famille permet non seulement de manger ensemble mais de parler, d'écouter, d'échanger des expériences.

DANIEL VERNET.

EUROPE

Union soviétique

Quand les Soviétiques célèbrent la « fête des femmes »

Moscou. — Journée de la « fête des femmes », le 8 mars est l'occasion de festivités dans toute l'Union soviétique. Côté officiel, outre un message du comité central du parti communiste qui met en valeur la contribution des femmes soviétiques à la vie du pays, Mme Viktor Brejnev, épouse du secrétaire général du parti, a consacré par sa fille, organisée au Kremlin un grand bal réservé aux femmes, où les épouses des chefs des missions diplomatiques ont eu le plaisir de danser avec elles ou avec les compagnes des dirigeants soviétiques.

Pour le Soviétique moyen, cette fête est l'occasion de décharger sa femme des travaux du ménage, de lui offrir des fleurs et de lui cuisiner un bon petit plat. Depuis plusieurs jours, les magasins de la capitale sont envahis par les chandails et la recherche du produit rare, et l'on fait la queue devant les étagères des fleuristes.

Un jour pour compenser les trois cent cinquante autres que compte 1980 ? Malgré les proclamations sur l'égalité des sexes, les hommes soviétiques doivent bien reconnaître que la femme est la seule à l'extérieur du monde capitaliste. Les femmes jouent un rôle essentiel dans la société, nous dit-on. Elles représentent plus de la moitié de la population active, près du tiers des députés au Soviet suprême. Selon une enquête sociologique, 50 % des femmes estiment que le travail à l'extérieur est aussi important pour elles que les soins donnés à la famille. Certaines branches de l'économie sont entièrement « féminisées », comme l'éducation et la santé (on oublie d'ailleurs de préciser que c'est dans ce secteur que les salaires sont les plus bas). L'empêchement que les femmes continuent de consacrer plus de trente heures par semaine (quatre heures par jour) aux travaux ménagers, contre cinq dans les années 20. Or est le progrès ? En U.R.S.S., comme ailleurs, on la cherche dans la multiplication et le perfectionnement des appareils ménagers. Mais, d'après les journaux soviétiques, le succès est limité : les instruments traditionnels disparaissent des magasins, et les appareils modernes sont lourds, peu pratiques et fragiles. Ce n'est pas étonnant, dit une lectrice : ils sont inventés par des hommes. Les clichés ont la vie dure. Seules les « mains féminines et douces » pourraient accomplir avec délicatesse les travaux domestiques. La publicité pour les appareils ménagers s'adresse toujours aux femmes, remarque une sociologue. Dans les écoles, seules les filles suivent des cours de ménage, considérées comme « déshonorantes » par les garçons. Le développement des services courants hors de la maison n'est pas pleinement satisfaisant : leur qualité laisse à désirer, dans les restaurants et les cantines la nourriture est médiocre, et les sociologues relèvent que le repas en famille permet non seulement de manger ensemble mais de parler, d'écouter, d'échanger des expériences.

De notre correspondant

La véritable issue est dans le partage des tâches domestiques entre les hommes et les femmes. Mais la résistance est grande. « La femme est la cellule la plus conservatrice de la société », remarque la revue *Recherches sociologiques*, qui reconnaît la maintien de l'inégalité réelle entre les sexes dans le vie courante. Selon une étude, sur quatre-vingt hommes ayant reçu une éducation supérieure, dix seulement aident le soir leur femme à la maison. Pourtant, note une sociologue, « une participation active des hommes au ménage pourrait jouer un rôle essentiel dans la lutte contre l'écocritisme », dit, en grande partie, au désenchantement. Une exception pourtant : les hommes soviétiques participent souvent aux achats. Étant donnée la longueur des queues dans les magasins, c'est une activité qui occupe beaucoup, encore que les Soviétiques, pour ne pas perdre trop de temps avec leurs achats, aient tendance à les faire... pendant les heures de travail !

La libération de la femme a encore de beaux jours devant elle, bien que tous les Soviétiques ne soient pas comme ce Nicolas, qui écrivait au journal la *Russkaia sovetskaja* : « Les hommes sont faits pour l'activité, les femmes pour le maintien la chaleur au sein de la famille. Etre une bonne mère, c'est un grand exploit que celui de nos héros du travail. Chères femmes, ne cherchez pas à être docteurs et scientifiques ».

DANIEL VERNET.

Italie

Le « phénomène Pertini »

De notre correspondant

Rome. — La politique italienne a la réputation d'être figée. « Les gouvernements tombent, dit-on souvent, mais les mêmes hommes reviennent et, finalement, c'est toujours la même chose ».

Il faut bien constater une exception à la règle : depuis un an et demi la présidence de la République a changé de style, sinon de nature. M. Sandro Pertini on a fait une charge dynamique qui n'est plus confinée dans l'insignifiance des chrysanthèmes. C'est du Quirinal que vient souvent le souffle des initiatives les plus originales et les plus remarquables. Il y a visiblement un « phénomène Pertini ». Quel est-il ? L'élection d'un vieillard de quatre-vingt-deux ans, au sein même d'une scrutin, autorisant les pires pronostics en juillet 1978. Pour remplacer M. Giovanni Leone, continuellement démissionniste sous le coup de graves accusations, les parlementaires italiens s'étaient s'entre-battus sur un président de transition.

Paradoxalement, M. Pertini a été un facteur de renouveau et de dynamisme. Grâce à lui un souffle d'air frais est passé sur les institutions italiennes. Les hommes ont retrouvé leur prestige. Elle n'est plus la symbolique du malgoverno, mais un exemple à suivre. Le chef de l'Etat incarne une série de valeurs (dévouement, droiture, créativité) que les citoyens n'associaient plus à leurs dirigeants.

Le grand âge de M. Pertini et son passé de résistant y ont certainement contribué. Mais, chose dans un pays où trop de gens s'étaient résignés au fascisme avant d'accumuler les démissions, ce grand-père débouillant a semblé réconcilier les Italiens avec eux-mêmes. Socialiste de la première heure, M. Pertini s'est toujours tenu à l'écart des factions. Sa sagesse assure son indépendance et lui permet de jouer pleinement le rôle d'arbitre que la Constitution lui octroie. On le soupçonne parfois de maladresse, mais jamais d'esprit parti.

Le succès de cet octogénaire s'explique aussi par ses qualités personnelles. Chaleureux et spontané, il conquiert immédiatement la sympathie. Dans un pays où la classe politique rivalise de grisaille et d'ennui, on admire la manière dont il bouverse le protocole. Tous les

soirs, « Sandro » rassemble son petit appartement de la place de Trevi. Il est allé plus d'une fois prendre le thé avec ses collaborateurs chez Rosati ou au café Gréco.

Ce président, qui voyage incognito sur les avions de ligne, ne dédaigne pas les coups d'éclat. Il a récemment l'envie d'envoyer un télégramme indigné à M. Brejnev ou d'aller déjeuner chez le pape.

Une excessive simplicité

Officiellement, M. Pertini fait l'admiration générale. Ce vieillard est presque mythifié à force d'être couvert de fleurs. Mais on décèle ici ou là une pointe d'agacement mêlé d'inquiétude. L'agacement tient au style. D'aucuns tiennent par se demander si l'excessive simplicité de M. Pertini est adaptée à un monde complexe qui requiert un peu de distance et moins d'émotivité. Appartenait-il au président de déclarer, à propos du terrorisme : « Nous sommes en état de guerre, nous sommes en première ligne, c'est la nouvelle résistance » ? Les plus sévères parlent d'archaïsme, de populisme et même de démagogie. L'inquiétude, elle, se traduit par « présidentialisme » de M. Pertini. Dans ce régime parlementaire, le chef de l'Etat se permet de initiatives à la limite de la légalité. Pourquoi s'exprime-t-il publiquement sur des sujets qui relèvent du pouvoir ? Pourquoi s'occupe-t-il de régler lui-même le conflit des algues ? Pourquoi convoque-t-il toutes les parties intéressées au Quirinal ? « Les hommes passent et la présidentialisme demeure », affirme certains. Et de remarquer que l'Etat prend de l'importance au moment même où s'ouvre un débat sur les défauts du régime parlementaire.

Mais de tels propos sont davantage dictés par l'agacement ou la jalousie que par une véritable crainte. Quel qu'il soit, l'hôte du Quirinal est certainement l'homme le plus aimé dans les familles par la Constitution. Aucun homme politique italien ne soupçonne l'existence de M. Pertini de l'existence de Charles de Gaulle. Si une Deuxième République doit naître un jour à Rome, elle ne sera pas provoquée par lui. Mais une chose est sûre : il ne sera pas facile de succéder à ce jeune homme de quatre-vingt-trois ans.

ROBERT SOLE.

Luxembourg

DES PERSONNALITÉS POLITIQUES SERAIENT IMPLIQUÉES DANS UN GRAVE SCANDALE

Luxembourg (A.F.P.). — Une affaire de proxénétisme et sans doute aussi de drogue et de trafic d'armes, impliquant selon toute apparence le chef de la police de la ville de Luxembourg, secoue depuis une semaine le Grand-Duché. Des personnalités politiques seraient également impliquées dans cette affaire.

Bien que les enquêtes, et notamment le procureur général de l'Etat, M. Léon Liesch, qui a pris en main le dossier, soient d'une discrétion absolue, les indications recueillies conduisent à établir que, pour l'instant, quatre personnes ont été inculpées et écrouées. Il s'agit en premier lieu de M. Georges Rauchs, trente-neuf ans, commissaire central, c'est-à-dire chef de la police de la capitale luxembourgeoise. Il a été arrêté le mercredi 5 mars et écroué sous l'inculpation de proxénétisme et de corruption de fonctionnaire. Cet officier de police judiciaire a par ailleurs été suspendu de ses fonctions, a-t-on appris de son supérieur M. Emile Krieps, ministre de la force publique.

Les autres inculpés seraient MM. Julien et Jacques Gyes, restaurateurs de nationalité belge, et M. René Skell, agent immobilier. Propriétaire d'un hôtel de grand standing à Luxembourg, dans lequel l'affaire aurait été découverte, si l'on en croit les indications du président du gouvernement, M. Pierre Werner, qui « subodore dans cette affaire un trafic de drogue et un trafic d'armes », et le ministre de la force publique, qui « n'exclut pas certaines conséquences administratives et certains points se confirment ». La publication des résultats de l'enquête pourrait établir des responsabilités notables.

Refusant d'intervenir dans l'instruction, M. Werner n'a pas caché jeudi devant les députés que l'affaire était « grave, déplorable et compliquée » et que « l'enquête devrait se développer rapidement et en toute clarté, afin de permettre un retour à l'apaisement général dans le pays ».

Espagne

Six personnes ont été blessées, dont une grièvement, au cours d'incidents provoqués dans la nuit du jeudi 6 au vendredi 7 mars à Madrid par des groupes d'extrême droite qui réclamaient l'amnistie pour les condamnés de la guerre d'Espagne. Une trentaine de personnes ont pénétré dans une discothèque et ont agressé les clients aux cris de « Vive le Christ roi ». — (A.F.P.)

Canada

Un sondage révèle que 52 % des Québécois voteraient « non » au référendum sur la souveraineté-association

De notre correspondant

Montréal. — 52 % de Québécois voteraient « non » au référendum sur la souveraineté-association (souveraineté politique du Québec assortie d'une association économique avec le reste du Canada), selon un sondage réalisé par la télévision nationale Radio-Canada et publié vendredi 7 mars. 41 % des personnes interrogées voteraient « oui », et les indécis représentent 7 %.

Les résultats de ce sondage sont très proches de ceux d'une autre enquête effectuée au mois de novembre dernier, alors que la question « Accordez-vous au gouvernement du Québec le mandat de négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada » n'était pas encore connue. La seule différence importante apparaît dans le nombre des indécis : 38 % en novembre et 7 % aujourd'hui qui se sont essentiellement reportés sur le « non ». Plusieurs sondages réalisés depuis un an, dont celui commandé par le gouvernement québécois et publié en septembre dernier, révélaient les mêmes tendances. Le comportement des Québécois n'a donc guère varié à propos des différentes options constitutionnelles. Dans l'ordre, ils donnent leur préférence à une réforme du système fédéral, puis viennent à égalité la souveraineté-association et le statut particulier, suivis du statu quo et, enfin, de l'indépendance.

Le sondage, qui a été réalisé du 29 janvier au 17 février auprès de mille deux cent soixante-quatre personnes par le Centre de recherches sur l'opinion publique (CROP), confirme par ailleurs qu'une petite majorité de francophones voteraient « oui » (48 % contre 45 % de « non »), tandis que 81 % des anglophones s'opposent à la souveraineté-association (10 % y sont favorables). Les jeunes de dix-huit à vingt-quatre ans et les citoyens résidents les groupes les plus favorables à la proposition du gouvernement québécois, alors que les femmes sont les plus hostiles. 85 % des personnes interrogées pensent que le « non » l'emporterait et 50 % le sonderaient. Enfin, 54 % des Québécois estiment que la formulation

de la question devrait être modifiée, comme le demande avec insistance le chef de l'opposition libérale, M. Claude Ryan, qui accuse le gouvernement d'entretenir la confusion.

Le premier ministre, M. René Lévesque, a reconnu qu'il n'y avait pas de réponse définitive. Les sondages publiés par Radio-Canada correspondent au sondage réalisé par le parti québécois. « Les gens ont été conditionnés par une propagande hargneuse qui les a rendus imperméables à toute forme de changement », a-t-il déclaré. « Ce sera difficile à remonter, mais je compte sur les Québécois pour réussir cette étape historique de leur histoire ».

La date du référendum n'est pas encore fixée, mais la période la plus probable paraît être la première quinzaine de juin. Ce sondage offre cependant des motifs de satisfaction à M. Lévesque puisque 52 % des personnes interrogées sont satisfaites du gouvernement actuel et 44 % préfèrent le premier ministre en exercice à M. Ryan, qui n'obtient que 34 % des voix. On constate, par contre, le phénomène inverse pour la popularité des partis : le parti libéral obtient 52 % des voix en cas d'élections, contre seulement 38 % au parti québécois. Au scrutin du 15 novembre 1978, 41 % des électeurs s'étaient prononcés pour le parti québécois et 34 % pour les libéraux. Après être tombés à 15 % des intentions de vote en 1977, ces derniers n'ont cessé de progresser, surtout depuis l'élection de M. Ryan à la tête du parti en juin 1978. Les prochaines élections auront lieu au cours de l'automne prochain, au plus tôt, et le 15 novembre 1981, au plus tard.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Le Monde

classés et documents

Numéro de mars

L'ESPAGNE LE SYNDICALISME DES CADRES

Le numéro : 3,50 F
Abonnement un an (dix numéros) : 35 F

AFRIQUE

Rhodesie

M. IAN SMITH LANCE UN APPEL A LA RECONCILIATION NATIONALE

Pologne
Mme WESOLOWSKA
FONCTIONNAIRE
DES NATIONS UNIES
ET CONdamnée à SEPT ANS
DE PRISON

A.F.P. Rhodesie
Rhodesie, 7 mars. — M. Ian Smith, premier ministre de Rhodesie, a lancé un appel à la « réconciliation nationale ».

« Je suis convaincu que nous pouvons tous travailler ensemble pour le bien de notre pays », a-t-il déclaré. « Nous devons nous unir et nous battre pour la liberté et la justice pour tous ».

Mali

POUR LA LIBÉRATION DES DÉTENUÉS POLITIQUES

Mali, 7 mars. — Le président du Mali, M. Modibo Keita, a lancé un appel à la libération des détenus politiques.

« Nous devons libérer tous les citoyens qui ont été injustement emprisonnés », a-t-il déclaré.

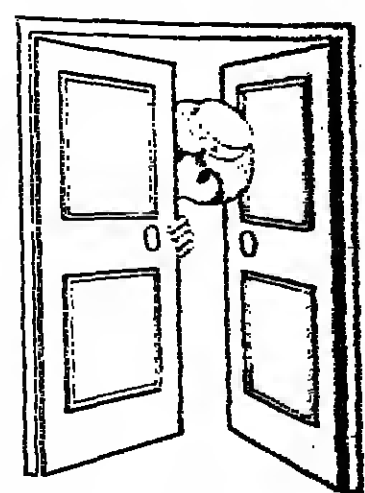
Tchécoslovaquie

LA TCHÉCOSLOVAQUIE

Prague, 7 mars. — Le gouvernement tchécoslovaque a annoncé qu'il ne participerait pas à la conférence de la paix à Paris.

« Nous ne sommes pas prêts à discuter de la paix », a-t-il déclaré.

arts
ménagers
80
CNIT - PARIS - LA DEFENSE



DU 5 AU 10 MARS
PORTES OUVERTES
SUR UN SALON
PROFESSIONNEL

ATTENTION CLOTURE
LUNDI 10 A 19 H

1. Rue de la République

PARIS 11

مكتبة من الأصل

AFRIQUE

Pologne

Mme WESOLOWSKA
FONCTIONNAIRE
DES NATIONS UNIES
EST CONDAMNÉE A SEPT ANS
DE PRISON

Mme Alicja Wesolowska, fonctionnaire des Nations unies, a été condamnée, le vendredi 7 mars, à sept ans de prison ferme par le tribunal militaire de Varsovie pour « intelligence avec les services de renseignements d'un pays de l'OTAN ». Selon l'agence officielle PAP, s'agissait d'un acte coupable. Le procès s'est déroulé à huis clos.

Le tribunal a, en outre, condamné Mme Wesolowska à une amende de 10 000 zlotys (environ 1 300 F), à cinq ans de privation de ses droits civiques et à la confiscation de ses biens. Mme Wesolowska avait été arrêtée le 10 août 1978 à Varsovie où elle faisait escale en route pour la Mongolie. Les autorités la soupçonnaient d'avoir été un agent recruteur de la C.I.A.

● A New-York, M. Waldheim, secrétaire général de l'ONU, qui n'a pas été avisé officiellement de la condamnation, a réitéré son « vif regret que les Nations unies, malgré ses répétées assurances n'avaient pas été informées des accusations portées contre Mme Wesolowska ni obtenu l'autorisation d'envoyer un observateur à son procès ».

● A Cracovie, une dizaine d'universitaires, parmi lesquels le compositeur Penderecki, recteur de l'académie supérieure de musique de la ville, ont appuyé la demande de huit cent dix-neuf étudiants demandant la dissolution de l'Union socialiste des étudiants polonais, organisation officielle dépendant du parti, et son remplacement par un autre mouvement dépourvu de toute obédience philosophique ou idéologique. — (A.F.P., A.P.)

Tchécoslovaquie

● LA COUR D'APPEL DE BRATISLAVA (Slovaquie) a confirmé, vendredi 7 mars, la condamnation à dix mois de prison ferme, pour incitation à agent de l'antarktik, de M. Josef Danis, ancien défenseur des contestataires tchécoslovaques.

Rhodésie

M. IAN SMITH LANCE UN APPEL
A LA RÉCONCILIATION
NATIONALE

Salisbury (A.F.P., Reuters). — M. Ian Smith a lancé vendredi 7 mars un appel à la réconciliation nationale, demandant à ses partisans d'« épargner les révolutions qui ont porté sur des actes du passé et de travailler ensemble avec nos compatriotes pour faire de cette nouvelle aventure un succès ».

D'autre part, M. Smith a sévèrement critiqué la Grande-Bretagne, déclarant : « Nous avons passé des accords avec Londres, qui nous a finalement trompés. Nous avons été trahis à Lancaster House. (...) Il est évident que le gouvernement britannique est en train de jouer les Fonce-Pilates en Rhodésie ».

Enfin, M. Joshua Nkomo, actuellement en voyage en Europe, a déclaré que des irrégularités avaient été commises lors des élections, tandis qu'un de ses porte-parole a annoncé vendredi que le Zimbabwe indépendant romprait toute relation sportive avec l'Afrique du Sud.

Maroc

POUR LA LIBÉRATION
DES DÉTENU POLITIQUES

Nous avons reçu la déclaration suivante :

« Au Maroc, derrière la façade des slogans touristiques et de la propagande officielle, se dissimule la prison pour délit d'opinion, d'expression, de réunion ou d'association. Des centaines d'hommes et de femmes sont privés de liberté et de soins médicaux les plus élémentaires, ce qui entraîne des délabrements physiques aussi graves qu'irréversibles. »

« Nous, soussignés, au nom des droits de l'homme — inscrits dans la Constitution marocaine — demandons une amnistie générale permettant la libération de tous les prisonniers politiques et le retour des exilés. »

Ce texte a été signé par : Mohamed Bassel, Mohamed Harbi, Mohamed Fouchet, Lionel Jospin, Rogerette Bonchard, Costa-Gavras, Simone de Beauvoir, Alain Bore, Claude Bourdet, Alain Chenu, Adil Dami, Guy Hennebel, Yves Lebea, Lucien Fraire, Hussein Zaouane. Ceux qui veulent s'associer à cet appel peuvent adresser leur signature à M. Devouge, 5, rue des Envierges, 75020 Paris.

République Sud-Africaine

Un rapport officiel souligne les responsabilités du gouvernement
dans les émeutes de Soweto

De notre correspondante

munisme, le monde extérieur, étaient seuls responsables de l'explosion de violence.

Le juge Piet Cillie reconnaît que l'imposition de l'apartheid comme moyen d'instruction fut l'élément. Il fait un rappel historique, montre qu'à plusieurs reprises M. Treurnicht fut alerté par des institutions, notamment l'Institut des relations raciales, sur la nervosité des jeunes vis-à-vis de ce problème de langue, mais qu'il refusa de revenir sur sa décision. Pour M. Cillie, le vice-ministre n'avait, semble-t-il, pas été bien informé de la situation par son administration. Un argument que réfute l'opposition parlementaire en avançant pour preuves les multiples interventions auprès du ministre à ce sujet.

Sachant que quelque chose se préparait pour le 16 juin, la police n'était pas prête et fut débordée. M. Cillie explique les coups de feu qui furent tirés comme un mouvement de panique parmi les policiers. Entre le 16 juin 1976 et le 23 février 1977, cinq cent soixante-quinze personnes sont mortes (cent trente-quatre de moins de dix-huit ans), dont quatre cent cinquante et un tués par

la police. Le rapport examine avec soin tous les aspects qui créèrent des conditions favorables à cette colère estudiantine. Pratiquement tous les piliers de la politique de ségrégation y figurent : l'éducation pour les Noirs (séparée de celle des Blancs et des Métis et des Indiens), les bantoustans (foyers tribaux auxquels tous les Noirs sont rattachés administrativement, même si dans la réalité ils n'ont aucun lien avec eux), le contrôle et la restriction de liberté de mouvement pour les Noirs, les zones assignées à ceux-ci dans les territoires dits « blancs », la discrimination dans les salaires, etc.

Le juge Cillie note que tout cela a donné naissance à une « haine pour le Blanc, quel qu'il soit ». Il explique que les émeutes en Angola et au Mozambique et, dans une certaine mesure, en Rhodésie et en Namibie ont entraîné psychologiquement les jeunes à risquer. Enfin il reconnaît que les organisations traditionnelles bannies en Afrique du Sud, l'African National Congress (A.N.C.) ou Pan Africanist Congress (P.A.C.), ne furent pour rien dans le début des révoltes, même si par la suite elles tentèrent de les utiliser.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Libéria

Pour obtenir la démission
du président Tolbert

L'OPPOSITION LANCE UN APPEL
A LA GRÈVE GÉNÉRALE

Monrovia (A.F.P.). — M. Gabriel Bacchus Matthews, président du parti d'opposition libérien, a lancé vendredi 7 mars un appel à la grève générale illimitée pour obtenir la démission du président William Tolbert.

Cet appel a été lancé au cours d'un meeting qui a rassemblé plusieurs milliers de personnes devant le siège du Progressive People's Party (P.P.P.). Après avoir fait le procès de l'administration Tolbert, le président du P.P.P. s'est écrié : « Nous, peuple souverain du Libéria (...) appelons le président William Tolbert et le vice-président Bennie Warner à démissionner immédiatement, et à remettre le pouvoir exécutif entre les mains d'une coalition des partis politiques du Libéria. »

« Comme manifestation de la volonté populaire, », poursuit M. Matthews, nous appelons d'une grève générale sur toute l'étendue du territoire, qui durera aussi longtemps, et seulement aussi longtemps qu'il faudra pour que l'administration démissionne et qu'une administration provisoire puisse assumer ses responsabilités ».

M. Martin Kirsch, successeur
de René Journiac à l'Elysée

Une longue expérience

des problèmes et des hommes d'Afrique noire

Comme lui diplômé de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer et ancien magistrat colonial, M. Martin Kirsch a sensiblement le même profil de carrière que René Journiac, auquel il vient de succéder. Les deux hommes étaient d'ailleurs très liés d'amitié, étaient partis en Afrique comme jeunes magistrats à trois mois d'intervalle, leurs enfants avaient grandi ensemble et ils ne s'étaient jamais réellement perdus de vue, même lorsque les circonstances les avaient éloignés l'un de l'autre.

Comme son prédécesseur, le nouveau conseiller technique au secrétaire général de la présidence de la République exercera sans doute ses fonctions de conseiller aux affaires africaines dans la grande tradition inaugurée il y a maintenant plus de vingt ans par M. Jacques Foccart, à l'époque duquel il a appartenu durant sept ans, de 1961 à 1968. En effet, même si l'ancien responsable des questions africaines au P.F. a officiellement cessé d'exercer une influence réelle en Afrique noire, son esprit et ses méthodes, largement diffusés lorsqu'il était lui-même secrétaire général à la présidence pour le communisme et les affaires africaines et malgaches, semblent s'y être perpétués.

En dépit d'un sourire amical, le nouveau conseiller de l'Elysée, petit homme au visage rond, aux lèvres minces, à la poignée de main beaucoup plus chaleureuse que celle de ses prédécesseurs, paraît en tout cas résolu à observer le secret qui est directement lié au poste qui est désormais le sien. Même s'il est naturellement soucieux de se démarquer de René Journiac — rien ne le chagrinerait tant que de passer pour une simple copie conforme —, cet Alsacien, volontiers cordial, sait qu'il doit faire aussi peu que possible parler de lui et s'effacer complètement devant le chef de l'Etat, dont la politique africaine constitue, on ne le révélera jamais assez, le domaine réservé.

Trop proche du président Giscard d'Estaing pour parler à sa place, M. Kirsch sera, de toute évidence, très discret. Une longue pratique de la magistrature, d'abord au Sénégal, à Madagascar, en Côte-d'Ivoire, puis en France, lui a appris les vertus de l'absence. Près de dix années de travail auprès de M. Joseph Comill aux divers cabinets duquel il a appartenu, lui ont permis de goûter aux joies qui sont celles de toute éminente grise.

Penser, analyser, guider, éventuellement orienter, tel sera l'essentiel de la tâche de M. Kirsch, qui, si l'on s'en tient à l'examen de son curriculum vitae (le Monde delé 2-3 mars),

est moins un homme de décision qu'un conseiller au sens le plus précis de ce terme. Juriste, spécialiste du droit du travail, il a écrit plusieurs dizaines d'articles et d'études pour diverses revues spécialisées, dont le *Recueil Pénent*, aux destinées duquel il préside, et une douzaine d'ouvrages. Parmi ces derniers figurent un austère et volumineux traité d'un millier de pages consacré au droit du travail en Afrique et un guide du travail et de l'emploi en Côte-d'Ivoire, paru l'an dernier. C'est vraisemblablement cet aspect de ses activités qui incite certains à voir en lui « l'homme du patronat en Afrique noire ». Cette étiquette, si elle se révélait justifiée, ne constituerait certes pas un handicap dans ses nouvelles fonctions, car la politique africaine de M. Giscard d'Estaing est guidée, entre autres, par le souci des intérêts des grandes sociétés françaises sur le continent noir.

Un capital de relations

Mais un des atouts les plus appréciables dont dispose M. Kirsch, c'est le capital étendu de relations personnelles que lui ont valu vingt années d'enseignement du droit du travail et du développement. Pour avoir professé à l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, à l'Institut des hautes études d'outre-mer, à l'Institut d'administration publique et à l'Ecole nationale de la magistrature, il connaît en effet un nombre très élevé d'inspecteurs du travail, de magistrats et de hauts fonctionnaires africains de tout grade qui, après avoir été ses élèves, exercent aujourd'hui d'importantes responsabilités dans leur pays d'origine. Beaucoup d'entre eux le consultent d'ailleurs régulièrement pour certaines questions dont le caractère n'est pas exclusivement d'ordre technique.

Longue expérience du terrain et des hommes, réputation de combativité et de fermeté, de courtoisie, mais aussi de grande humilité, le successeur de René Journiac ne manque point de ressources. Il en aura, il est vrai, besoin, car l'emploi et les difficultés des tâches qui l'attendent ne vont pas cesser d'être croissantes : non seulement les tensions s'accroissent en nombre de points du continent noir, mais elles vont, au début de cette troisième décennie des indépendances, se multiplier. Les conclusions que M. Kirsch tirera de l'étude de l'épineux dossier tchadien — affaire à la solution de laquelle s'attache son prédécesseur jusqu'à sa mort tragique au Cameroun, le 6 février, — devraient constituer un premier test de ses capacités d'action et d'imagination.

PHILIPPE DECAENE.

A TRAVERS LE MONDE

Chili

● LES MANIFESTATIONS PRÉVUES À L'OCCASION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME ont été interdites par le gouvernement militaire. Dans un communiqué diffusé le vendredi 7 mars, l'organisme gouvernemental de la communication sociale affirme que « le marxisme-léninisme se sert de la Journée internationale de la femme en vue de ses intérêts ». La coordination nationale syndicale, qui groupe des opposants au régime, a fait savoir qu'elle « organisera une manifestation les 8 et 9 mars, sous le thème des revendications des femmes ». Une première réunion publique avait déjà eu lieu mercredi dans un théâtre de la capitale avec la participation de la veuve du poète Neruda.

Guatemala

● DES PAYSANS ont attaqué une patrouille militaire de trois hommes dans la Baja Verapaz, à 80 kilomètres au nord de la capitale, a annoncé, vendredi 7 mars, un communiqué des forces armées. L'incident s'est produit mercredi. Les soldats ont été arrêtés dans un guet-apens, bombardés de pierres et battus, déclare le communiqué, qui fait état de six morts et de quatre blessés. Deux hommes ont été blessés, les trois autres ont été portés manquant.

Inde

● M. JAGJIVAN RAO, ancien vice-premier ministre, a démissionné, vendredi 7 mars, du parti Janata, dont il était depuis août dernier le chef. Il a annoncé son intention de former un nouveau parti. Il a justifié sa décision en affirmant que le Janata était complètement dominé par les nationalistes hindouistes du Jan Sangh. — (A.F.P., A.P.)

Mauritanie

● LA CRÉATION D'UNE COUR SPÉCIALE DE DROIT ISLAMIQUE utilisant la « charia » (jurisprudence islamique) — aux termes de laquelle les voleurs pourraient avoir la main coupée et les assassins être décapités — a été approuvée par le conseil des ministres mauritanien. Selon un communiqué publié vendredi 7 mars, la nouvelle juridiction est destinée à lutter contre la montée de la criminalité. Elle aura à se prononcer « sur les crimes commis contre les personnes et leurs biens, conformément à la législation islamique ». — (A.F.P.)

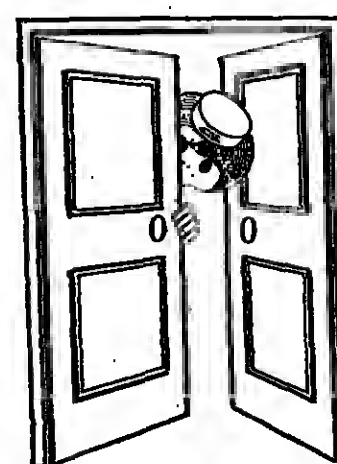
Surinam

● LES ÉTATS-UNIS ONT EXPRIMÉ, le vendredi 7 mars, leur « vif inquiétude » devant la poursuite d'actes de violence au Surinam depuis la mortinurie du 25 février dernier. Le porte-parole du département d'Etat a déclaré que l'annulation des élections générales prévues pour le 27 mars prochain est également considérée comme « inquiétante » par Washington.

Turquie

● CINQ PERSONNES ONT ÉTÉ TUÉES vendredi 7 mars lors d'attaques politiques commises dans différentes villes du pays. Parmi les victimes figurent un syndicaliste, un étudiant et un ouvrier. D'autre part, le tribunal de l'état de siège d'Istanbul a lancé un mandat d'arrêt contre quatre journalistes travaillant au quotidien de gauche *Politik*, organe de la Confédération des syndicats progressistes. Les quatre hommes, dont le rédacteur en chef du journal, M. Osman Iktis, sont accusés d'avoir propagé de la propagande communiste dans leurs articles. — (A.F.P.)

arts
ménagers
80
CNIT - PARIS - LA DEFENSE



DU 5 AU 10 MARS
PORTES OUVERTES
SUR UN SALON
PROFESSIONNEL
ATTENTION CLOTURE
LUNDI 10 A 19 H

J. Rou-djou RONDORASH

PROCHE-ORIENT

Un entretien avec M. Yasser Arafat

(Suite de la première page.)

— Qu'attendez-vous de la France à présent ?

Nous sommes en consultation constante avec le Koweït, auquel nous lient des relations fermes et solides ; et bien entendu ce sujet a été débattu entre nous avant la visite du président Giscard d'Estaing. De même nous sommes en contact avec nos amis français : j'ai reçu en novembre dernier un ambassadeur spécial du Quai d'Orsay à Beyrouth, M. Robin (1), et mon compagnon Abou-Loif a effectué plusieurs visites à Paris où il a conféré avec le ministre des affaires étrangères. Des indications — je dis bien des indications et non des engagements clairs — nous ont été données sur les intentions de la France à ce propos.

— Mais n'est-ce pas plutôt Paris qui attend de vous un geste déterminant en vue de la solution de la crise du Proche-Orient ?

— Moi aussi je souhaite qu'elle soit décisive.

— A défaut, une rencontre entre vous et le président Giscard d'Estaing est-elle possible d'Amman ?

— Je dois rencontrer le président Giscard d'Estaing dans son pays ou dans le mien. Le mien étant occupé, je ne peux malheureusement l'y inviter.

— Envisagez-vous d'autres visites en attendant dans des pays développés ?

— J'ai reçu aujourd'hui-même une invitation officielle du Japon. Pour l'instant la question se pose sur le même plan des principes que pour la France : j'attends une invitation du gouvernement.

— La conjoncture se prête-t-elle à une initiative capitale de votre part ?

— Il ne faut pas se perdre dans les rêves et bâtir des châteaux en Espagne. Je sais que la position américaine est toujours résolument hostile à notre cause. Les dernières déclarations du président Carter le démontrent abondamment, et confirment la participation des États-Unis au conflit permanent contre le peuple palestinien. L'Europe, cependant, par son influence culturelle sur l'opinion publique américaine, devrait l'amener à rectifier sa position.

— Les États-Unis n'en ont pas moins voté la résolution du Conseil de sécurité condamnant les implantations israéliennes.

— Le président Carter s'est empressé de préciser que cela ne changeait rien à la politique américaine, qu'il y avait eu ma-

lendu. Plus encore : il vient de souligner qu'il est le président américain ayant accordé le plus d'aide à Israël : 11 milliards de dollars, reconnus en trois ans, sans compter le reste. Il faudra bien que les pays arabes qui continuent de croire dans la possibilité d'une évolution de la politique américaine se rendent à l'évidence.

— Une initiative française ou franco-britannique au Conseil de sécurité en vue d'une nouvelle résolution complétant la déclaration semblable à celle souhaitable et de nature à débiter la crise du Proche-Orient ?

— Si elle est réellement nouvelle, non liée aux précédentes et basée sur la résolution 32-33 (3) de l'Assemblée générale, une telle résolution recevra notre agrément. Encore faudrait-il qu'elle soit accompagnée d'une volonté d'exécution et que l'on contrainse Israël à s'y plier. Dans ce cas ses répercussions seront décisives sur le processus de paix au Proche-Orient et donc sur la stabilité européenne, sur les relations arabo-européennes dans tous les domaines et finalement sur la paix mondiale.

Propos recueillis par LUCIEN GEORGE.

(1) Directeur des affaires politiques au ministère des affaires étrangères (N.D.L.R.).

(2) Créée en décembre 1949 par un vote de l'Assemblée générale des Nations unies, la résolution 181 de condamnation avait hérité des attributions du médiateur de l'ONU pour tenter d'arrêter la poursuite d'une paix définitive.

(3) Approuvée le 22 novembre 1974 à la suite du discours de M. Arafat, la résolution 3235 reconnaît « le droit à la souveraineté et à l'indépendance nationale des peuples et demande au secrétaire général d'assurer des contacts avec l'O.L.P. » et « offre son concours au problème de la Palestine ».

lentendu. Plus encore : il vient de souligner qu'il est le président américain ayant accordé le plus d'aide à Israël : 11 milliards de dollars, reconnus en trois ans, sans compter le reste. Il faudra bien que les pays arabes qui continuent de croire dans la possibilité d'une évolution de la politique américaine se rendent à l'évidence.

— Une initiative française ou franco-britannique au Conseil de sécurité en vue d'une nouvelle résolution complétant la déclaration semblable à celle souhaitable et de nature à débiter la crise du Proche-Orient ?

— Si elle est réellement nouvelle, non liée aux précédentes et basée sur la résolution 32-33 (3) de l'Assemblée générale, une telle résolution recevra notre agrément. Encore faudrait-il qu'elle soit accompagnée d'une volonté d'exécution et que l'on contrainse Israël à s'y plier. Dans ce cas ses répercussions seront décisives sur le processus de paix au Proche-Orient et donc sur la stabilité européenne, sur les relations arabo-européennes dans tous les domaines et finalement sur la paix mondiale.

Propos recueillis par LUCIEN GEORGE.

(1) Directeur des affaires politiques au ministère des affaires étrangères (N.D.L.R.).

(2) Créée en décembre 1949 par un vote de l'Assemblée générale des Nations unies, la résolution 181 de condamnation avait hérité des attributions du médiateur de l'ONU pour tenter d'arrêter la poursuite d'une paix définitive.

(3) Approuvée le 22 novembre 1974 à la suite du discours de M. Arafat, la résolution 3235 reconnaît « le droit à la souveraineté et à l'indépendance nationale des peuples et demande au secrétaire général d'assurer des contacts avec l'O.L.P. » et « offre son concours au problème de la Palestine ».

ASIE

Chine

Les artistes sont invités à ne pas s'appesantir sur les « aspects négatifs » de la société socialiste

De notre correspondant

Pékin. — La campagne de reprise en main politique et idéologique a donné lieu récemment à d'édifiantes propositions dans les milieux artistiques et littéraires chinois. Le problème vient de ce que le régime est pris au piège des mots d'ordre de liberté et d'émancipation des esprits qu'il a lui-même lancés pour se démarquer de l'époque précédente, mais qui ont ouvert la voie à des créations aujourd'hui jugées toxiques pour les esprits.

Plusieurs œuvres destinées au théâtre ou au cinéma viennent ainsi d'être condamnées comme « déviations à gauche ». L'une d'elles, *« L'imposteur »*, offre un bon exemple de ce qui est actuellement considéré comme néfaste par le pouvoir. La pièce avait duré plus de deux mois, survint l'an dernier à Shanghai et raconte l'histoire d'un jeune ouvrier agricole qui est l'idée de se faire passer pour le fils d'un haut responsable de l'armée. Miroir : toutes les portes s'ouvrent devant lui, une voiture fut mise à sa disposition, on lui offrit des places de spectacle et il était sur le point de couler avec une jeune fille d'une des meilleures familles de la ville lorsque la supercherie fut découverte. Elle avait duré plus de deux mois. La morale de l'histoire est que la vie est évidemment beaucoup plus facile en République populaire pour le fils d'un général que pour un simple paysan. Si l'imposteur était en fait, l'attitude de ceux qui ont accordé leurs faveurs en dit long sur les privilèges dont jouissent les cadres et leur progéniture.

C'est bien pour cela que la pièce a déçu. Les privilèges constituent un phénomène regrettable, qu'il convient de combattre, mais le sujet est devenu trop brûlant pour que n'importe qui soit autorisé à le traiter, oser l'écrire devant un public trop bien placé pour ne pas saisir le thème. Il en va de même pour d'autres sujets tels que le bureaucratisme, les abus de pouvoir qui en découlent, la criminalité juvé-

nile, etc. Bref, il s'agit là d'« aspects négatifs » de la société socialiste dont on ne nie pas l'existence, mais sur lesquels il est jugé malavisé d'appesantir sous peine d'inciter les masses à douter de leurs dirigeants, à mal juger leur mode de vie, à s'interroger sur les mérites du régime, voire, finalement, à en mettre en cause la stabilité. C'est ce que le *Quotidien de Pékin* résumait le 26 février en rendant compte d'une conférence sur la création artistique à laquelle participaient les responsables du département de propagande du comité central. « Quand les écrivains dénoncent les aspects négatifs ou sombres de la société, ils doivent procéder à une analyse approfondie et réaliste afin d'établir que la société socialiste, elle-même, est en mesure de surmonter ces phénomènes négatifs. S'ils décrivent la vie sociale et en particulier ses aspects malins d'une façon pessimiste ou mélancolique, c'est-à-dire s'ils énoncent accusés, vols et escroqueries d'une façon purement naturaliste, cela conduira à des conclusions négatives et pessimistes. Non seulement cela n'est pas conforme à la réalité de la société dans son ensemble, mais cela exercera une influence néfaste notamment chez les jeunes en affectant leur combativité et leur unité. »

Les « ordures occidentales »

A partir de là se posent deux questions. La première est de savoir sur quelle voie doit s'engager la création artistique. Les auteurs, répond M. Zhou Yang, président de la Fédération des écrivains et artistes, doivent être conscients de leurs responsabilités envers le pays et le peuple. Leur mission est de « former l'homme futur, les élites de la nation et de l'état ».

Seconde question : comment veiller à ce qu'écrivains et artistes ne s'écartent pas du droit chemin ainsi défini ? Il n'est pas

question, bien entendu, de rééditer les méthodes de censure mises au compte de la « bande des quatre » ni de revenir sur le principe de « la libération des esprits ». Mais cela n'interdit pas toute critique, et le ministre de la culture, M. Huang Zhen, s'inquiète car « certains dirigeants trop timides n'osent pas intervenir » ni « assumer leurs responsabilités » pour « garantir la juste orientation politique des créations littéraires et artistiques ». D'anciens ont parfaitement compris dans quel sens souffle le vent et tiennent très soigneusement la leçon des décisions prises à la dernière session plénière du comité central en vue de « renforcer la direction du parti ». Ainsi l'écrivain Liu Guang-tang — qui fut critiqué en 1967 pour des opinions exprimées pendant la période des Cent Fleurs — estime-t-il que « la création littéraire doit marcher au même pas et à la même cadence que le parti ». Quant à « la libération des esprits », ajoute-t-il, « nous devons sceller ce qu'elle ne conduise pas jusqu'à aux poubelles des ordures occidentales ».

La fermeté de ces propos ne va pas sans inquiéter certains auteurs pour qui les mauvaises habitudes de l'époque précédente n'ont pas encore disparu. Faisant écho au poète Bai Hua, qui, au mois de novembre, avait évoqué devant le congrès des écrivains « le problème de la sécurité » des artistes (le *Monde* du 20 novembre 1979), M. Zhong Chengxiang dénonce dans *Clarité* l'« emprisonnement du langage » auquel peut conduire certaine forme de critique, et rappelle que « certains camarades craignent d'être les victimes de nouvelles campagnes politiques », invitent à la pratique d'une critique « entre camarades », il demande au parti communiste de « garantir aux écrivains qu'ils ne seront jamais accusés d'être des contre-révolutionnaires d'origine de leurs créations ». Qu'un tel vœu soit exprimé laisse soupçonner sur la tranquillité d'esprit de la nouvelle direction chinoise à su inspirer aux artistes.

ALAIN JACOB.

« Les États-Unis sont hostiles à notre cause »

— Qu'attendez-vous de la France à présent ?

Nous sommes en consultation constante avec le Koweït, auquel nous lient des relations fermes et solides ; et bien entendu ce sujet a été débattu entre nous avant la visite du président Giscard d'Estaing. De même nous sommes en contact avec nos amis français : j'ai reçu en novembre dernier un ambassadeur spécial du Quai d'Orsay à Beyrouth, M. Robin (1), et mon compagnon Abou-Loif a effectué plusieurs visites à Paris où il a conféré avec le ministre des affaires étrangères. Des indications — je dis bien des indications et non des engagements clairs — nous ont été données sur les intentions de la France à ce propos.

— Mais n'est-ce pas plutôt Paris qui attend de vous un geste déterminant en vue de la solution de la crise du Proche-Orient ?

— Moi aussi je souhaite qu'elle soit décisive.

— A défaut, une rencontre entre vous et le président Giscard d'Estaing est-elle possible d'Amman ?

— Je dois rencontrer le président Giscard d'Estaing dans son pays ou dans le mien. Le mien étant occupé, je ne peux malheureusement l'y inviter.

— Envisagez-vous d'autres visites en attendant dans des pays développés ?

— J'ai reçu aujourd'hui-même une invitation officielle du Japon. Pour l'instant la question se pose sur le même plan des principes que pour la France : j'attends une invitation du gouvernement.

— La conjoncture se prête-t-elle à une initiative capitale de votre part ?

— Il ne faut pas se perdre dans les rêves et bâtir des châteaux en Espagne. Je sais que la position américaine est toujours résolument hostile à notre cause. Les dernières déclarations du président Carter le démontrent abondamment, et confirment la participation des États-Unis au conflit permanent contre le peuple palestinien. L'Europe, cependant, par son influence culturelle sur l'opinion publique américaine, devrait l'amener à rectifier sa position.

— Les États-Unis n'en ont pas moins voté la résolution du Conseil de sécurité condamnant les implantations israéliennes.

— Le président Carter s'est empressé de préciser que cela ne changeait rien à la politique américaine, qu'il y avait eu ma-

lendu. Plus encore : il vient de souligner qu'il est le président américain ayant accordé le plus d'aide à Israël : 11 milliards de dollars, reconnus en trois ans, sans compter le reste. Il faudra bien que les pays arabes qui continuent de croire dans la possibilité d'une évolution de la politique américaine se rendent à l'évidence.

— Une initiative française ou franco-britannique au Conseil de sécurité en vue d'une nouvelle résolution complétant la déclaration semblable à celle souhaitable et de nature à débiter la crise du Proche-Orient ?

— Si elle est réellement nouvelle, non liée aux précédentes et basée sur la résolution 32-33 (3) de l'Assemblée générale, une telle résolution recevra notre agrément. Encore faudrait-il qu'elle soit accompagnée d'une volonté d'exécution et que l'on contrainse Israël à s'y plier. Dans ce cas ses répercussions seront décisives sur le processus de paix au Proche-Orient et donc sur la stabilité européenne, sur les relations arabo-européennes dans tous les domaines et finalement sur la paix mondiale.

Propos recueillis par LUCIEN GEORGE.

(1) Directeur des affaires politiques au ministère des affaires étrangères (N.D.L.R.).

(2) Créée en décembre 1949 par un vote de l'Assemblée générale des Nations unies, la résolution 181 de condamnation avait hérité des attributions du médiateur de l'ONU pour tenter d'arrêter la poursuite d'une paix définitive.

(3) Approuvée le 22 novembre 1974 à la suite du discours de M. Arafat, la résolution 3235 reconnaît « le droit à la souveraineté et à l'indépendance nationale des peuples et demande au secrétaire général d'assurer des contacts avec l'O.L.P. » et « offre son concours au problème de la Palestine ».

lentendu. Plus encore : il vient de souligner qu'il est le président américain ayant accordé le plus d'aide à Israël : 11 milliards de dollars, reconnus en trois ans, sans compter le reste. Il faudra bien que les pays arabes qui continuent de croire dans la possibilité d'une évolution de la politique américaine se rendent à l'évidence.

— Une initiative française ou franco-britannique au Conseil de sécurité en vue d'une nouvelle résolution complétant la déclaration semblable à celle souhaitable et de nature à débiter la crise du Proche-Orient ?

— Si elle est réellement nouvelle, non liée aux précédentes et basée sur la résolution 32-33 (3) de l'Assemblée générale, une telle résolution recevra notre agrément. Encore faudrait-il qu'elle soit accompagnée d'une volonté d'exécution et que l'on contrainse Israël à s'y plier. Dans ce cas ses répercussions seront décisives sur le processus de paix au Proche-Orient et donc sur la stabilité européenne, sur les relations arabo-européennes dans tous les domaines et finalement sur la paix mondiale.

Propos recueillis par LUCIEN GEORGE.

(1) Directeur des affaires politiques au ministère des affaires étrangères (N.D.L.R.).

(2) Créée en décembre 1949 par un vote de l'Assemblée générale des Nations unies, la résolution 181 de condamnation avait hérité des attributions du médiateur de l'ONU pour tenter d'arrêter la poursuite d'une paix définitive.

(3) Approuvée le 22 novembre 1974 à la suite du discours de M. Arafat, la résolution 3235 reconnaît « le droit à la souveraineté et à l'indépendance nationale des peuples et demande au secrétaire général d'assurer des contacts avec l'O.L.P. » et « offre son concours au problème de la Palestine ».

C'est bien pour cela que la pièce a déçu. Les privilèges constituent un phénomène regrettable, qu'il convient de combattre, mais le sujet est devenu trop brûlant pour que n'importe qui soit autorisé à le traiter, oser l'écrire devant un public trop bien placé pour ne pas saisir le thème. Il en va de même pour d'autres sujets tels que le bureaucratisme, les abus de pouvoir qui en découlent, la criminalité juvé-

nile, etc. Bref, il s'agit là d'« aspects négatifs » de la société socialiste dont on ne nie pas l'existence, mais sur lesquels il est jugé malavisé d'appesantir sous peine d'inciter les masses à douter de leurs dirigeants, à mal juger leur mode de vie, à s'interroger sur les mérites du régime, voire, finalement, à en mettre en cause la stabilité. C'est ce que le *Quotidien de Pékin* résumait le 26 février en rendant compte d'une conférence sur la création artistique à laquelle participaient les responsables du département de propagande du comité central. « Quand les écrivains dénoncent les aspects négatifs ou sombres de la société, ils doivent procéder à une analyse approfondie et réaliste afin d'établir que la société socialiste, elle-même, est en mesure de surmonter ces phénomènes négatifs. S'ils décrivent la vie sociale et en particulier ses aspects malins d'une façon purement naturaliste, cela conduira à des conclusions négatives et pessimistes. Non seulement cela n'est pas conforme à la réalité de la société dans son ensemble, mais cela exercera une influence néfaste notamment chez les jeunes en affectant leur combativité et leur unité. »

Les « ordures occidentales »

A partir de là se posent deux questions. La première est de savoir sur quelle voie doit s'engager la création artistique. Les auteurs, répond M. Zhou Yang, président de la Fédération des écrivains et artistes, doivent être conscients de leurs responsabilités envers le pays et le peuple. Leur mission est de « former l'homme futur, les élites de la nation et de l'état ».

Seconde question : comment veiller à ce qu'écrivains et artistes ne s'écartent pas du droit chemin ainsi défini ? Il n'est pas

question, bien entendu, de rééditer les méthodes de censure mises au compte de la « bande des quatre » ni de revenir sur le principe de « la libération des esprits ». Mais cela n'interdit pas toute critique, et le ministre de la culture, M. Huang Zhen, s'inquiète car « certains dirigeants trop timides n'osent pas intervenir » ni « assumer leurs responsabilités » pour « garantir la juste orientation politique des créations littéraires et artistiques ». D'anciens ont parfaitement compris dans quel sens souffle le vent et tiennent très soigneusement la leçon des décisions prises à la dernière session plénière du comité central en vue de « renforcer la direction du parti ». Ainsi l'écrivain Liu Guang-tang — qui fut critiqué en 1967 pour des opinions exprimées pendant la période des Cent Fleurs — estime-t-il que « la création littéraire doit marcher au même pas et à la même cadence que le parti ». Quant à « la libération des esprits », ajoute-t-il, « nous devons sceller ce qu'elle ne conduise pas jusqu'à aux poubelles des ordures occidentales ».

La fermeté de ces propos ne va pas sans inquiéter certains auteurs pour qui les mauvaises habitudes de l'époque précédente n'ont pas encore disparu. Faisant écho au poète Bai Hua, qui, au mois de novembre, avait évoqué devant le congrès des écrivains « le problème de la sécurité » des artistes (le *Monde* du 20 novembre 1979), M. Zhong Chengxiang dénonce dans *Clarité* l'« emprisonnement du langage » auquel peut conduire certaine forme de critique, et rappelle que « certains camarades craignent d'être les victimes de nouvelles campagnes politiques », invitent à la pratique d'une critique « entre camarades », il demande au parti communiste de « garantir aux écrivains qu'ils ne seront jamais accusés d'être des contre-révolutionnaires d'origine de leurs créations ». Qu'un tel vœu soit exprimé laisse soupçonner sur la tranquillité d'esprit de la nouvelle direction chinoise à su inspirer aux artistes.

ALAIN JACOB.

UNE QUESTION ÉCRITE DE M. PONTILLON

A M. FRANÇOIS-PONCET

SUR LA LIVRAISON À L'IRAK PAR LA FRANCE D'URANIUM TRÈS ENRICH

Dans une question écrite au ministre des affaires étrangères, M. Robert Pontillon, sénateur socialiste des Pyrénées-Orientales, demande s'il n'est pas possible de presser la France d'arrêter la livraison d'uranium très enrichi à l'Irak, afin d'y limiter un réacteur nucléaire, et demande s'il n'est pas possible de presser la France d'arrêter la livraison d'uranium très enrichi à l'Irak, afin d'y limiter un réacteur nucléaire, et demande s'il n'est pas possible de presser la France d'arrêter la livraison d'uranium très enrichi à l'Irak, afin d'y limiter un réacteur nucléaire.

Le réacteur Osirak, quel qu'il soit, sera de toute manière, comme toutes les installations nucléaires, une source de pollution radioactive que la France pourrait livrer à l'Irak (état aggraveur de la situation) et qui, en outre, placé sous le contrôle d'attribution pacifique de l'Agence internationale de l'énergie atomique, est exposé à être détourné dans un but militaire. La France, en livrant de l'uranium très enrichi à l'Irak, contribue à la non-prolifération et ne risque pas d'introduire un facteur supplémentaire de déstabilisation dans une région particulièrement sensible.

Le réacteur Osirak, quel qu'il soit, sera de toute manière, comme toutes les installations nucléaires, une source de pollution radioactive que la France pourrait livrer à l'Irak (état aggraveur de la situation) et qui, en outre, placé sous le contrôle d'attribution pacifique de l'Agence internationale de l'énergie atomique, est exposé à être détourné dans un but militaire. La France, en livrant de l'uranium très enrichi à l'Irak, contribue à la non-prolifération et ne risque pas d'introduire un facteur supplémentaire de déstabilisation dans une région particulièrement sensible.

Le réacteur Osirak, quel qu'il soit, sera de toute manière, comme toutes les installations nucléaires, une source de pollution radioactive que la France pourrait livrer à l'Irak (état aggraveur de la situation) et qui, en outre, placé sous le contrôle d'attribution pacifique de l'Agence internationale de l'énergie atomique, est exposé à être détourné dans un but militaire. La France, en livrant de l'uranium très enrichi à l'Irak, contribue à la non-prolifération et ne risque pas d'introduire un facteur supplémentaire de déstabilisation dans une région particulièrement sensible.

Le réacteur Osirak, quel qu'il soit, sera de toute manière, comme toutes les installations nucléaires, une source de pollution radioactive que la France pourrait livrer à l'Irak (état aggraveur de la situation) et qui, en outre, placé sous le contrôle d'attribution pacifique de l'Agence internationale de l'énergie atomique, est exposé à être détourné dans un but militaire. La France, en livrant de l'uranium très enrichi à l'Irak, contribue à la non-prolifération et ne risque pas d'introduire un facteur supplémentaire de déstabilisation dans une région particulièrement sensible.

Le réacteur Osirak, quel qu'il soit, sera de toute manière, comme toutes les installations nucléaires, une source de pollution radioactive que la France pourrait livrer à l'Irak (état aggraveur de la situation) et qui, en outre, placé sous le contrôle d'attribution pacifique de l'Agence internationale de l'énergie atomique, est exposé à être détourné dans un but militaire. La France, en livrant de l'uranium très enrichi à l'Irak, contribue à la non-prolifération et ne risque pas d'introduire un facteur supplémentaire de déstabilisation dans une région particulièrement sensible.

Le réacteur Osirak, quel qu'il soit, sera de toute manière, comme toutes les installations nucléaires, une source de pollution radioactive que la France pourrait livrer à l'Irak (état aggraveur de la situation) et qui, en outre, placé sous le contrôle d'attribution pacifique de l'Agence internationale de l'énergie atomique, est exposé à être détourné dans un but militaire. La France, en livrant de l'uranium très enrichi à l'Irak, contribue à la non-prolifération et ne risque pas d'introduire un facteur supplémentaire de déstabilisation dans une région particulièrement sensible.

Le réacteur Osirak, quel qu'il soit, sera de toute manière, comme toutes les installations nucléaires, une source de pollution radioactive que la France pourrait livrer à l'Irak (état aggraveur de la situation) et qui, en outre, placé sous le contrôle d'attribution pacifique de l'Agence internationale de l'énergie atomique, est exposé à être détourné dans un but militaire. La France, en livrant de l'uranium très enrichi à l'Irak, contribue à la non-prolifération et ne risque pas d'introduire un facteur supplémentaire de déstabilisation dans une région particulièrement sensible.

Le réacteur Osirak, quel qu'il soit, sera de toute manière, comme toutes les installations nucléaires, une source de pollution radioactive que la France pourrait livrer à l'Irak (état aggraveur de la situation) et qui, en outre, placé sous le contrôle d'attribution pacifique de l'Agence internationale de l'énergie atomique, est exposé à être détourné dans un but militaire. La France, en livrant de l'uranium très enrichi à l'Irak, contribue à la non-prolifération et ne risque pas d'introduire un facteur supplémentaire de déstabilisation dans une région particulièrement sensible.

Le réacteur Osirak, quel qu'il soit, sera de toute manière, comme toutes les installations nucléaires, une source de pollution radioactive que la France pourrait livrer à l'Irak (état aggraveur de la situation) et qui, en outre, placé sous le contrôle d'attribution pacifique de l'Agence internationale de l'énergie atomique, est exposé à être détourné dans un but militaire. La France, en livrant de l'uranium très enrichi à l'Irak, contribue à la non-prolifération et ne risque pas d'introduire un facteur supplémentaire de déstabilisation dans une région particulièrement sensible.

Le réacteur Osirak, quel qu'il soit, sera de toute manière, comme toutes les installations nucléaires, une source de pollution radioactive que la France pourrait livrer à l'Irak (état aggraveur de la situation) et qui, en outre, placé sous le contrôle d'attribution pacifique de l'Agence internationale de l'énergie atomique, est exposé à être détourné dans un but militaire. La France, en livrant de l'uranium très enrichi à l'Irak, contribue à la non-prolifération et ne risque pas d'introduire un facteur supplémentaire de déstabilisation dans une région particulièrement sensible.

Le réacteur Osirak, quel qu'il soit, sera de toute manière, comme toutes les installations nucléaires, une source de pollution radioactive que la France pourrait livrer à l'Irak (état aggraveur de la situation) et qui, en outre, placé sous le contrôle d'attribution pacifique de l'Agence internationale de l'énergie atomique, est exposé à être détourné dans un but militaire. La France, en livrant de l'uranium très enrichi à l'Irak, contribue à la non-prolifération et ne risque pas d'introduire un facteur supplémentaire de déstabilisation dans une région particulièrement sensible.

Le réacteur Osirak, quel qu'il soit, sera de toute manière, comme toutes les installations nucléaires, une source de pollution radioactive que la France pourrait livrer à l'Irak (état aggraveur de la situation) et qui, en outre, placé sous le contrôle d'attribution pacifique de l'Agence internationale de l'énergie atomique, est exposé à être détourné dans un but militaire. La France, en livrant de l'uranium très enrichi à l'Irak, contribue à la non-prolifération et ne risque pas d'introduire un facteur supplémentaire de déstabilisation dans une région particulièrement sensible.

Le réacteur Osirak, quel qu'il soit, sera de toute manière, comme toutes les installations nucléaires, une source de pollution radioactive que la France pourrait livrer à l'Irak (état aggraveur de la situation) et qui, en outre, placé sous le contrôle d'attribution pacifique de l'Agence internationale de l'énergie atomique, est exposé à être détourné dans un but militaire. La France, en livrant de l'uranium très enrichi à l'Irak, contribue à la non-prolifération et ne risque pas d'introduire un facteur supplémentaire de déstabilisation dans une région particulièrement sensible.

Le réacteur Osirak, quel qu'il soit, sera de toute manière, comme toutes les installations nucléaires, une source de pollution radioactive que la France pourrait livrer à l'Irak (état aggraveur de la situation) et qui, en outre, placé sous le contrôle d'attribution pacifique de l'Agence internationale de l'énergie atomique, est exposé à être détourné dans un but militaire. La France, en livrant de l'uranium très enrichi à l'Irak, contribue à la non-prolifération et ne risque pas d'introduire un facteur supplémentaire de déstabilisation dans une région particulièrement sensible.

Le réacteur Osirak, quel qu'il soit, sera de toute manière, comme toutes les installations nucléaires, une source de pollution radioactive que la France pourrait livrer à l'Irak (état aggraveur de la situation) et qui, en outre, placé sous le contrôle d'attribution pacifique de l'Agence internationale de l'énergie atomique, est exposé à être détourné dans un but militaire. La France, en livrant de l'uranium très enrichi à l'Irak, contribue à la non-prolifération et ne risque pas d'introduire un facteur supplémentaire de déstabilisation dans une région particulièrement sensible.

Le réacteur Osirak, quel qu'il soit, sera de toute manière, comme toutes les installations nucléaires, une source de pollution radioactive que la France pourrait livrer à l'Irak (état aggraveur de la situation) et qui, en outre, placé sous le contrôle d'attribution pacifique de l'Agence internationale de l'énergie atomique, est exposé à être détourné dans un but militaire. La France, en livrant de l'uranium très enrichi à l'Irak, contribue à la non-prolifération et ne risque pas d'introduire un facteur supplémentaire de déstabilisation dans une région particulièrement sensible.

Le réacteur Osirak, quel qu'il soit, sera de toute manière, comme toutes les installations nucléaires, une source de pollution radioactive que la France pourrait livrer à l'Irak (état aggraveur de la situation) et qui, en outre, placé sous le contrôle d'attribution pacifique de l'Agence internationale de l'énergie atomique, est exposé à être détourné dans un but militaire. La France, en livrant de l'uranium très enrichi à l'Irak, contribue à la non-prolifération et ne risque pas d'introduire un facteur supplémentaire de déstabilisation dans une région particulièrement sensible.

Le réacteur Osirak, quel qu'il soit, sera de toute manière, comme toutes les installations nucléaires, une source de pollution radioactive que la France pourrait livrer à l'Irak (état aggraveur de la situation) et qui, en outre, placé sous le contrôle d'attribution pacifique de l'Agence internationale de l'énergie atomique, est exposé à être détourné dans un but militaire. La France, en livrant de l'uranium très enrichi à l'Irak, contribue à la non-prolifération et ne risque pas d'introduire un facteur supplémentaire de déstabilisation dans une région particulièrement sensible.

Le réacteur Osirak, quel qu'il soit, sera de toute manière, comme toutes les installations nucléaires, une source de pollution radioactive que la France pourrait livrer à l'Irak (état aggraveur de la situation) et qui, en outre, placé sous le contrôle d'attribution pacifique de l'Agence internationale de l'énergie atomique, est exposé à être détourné dans un but militaire. La France, en livrant de l'uranium très enrichi à l'Irak, contribue à la non-prolifération et ne risque pas d'introduire un facteur supplémentaire de déstabilisation dans une région particulièrement sensible.

Le réacteur Osirak, quel qu'il soit, sera de toute manière, comme toutes les installations nucléaires, une source de pollution radioactive que la France pourrait livrer à l'Irak (état aggraveur de la situation) et qui, en outre, placé sous le contrôle d'attribution pacifique de l'Agence internationale de l'énergie atomique, est exposé à être détourné dans un but militaire. La France, en livrant de l'uranium très enrichi à l'Irak, contribue à la non-prolifération et ne risque pas d'introduire un facteur supplémentaire de déstabilisation dans une région particulièrement sensible.

Le réacteur Osirak, quel qu'il soit, sera de toute manière, comme toutes les installations nucléaires, une source de pollution radioactive que la France pourrait livrer à l'Irak (état aggraveur de la situation) et qui, en outre, placé sous le contrôle d'attribution pacifique de l'Agence internationale de l'énergie atomique, est exposé à être détourné dans un but militaire. La France, en livrant de l'uranium très enrichi à l'Irak, contribue à la non-prolifération et ne risque pas d'introduire un facteur supplémentaire de déstabilisation dans une région particulièrement sensible.

Le réacteur Osirak, quel qu'il soit, sera de toute manière, comme toutes les installations nucléaires, une source de pollution radioactive que la France pourrait livrer à l'Irak (état aggraveur de la situation) et qui, en outre, placé sous le contrôle d'attribution pacifique de l'Agence internationale de l'énergie atomique, est exposé à être détourné dans un but militaire. La France, en livrant de l'uranium très enrichi à l'Irak, contribue à la non-prolifération et ne risque pas d'introduire un facteur supplémentaire de déstabilisation dans une région particulièrement sensible.

Le réacteur Osirak, quel qu'il soit, sera de toute manière, comme toutes les installations nucléaires, une source de pollution radioactive que la France pourrait livrer à l'Irak (état aggraveur de la situation) et qui, en outre, placé sous le contrôle d'attribution pacifique de l'Agence internationale de l'énergie atomique, est exposé à être détourné dans un but militaire. La France, en livrant de l'uranium très enrichi à l'Irak, contribue à la non-prolifération et ne risque pas d'introduire un facteur supplémentaire de déstabilisation dans une région particulièrement sensible.

Le réacteur Osirak, quel qu'il soit, sera de toute manière, comme toutes les installations nucléaires, une source de pollution radioactive que la France pourrait livrer à l'Irak (état aggraveur de la situation) et qui, en outre, placé sous le contrôle d'attribution pacifique de l'Agence internationale de l'énergie atomique, est exposé à être détourné dans un but militaire. La France, en livrant de l'uranium très enrichi à l'Irak, contribue à la non-prolifération et ne risque pas d'introduire un facteur supplémentaire de déstabilisation dans une région particulièrement sensible.

Le réacteur Osirak, quel qu'il soit, sera de toute manière, comme toutes les installations nucléaires, une source de pollution radioactive que la France pourrait livrer à l'Irak (état aggraveur de la situation) et qui, en outre, placé sous le contrôle d'attribution pacifique de l'Agence internationale de l'énergie atomique, est exposé à être détourné dans un but militaire. La France, en livrant de l'uranium très enrichi à l'Irak, contribue à la non-prolifération et ne risque pas d'introduire un facteur supplémentaire de déstabilisation dans une région particulièrement sensible.

Le réacteur Osirak, quel qu'il soit, sera de toute manière, comme toutes les installations nucléaires, une source de pollution radioactive que la France pourrait livrer à l'Irak (état aggraveur de la situation) et qui, en outre, placé sous le contrôle d'attribution pacifique de l'Agence internationale de l'énergie atomique, est exposé à être détourné dans un but militaire. La France, en livrant de l'uranium très enrichi à l'Irak, contribue à la non-prolifération et ne risque pas d'introduire un facteur supplémentaire de déstabilisation dans une région particulièrement sensible.

POLITIQUE

M. Paul Dijoud veut sortir l'administration guyanaise de sa léthargie

De notre correspondant

Cayenne. — Tout au long de la visite qu'il a effectuée, du 3 au 6 mars, en Guyane, M. Paul Dijoud a dénoncé les lenteurs administratives ainsi que l'attitude de certains fonctionnaires.

Arrivant après l'installation d'un nouveau préfet, M. Desiré Corbi, et le coup d'Etat au Surinam, M. Paul Dijoud a voulu à la fois donner un nouvel élan au « plan vert » de développement de ce département (250 millions de francs seront dépensés en cinq ans pour le doter des infrastructures nécessaires) et rassurer la majorité sur l'attitude de la métropole. Il a annoncé la visite, en 1980, du président de la République. S'il croit au développement de la Guyane, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM ne désespère pas d'y associer l'opposition. Celle-ci a ravi dernièrement à la majorité le conseil général et le conseil régional. Après avoir été reçu par MM. Gérard Holder et Raymond Tarcy, maires de Cayenne et de

Saint-Laurent, membres du parti socialiste guyanais (autonomistes), M. Dijoud a estimé que « comme aux Antilles et à la Réunion, les socialistes guyanais deviendront, d'ici dix ans, départementalistes ». Si son langage, qualifié de « ferme » et de « non démagogique » par certains gaullistes, lui a permis de se reconstruire avec le R.P.R., principale composante de la majorité en Guyane, il lui a valu, en revanche, l'hostilité des syndicats de la fonction publique. L'opposition, si elle a parfois assumé ses positions depuis l'année dernière, n'en reste pas moins attachée à un changement de statut et donc à un accroissement des pouvoirs locaux. Elle ne donnera donc pas un cheque en blanc au secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, d'autant plus qu'elle semble le conseil général et le conseil régional. Après avoir été reçu par MM. Gérard Holder et Raymond Tarcy, maires de Cayenne et de

IAN HAMEL.

LA LOI D'ORIENTATION AGRICOLE

Les sénateurs accentuent les possibilités d'indemnisation des exploitants en cas d'expropriation

Le Sénat a abandonné le volet foncier de la loi d'orientation agricole (titre III) dont il reprendra l'examen mardi 12 mars, pour examiner vendredi le titre V du projet concernant l'aménagement rural.

Sous ce vocable, le texte ne traite en fait que de l'aménagement des structures foncières des campagnes. « Les dispositions proposées », déclare le rapporteur, M. SOUDANT (R.I., Côte-d'Or), « sont guidées par le souci de renforcer la cohérence entre les procédures d'aménagement des structures des exploitations agricoles et les dispositifs de maîtrise foncière. Il est en effet indispensable, à-t-il ajouté, qu'un ouvrage adapté aux conditions particulières des régions, permette d'éviter les empiétements excessifs réalisés au profit d'activités ou d'équipements collectifs sur les terres à vocation agricole ».

Article 29. — M. JOZEATU-MARIGNÉ (R.I., Manche), président de la commission des lois, a fait adopter par le Sénat un amendement qui révoque l'ensemble des orientations fixées par l'Assemblée nationale, mais qui en revêt l'application à un décret en Conseil d'Etat au lieu de la simple « directive » qui prévoyait le texte voté par les députés.

Le Sénat a ensuite adopté un article additionnel dû à l'initiative de la commission des lois et visant à protéger l'exploitant en place, contre les procédures mises en œuvre par les citoyens qui s'installent dans les zones de certaines travaux agricoles.

Article 30. — Remembrement : la procédure du remembrement aménage pour être précisée par l'autorité administrative, après avis de la commission communale d'aménagement foncier et accord du conseil municipal, lorsque l'élaboration du document d'urbanisme et la préparation du remembrement seront mis en œuvre simultanément. Le Sénat a très légèrement modifié le texte de l'Assemblée nationale pour le rendre plus précis.

Article 31. — Dispositions relatives aux agriculteurs expropriés par suite de la réalisation de grands ouvrages publics. Le projet renforce la protection des agriculteurs en stipulant que ceux dont l'exploitation est située dans le périmètre de l'emprise où se trouve gravement déséquilibrée par la réalisation de l'ouvrage public, peuvent demander à être réinstallés dans un délai déterminé, sur une exploitation comparable. Ils bénéficient

à cet effet d'une priorité d'attribution des terres détenues par les SAFER. Un amendement de M. Sordet, rapporteur de la commission des affaires économiques, donne un sens plus large à la notion de « grand ouvrage public » réservée habituellement aux autoroutes et aux aéroports.

Le Sénat s'est aussi penché sur le projet de loi relatif à la culture de la pomme de terre. M. Sordet, rapporteur de la commission des affaires économiques, a déclaré que les dispositions de la loi « sont guidées par le souci de renforcer la cohérence entre les procédures d'aménagement des structures des exploitations agricoles et les dispositifs de maîtrise foncière. Il est en effet indispensable, à-t-il ajouté, qu'un ouvrage adapté aux conditions particulières des régions, permette d'éviter les empiétements excessifs réalisés au profit d'activités ou d'équipements collectifs sur les terres à vocation agricole ».

Article 29. — M. JOZEATU-MARIGNÉ (R.I., Manche), président de la commission des lois, a fait adopter par le Sénat un amendement qui révoque l'ensemble des orientations fixées par l'Assemblée nationale, mais qui en revêt l'application à un décret en Conseil d'Etat au lieu de la simple « directive » qui prévoyait le texte voté par les députés.

Le Sénat a ensuite adopté un article additionnel dû à l'initiative de la commission des lois et visant à protéger l'exploitant en place, contre les procédures mises en œuvre par les citoyens qui s'installent dans les zones de certaines travaux agricoles.

Article 30. — Remembrement : la procédure du remembrement aménage pour être précisée par l'autorité administrative, après avis de la commission communale d'aménagement foncier et accord du conseil municipal, lorsque l'élaboration du document d'urbanisme et la préparation du remembrement seront mis en œuvre simultanément. Le Sénat a très légèrement modifié le texte de l'Assemblée nationale pour le rendre plus précis.

Article 31. — Dispositions relatives aux agriculteurs expropriés par suite de la réalisation de grands ouvrages publics. Le projet renforce la protection des agriculteurs en stipulant que ceux dont l'exploitation est située dans le périmètre de l'emprise où se trouve gravement déséquilibrée par la réalisation de l'ouvrage public, peuvent demander à être réinstallés dans un délai déterminé, sur une exploitation comparable. Ils bénéficient

Au « baromètre » « Figaro » - Soires

MM. GISCARD D'ESTAING BARRE ET ROCARD PROGRESSENT

Le Figaro Magazine publie samedi 8 mars son « baromètre mensuel » réalisé par la Soires entre le 22 et le 27 février (1) auprès d'un échantillon national de mille personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de dix-huit ans et plus. M. Valéry Giscard d'Estaing gagne un point (50 % des personnes interrogées lui font confiance, contre 48 % le mois précédent) et M. Raymond Barre deux (38 %, contre 36 %).

M. Michel Rocard reste en tête des personnalités auxquelles les Français souhaitent « voir jouer un rôle important au cours des mois et des années à venir ». Il gagne deux points, retrouvant ainsi le pourcentage record qu'il avait atteint en janvier (52 %). M. Pierre Mauroy passe de 31 à 34 % et dépasse M. François Mitterrand, stationnaire à 33 %. M. Raymond Barre gagne trois points (37 %). M. Jacques Chirac en perd trois (31 %).

Après la chute de sept points qu'il avait enregistrée le mois dernier, M. Georges Marchais regagne un peu du terrain perdu. Il passe de 17 à 20 %. Il en va de même pour le parti communiste, qui avait brusquement régressé lors de la précédente enquête, de 27 à 38 % de « bonnes opinions » et qui remonte à 22 %.

(1) M. Michel Rocard était l'invité de « l'Orateur » sur table d'Anjou le 25 février. L'émotion « une heure avec le président de la République » a été diffusée sur TF1. La hausse de l'indice des prix à la consommation (-1,6 % en janvier) a été rendue publique le 27 février.

L'évolution de la situation politique en Martinique suscite de nombreuses incertitudes sur l'avenir du mouvement autonomiste dont les dirigeants craignent que l'« après-Césaire » ne soit marqué par de violentes surenchères si le gouvernement ne modifie pas le statut de l'île tant que l'influence modératrice du maire de Fort-de-France demeure prépondérante (1. le Monde - des 6, 7 et 8 mars).

Fort-de-France. — Partout des masais de fleurs et des oiseaux qui chantent. Le quartier de Petit-Paradis, sur les hauteurs de la banlieue de Fort-de-France, mérite bien son nom. C'est ici qu'habite M. Claude Lise, trent-neuf ans, docteur en médecine, qui a été désigné par le parti progressiste martiniquais (P.P.M.) pour briguer le siège du quatrième canton, laissé vacant par la démission spectaculaire de M. Arthur Régis, directeur de l'hébergement du parti.

L'homme est grand, mince, son clair visage de médecin porte une petite moustache noire et ses traits ascétiques rappellent étrangement ceux de Houari Boumedienne. On salue de samourai, fiement civilisé et deux sabres d'entrainement, en bois, sont placés en évidence dans le salon de sa résidence. M. Lise pratique depuis longtemps l'aïkido, et sans doute est-ce l'explication de cet martial qui donne cette souplesse à son allure.

En politique, en tout cas, il ne craint personne : depuis les élections cantonales de 1978, il est allé plusieurs fois défier dans son lieu, au nom de l'opposition, le « patron » des militants gaullistes, M. Michel Renard, maire du Maroni. Il ne le connaît pas, mais il s'est taillé une grande réputation de courage politique.

Un projet autogestionnaire

tion d'une réforme foncière propre à la Martinique, etc.

3) Favoriser le développement de la vie associative. Le but de tout cela étant d'élever le niveau de la lutte des classes, de réaliser les élections législatives de la responsabilité et d'inscrire dans la conscience et la pratique des travailleurs des exigences nouvelles qui ne pourront être satisfaites véritablement et durablement que dans le cadre de la société socialiste à venir ;

4) Introduire dans les structures d'enseignement et de formation les principes qui sont à la base de la société autogestionnaire : démocratie totale, circulation de l'information à tous les niveaux, relation des tâches et des responsabilités. Le parti doit être en quelque sorte une vitrine du socialisme, conclut le rapporteur, car est en fonction de l'impact qu'il aura de lui dans sa réalité quotidienne que le projet de société dont il est porteur apparaît ou non comme crédible et attrayant pour les masses.

Il apparaît donc, dès à présent, que le prochain congrès du P.P.M. devra débattre de deux démarches : la première, nationale, mais pas forcément contradictoire : le projet socialiste autogestionnaire de M. Claude Lise, qui pose des objectifs à long terme, et le projet nationaliste court terme de M. Arthur Régis, qui préconise de porter la question martiniquaise devant les instances internationales et de déclencher ainsi une série de manifestations de grèves tournantes afin de « harceler sans cesse le système » colonial pour mieux l'abattre.

Divergences avec les communistes

les autonomistes communistes du P.C.M. En effet, le projet de M. Lise repose de la « prise en compte » sur les aspects négatifs des différentes expériences socialistes connues, et notamment sur l'« étouffement des libertés » en U.R.S.S., tout en méconnaissant Cuba, considéré par le rapporteur comme « le régime socialiste le plus humain ».

Les communistes, dont le mot d'ordre est l'« autonomie démocratique et populaire », font porter au P.P.M. la responsabilité de la division de la gauche. Dans son projet de résolution adopté le 13 et 14 avril, le comité central du P.C.M. a pris acte qu'aujourd'hui de nombreuses divergences existent avec le P.P.M. sur des problèmes importants (indemnité de vie chère, lutte pour les revendications immédiates des travailleurs, libération des relations avec le gouvernement internationaliste des Etats-Unis, etc.).

« Les conditions n'existent donc pas encore pour une unité réelle et efficace sur l'ensemble des questions fondamentales », ajoute le texte. S'associant globalement au P.P.M. actuellement signifiant accepter, cautionner, certaines de ses positions que notre parti estime contraires aux intérêts des travailleurs et du pays ; ce serait en outre la confusion dans l'esprit des masses.

Le P.C.M. propose des actions unitaires « par cas ». Ses militants, qui sont très minoritaires à Fort-de-France, ont

Martinique, l'île écorchée

IV. — Le gouvernement veut donner un coup d'arrêt au « pourrissement »

de notre envoyé spécial ALAIN ROLLAT

Aux cantonales de mars 1979, le P.P.M. avait présenté dans le premier canton de Fort-de-France, contre M. Max Régis (U.D.F.), qui avait emporté sur lui au deuxième tour par 807 voix contre 455.

Dans les quartiers populaires de la proche banlieue fortinoise, M. Claude Lise mène actuellement campagne, lui aussi, sur le thème du « génocide par substitution », mais en invitant ses auditeurs à ne pas verser dans un racisme anti-métropolitain et en soulignant que « les métropolitains sont, pour la plupart, les instruments inconscients de la grande bourgeoisie martiniquaise ». Contrairement à M. Régis, M. Lise est un nouveau venu au P.P.M. puisqu'il n'y a adhéré qu'après les élections législatives de mars 1978, entraîné par lui la majorité des militants du parti socialiste martiniquais (P.S.M.), qu'il avait fondé, en juillet 1977, et dont il était le secrétaire général. Il incarne désormais le courant socialiste du parti nationaliste et autonomiste d'Almé Césaire.

En fait, pour cette raison que cet ancien mitterrandiste a été chargé par le conseil national du P.P.M. de préparer pour le congrès de juin-juillet un « projet de société socialiste pour la Martinique ». Attaqué sur sa droite par la majorité départementaliste, qui l'accuse de vouloir rompre les liens avec la France, harcelée sur sa gauche par les communistes et par les groupuscules trotskistes et par les indépendantistes, qui lui reprochent le contraire, et tiraillé, en son sein même, par les tenants de l'indépendance, il présente à l'heure actuelle un projet plus actif dans son combat pour une décolonisation totale, la direction du parti a jugé, en effet, que le projet était venu de préciser le contenu de son projet politique.

mené une campagne très active, au cours de ces dernières semaines, dans les zones agricoles du département, en dénonçant les conditions dans lesquelles ont été indemnisés les Békés (2), dont les bananeraies avaient été détruites, l'été dernier, par les cyclones David et Frédéric (12 Monde du 20 février).

De leur côté, les différentes associations syndicales se proposent de lancer prochainement un nouveau mot d'ordre de grève générale, comme elles l'avaient fait, en octobre dernier, lors de la troisième conférence interrégionale des élus du R.P.R. en Guyane, présidée par M. Paul Dijoud. Elles estiment que les négociations engagées, au début décembre, avec les représentants du secrétaire d'Etat, sur l'ensemble des problèmes économiques et sociaux de l'île ne progressent pas assez rapidement. Les dirigeants syndicaux pensent que le gouvernement « cherche à faire traîner les choses jusqu'à l'élection présidentielle de 1981 ».

Crise économique, surenchères politiques au sein de l'opposition, incidents raciaux, tensions sociales provoquées par l'activisme du syndicat d'indépendantistes (C.S.T.M.), rancœur de l'électorat de la majorité à l'encontre de la politique gouvernementale en général et de l'attitude de M. Paul Dijoud, en particulier, depuis qu'il a fait connaître aux DOM-TOM a fait l'unanimité contre lui après avoir témérairement dénoncé les privilèges salariaux des fonctionnaires exerçant outre-mer, les avantages fiscaux des bénéficiaires de gros revenus et les monopoles des sociétés d'import-export, tout cela, crée en Martinique une atmosphère de malaise de plus en plus pesante. Au secrétariat d'Etat, on parle aujourd'hui de « pourrissement ».

Accusé par le R.P.R. d'observer un laxisme comblable, M. Paul Dijoud a décidé de réagir en préparant un « plan d'intervention » destiné à « mettre un coup d'arrêt » aux actions des autonomistes et des indépendantistes. Ce « plan » a été inspiré au secrétaire d'Etat, au nom du mouvement gaulliste, par M. Didier Julia, député de Seine-et-Marne, chargé de mission du R.P.R. pour les DOM, Camille Petit, député de la première circonscription de l'île, et Michel Renard à l'occasion d'un échange de vues qui a

« L'influence cubaine »

Des « mesures exceptionnelles » seraient prises afin d'assurer « la défense de la liberté d'expression » au cours de la prochaine campagne électorale dans le quatrième canton de Fort-de-France.

La police et les renseignements généraux seraient priés de resserrer leurs dispositifs de surveillance pour empêcher le « renforcement de l'influence cubaine » que dénonce le R.P.R. Enfin, le gouvernement ferait placer les listes électorales de Fort-de-France sous le contrôle de l'INSEE et accepterait que soit inscrite à l'ordre du jour de la session de printemps de l'Assemblée nationale la proposition de loi déposée en mai 1978 par M. Camille Petit et tendant à rendre obligatoire la mise sur ordinateur des listes électorales des villes de plus de trente mille habitants. Le R.P.R. et M. Dijoud accusent, en effet, les dirigeants autonomistes de Fort-de-France de se livrer à des fraudes électorales à chaque scrutin. Dans l'entourage du secrétaire d'Etat aux DOM-TOM on affirme que M. Dijoud, après avoir montré un peu de retenue, s'est aujourd'hui résolu, en accord avec l'Elysée, à ne tolérer « aucune illégalité » de la part des mem-

en lieu le mercredi soir 6 février à Paris.

Les circonstances dans lesquelles cette rencontre a eu lieu illustrent, d'ailleurs, l'animosité qui règne entre les élus locaux du R.P.R. et M. Dijoud. Les membres du bureau de la Fédération gaulliste martiniquaise étant de passage à Paris, le secrétaire d'Etat avait exprimé le désir de s'entretenir avec eux, mais M. Renard et ses amis avaient décliné cette invitation. En revanche, les élus du R.P.R. avaient fait savoir qu'ils ne refuseraient pas un échange de vues à condition que M. Dijoud, lui, accepte de venir jusqu'à eux. C'est ainsi que la rencontre a eu lieu en terrain neutre, dans un restaurant parisien, à l'invitation de MM. Julia et Renard. M. Dijoud était accompagné de deux collaborateurs. La discussion a été assez vive, les gaullistes reprochant à leur hôte de vouloir « casser du R.P.R. ».

Finalement, les deux parties en présence sont convenues d'un « modus vivendi », selon lequel les deux courants de la majorité devraient, désormais, mettre leurs rivalités en sourdine, notamment à l'occasion de la prochaine élection cantonale partielle, afin d'opposer un front commun aux partis de l'opposition avant l'élection présidentielle de 1981 (3). Représentant à son compte les crâmes solennellement exhortés par ses interlocuteurs, M. Dijoud s'est engagé à faire preuve de la plus grande fermeté contre « les forces de subversion ». Le « plan d'intervention » proposé par le R.P.R. et accepté par le secrétaire d'Etat, vise un double objectif : annihiler les tentatives de déstabilisation orchestrées par les indépendantistes agissant à l'intérieur de la Centrale syndicale des travailleurs martiniquais (C.S.T.M.), dirigée par M. Prantz Agasta, et riposter à la campagne du P.P.M. contre le « génocide par substitution ». Selon le R.P.R., ainsi que l'indique une lettre en date du 13 février adressée par M. Renard à M. Dijoud, en conclusion de l'échange de vues du 6 février, le secrétaire d'Etat doit donner consigne au préfet de réprimer sévèrement, d'une part, toutes les atteintes à la liberté du travail, d'autre part, toutes les incitations à la discrimination raciale à l'encontre des métropolitains. M. Julia s'est personnellement entretenu de la nécessité d'une « reprise en main » de la situation, à la mi-mars, avec M. Giscard d'Estaing.

FIN

(1) On appelle ainsi les esclaves du P.M. (2) Békés, descendants de colons. (3) L'U.D.F. et le R.P.R. se livrent à une élection cantonale partielle de Fort-de-France. Le candidat giscardiste sera M. Jos Saint-Denis, secrétaire départemental du P.R., et les gaullistes présenteront une candidate, Mme Anne Porcile. (4) En décembre 1979, les élections qui avaient eu lieu à Fort-de-France s'étaient terminées à la suite d'un heureux accident de circulation mettant en cause un Blanc et un Noir. Elles avaient fait trois morts et ce nombre bienné.

Les propos du secrétaire d'Etat aux DOM-TOM suscitent une levée de bouddiers

De notre correspondant

Fort-de-France. — Lors de son passage à la Martinique le 3 mars, M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, avait notamment déclaré : « J'ai senti que les Martiniquais étaient las des manifestations, des grèves, des agressions et de toutes ces atteintes à l'ordre public qui se sont multipliées depuis quelques mois. La Martinique est un département français et restera définitivement un département français, que cela plaise ou ne plaise pas et l'ordre sera maintenu ici comme dans n'importe quel département français ».

Les propos de M. Dijoud ont provoqué dans le département une véritable levée de bouddiers. Après les protestations syndicales (le Monde du 7 mars), le parti communiste martiniquais a souligné qu'il s'agit de « déclarations insolentes... qui constituent une provocation et une diversion d'intérêt... qui visent à détourner l'attention des problèmes de la

politique économique du gouvernement dans les DOM-TOM ». Pour le parti progressiste martiniquais, les propos de M. Paul Dijoud prouvent que « le gouvernement français a résolu de décider de jouer ici, à l'encontre de notre peuple, les provocateurs ». Certains indépendantistes font un rapprochement avec l'Afghanistan.

Le journal France-Antilles, qui appartient au groupe Hersant, s'est joint au concert de protestations.

Dans le même temps, l'arrivée à Fort-de-France vendredi après-midi 7 mars de deux escadrons de gardes mobiles (120 hommes) a fait l'objet d'une publicité inhabituelle, tandis que les journalistes de RT3 auraient reçu l'ordre d'éviter de donner la parole aux ondes radio et télé, à l'opposition tant dans le domaine social que politique.

FIRMIN RENÉVILLE.

nsus

CHAP. 2. ANTONI

CHAP. 2. ANTONI

CHAP. 2. ANTONI

CHAP. 2. ANTONI

CHAP. 2. ANTONI

CHAP. 2. ANTONI

CHAP. 2. ANTONI

CHAP. 2. ANTONI

CHAP. 2. ANTONI

CHAP. 2. ANTONI

CHAP. 2. ANTONI

CHAP. 2. ANTONI

CHAP. 2. ANTONI

CHAP. 2. ANTONI

Le Monde

Société

Un colloque de la Fédération de l'éducation nationale sur la justice

Le sentiment de la justice est commun à tous les jeunes. A la question : « Qu'attendez-vous de votre éducation ? », quatre-vingts pour cent des jeunes répondent, d'après une statistique établie par la Fédération de l'éducation nationale, mercredi 5 mars, une Journée fédérale aux problèmes de la justice, notamment de la prévention, de la réinsertion et des juridictions d'exception. Le colloque a réuni à Paris une centaine de participants représentant une vingtaine de syndicats ou d'associations.

Introduisant la journée, M. Jean-François Kahn, journaliste, parlant d'expérience et s'appuyant sur l'exemple de plusieurs pays étrangers, a insisté sur l'idée que les pouvoirs de son pays « entraînent » des comportements ou dictent des attitudes. Il s'agit d'un conflit entre les aspirations à la sécurité et à la justice, « Chaque fois qu'on abandonne des libertés pour plus de sécurité, on s'enfonce sur la voie de la dictature », a-t-il dit. M. Kahn a cité le cas de la France, où la justice a été utilisée pour réprimer des libertés, et le cas de l'Allemagne, où la justice a été utilisée pour protéger des libertés.

De son côté, M. Hubert Dubedout, député (P.S.) et maire de Grenoble, a témoigné de sa politique municipale de prévention tout en soulignant la nécessité d'une telle action auprès de jeunes qui, « dès le départ, ont un comportement déviant ». Le maire de Grenoble doit aussi lutter contre une opinion publique plutôt favorable à la répression et il ne détient pas les pouvoirs de police qui sont dévolus au préfet. Enfin, le docteur Antoine Lemaire, psychiatre, animateur des Groupes professionnels des prisonniers, s'est attaché à décrire les difficultés de la réinsertion pour un jeune délinquant, « à-t-il dit, aggrave les handicaps. En prison, on oublie

Le spectacle de la violence

A propos de la Cour de sûreté de l'Etat, M. Yannick Simbrion, du Syndicat national des instituteurs, a fait remarquer que « le système éducatif est trop « étatisé », et il faut s'adapter aux aspirations des jeunes », a-t-il conclu. Le colloque de la FEN a mis en évidence des « liens horizontaux », selon l'expression de Casanovary, notamment pour sauvegarder les libertés et faire contrepoids à la hiérarchie, « donc » au pouvoir, « donc » à la dictature.

CHRISTIAN COLOMBANI.

Les assassins d'Ezzedine Kalak ont été condamnés à quinze ans de réclusion criminelle

C'est sans un mot, sans un frémissement, apparemment indifférents, que les deux militants palestiniens Assad Kayed et Hani Elwan ont accueilli leur condamnation à quinze ans de réclusion criminelle, prononcée par la cour d'assises de Paris, le vendredi 7 mars, après une heure cinquante de délibération. Le Monde des 8, 7 et 8 mars). Les jurés ont accordé aux assassins d'Ezzedine Kalak, représentant de l'Organisation de libération de la Palestine en France, et de son collaborateur Adnan Hammad, le bénéfice des circonstances atténuantes, mais ils ont suivi le réquisitoire de M. Jacques Gagnier, avocat général (quinze à dix-huit ans de réclusion criminelle). Ce qui n'a guère surpris, tant il paraissait difficile de fixer le quantum de peine pour ce double meurtre politique. « Ce geste que j'ai accompli, a conclu Hani Elwan à la fin des débats, est un cadeau pour mon pays. Je suis heureux de réserver et de consacrer ma vie pour mon pays. J'ai confiance en votre justice et je laisse à votre conscience le soin de me juger. » Son compatriote Assad Kayed s'est associé à cette dernière déclaration. Il ne reste plus à espérer pour ces deux « condamnés » la cause palestinienne, qu'une possible expulsion. La cour d'assises de Paris n'a tenu compte qu'en partie des motivations idéologiques de ces deux partisans de la « ligne juste » du Front du refus d'Abou

Nidal basé à Bagdad en Irak. M. Christian Gardel a répliqué : « Ces enfants oubliés de la révolution palestinienne » dans leur environnement historique. « Ils sont les héritiers de la violence », s'est-il exclamé, car ils n'ont pas d'identité, car ils ont la nationalité d'un pays qui n'existe pas. L'avocat n'a pas voulu se demander si la réponse qu'ils ont trouvée est la bonne : « Ce n'est pas à nous de juger, mais au temps, à l'histoire. » En définitive, à quel aura servi ce double meurtre ? Ces deux « accidents de l'histoire » n'ont pas été pris dans des lignes politiques, des rivalités qui les dépassaient ? Aujourd'hui l'Irak, refuge du mouvement d'Abou Nidal, s'est reconstruit avec l'O.L.P. et ses « miliciens d'entraînement » sont devenus des « laïcs-pour compte », selon l'expression de M. Francis Sepiner. M. Gardel a eu beau affirmer qu'ils n'étaient pas « des martyrs, des robots », ils sont maintenant abandonnés par les commanditaires de l'assassinat qu'ils ont commis. Des joutes qu'on a manipulées, mais qui gardent une foi intacte dans leur cause. « Est-ce que l'on peut emprisonner des idées dans quatre murs et derrière des barreaux ? » s'est demandé M. Sepiner, pour qui « la justice est toujours infatigable quand elle se mêle de juger la politique ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

LA GENDARMERIE DÉMENT « FORMELLEMENT » POSSÉDER LE FICHIER DES JUIFS ÉTABLI SOUS L'OCCUPATION

La direction de la gendarmerie dément « formellement » une information publiée par le *Canard enchaîné* dans son numéro du 5 mars selon laquelle un fichier des juifs établi sous l'occupation par la police, le gendarmisme français, et la Gestapo est toujours conservé dans une casemate du fort « de Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) ». La gendarmerie conserve officiellement deux fichiers : l'un, créé en 1967, enregistre les informations concernant les crimes et délits, et les patronymes de personnes appréhendées. Grâce à un recensement, l'ordinateur qui enregistre ces données peut « sortir » rapidement les fichiers de personnes impliquées dans des crimes et délits. Le deuxième fichier est celui des étrangers, qui enregistre les noms des personnes possédant pas de nationalité française et les Français nés hors du territoire national (le Monde du 14 décembre 1977). Selon la LICRA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme), le fichier des juifs auquel se réfère le *Canard enchaîné* a été créé par une déci-

A LUNÉVILLE (MEURTHE-ET-MOSELLE)

Un syndicat C.G.T. est condamné à indemniser des ouvriers non grévistes

De notre correspondant

Nancy. — Le tribunal d'instance de Lunéville (Meurthe-et-Moselle) a condamné, vendredi 7 mars, le Syndicat des métaux C.G.T. de l'usine Trallor-Lunéville, au remboursement des pertes de salaire subies par cent cinquante ouvriers non grévistes lors d'une occupation de l'usine. Les plaignants, à l'origine deux cent quarante, accusent la C.G.T. d'être à l'origine de leur manque à gagner, l'accès au lieu de travail leur ayant été interdit du 29 mai au 20 juin 1979, par des piquets de grève (« le Monde » du 27 janvier).

Pour l'avocat de la C.G.T., M. Gérard Michel, du barreau de Nancy, « le syndicat n'avait fait que remplir son rôle en exerçant une fonction mobilisatrice. Qu'il ait pu y avoir des abus du droit de grève de la part de délégués du personnel constituant une autre affaire, la C.G.T. n'avait fait que soutenir des travailleurs et n'avait jamais appelé à des actes illégaux qui justifieraient le paiement des salaires aux non-grévistes ».

Dans les attendus de son jugement, le tribunal a estimé que, si la grève n'est pas établie que la C.G.T. a eu un rôle dans ces actions, elle n'a pas pour autant délégué deux personnes « qui, en qualité de délégués du personnel C.G.T., ont participé aux piquets de grève et à l'occu-

Appel

Dès l'annonce du jugement, un meeting a eu lieu devant le tribunal de Lunéville où s'étaient rassemblés près de trois cents travailleurs de l'usine Trallor, M. Vuillaume, secrétaire de l'union départementale C.G.T. de Meurthe-et-Moselle, a qualifié le jugement d'« inéquitable » car « créant une situation grave pour l'exercice du droit de grève, de la démocratie dans les luttes syndicales qui sont les seuls moyens dont disposent les salariés pour s'opposer à l'arbitraire patronal ».

M. Gérard Michel, qui a aussitôt fait part de son intention de faire appel, déclare : « Pour la première fois dans le droit français, on estime qu'une personne morale est responsable d'une personne physique, alors que par ailleurs on reconnaît qu'elle n'a été ni créée ni représentée par aucune de ses instances dans les faits reprochés. Si le jugement était confirmé, cela rendrait la nation toute grève impossible, car aucun syndicat ne prendrait la responsabilité d'en organiser une. En effet, par le jeu démocratique, il est normal qu'il y ait des délégués non grévistes. Or s'il y a le moindre incident que le syndicat organisateur n'a ni contrôlé ni pro-

A Paris

UN INCENDIE CRIMINEL DÉTRUIT UNE LIBRAIRIE SPÉCIALISÉE DANS LES OUVRAGES CHINOIS

Un violent incendie a entièrement détruit, vendredi 7 mars, vers 18 h. 40, la librairie Phénix, spécialisée dans la vente des livres de République populaire de Chine, 77, boulevard de Sébastopol, à Paris (troisième arrondissement). Selon plusieurs témoins, le feu aurait pris après une explosion. Une dizaine de jeunes gens auraient arrosé le sol d'essence puis lancé des cocktails Molotov avant de s'enfuir. Quatre personnes ont été blessées : trois employés, M. Christian Lamoureux, trente ans, M. Meyer, vingt-sept ans, Mme Claire Julien, trente ans, et le gérant de la librairie, M. Régis Bergeron, président des Amities franco-chinoises. Mme Claire Julien, qui se trouvait dans le sous-sol et qui a dû traverser les flammes pour fuir, est hospitalisée à l'hôpital Cochin. Elle est gravement brûlée. Les autres victimes sont plus légèrement blessées.

La librairie Phénix, qui détient le quasi-monopole de l'importation des livres édités en République populaire de Chine, est le point de rencontre de nombreux spécialistes. Mme Marie-José Lallit, sinologue, estime que si « la librairie aurait pu être atteinte au moment de la révolution culturelle, elle ne lui connaît actuellement plus d'ennemis ». La troisième brigade territoriale est chargée de rechercher l'auteur de l'incendie.

Un gardien du poste de péage de France-Paris (Meuse), sur l'autoroute A4, a été renversé et tué, vendredi 7 mars, par un automobiliste allemand. M. Heinrich Labbe, 47 ans, a été arrêté deux jours après avoir refusé de payer, à démarre en trombe et trainé sur cent cinquante mètres, l'automobiliste a été arrêté vingt kilomètres plus loin par les gendarmes de Mars-la-Tour (Meurthe-et-Moselle) et déféré au parquet de Verdun.

Plusieurs de ses amis, choqués d'avoir vu faire le procès de la victime, ont fait remarquer que, s'il arrivait à Bernard de boire, il était sûr, comme beaucoup de jeunes à Paris-de-Cuques, de clôturer les commémorations. « Ici les jeunes sont catalogués », ont-ils dit. M. Robert Magnier, substitut général, avait requis une peine de huit à dix ans de réclusion criminelle, estimant que « les malades de l'âme, comme celui du corps, ne se soignent pas à coups de revolver ». — (Corresp.)

L'affaire des chasseurs de l'hôtel Maurice. — Dans l'affaire des trois chasseurs de l'hôtel Maurice, à Paris, qui avaient refusé, en mai 1978, de se mettre au service de trois militaires argentins (le Monde du 30 mai 1978), la dix-huitième chambre de la cour d'appel de Paris a confirmé, vendredi 7 mars, le jugement du conseil des prud'hommes qui avait alloué à ceux-ci, le 14 mars 1979, des indemnités de préavis, en leur refusant des dommages et intérêts pour rupture abusive de contrat de la part de leur employeur.

M. Fratoni est sous le coup d'un mandat d'arrêt.

Cannes. — Le mandat d'amener délivré par M. Michel Mailard, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Nice, contre M. Jean-Dominique Fratoni, P.-D.G. du casino Ruhl (le Monde du 8 mars), a été transformé, vendredi 7 mars, en mandat d'arrêt. Cette mesure est justifiée par la disparition prolongée de M. Fratoni, qui pourrait avoir eu l'intention de se

le Trésor, est pendant devant le tribunal administratif de Nice. Les charges relatives à l'enquête de M. Fratoni ont été suspendues jusqu'à ce que le parquet de Nice ait requis un mandat de dépôt. Si M. Fratoni est arrêté ou s'il se présente volontairement devant la justice, il est probable que le juge d'instruction suivra les réquisitions qu'il a reçues et que le P.-D.G. du Ruhl sera immédiatement incarcéré. Cette péripétie paraît sérieusement compromettre la réouverture des salles de jeux du casino, telle qu'elle avait été envisagée après la création d'une nouvelle société d'exploitation. Celle-ci doit, en effet, signer une convention de gérance libre avec la société exploitante du Ruhl, dont la pérennité est désormais menacée. — (Corresp. rég.)

L'Etat condamné à indemniser une compagnie d'assurances après un attentat du F.L.B.

Le tribunal administratif de Rennes (Ille-et-Vilaine) vient de condamner l'Etat à verser 5 millions 720 000 francs à une société d'assurances après l'attentat du 14 mars 1979, avait déclaré l'Etat entièrement responsable des dommages causés par un attentat qui, dans la nuit du 5 au 6 août 1974, avait détruit un appareil de la compagnie Air Inter sur l'aéroport de Quimper-Pinguffan. Cet attentat avait été organisé par le Front de libération de la Bretagne. Dans son arrêt, le Conseil d'Etat avait déclaré que « la suppression de tout dispositif de garde et de surveillance des installations et des pistes (...) constituait une faute lourde » (le Monde du 23 mars 1979). Cette décision confirmait un jugement du tribunal administratif de Rennes (le Monde du 1^{er} avril 1977). Cette dernière juridiction avait ordonné une expertise avant d'examiner la demande d'indemnisation formulée par Air Inter.

soustraire à la justice. L'avocat du P.-D.G. du Ruhl, Maître Raymond Santucci, s'est étonné que le magistrat instructeur ait eu recours à une telle procédure, inhabituelle en matière fiscale et, selon lui, d'autant plus surprenante qu'un recours contentieux, introduit par son client contre

Faits et jugements

Les avocats de Quimper en grève après la suspension de M. Chouquet.

La suspension, pour outrage à magistrat, d'un avocat qui défendait, le 8 mars, des manifestants de Plogoff (Finistère) poursuivis devant le tribunal correctionnel de Quimper (le Monde du 8 mars), a provoqué des protestations et une grève d'avocats. M. Yann Chouquet, du barreau de Nantes, suspendu pour dix jours, a reçu l'appui de ses confrères de Quimper, qui ont décidé vendredi d'observer une grève des audiences jusqu'au 11 mars.

Le Syndicat des avocats de France, dont fait partie M. Chouquet, a condamné vigoureusement cette attitude intolérable aux droits de la défense. Il a déclaré que la suspension de plus la pratique de poursuites disciplinaires d'exception qui permet par le biais du « délit d'outrage » prévu par l'article 15 de la loi du 31 décembre 1973, de faire « juger » un avocat, en flagrant délit, par la juridiction même devant laquelle il est en train d'exercer la fonction de défense.

Le Syndicat de la magistrature déclare pour sa part : « L'utilisation de la procédure des flagrants délits et de la loi anti-casseurs d'occupation des incidents de Plogoff est la confirmation que la justice utilise avec prédilection les voies de droit qui font le plus obstacle à l'exercice de la défense dans les affaires où s'affrontent une opinion locale déterminée et la volonté d'un pouvoir central. » Le S.M. ajoute, au sujet du cas de M. Chouquet : « L'usage cumulé de la procédure des flagrants délits, des lois anti-casseurs et du délit d'outrage, a entraîné la justice dans une opération de pur maintien de l'ordre. »

A Plogoff, le départ des manifestants a été empêché par la police nationale et les forces de l'ordre.

La fusillade des Verrières mécaniques champenoises : non lieu pour trois des inculpés.

Reims. — M. Renaud Soubelet, juge d'instruction au tribunal correctionnel de Reims, vient de clore l'information judiciaire ouverte après la fusillade des Verrières mécaniques champenoises. Pendant la nuit du 4 au 5 juin 1977, M. Pierre Malire, un ouvrier gréviste militant de la C.G.T., avait été tué alors qu'il participait à un piquet de grève.

Inculpés de complicité de meurtre et de tentatives de meurtre, Alain Lemaître, trente-trois ans, chef d'équipe, Jean-Paul Foulet, trente ans, et Yves Fritsch, trente ans, viennent de bénéficier d'une ordonnance de non-lieu. Ils avaient été remis en liberté le 12 août 1977. Les trois hommes avaient toujours nié avoir participé à l'attentat.

Aujourd'hui, seul M. Claude Leconte, l'un des coups de feu, membre de la C.F.P., est en prison. Il est inculpé d'assassinat et de tentatives d'assassinat. M. Henry Mangematin, qui conduisait la voiture de laquelle Leconte fit feu, est en liberté depuis le 16 janvier 1978. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Reims devrait prochainement se prononcer sur le renvoi des deux inculpés devant la cour d'assises de la Meuse. La partie civile avait trois jours à compter de la signification de l'ordonnance pour faire appel des trois ordonnances de non-lieu.

Vingt-trois personnes inculpées dans l'affaire casino d'Anney. — Six coupables ont été inculpés ainsi que M. Pierre Revillard, ancien directeur des jeux du casino d'Anney, dans l'affaire de fraude de cet établissement (le Monde des 1^{er} et 2-3 mars). Cela porte à vingt-trois le nombre des personnes inculpées.

Huit ans de réclusion pour les parents meurtriers de leur fils.

Aix-en-Provence. — Lucien et Arlette, les deux commerçants de Plan-de-Cuques (Bouches-du-Rhône) qui ont tué leur fils Bernard (le Monde du 6 mars), ont été condamnés, vendredi 7 mars, par la cour d'appel de Bouches-du-Rhône à huit ans de réclusion criminelle. Le jury, composé de huit femmes et d'un homme, leur a accordé les circonstances atténuantes après le défilé des témoins qui, la veille à la barre, avaient exalté les vertus des époux Fouque, co-auteurs de l'attentat.

Le 7 mars, les deux témoins chapeautés en faveur de la victime, qu'on avait dépeinte jusque-là comme « un dévoyé baveux et marginal ». Un camarade de Bernard, M. Tayeb Ferfah, a affirmé : « C'était un garçon très normal, mais il ne supportait pas la boisson. »

Plusieurs de ses amis, choqués d'avoir vu faire le procès de la victime, ont fait remarquer que, s'il arrivait à Bernard de boire, il était sûr, comme beaucoup de jeunes à Paris-de-Cuques, de clôturer les commémorations. « Ici les jeunes sont catalogués », ont-ils dit. M. Robert Magnier, substitut général, avait requis une peine de huit à dix ans de réclusion criminelle, estimant que « les malades de l'âme, comme celui du corps, ne se soignent pas à coups de revolver ». — (Corresp.)

L'affaire des chasseurs de l'hôtel Maurice. — Dans l'affaire des trois chasseurs de l'hôtel Maurice, à Paris, qui avaient refusé, en mai 1978, de se mettre au service de trois militaires argentins (le Monde du 30 mai 1978), la dix-huitième chambre de la cour d'appel de Paris a confirmé, vendredi 7 mars, le jugement du conseil des prud'hommes qui avait alloué à ceux-ci, le 14 mars 1979, des indemnités de préavis, en leur refusant des dommages et intérêts pour rupture abusive de contrat de la part de leur employeur.

SARTRE EST-IL DÉPASSÉ ?
lisez plutôt
observateur
N° 800

فكرنا من الأصل

**"MONSIEUR LE PRÉSIDENT
POUR FAIRE FACE À LA CRISE,
IL SUFFIT DE SAVOIR LIRE."**

DAF Trucks

DAF Trucks

2800 DKSE 35 litres aux 100 km

**ARTRE
ST-IL
EPASSÉ?**



SCIENCES

La leçon inaugurale de M. Lehn au Collège de France

La serrure et la clé

Nommé il y a trois mois à la chaire de chimie des interactions moléculaires au Collège de France, M. Jean-Marie Lehn a prononcé, vendredi 7 mars, sa leçon inaugurale. Ce fut l'occasion, pour lui, de rendre hommage à Robert Woodward, professeur à l'université Harvard, prix Nobel de chimie en 1965, « maître vénéré et ami très cher », décédé en juillet dernier. Ce fut aussi une vigoureuse défense et illustration de la chimie, qui « joue un rôle central tant par sa place au sein des sciences de la nature et de la connaissance que par son importance économique et son omniprésence dans notre vie quotidienne ».

Relevant que la chimie qu'il occupe a été créée par transformation d'une chimie de la civilisation moderne, M. Lehn a défini la chimie qu'il va enseigner comme une « sociologie des populations moléculaires ». Il a alors retracé l'histoire de la chimie, issue de ces transformations thermiques profondes et complexes par lesquelles la cru devient le cuit, rappelant qu'elle fut longtemps une alchimie mythique, puis l'étude de la composition des corps, de l'enrichissement des atomes, de leur agencement dans l'espace et finalement une architecture. Avec la synthèse de l'urée par Wöhler en 1828, la chimie s'étendit son domaine aux matériaux organiques ; cette chimie organique, toujours plus riche, culmina dans les « grandes synthèses des trente dernières années », et notamment celle que l'on s'accorde à con-

La beauté de l'acte créateur

Ayant ainsi défini quel sera son enseignement, M. Lehn a donné quelques exemples — illustrés de belle manière — de ces interactions entre ciel et terre, entre science et culture, de cette « chimie des deux bosses ». « La chimie moléculaire est principalement une chimie des molécules pleines qui résistent à l'interpénétration et dont toutes les fonctionnalités sont dirigées vers l'extérieur. Ce n'est que récemment que s'est développée l'étude des molécules qui possèdent un intérieur ouvert qu'un extérieur qui défilent des régions de l'espace. La chimie des récepteurs moléculaires représente ainsi un passage du concret au concret. »

MAURICE ARVONNY.

Le physicien allemand Herwig Schopper dirigera le CERN de 1981 à 1985

Le Conseil de l'Organisation européenne de recherches nucléaires (CERN) a nommé le prochain directeur général de l'organisation. Il s'agit de M. Herwig Schopper, professeur à l'université de Hambourg, et président du directeur de physique des particules de l'accélérateur DESY situé aussi à Hambourg. M. Schopper prendra son début de 1981 la succession des deux directeurs généraux du CERN, MM. John Adams et Léon van Hove. Il est nommé pour cinq ans.

La nomination a été acquiescée le 29 février lors d'une réunion du comité qui prépare les sessions du conseil. Réuni à la demande du délégué italien, ce comité a examiné le projet de réalisation du futur anneau de collisions entre électrons et positons LEP (Le Monde du 27 juin 1979) ; il a admis que LEP devait avoir la priorité absolue parmi les projets européens d'accélérateurs et qu'il devait être construit le plus rapidement possible : un groupe de travail va être réuni pour étudier sans retard les problèmes juridiques et financiers.

Cet accord a permis de lever les réserves italiennes à la nomination de M. Herwig Schopper, celle-ci a été acquiescée à l'unanimité des représentants des douze États membres du CERN.

La nomination de M. Schopper aurait pu être décidée en novembre dernier, lorsqu'un vote montra qu'il avait un avantage écrasant sur l'autre candidat, le professeur Antonio Zichichi. En fait, le scrutin ne fut pas déclaré clos pour ménager les susceptibilités italiennes. A cette époque, l'Italie s'opposait à ses collègues du CERN, mais plusieurs organismes multinationaux (Euratom, l'Agence spatiale eu-

ropéenne, la société Eurodif qui construit à Tricastin une usine d'enrichissement de l'uranium) et manifestèrent des signes de mauvaise humeur — en partie dus à des raisons de politique intérieure et à des querelles de personnes. Dans le cas du CERN, les réticences italiennes — auxquelles on aurait pu passer outre — furent vaincues par la requête pour l'élection — tenaient aussi à une question de fonds : l'Italie craignait que la nomination d'un directeur allemand ne soit pas un bon signe de la construction du LEP. Celui-ci est l'instrument d'une physique qui se fait pas exclusivement dans les installations des universités du CERN, mais justement à Hambourg où fonctionne un anneau de collisions du même type que le LEP mais de moindre énergie, PETRA — et aussi à Stanford, en Californie, où l'anneau PEP, très similaire à PETRA, entre actuellement en service.

Craignant qu'une fois acquiescée la nomination d'un directeur allemand au CERN, la République fédérale ne freine le projet LEP, la délégation italienne avait souhaité lier la nomination au directeur à une décision ferme sur le LEP — décision difficile à prendre au stade actuel des études. D'où le conseil de ne pas clore le scrutin et de mettre en route un ensemble de négociations informelles qui ont abouti à un accord général. M. A.

En 28 février 1980, à Landshut (Rhénanie-Palatinat), M. Herwig Schopper est maintenant citoyen de la République fédérale allemande. Il est sorti en 1945 diplômé de l'université de Hambourg — où il enseigna de 1947 à 1952. Depuis, il a été attaché de recherche au CERN puis chef du département de physique des particules.

Un nouveau satellite de Saturne est découvert par des astronomes français

An cours d'une campagne d'observation de la planète Saturne menée la semaine dernière à l'observatoire du pic du Midi, une équipe d'astronomes (1) a découvert sur des clichés pris par une caméra électronique la présence d'un nouveau satellite de la planète, dont l'existence contestée d'un anneau extérieur baptisé E, photographié en 1966 par les Américains.

La période mise à profit par ces astronomes se prête particulièrement bien à l'étude de la planète Saturne car, comme tous les quinze ans, le système des anneaux extérieurs aux anneaux de Saturne, dans une zone où l'on peut trouver des satellites inconnus de petite taille et de faible luminosité, se présente sous un aspect particulièrement favorable. C'est exactement ce qui est arrivé aux quatre astronomes de l'observatoire du pic du Midi et de l'Observatoire de Paris, MM. Jean-Louis Maréchal, Jean-Pierre Luminet, et de M. André Audouin, observés sur des clichés, ont observé deux satellites particulièrement faibles.

C'est exactement ce qui est arrivé aux quatre astronomes de l'observatoire du pic du Midi et de l'Observatoire de Paris, MM. Jean-Louis Maréchal, Jean-Pierre Luminet, et de M. André Audouin, observés sur des clichés, ont observé deux satellites particulièrement faibles.

DÉFENSE

CORRESPONDANCE

Pourquoi le sous-marin « Rubis » est-il devenu « Provence » ?

Nous avons reçu la lettre suivante de M. René Bernault, qui date d'octobre 1981 et date de 1966, comme capitaine de frégate, aide de camp du général de Gaulle à la présidence de la République.

Une décision ministérielle de 1965 attribuait le nom de Rubis au premier des sous-marins nucléaires d'attaque à construire pour la marine nationale. Ce choix paraissait amplement justifié par la carrière exemplaire du dernier bâtiment à avoir porté ce nom.

Or, le premier sous-marin nucléaire d'attaque de la marine nationale a été lancé, le 1 juillet dernier, sous le nom de Provence. Pendant la marine nationale, le sous-marin mouilleur de mines Rubis s'est trouvé en opérations caractéristiques après l'armistice notamment entre le 20 et le 26 juin 1940, alors même que l'existence de la France libre n'était établie par aucun texte international ; c'est en effet le 28 juin 1940 seulement que le général de Gaulle fut reconnu comme chef des Français libres par le gouvernement anglais.

L'activité et le succès du Rubis renforcent l'admiration et la reconnaissance de l'armistice britannique, qui attribua à son équipage plus d'honneurs qu'à l'armée de l'air britannique. Le Rubis est un des deux seuls bâtiments titulaires de la croix de la Libération. Toujours présent au combat, sorti indemne des situations les plus critiques, il offre l'exemple, trop rare dans notre histoire navale, d'un bâtiment qui a été victorieux. Si l'on admet qu'un nom de bâtiment porte en soi un certain pouvoir, qu'il a valeur de précédent pour les marins appelés à combattre sous son influence patrimoniale, si l'on souhaite qu'il soit pour eux un encouragement et un enseignement, alors celui de Rubis s'impose avec force.

Les arguments avancés ou suggérés pour tenter de justifier cet abandon du nom de Rubis au profit de celui de Provence sont un nombre de trois : 1) La décision ministérielle de 1965 s'appliquerait au projet S.N. 68, modifié depuis. Il est vrai que le S.N. 68 a été adopté quelques années plus tard pour des raisons nouvelles, mais sans qu'un nouveau nom vienne modifier le choix de 1965.

La décision de construire le premier sous-marin nucléaire d'attaque français a été prise en 1965, et il était parfaitement clair dans l'esprit du général de Gaulle que celui-ci s'appellerait Rubis ; ce nom fut confirmé par le général de Gaulle lui-même, et dans celui de l'amiral Cabanis, chef d'état-major de la marine, et ancien commandant du Rubis. On voit mal pourquoi une modification du projet primitif, ou un retard dans sa réalisation, interdirait de lui conserver son nom.

2) L'importance des sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) commanderait de leur attribuer des noms traditionnels de bâtiments de ligne, tels que ceux des régions de France. C'est ce qui a été fait en Angleterre, où tous les SNA, à l'exception du Churchill, ont reçu des noms traditionnels de vaisseaux. Ce souci apparaît, beaucoup mieux aux États-Unis et pas du tout en U.R.S.S. En France, compte tenu de la dimension de notre marine et du nombre de nos SNA, la règle semble applicable sans difficulté majeure. Or, le nom de Rubis est l'un des plus anciens portés par des vaisseaux de ligne français ; il figure sur les listes arrêtées par Colbert en 1671 et 1678 pour les vaisseaux, ce qui n'est pas le cas des noms de provinces. Le premier Rubis (1665) est antérieur de près d'un siècle au premier Provence (1783). Le nom de Rubis a été porté par quinze bâtiments de guerre, dont neuf vaisseaux ; celui de Provence par sept bâtiments, dont deux vaisseaux et l'infortuné cuirassé. Il est clair que donner le nom de Rubis à notre premier SNA respecterait au mieux la règle en question.

3) Donner le nom de Rubis au premier sous-marin de la série conduirait à donner des noms de pierres précieuses à tous les autres. Il est très courant, en effet, dans les marines de guerre, de donner aux bâtiments d'une même classe des noms ayant même origine ou même thème. Il est courant aussi que des séries soient interrompues pour une raison ou une autre ; c'est ainsi que les sous-marins de 1 500 tonnes de la tranche 1930 portaient des noms de bataille ; trois d'entre eux, en particulier, devaient commencer les débarquements français en Afrique du Nord : Sfax, Sidi-Ferruch, Casablanca, mais ce dernier fut baptisé Casablanca en l'honneur du héros d'Alger. Le Rubis lui-même appartenait à la classe Supra, dite « des pierres précieuses ». Pourtant, le troisième, mis en cale en 1933, centième anniversaire de la naissance de Jules Verne, fut appelé Nautilus, comme le fameux sous-marin de Jules Verne. Les sous-marins de la tranche 1930 portaient des noms de bataille ; trois d'entre eux, en particulier, devaient commencer les débarquements français en Afrique du Nord : Sfax, Sidi-Ferruch, Casablanca, mais ce dernier fut baptisé Casablanca en l'honneur du héros d'Alger. Le Rubis lui-même appartenait à la classe Supra, dite « des pierres précieuses ». Pourtant, le troisième, mis en cale en 1933, centième anniversaire de la naissance de Jules Verne, fut appelé Nautilus, comme le fameux sous-marin de Jules Verne.

On pourrait multiplier les exemples et les étendre aux bâtiments de surface. Il est clair qu'il existe aucun empêchement de principe à donner le nom de Rubis à notre premier SNA et des noms d'une autre famille aux suivants.

Si toutefois, par un souci compréhensible d'homogénéité, on voulait conserver un caractère commun à tous les noms de la série, les suggestions d'adopter ceux de bâtiments remarquables par leur activité et leurs succès au cours de la dernière guerre.

Au total, les arguments invoqués contre la décision de 1965 sont peu convaincants et l'on s'explique mal la substitution. Pourquoi écarter le nom de Rubis ?

Certains mots d'ordre intéressent l'ensemble du pays. Ainsi, le mercredi 12 mars, le Syndicat national de l'enseignement de l'éducation physique et sportive (SNEPS-FEN) demande à ses

adhérents de ne pas travailler et d'exprimer le problème des associations sportives. Le mercredi 19 mars, le SNI-P.E.G.C. organise une manifestation nationale à Paris pour la « carte scolaire » et à défaut des conditions de travail, le 20 mars, les Syndicats nationaux des enseignants de second degré (SNES) et de l'éducation physique (SNEP) appellent à la grève en compagnie d'autres syndicats d'appartenant pas à la FEN : le SGEN-C.F.D.T. (premier et deuxième degré), le S.N.E.P.-C.G.T. et le Syndicat national des collèges (S.N.C., indépendant).

La FEN, qui demande le vote d'un collectif budgétaire pour assurer la rentrée de l'automne prochain « dans de bonnes conditions » doit être reçue mardi 11 mars par le premier ministre.

Certains mots d'ordre intéressent l'ensemble du pays. Ainsi, le mercredi 12 mars, le Syndicat national de l'enseignement de l'éducation physique et sportive (SNEPS-FEN) demande à ses

adhérents de ne pas travailler et d'exprimer le problème des associations sportives. Le mercredi 19 mars, le SNI-P.E.G.C. organise une manifestation nationale à Paris pour la « carte scolaire » et à défaut des conditions de travail, le 20 mars, les Syndicats nationaux des enseignants de second degré (SNES) et de l'éducation physique (SNEP) appellent à la grève en compagnie d'autres syndicats d'appartenant pas à la FEN : le SGEN-C.F.D.T. (premier et deuxième degré), le S.N.E.P.-C.G.T. et le Syndicat national des collèges (S.N.C., indépendant).

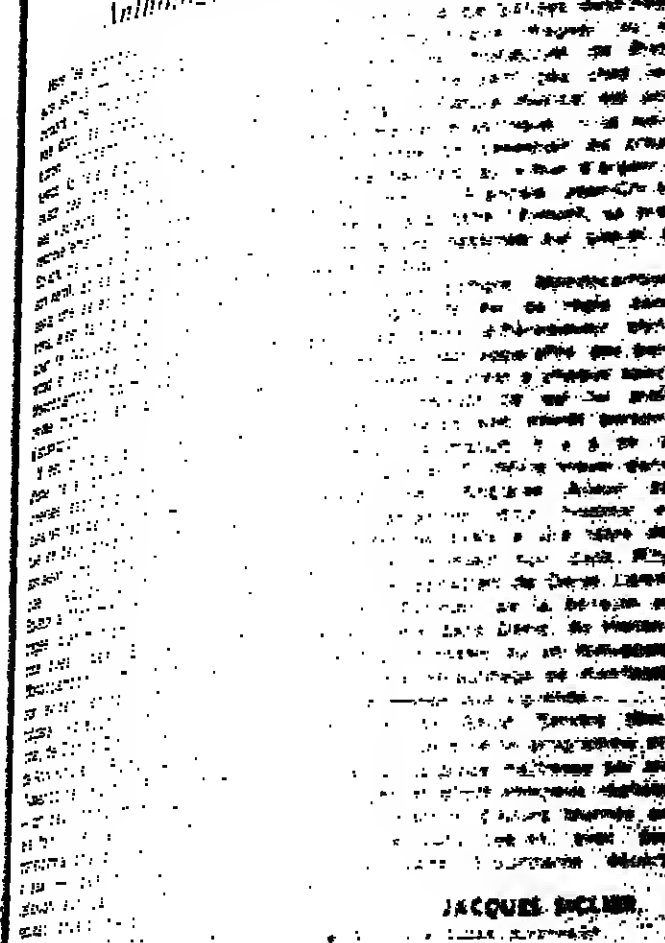
La FEN, qui demande le vote d'un collectif budgétaire pour assurer la rentrée de l'automne prochain « dans de bonnes conditions » doit être reçue mardi 11 mars par le premier ministre.

Certains mots d'ordre intéressent l'ensemble du pays. Ainsi, le mercredi 12 mars, le Syndicat national de l'enseignement de l'éducation physique et sportive (SNEPS-FEN) demande à ses

LE MONDE

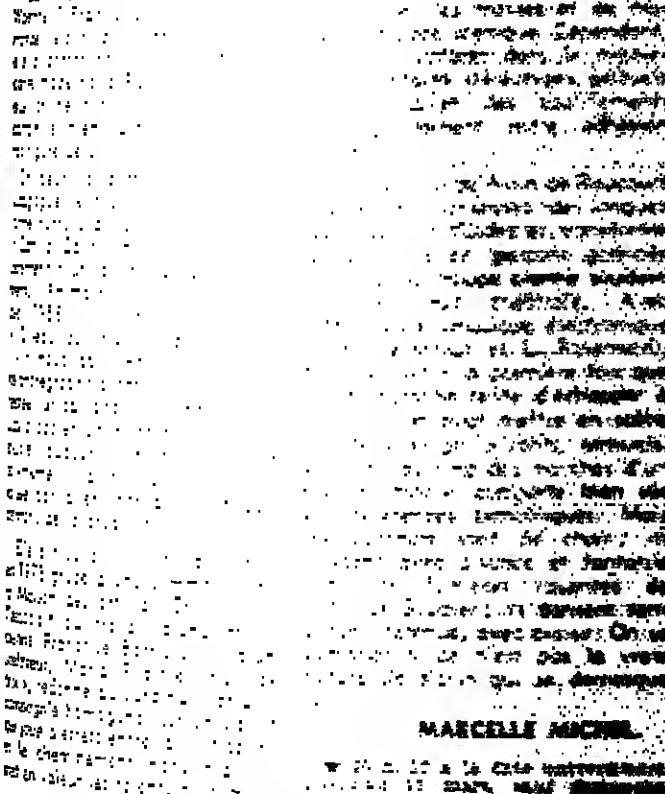
MONDOCARTOON

Anthologie de dessin animé

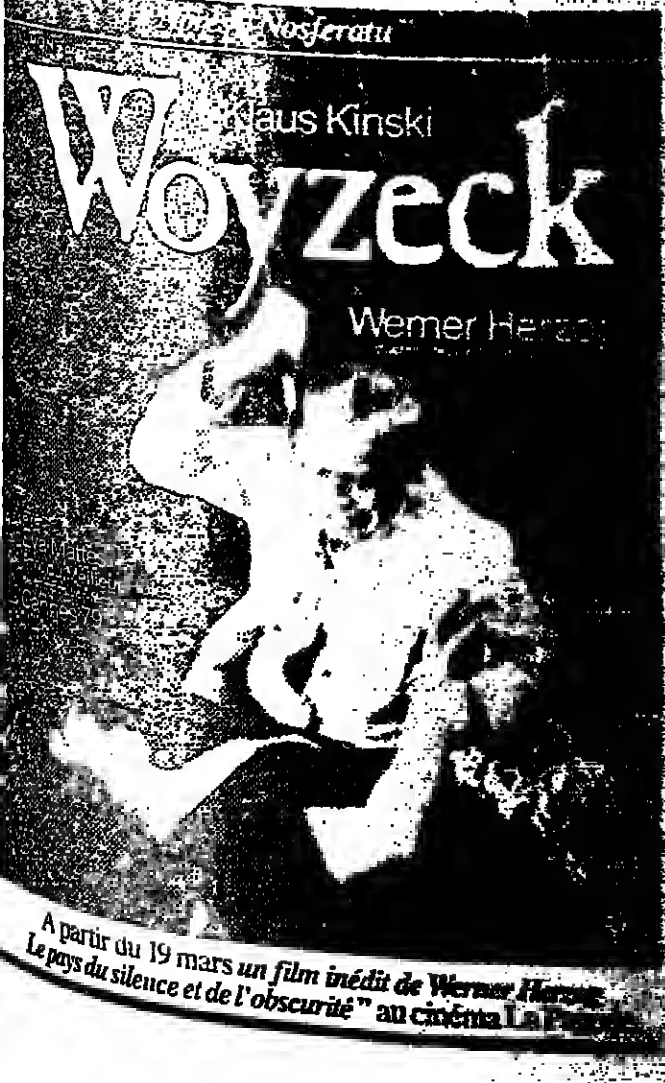


DANSE

Karin Wachner à la Cité universitaire



Woyzeck



Woyzeck

Woyzeck

Woyzeck

Woyzeck

ÉDUCATION

Un colloque sur les diplômés et la vie professionnelle

Quatorze « recommandations » pour améliorer les « flux » entre l'Université et les entreprises

De notre correspondant

Marseille. — Durant trois jours, du 4 au 7 mars, à Aix-en-Provence et à Marseille, ont eu lieu les Rencontres 80, organisées par l'Association des Amis de l'université d'Aix-Marseille. Le thème général retenu pour ce colloque : « Comment mieux insérer les jeunes diplômés dans la vie professionnelle », a favorisé la rencontre et le dialogue entre universitaires, chefs d'entreprise et cadres, tandis que des opérations portes ouvertes étaient organisées dans des laboratoires et divers établissements de l'académie.

Le thème du colloque s'appuie sur une double constatation : la première est que, s'ils se sentent concernés par l'Université, les chefs d'entreprise ont encore mal informés sur elle ; de même un certain nombre de professeurs gardent leurs distances à l'égard du monde du travail. La seconde constatation : chaque année, le flux de sortie de l'enseignement supérieur met quatre-vingt-dix mille diplômés « sur le marché », alors qu'il n'y a pas plus de vingt-cinq mille postes à leur offrir ; dont dix mille sont pratiquement « réservés » aux diplômés des grandes écoles.

Les conclusions des groupes de travail ont fait l'objet d'une synthèse présentée par M. Claude Berton, vice-président des Amis de l'université, sous la forme de quatorze « recommandations » qui vont toutes dans le sens d'une amélioration entre formation et emploi.

JEAN CONTRUCCI.

La grève contre les suppressions de classes

LES ÉCOLES PRIMAIRES DE PARIS POURRAIENT ÊTRE FORTEMENT PERTURBÉES LES 10 ET 11 MARS

La grève des instituteurs et institutrices des écoles maternelles et élémentaires de Paris (le 10 et 11 mars) a continué durant toute la semaine du 3 au 8 mars. Selon le Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.), qui soutient ce mouvement de protestation contre la suppression de cinquante-sept classes à la rentrée prochaine, le nombre des grévistes dans la capitale était de mille sept cent quatre-vingt-huit le dimanche 10 mars.

Lundi 10 et mardi 11 mars, le mouvement connaît vraisemblablement une réelle ampleur. La section primaire du Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (S.N.I.P.-C.G.T.) a lancé pour ces deux jours un mot d'ordre de grève. La Fédération des parents d'élèves a appelé les parents à « assurer le plein succès de la grève en ne voyant pas leurs enfants à l'école », beaucoup d'écoles primaires pourraient être fermées ou n'ouvrir qu'à un petit nombre d'enfants.

Le Syndicat national des directeurs d'écoles (S.N.D.E.) laisse ses adhérents « juges de l'opportunité de s'inscrire à cette grève de quarante-huit heures » au cas où leur école serait concernée par une fermeture de classe réellement injustifiée.

Des établissements du second degré pourraient être aussi perturbés en ce début de semaine. Le S.G.E.N.-C.F.D.T. du second degré ayant décidé d'appeler ses adhérents à cesser le travail le mardi 11 mars et à se joindre à l'assemblée générale des instituteurs grévistes qui se réunira mardi soir à la Bourse du travail, à Paris, pour décider de la suite du mouvement. La section académique du Syndicat national des enseignants de second degré (S.N.E.S.-F.E.N.) pour sa part s'exprime sur pleine solidarité avec les luttes dans les écoles primaires de Paris sans aller jusqu'à un mot d'ordre de grève.

Une association affiliée à la Fédération des parents d'élèves a lancé une grève soit « constructive » soit « destructive » et « exige l'accueil des élèves en classe les 10 et 11 mars ». Le président de l'Union régionale de Paris de cette fédération a adressé un télégramme dans ce sens au ministre de l'éducation ainsi qu'à M. Jacques Chirac, maire de Paris.

● Trois élèves du lycée Voltaire à Paris (17^e) ont été blessés, vendredi matin, devant l'établissement. Ils affirmèrent avoir été agressés par des militants du Groupe union-défense (G.U.D.) qui distribuaient des tracts. Deux des trois jeunes gens, ayant reçu des coups de poing au visage, ont été soignés à l'infir-

LA FEN S'APPRÊTE À « DURCIR SON ACTION »

La Fédération de l'éducation nationale (FEN) a décidé de lancer auprès de ses adhérents un « appel à la mobilisation et au renouveau de l'action ». En attendant compte rendu du 7 mars, des travaux de la commission administrative nationale de la FEN, réunie la veille, le secrétaire général, M. André Henry, a déclaré que « la politique de refus [pratiquée actuellement par le gouvernement] ouvre la porte à toutes les violences ».

Les trois thèmes principaux de revendications concernent les salaires, la carte scolaire (les fermetures et ouvertures de classes ou de postes) et les maîtres auxiliaires du second degré. Plusieurs actions ont déjà été décidées par certains syndicats de la FEN. M. André Henry a annoncé qu'une vingtaine de sections départementales envisagent « d'aller jusqu'à la grève de vingt-quatre heures ». A Paris, le SNI-P.E.G.C. appelle les instituteurs à cesser le travail deux jours les 10 et 11 mars (Le Monde du 8 mars).

Certains mots d'ordre intéressent l'ensemble du pays. Ainsi, le mercredi 12 mars, le Syndicat national de l'enseignement de l'éducation physique et sportive (SNEPS-FEN) demande à ses

adhérents de ne pas travailler et d'exprimer le problème des associations sportives. Le mercredi 19 mars, le SNI-P.E.G.C. organise une manifestation nationale à Paris pour la « carte scolaire » et à défaut des conditions de travail, le 20 mars, les Syndicats nationaux des enseignants de second degré (SNES) et de l'éducation physique (SNEP) appellent à la grève en compagnie d'autres syndicats d'appartenant pas à la FEN : le SGEN-C.F.D.T. (premier et deuxième degré), le S.N.E.P.-C.G.T. et le Syndicat national des collèges (S.N.C., indépendant).

La FEN, qui demande le vote d'un collectif budgétaire pour assurer la rentrée de l'automne prochain « dans de bonnes conditions » doit être reçue mardi 11 mars par le premier ministre.

Certains mots d'ordre intéressent l'ensemble du pays. Ainsi, le mercredi 12 mars, le Syndicat national de l'enseignement de l'éducation physique et sportive (SNEPS-FEN) demande à ses

adhérents de ne pas travailler et d'exprimer le problème des associations sportives. Le mercredi 19 mars, le SNI-P.E.G.C. organise une manifestation nationale à Paris pour la « carte scolaire » et à défaut des conditions de travail, le 20 mars, les Syndicats nationaux des enseignants de second degré (SNES) et de l'éducation physique (SNEP) appellent à la grève en compagnie d'autres syndicats d'appartenant pas à la FEN : le SGEN-C.F.D.T. (premier et deuxième degré), le S.N.E.P.-C.G.T. et le Syndicat national des collèges (S.N.C., indépendant).

La FEN, qui demande le vote d'un collectif budgétaire pour assurer la rentrée de l'automne prochain « dans de bonnes conditions » doit être reçue mardi 11 mars par le premier ministre.

Certains mots d'ordre intéressent l'ensemble du pays. Ainsi, le mercredi 12 mars, le Syndicat national de l'enseignement de l'éducation physique et sportive (SNEPS-FEN) demande à ses

adhérents de ne pas travailler et d'exprimer le problème des associations sportives. Le mercredi 19 mars, le SNI-P.E.G.C. organise une manifestation nationale à Paris pour la « carte scolaire » et à défaut des conditions de travail, le 20 mars, les Syndicats nationaux des enseignants de second degré (SNES) et de l'éducation physique (SNEP) appellent à la grève en compagnie d'autres syndicats d'appartenant pas à la FEN : le SGEN-C.F.D.T. (premier et deuxième degré), le S.N.E.P.-C.G.T. et le Syndicat national des collèges (S.N.C., indépendant).

هكذا من الأصل

Le Monde

culture

CINÉMA

MONDOCARTOON

Anthologie du dessin animé

Hors les grandes usines de dessins animés — studios Disney perpétuant une tradition, studios japonais dont les produits de science-fiction inondent, depuis quelques temps, les télévisions françaises, — il existe des créateurs indépendants, des « auteurs » qui travaillent à un renouvellement du genre. Pinksplash, petit atelier français (malgré son nom), après avoir, en 1978, présenté une sélection de ses productions, s'est fait distribuer, en 1979, pour le Nouveau Cartoon à Hollywood et réédité, aujourd'hui, avec Mondocartoon, palmarès du dessin animé mondial en dix petits films d'animation.

Il est difficile de rendre compte d'une telle anthologie. Techniques diverses, esprits divers, tout se mêle dans un rapide tour du monde, alors que les deux précédents programmes suivaient une ligne directrice précise : l'équipe artisanale de Pinksplash à Montmartre, les courts métrages d'animation réalisés sur le côté ouest des États-Unis. Dans Mondocartoon, il n'y a pas de rapport évident entre l'école nationale bulgare (représentée par l'arbre musical, de Donyo Donov, ou l'hypothèse, de Anri Koutiev), Pencil Bookings, où l'Américaine Kathy Rose démontre — un peu longuement — comment elle fait vivre ses personnages par transformations de lignes, et se joint à eux — dessinée — pour une réflexion sur sa création, les gags rapides, cruels, percuteurs du japonais Yoji Kuri (Manga, qui pourrait

être une suite de bandes dessinées en trois ou quatre images), ou le Pas, exercice intellectuel de Piotr Kamler. On ne sent pas chez les Bulgares — l'arbre musical est une petite merveille satirique — la solitude terrifiante de désespoir du créateur se heurtant au « mur d'argent » qu'exprime le Français Jean-Christophe Villard dans l'E-moi, sa première œuvre dessinée sur papier à machine blanc.

En fin de compte, Mondocartoon (où l'originalité est de règle dans des graphismes différemment stylisés, épurés) fait apparaître des particularismes où c'est à chaque spectateur de choisir ce qui lui plaît le mieux, selon son intérêt personnel pour l'animation. Il y a de la folie douce et du délire visuel dans Cat-bar de l'Anglais Alison de Vera (fantasmes d'un homme et d'une femme assis à une table de café), de l'humour noir dans Why me ? film canadien de Derek Lamm et Janet Perlman, de la dérision et de la poésie dans David, du Hollandais Paul Driessen, où un minuscule et invisible personnage se manifeste dans le monde des « grands ».

Harpy, de Raoul Servais (Belgique), qui termine le programme en est, aussi, la pièce maîtresse par les trauques et effets spéciaux réalisés sur une histoire d'abord tournée en prises de vues réelles, avec des acteurs, dans d'étonnantes décors points.

JACQUES SICLIER.

* Voir les films nouveaux.

DANSE

Karin Wachner à la Cité universitaire

Faut-il encore présenter Karin Wachner ? Française d'origine allemande, élève de Mary Wigman, elle a commencé à enseigner la danse moderne à Paris bien avant que l'on ne découvre « les Américains », si bien qu'aujourd'hui elle fait figure de pionnière.

On peut se demander si cette pédagogie exceptionnelle, qui a formé nombre de jeunes danseurs à la Schola Cantorum, n'a pas délibérément tout sacrifié à l'enseignement. Animatrice d'un groupe dès 1958, elle fut elle-même « l'oiseau qui n'existe pas », une vision inoubliable. Après des débuts de chorégraphe prometteurs, elle est restée sur sa lancée, ne parvenant pas à passer un certain seuil. Modeste, pudore, enfermement sur soi-même ? Karin Wachner ne se laisse pas aller spontanément aux démons de la création.

Elle a trouvé son second souffle en 1978 grâce à une commande de la Maison des arts de Créteil, qui l'associait au travail d'une musicienne, Françoise Barrière, et d'un sculpteur, Mario Roelore. « Silhouette », redonné aujourd'hui par une compagnie homogène, est un ballet qui joue d'effets entre la verticalité et le cheminement horizontal. Il met en valeur les talents de compo-

sition de Karin Wachner, son art de disposer les masses et de moduler l'espace scénique. Cependant, certaines ruptures dans le mouvement, certains stéréotypes gestuels, en particulier des sautillonnements puérils, font parfois perdre l'adhésion totale.

Il aura fallu qu'Alain de Rancourt habille les danseuses de longues robes du soir fluides et transforme les danseurs en garçons gonflés pour que la troupe prenne soudain une apparence théâtrale. Avec « Marchés » (musique électronique de F. Peyratout et L. Rosemain), c'est peut-être la première fois que le chorégraphe tente d'échapper à l'abstraction pour mettre en scène des personnages vivants, sensibles. Leur jeu ou long des marches d'un escalier mobile comporte bien sûr des références symboliques. Mais les danseurs sont de chair : ils bougent avec aisance et fantaisie dans les lumières rasantes de J.-M. Le Soudier ; ils dansent sans aucune retenue, avec plaisir. On se demande si ce n'est pas la vraie nature de Karin qui se démasque là.

MARCELLE MICHEL.

* 20 h. 30 à la Cité universitaire, jusqu'au 13 mars, sauf dimanche, lundi et mardi.

En V.O. : PARAMOUNT ÉLYSÉES - QUINTEITE - PAGODE - 14 JUILLET BEAUGRENELLE — En V.F. : IMPÉRIAL PATHÉ - MONT-PARNASSE 83

Après Nosferatu

Klaus Kinski

Woyzeck

Werner Herzog

Avec Eva Mattes

Paris du 19 mars au 20 mars

Cannes 79

A partir du 19 mars un film inédit de Werner Herzog. Le pays du silence et de l'obscurité au cinéma La Pagode.

« Les Turlupins »

de Bernard Revon

Un film modeste, sans grande originalité, mais qui, finalement, vaut mieux que son titre. La vie d'un collégien de garçons, il y a quarante ans, sous l'occupation, les émois de Bernard qui s'est laissé prendre aux pièges de l'amour, les blagues et les astuces de Didi, son meilleur copain, toujours prêt à lui venir en aide, et dans cet univers de petits maîtres à mi-chemin de l'enfance et de l'adolescence, l'émotion provoque d'une tendre tristesse.

Pour son premier long métrage, Bernard Revon a choisi la voie de la simplicité et de la sincérité. De cette chronique vraisemblablement modeste de souvenirs personnels, on retient la justesse avec laquelle le cinéaste décrit l'atmosphère de l'internat, bien clos protégé et cependant perméable aux menaces du monde extérieur, et la chaleur humaine que le recul du temps communique à l'aventure sentimentale. En 1942, nous dit Bernard Revon, voilà comment on découvrait l'amour, comment parfois surgissait la mort. Les Turlupins d'aujourd'hui se reconnaissent-ils dans ces collégiens naïfs et malsadroits ? Non, sans doute, bien que, pour l'essentiel, c'est à dire ce mélange d'excitation, de tristesse et de tristesse avec quoi se confondent les premières passions, rien n'a changé, de nos jours.

JEAN DE BARONCELLE.

* Voir les films nouveaux.

Centre Pompidou : une présentation de la C.G.T. — Dans une lettre adressée au ministre de la culture et de la communication, le syndicat général C.G.T. des personnels des affaires culturelles s'indigne de la décision de refuser la salle du Centre Georges-Pompidou à la C.G.T. pour ses journées d'étude sur la culture les 24 et 25 mars, contrairement à l'autorisation préalablement donnée (le Monde du 6 mars).

Le syndicat rappelle que « la vocation du Centre est d'être le point de rencontre et de confrontation des formes multiples d'expression ».

SCHUTZ ET CHARPENTIER

dirigés par Malgoire

Le Festival de musique sacrée de Paris, premier du nom (ce n'est pas celui de la Ville de Paris), donné mardi pour la deuxième fois un programme Schütz-Charpentier, à Saint-Germain-des-Près, où l'on s'étonne, et rien ne symbolise mieux l'extraordinaire succès de cette musique presque totalement ignorée il y a vingt-cinq ans.

À la tête de la Grande Souris et la chambre du roy, avec laquelle il chepauche en joyeux missionnaire de la musique ancienne à travers l'Europe, et de l'excellent chœur des Petits Chanteurs de Chaillet, Jean-Claude Malgoire présentait d'abord les Sept Paroles du Christ en croix (1645) de Heinrich Schütz ; une œuvre d'une beauté et d'une simplicité bouleversantes où l'on sent, derrière le dépouillement total, le souvenir de la prodigieuse efflorescence expressive de Monteverdi, dont Schütz fut le disciple à Venise, réduite à l'essentiel.

Schütz conserve encore un ensemble instrumental dont les Passions, un peu plus tard, seront totalement dépourvus, revenant ainsi à un style archaïque et strictement liturgique, mais les deux symphonies instrumentales comme les accompagnements des

voix sont d'une extrême sobriété ou transparents, un profond équilibre intérieur. Quant aux parties vocales, paroles du Christ et des deux larrons, récit de l'évangéliste confié à des tessitures différentes ou à des ensembles polyphoniques, jamais elles ne font écran à la subtilité grandiose du texte qu'elles soulignent simplement par des inflexions géniales, ces exclamations vers l'air de paroles tragiques comme le « Tout est consommé » du Christ, qui est comme un commentaire mystique de cette parole accablée, ou le « J'ai soif » qui suggère une douleur physique insupportable.

Tout au long de la soirée, on a admiré, malgré quelques difficultés de justesse, l'excellente diction et la qualité des Petits Chanteurs de Chaillet, aux voix fraîches et vertes comme les timbres des vieilles orgues, parfaitement façonnées par Roger Thiriot, avec en particulier la voix ferme, étonnante d'un petit alto, ainsi que les autres solistes issus de cet ensemble.

JACQUES LONCHAMPT.

* J.-C. Malgoire a enregistré récemment au Te Deum, ainsi qu'un Magnificat et trois Nôis de Charpentier, avec les chœurs de St-Mary-in-Warwick (C.B.S. 7581).

THÉÂTRE

« A CINQUANTE ANS

ELLE DÉCOUVRIT LA MER », de Denise Chalem

Gabriel Garzan met en scène au Petit-Odéon la première pièce d'une jeune actrice sortie du Conservatoire, Denise Chalem : A cinquante ans, elle découvrait la mer.

C'est une pièce impressionniste sur les liens d'une fille et de sa

mère. Elles ont pas mal vécu l'une sur l'autre, le père était mort après avoir été absent souvent. La mère de la jeune fille s'est exilée tôt au Canada.

Denise Chalem écrit une œuvre de souvenir : la maman est morte aussi et la fille se rappelle des moments de leur vie commune. Les scènes sont vues en flash back entre des instants où la fille écrit comment.

Il y a eu des heures difficiles, et même des scènes assez atroces. La fille était d'aujourd'hui, elle mangeait mal, ne voulait pas s'embarrasser d'un mari, ne voulait pas d'enfants, laissait traîner ses vêtements, etc., tous les attributs d'une certaine jeunesse sont là, mais ce sont là ceux d'une autre génération : la maman a de l'ordre, soigne la cuisine, compte ses sous, manifeste un fatalisme.

Double pour la copie pure et simple du réel, les choses vues, les notations naturalistes, qui sonnent juste et sont parfois touchantes, Denise Chalem l'est moins pour les pages de commentaire, de réflexion, un peu trop écrites et pesantes. On n'a pas envie de chercher la petite bête à une œuvre qui paraît sincère. D'autant plus qu'au-delà du propos premier, en somme simple, se profilent des vues plus rares sur la substance du temps qui passe, sur une alliance d'attente, de hasard, et d'échec involontaire, de toute vie.

Denise Chalem joue elle-même la fille avec naturel. Isabelle Sadovan joue la mère, très bien, sur un ton un peu affecté qui indique peut-être que cette mère est absente, que seule son image reste.

Mise en scène fouillée, scrupuleuse, vivante, à la fois réelle et rêvée, comme Garzan sait faire, mordante aussi, très seconde il faut dire par le décor d'André Acquart, une réussite : décor-souvenir, pauvre comme le chagrin, séculaire, se transposant comme l'amour, et qui mêle délicatement des jours, des lieux, différents, qui, dans la mémoire de la fille, ne font qu'un, comme si les pleurs seraient brouillants les joies, les cliniques.

MICHEL COURNOT.

« PARIS-MUSCLES » au Palace

Les fesses des gros bras s'assemblent au Palace, où se produisent des muscles Muscles, passés au brou de noix, huiles, les cuisses en arcs bombés, les côtes en ondulations, les biceps en boules, les avant-bras parcourus de veines gonflées, les coues en pyramides, les dos en triangle bété, les selonnas croisés, les budgets crispés en nœud, jusqu'aux poignets qui s'écrasent sous les fronts ravins par l'effort ; pourtant, les gestes sont souples dans la lenteur.

Ils sont les objets de tableaux vivants entre des projections de photos, de réclames anciennes pour des produits qui transforment les gringalets en héros de la plage... Ringard-look de luxe, avec un dérapage sur une dérision qui jette un froid : le tableau vivant des Jeux olympiques.

COLETTE GODARD.

* Palace, jusqu'au 12 mars, 22 h. 30.

V.O. : ÉLYSÉES LINCOLN - SAINT-GERMAIN HUCHETTE - OLYMPIQUE - ENTREPRENEUR - OLYMPIQUE SAINT-GERMAIN - V.F. : MADELINE - 7 PARNASSIENS - GAUMONT HALLES

Après KES et FAMILY LIFE le nouveau film de KEN LOACH

Black Jack

UN FILM DE KENNETH LOACH

JEAN FRANÇAIS

STEPHEN HIRST, LOUISE COOPER, ANDREW BENNETT

Prix de la Critique Internationale Cannes 1979

P.J.

L'histoire de P.J. (Pieds joints) illustre les difficultés des jeunes groupes français de rock. Constitué il y a deux ans, P.J. s'est vite heurté à l'incompréhension des managers-tourneurs spécialisés dans la marginalité, mais peu susceptibles de comprendre vraiment le rock. Reprenant en main leur propre voyage dans la musique en octobre dernier et travaillant pour vivre dans divers petits emplois, les quatre musiciens de P.J. qui préparent vaillant pour vivre dans divers ne jouent pas souvent dans les conditions plutôt bonnes qu'ils trouveront le 18 mars prochain au Gibus. Pourtant, leur musique a de la cohérence, du punch, de l'humour. Sans doute cette musique demande-t-elle d'être parfois plus élaborée, plus rigoureuse, mais telle quelle elle a déjà le mérite de posséder ses propres couleurs et d'être offerte avec enthousiasme jusqu'à dans le salut aux « anciens » en reprenant un titre des Chaussettes noires.

L'aventure

de Carlos Gardel.

Personne n'a illustré le tango mieux que Carlos Gardel. Comme la musique née dans les faubourgs de Buenos-Aires, il y avait en Gardel une manière de vivre au jour le jour, une énorme générosité, un romantisme anarchisant. Peu soucieux d'être économiste de ses passions, de ses sentiments comme de son argent, Gardel avait une voix qui plongeait au plus secret de l'âme populaire argentine. Avec son charisme, il a été le représentant type du « porteño », l'habitant de Buenos-Aires. La collection Volter propose aujourd'hui un texte en espagnol de David Viñas et des illustrations de Ricardo Carpi retranscrivant à grands traits l'aventure populaire et la plus universelle des chanteurs de tango.

* Librairie espagnole, Éditions Hispano-Américaines et Librairie Ophrys.

Calendrier.

Europe-rock 80 au Pavillon de Baltard : le samedi 8 mars, à partir de 18 heures, avec Modern Guy, Artjack, Eux, Bernard Lavilliers et Starhunter ; le dimanche 9 mars, à partir de 15 heures, avec Marquis de Sade, Joe Jackson, Ganafoul ; le vendredi 14 mars, à partir de 19 heures, avec Diesel, Cure, Specials ; le samedi 15 mars, à partir de 15 heures, avec Dogs, Alain Bashung, Trust, Little Bob Story ; le dimanche 16 mars, à partir de 15 heures, avec Odeurs, Valérie Lagrange, Jacques Higelin.

Dogs, le 11 mars au Palace ; Eddy Grant, le 12 mars au Palace ; Gary Numan, le 15 mars au Palace ; Maccorne, le 8 mars à Metz ; le 14, à Melun ; le 15, à Sens ; le 25, à Montpellier ; Ike Cramps, à Rouen le 14 mars (Studio 44) ; Barclay James Harvest, le 14 mars à Bordeaux (Palais des sports) ; le 18, à Lyon (Bourse du travail) ; le 19, à Clermont-Ferrand (Palais des congrès) ; Charlotte Couture, le 9 mars à Saint-Céré.

JOE JACKSON

EUROPE ROCK 80

CONCERT PAVILLON BALTARD (à 12 minutes du Châtelet par le RER)

CE SOIR A NOGENT 9 MARS à 20 h

FM THE MAN DISQUE ET CASSETTE AMLH 64794

SON ACTION

LA VIOLENCE DES ENFANTS

Documentaire

En vente partout : 2 F

RADIO-TÉLÉVISION

LETTRES

VU

La vie de Mustapha

Si vous avez suivi le journal d'Antenne 2, vendredi à midi, vous savez, on s'en souvient, l'impression de recevoir une gifle en plein visage. C'était tellement inattendu l'irruption au studio des invités du jour, des fils d'immigrés algériens du meurtre d'un de leurs copains à Viry, le 18 février dernier. Abdelkader a été abattu par le gardien de l'immeuble, accouru à la rescousse d'un locataire qu'il traquait, malgré le bar de terre qu'il tenait à la main, cette bande de loubards. Ils étaient une dizaine à le « chahuter », traduisant « je mets en boîte, par-dessus le rampe d'un escalier parallèle au sien. C'est là qu'ils se retrouvent, et après avoir, ces jeunes — où voulez-vous qu'ils aillent ? — dans les cages d'escalier.

répondit qu'il n'en était pas question. Quel travail ? Un boulot de chien, celui auquel son père se tue depuis plus de vingt ans. Un exploit, voilà ce qu'il est, voilà ce que sont les ouvriers qui ont peur d'ouvrir leur gueule et qui vont voter pour le P.C. ou le P.S. par amour de la gauche, par haine de la droite, alors qu'ils sont tous pareils, les Mitterrand, les Marchais, les Glacard, des nanas, surtout lui, le président, avec ses milliards, ses diamants qu'il a volés (sic) aux Algériens. « Y zont le cul sur une chaise, un salaire, des vacances, une retraite et ils s'en foutent des ouvriers. » D'ailleurs, à Viry, la municipalité est communiste, et qu'est-ce qu'elle envisage pour améliorer la condition des immigrés ? Un nouveau commissariat et des dizaines d'officiers. Réponse : « Commission d'expulsion, et allez, hop, dans le bidon. »

Un peu plus tard, un journaliste en train de faire des remontrances s'entendra répondre : « Qui tu es, où tu vis, pas dans le ghetto de la misère, alors t'as rien à dire. » On a vu ensuite l'extraordinaire film en 8 millimètres tourné par Mustapha et ses amis dans le bidon avec l'aide de l'INA. Des pelles gosses avaient tout ouvert devant la caméra que, s'ils valent, s'ils sont voyous, c'est parce que c'est amusant, c'est parce que les films sont de vrais réclames et les traitent de sales arabes. Et tel autre, plus vieux, de raconter comment les films traitent les voyous. Ils les « égrésent » à dix contre un. Qui ça, les films ? « Quels, c'est des bêtises. » Un les embarquent, ils les « traquent », ils les écrasent et les jettent dans les poubelles.

Un peu plus tard, un prêtre venu les rejoindre sur le plateau rappelle que les émigrés faisaient les travaux les plus sales pour les salaires les plus bas. Au bénéfice de qui ? Au bénéfice des Français. Mustapha s'est empressé de reprendre le parole. Pour une fois que les jeunes l'ont, le parole, qu'on ne demandait pas à un « psychologue machin, à un mec de l'extérieur » de nous expliquer leur point de vue, à eux, ceux de la deuxième génération, il fallait en profiter.

On ne saurait assez féliciter le chaîne de leur avoir donné l'occasion. Dans le public, quelle émotion ! Le standard de la rue Cognacq-Jay craquait sous les applaudissements. 10 % d'immigrés ? ne s'en va pas leur retour sur le nez. 50 % de Français, dominant, huminant contre ces « sales ratons ». Trixie cordes.

CLAUDE SARRAUTE.

● La Radio-Télévision portugaise (R.T.P.) a inauguré, le vendredi 7 mars, ses émissions en couleurs. Ce pays était jusqu'à présent avec la Grèce, la Turquie et Malte un des derniers en

Europe à retransmettre uniquement des programmes en noir et blanc. On y recense actuellement 50 000 appareils susceptibles de recevoir le couleur (1 127 000 postes en noir et blanc). Ayant

adopté le système onest-allemand PAL, et non le système SECAM, la R.T.P. sera susceptible d'assurer pendant une année que 70 % des émissions en couleurs.

● Le Figaro a publié vendredi 7 mars, pour la première fois, son supplément « Le Figaro T.V. », distribué avec le numéro du jour, au prix de 2 francs.

AVEC M. BERNARD FRANK

Le Japon entre au Collège de France

Pour la première fois, une chaire de civilisation japonaise vient d'être créée au Collège de France. M. Bernard Frank, directeur à l'Ecole pratique des hautes études, et ancien directeur à la Maison franco-japonaise de Tokyo, a été choisi pour l'occuper.

Le Japon au Collège de France ! C'est un événement, comme le soulignait, en toute modestie, le nouveau titulaire, dans la brillante leçon inaugurale qu'il a donnée l'autre jour. Évidemment, on se voit reconnaître la maturité acquise par les études japonaises, et aussi l'attention grandissante des milieux savants pour ce pays, qui est devenu présent jusque dans notre vie quotidienne, et qui demeure pourtant, comme disait le nouveau professeur, « l'un des solitaires de la planète ». « Le Panthéon bouddhique et la société japonaise », tel est le sujet général d'une recherche à long terme entreprise par M. Bernard Frank. Ses leçons sur ce thème vont être doublées d'un séminaire portant sur « L'esprit de la culture japonaise à l'époque de Murakami », c'est-à-dire au milieu du dixième siècle. À l'équilibre et de grâce où l'esprit japonais se développe en grande harmonie avec le fabuleux apport de la Chine des Tang.

En abordant dans sa leçon le problème fondamental des rapports entre la tradition et les apports extérieurs, M. Bernard Frank cherche à travers ces disciplines diverses, qui ont fait déjà l'objet de ses nombreux travaux, à faire l'histoire des sentiments et des idées japonaises et de leur expression. Le caractère profond de ce pays n'est pas tant dans une mystique, comme pour l'Inde, ou une philosophie de l'ordre social, comme pour la Chine, que dans une façon de vivre la vie, une manière d'être et de sentir. C'est de cette sensibilité, et d'une certaine vision du monde propre au Japon, que M. Bernard Frank veut être l'historien, servi lui-même par sa grande sensibilité autant que par sa science.

tible, et qui est pourtant absolument attachée à revivre des expériences élaborées à l'extérieur. Nier la solidarité de ces deux dispositions, y trouver une prépondérance contradictoire, ne peut mener qu'à une vision mutilée. C'est ne pas comprendre comment s'opère l'œuvre créatrice de cette civilisation, qui aime innover sans détruire. Et M. Bernard Frank résume en une formule frappante : « Le génie du Japon est porté par nature à s'épanouir dans la convergence. » Ces vues sont valables aussi — il aurait pu le noter — pour les relations actuelles du Japon avec l'Occident, et encore pour celles du Japon occidental d'aujourd'hui avec le vieux Japon d'aujourd'hui. Tenter d'opposer, dans une facette et pernicieuse querelle des Anciens et des Modernes, l'enseignement sur le Japon contemporain et celui qui porte sur le Japon ancien, c'est vouloir opérer la même mutilation. L'ancien et le nouveau ne font qu'un. Le passé japonais que nous restitue le japonologue n'est pas un courant mort, figé dans les vitrines et des bibliothèques, c'est la coulée d'une sève profonde qui continue à irriguer le présent.

Aussi bien, M. Bernard Frank a montré dans cette introduction à son cours que ses savantes études sur la documentation canonique et doctrinale sont doublées d'une longue exploration, sur le terrain, des pratiques religieuses d'aujourd'hui, des faits religieux populaires et contemporains. Son enseignement s'annonce plein de vie et proche des faits concrets, notori par une familiarité de longue date avec les lieux et les cultes divers, observés jusqu'au fond des provinces et des campagnes. Là encore on a parfois fait une opposition abusive entre l'homme de terrain et l'homme de cabinet. Les deux doivent en réalité se renforcer l'un l'autre. Le savant complet est les deux à la fois.

ROBERT GUILLAIN.

Une sève profonde

En abordant dans sa leçon le problème fondamental des rapports entre la tradition et les apports extérieurs, M. Bernard Frank cherche à travers ces disciplines diverses, qui ont fait déjà l'objet de ses nombreux travaux, à faire l'histoire des sentiments et des idées japonaises et de leur expression. Le caractère profond de ce pays n'est pas tant dans une mystique, comme pour l'Inde, ou une philosophie de l'ordre social, comme pour la Chine, que dans une façon de vivre la vie, une manière d'être et de sentir. C'est de cette sensibilité, et d'une certaine vision du monde propre au Japon, que M. Bernard Frank veut être l'historien, servi lui-même par sa grande sensibilité autant que par sa science.

(1) Entre autres publications de M. Bernard Frank, on retiendra : *Études sur les idéologies de direction à l'époque de Heian* (publication de la Maison franco-japonaise) ; *Histoires qui sont maintenant du passé* (traduction du japonais ancien, dans la collection « UNESCO » des œuvres représentatives, Editions Gallimard) ; *Étude à propos des chansons de Nansensu*, traduit du roman de Shichirô Fukusawa (collection « Folio », Gallimard) ; et diverses études sur l'histoire de la poterie, l'histoire des jardins, le panthéon bouddhique, etc. Il vient notamment de paraître l'Annuaire de l'Ecole pratique des hautes études, IV^e section.

Samedi 8 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

18 h 40 Magazine auto-moto.
19 h 10 Six minutes pour vous détenteurs.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Les inconnus de 19 h 45.
20 h Journal.
20 h 30 Numéro un.
Charles Aznavour.
21 h 35 Série : « Anna Karenine » (n° 8).
D'après L. Tolstoï, réal. R. Coleman.
22 h 30 Télé-foot 1.
23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Top-club.
20 h Journal.
20 h 35 Feuilleton : « Petit Djezzes compris ».
De D. Thompson, réal. M. Bervy (dernier épisode).

21 h 35 Jeu : Intermédiaire.

22 h 35 Feuilleton : « Anna Karenine » (n° 8).
D'après L. Tolstoï, réal. R. Coleman.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
11 était une fois l'homme : le printemps des peuples ; Les Africains ; La traite des esclaves.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 35 Dessin animé.
20 h Les Jeunes.
20 h 30 Histoires étranges : « La Mort amoureuse ».
D'après T. Gautier, adapt. C. Rémy et P. Radet, réal. P. Karmovitz, avec : P. Marthouret, J. Martin, L. Condaminas, G. Desmarthes, J. Clève, etc.
22 h Journal.
22 h 20 Ciné-regards.

FRANCE-CULTURE

18 h 30 Entretiens de carême, par les pasteurs P. de Robert et P. de Robert, avec : Le temps de l'épreuve (le sol à l'épreuve).
19 h 30 Entretiens avec... A. Tansman (deuxième partie).
20 h 30 Le Retour à Paris, de L.-O. Girard et R. Bayen, avec J.-P. Léand, J. Barro, A. Wisniewski, R. Boudreau, etc.
21 h 30 Musique en direct.
22 h 30, Ad lib, avec M. de Brézillac.
23 h 30, La Fugue du samedi.

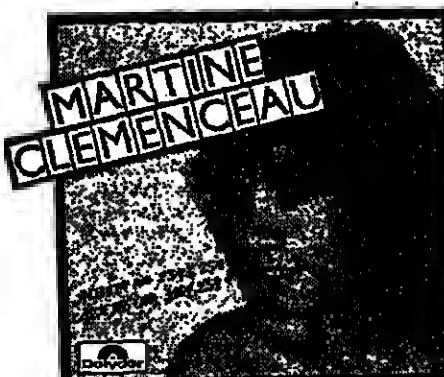
FRANCE-MUSIQUE

19 h 15 Le concert du matin des musiciens : autour du groupe Jeune France.
19 h 30, Soirée lyrique : « Balthazar de Tenda », de Bellini, par les Chœurs de Radio-France, dirigés par le chef d'orchestre philharmonique, dir. M. Ariza, avec R. Maruyana et R. Andrade, solistes.
21 h 30, Concert d'ensemble : Jean d'Ormesson, de l'Académie française (J. Haydn) ; 1^{re} Le dernier concert ; Festival de Salines 1979, réuni de claviers Antoine Geoffroy Deshayes.

Dimanche 9 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

9 h 15 A Bible ouverte.
9 h 30 Chrétiens orientaux.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
11 h Messe célébrée en l'église paroissiale de Phéol (Morbihan).
Prédicateur : Père Jean de la Croix.
12 h TF 1-TP 1.
12 h 25 25^e concours Eurovision de la chanson française.
13 h Journal.
13 h 20 C'est pas sérieux.
14 h 15 Les rendez-vous du dimanche.
De Michel Drucker.



15 h 30 Tiroc.
15 h 40 Série : « Le Signe de justice ».
Alain, dans de cour.
16 h 20 Sports premiers.
Championnat du monde cross-country.
Cyclisme : Paris-Nice. Tennis : Coupe Davis (France-Finlande).
18 h Série : « Commissaire Moulin ».
Marcé basse.
19 h 25 Les animaux du monde.
20 h Journal.
20 h 30 Cinéma : « La Folie des grandeurs ».
Film français de G. Oury (1971), avec L. de Funès, Y. Montaud, A. de Mendonça, R. Scherrie, G. Tourni, A. Sapritch, F. Prébois. (Régistration).
Parodie très drôle du drame romantique de Victor Hugo, « Ray et la fille ». Un comédien de coupe et d'après le pays minusculement mis en scène, avec Louis de Funès, scénariste et Tony Monard.
22 h 15 Ballet-théâtre Joseph Ruffalo.
23 h Phantasmagorie de Pierrot.
23 h Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h Émissions pédagogiques.
11 h On ne va pas.
11 h 15 Chorus.

12 h Concert (en Maison avec France-Musique).

Concerto pour violon et cordes en la mineur, de Bach ; Concerto pour alto et cinq instruments, de M. de Falla, par le Mouvement philharmonique de Radio-France.
12 h 45 Journal.
12 h 50 Série : « Colorado ».
14 h 35 Jeu : Des chiffres et des lettres pour les jeunes.
15 h 25 Des animaux et des hommes.
16 h 15 Malax : poème-puzzle.
16 h 45 Série : « Un Juge, un fil ».
17 h 45 Les Muppets.
Avec Loretta Lynn.
18 h 10 Dessin-animé un moulin.
18 h 30 Dessin animé.
18 h Stade 2.
20 h Journal.
20 h 35 Série : « Pearl Harbor ».
Bastien H. Averch et A. Stuger.
22 h 5 Document : Par elles-mêmes.
Danke Ullrich-Brun, psychanalyste.
23 h 30 La grande parade du jazz.
De J.-C. Avery.
Zoot Sims Special.
23 h 50 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

10 h Émissions de l'ICI destinées aux travailleurs immigrés.
Images du Portugal.
10 h 30 Mosaïque.
Bouton préparé par T. Pares et J.-L. Orsbona. Reportage : « Diagnostic », la vie d'un chirurgien camerounais exerçant en France. Variétés : M. de Lourdes (Portugal). R. Journo (Tunisie), Lala (Togo), le Groupe Foliano (Yougoslavie).
16 h Jeu : Tous contre trois.
Cahors, cité lyre.
17 h Prélude à l'après-midi.
18 h 10 Musique : « Hugo Wolf, par G. Ludwig et El. Frey ; au piano : G. Parsons. 17 h 35 Théâtre de toujours : « Les Trois sœurs ».
18 h 45 Spécial DOM-TOM.
20 h Rire et sourire au Comic Palace.
20 h 30 Une vie d'aventures : Félix Nedar. Réal. E. Miller.
21 h 25 Journal.
21 h 40 L'invité de FR 3 : Venise.
Émission de J.-M. Roper. Réal. M. Frydland. Sur les traces de Paul Morand.
22 h 35 Cinéma de minuit (cycle L. Thalberg) : « Le Cameraman ».
Film américain d'Ed. Sedwig (1928), avec B. Keaton, M. Day, H. Goodwin, S. Bracy, E. Gridboon. (Mus. R. Redford).
Documentaire grand comique en chœur, à la prise de vue d'actualité et de la mise en scène. Une série d'opérations de l'histoire d'un grand enterrement de films : Buster Keaton, qui ne put, pourtant, signer la réalisation de celui-ci.

FRANCE-CULTURE

1 h 15, La fenêtre ouverte.
1 h 30, Horizons, magazine religieux.
1 h 45, Chausson de son. Orchestre philharmonique, dir. M. Ariza, avec R. Maruyana et R. Andrade, solistes.
21 h 30, Concert d'ensemble : Jean d'Ormesson, de l'Académie française (J. Haydn) ; 1^{re} Le dernier concert ; Festival de Salines 1979, réuni de claviers Antoine Geoffroy Deshayes.
1 h 15, La fenêtre ouverte.
1 h 30, Horizons, magazine religieux.
1 h 45, Chausson de son. Orchestre philharmonique, dir. M. Ariza, avec R. Maruyana et R. Andrade, solistes.
21 h 30, Concert d'ensemble : Jean d'Ormesson, de l'Académie française (J. Haydn) ; 1^{re} Le dernier concert ; Festival de Salines 1979, réuni de claviers Antoine Geoffroy Deshayes.

FRANCE-MUSIQUE

1 h 15, Musiques vitales et légères.
1 h 30, Opéra : « Les Femmes de l'Alcazar » (Alcazar), dir. G. Rivin (film).
1 h 45, Les chants de l'âme : Liturgie arménienne.
2 h 30, Cantate de Bach, BWV 11, pour le dimanche « Oculi ».
18 h 30, Les petits oratorios : disques présentés des solistes (Mozart, Weber, Debussy).
12 h 30, Le concert de midi (simultané avec Antenne 2).
12 h 30, Tous en scène : Fred Astaire ; 12 h 30, Jeunes solistes (en direct du Festival du son) ; R. Poul, pianiste (deuxième partie).
14 h, Festival du son : œuvres de Haydn, Beethoven, Schumann et Schenker, par l'Orchestre Philharmonique de Paris, dirigé par M. Ariza.
15 h 30, Histoire de la direction d'orchestre : Mendelssohn.
16 h 15, Festival du son : La tribune des critiques de disques : « Concerto pour violon » (Tchaikowski) ; 18 h, Jazz vivant : Les orchestres de Joe Newman et de Dave Liebman au Festival de Lubliner.
20 h 30, Le concert de disques : présentation de grands concertos d'archives : « Klavier » ; « Symphonie n° 5 et si béton » (Schubert), par l'Orchestre de la Norddeutscher Rundfunk ; « Symphonie n° 8 en ut mineur » (Beethoven), par l'Orchestre de la Philharmonie de Berlin.
22 h 30, Ouvert la nuit : Une semaine de musique vivante ; 23 h 30, Équivalences 9 h 30, Sites et traditions populaires.

SPORTS

Confronté à un « passif » de plus de 10 millions de francs

L'Olympique de Marseille demande une suspension provisoire des poursuites

De notre correspondant

Marseille. — Le dépôt de bilan parait pouvoir être évité pour l'Olympique de Marseille (O.M.), en dépit d'une situation financière particulièrement préoccupante. A la demande du président M. Christian Carlini, le conseil d'administration du club s'est prononcé, jeudi 6 mars, favorable-

ment et à l'unanimité pour autoriser son président à déposer une requête auprès de l'autorité judiciaire, afin d'obtenir une suspension provisoire des poursuites. Cette procédure, qui est souvent appliquée aux entreprises industrielles en difficulté, prévoit une suspension des dettes durant trois ans à condition que ce temps soit utilisé à profit pour élaborer un plan d'apurement prévoyant leur remboursement progressif. M. Carlini pense que l'O.M. peut être assimilé à une entreprise en difficulté. Le passif du club, dont les comptes sont bloqués depuis le 30 janvier, est de quelque 10 130 000 F et se répartit ainsi : 4 440 000 francs pour le passif fiscal ; 1 600 000 francs pour le remboursement des prêts municipaux et 4 090 000 francs de factures diverses à régler. Un dépôt de bilan se serait accompagné d'un moratoire réduisant d'autorité les dettes du club. Si la procédure exceptionnelle demandée par le club est acceptée par l'autorité judiciaire (l'accord de la municipalité semblait ne pas poser de problèmes majeurs), on éviterait la dissolution de l'O.M., la liquidation des actifs (y compris la vente des joueurs) ainsi que la « descente » obligatoire en division inférieure.

JEAN CONTRUCCI.

UN DÉBAT AURA LIEU AUX COMMUNES SUR LA PARTICIPATION AUX J.O. DE MOSCOU

(De notre correspondant)

Londres. — Sir Denis Follows, président du comité olympique britannique, a admis qu'un vote de la demande de participation au comité à modifier son attitude, pour l'instant favorable à la participation aux Jeux de Moscou. Ce débat, comme l'a annoncé Mme Thatcher, premier ministre, doit être prochainement organisé à la Chambre des communes. Le ministre des sports, M. Murray, a précisé qu'il n'était pas question d'obliger les athlètes britanniques à s'abstenir de participer. « Nous essayons seulement de les persuader », déclarait-il, en ajoutant qu'aucune sanction financière n'était envisagée contre le comité olympique. Le trésorier de cette organisation a répliqué qu'il manquait encore 400 000 livres aux fonds projetés de 1 million de livres pour le financement de la participation britannique. Plusieurs sociétés qui, dans un but de promotion commerciale, avaient envisagé d'acheter des billets, ont décidé d'y renoncer. — H. P.

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 9 MARS
— M. Nelly Rotenne, ambassadeur d'Irak en France, participe à « l'interview-événement » de R.T.L. à 13 h 15.
— M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C., est l'invité du Club de la presse d'Europe à 19 heures.

SARTRE EST-IL DÉPASSÉ ?
Isez plutôt
obscurateur
N° 800

douleurs **baume algipan**
rhumatismes
la chaleur bienfaisante
100 GP 250 R 400 VENTE EN PHARMACIE

INFORMATIONS « SERVICES »

VIVRE A PARIS

Les urgences du dimanche

SANTÉ

● **UN SECOURS D'URGENCE.** — Appeler le SAMU en téléphonant, pour Paris, au 567-50-60; pour l'Essonne, au 068-33-33; pour les Hauts-de-Seine, au 741-79-11; pour la Seine-Saint-Denis, au 830-32-60; pour le Val-de-Marne, au 507-51-41; pour le Val-d'Oise, au 464-32-63; pour les Yvelines, au 933-53-33; pour la Seine-et-Marne, au 437-10-11, ou, à défaut, le 17 (police) ou le 18 (pompiers), qui transmettent l'appel au SAMU.

● **UN MEDECIN.** — A défaut du médecin traitant, appeler la permanence des soins de Paris (542-37-00), ou la garde syndicale des médecins de Paris (533-98-11), ou l'Association pour les urgences médicales de Paris (A.U.M.P.) (528-40-04) ou S.O.S.-Médecins (707-77-77).

● **UNE INFORMATION SUR LES INTOXICATIONS:** 205-63-20 (hôpital Fernand-Widal).

TRANSPORTS

● **AÉROPORTS.** — Renseignements sur les arrivées et départs à Orly (567-12-34 ou 565-12-34); à Roissy-Charles-de-Gaulle (562-12-12 ou 562-22-50).

● **COMPAGNIES AERIENNES.** — Arrivées ou départs des avions: Air France (320-12-55 ou 320-13-55); U.T.A. (776-75-79); Air Inter (567-12-34); Renseignements, réservations: Air France (535-61-61); U.T.A. (776-41-52); Air Inter (539-25-25).

● **S.N.C.F.** — Renseignements: 261-50-50.

ÉTAT DES ROUTES

● **INTER SERVICE ROUTES** donne des renseignements généraux au 855-33-33.

Pour des renseignements plus précis, on peut s'adresser aux centres régionaux d'information

routiére. Bordeaux (56) 96-33-33; Lille (20) 91-22-33; Lyon (78) 54-33-33; Marseille (91) 78-78-78; Metz (57) 62-11-22; Rennes (50) 50-78-63.

R.T.T.

Sont ouverts le dimanche les bureaux de: — Paris, recette principale (52, rue du Louvre, 17), ouvert 24 heures sur 24.

— Paris 08, annexe 1 (71, avenue des Champs-Élysées), ouvert de 10 heures à 11 heures et de 14 heures à 20 heures;

— Orly, aéroport Sud, annexe 1, ouvert en permanence;

— Orly, aéroport Ouest, annexe 2, ouvert de 8 heures à 23 heures;

— Roissy principal, annexes 1 et 2 (aéroport Charles-de-Gaulle), ouvert de 8 h. 30 à 18 h. 30.

La Recette principale de Paris assure aussi le paiement des mandats-lettres, des bons et des chèques de dépannage, des lettres-chèques ainsi que les remboursements sans préavis sur livret C.N.E.

ANIMAUX

● **UN VÉTÉRAIRE** au 571-20-51 (de 8 heures à 20 heures).

LOISIRS

● **L'OFFICE DE TOURISME DE PARIS** diffuse une sélection enregistrée des loisirs à Paris: en français au 720-94-64; en anglais au 720-88-98.

S.O.S.-AMITIÉ

Vingt-quatre heures sur vingt-quatre à l'écoute au 521-51-51, 364-91-91 et 079-16-10 (le jour) et au 236-25-25 (la nuit).

S.O.S.-3° AGE

De 9 heures à 10 heures au 340-44-11.

LA CAMPAGNE DE RAVALEMENT EN 1980

La campagne de ravalement des immeubles de la capitale interviendra en 1980 les quartiers suivants (Bullein municipal officiel du 1^{er} février): 1^{er} arrondissement: 30^e quartier, Invalides; 2^e arrondissement: 32^e quartier, Europe; 10^e arrondissement: 39^e quartier, porte Saint-Martin; à l'exception des immeubles compris dans le périmètre délimité par les voies ci-après: rue des Vinaigriers,

boulevard de Magenta, rue du Faubourg-Saint-Martin, rue des Recollets, rue Bichat, rue du Faubourg-du-Temple, quai de Valmy; 11^e arrondissement: 44^e quartier, Sainte-Marguerite; 12^e arrondissement: 51^e quartier, Autouil; à l'exception des édifices du bois de Boulogne dudit quartier déjà inscrits au programme de ravalement obligatoire de l'année 1979; 17^e arrondissement: 66^e quartier, Plateau-Monceau.

POUR LES PIÉTONS DU 14^e. — Le rue Daguerre, dans le quatrième arrondissement, va être mise en voie piétonne entre la rue Boulevard et l'avenue du Général-Lacour. Les travaux seront exécutés en juillet et août prochains; le sol sera revêtu de pavés colorés.

PROJETS POUR LES HALLES. — L'Association pour la consultation internationale pour l'aménagement du quartier des Halles annonce le prolongement jusqu'au 15 mars de l'exposition Six cents contre-projets pour les Halles. Cette exposition est présentée dans les locaux de l'association FNAC, 13, boulevard de Sébastopol.

PARIS EN VISITE

DIMANCHE 9 MARS

● Les musées Nistim de Camondo, 16 h. 33, rue de Monnaie (Mme Bachelier).
● Hôtel de Bourbon-Condé, de Montecarlo-Fenezze et de Montecarlo, 15 h. 15, rue Monsieur (Mme Lemaire).
● Collège Sainte-Barbe, 15 h. 4, rue Vallette (Mme Lemaire).
● Hôtel de la Couronne, 15 h. 4, rue Saint-Antoine, Mme Puelhi (Calais nationale des monuments historiques).
● Salons du ministère des Finances, 15 h. 9, rue de Rivoli (Approche de l'art).
● Sous la cathédrale, Académie française, palais de l'Institut, 15 h. 22, quai Conti (Mme Bachelier).
● Val de Grâce, 15 h. 30, 1. place Alphonse-Laveray (Mme Camus).
● Exposition Monet, 10 h. 30, Grand Palais (Connaissance d'art et d'histoire).
● Les salles du Conseil d'État, 15 h. 15, place du Palais-Royal (Mme Ferrand).
● Le musée Rodin, 15 h. 77, rue de Varenne (Mlle Fleuriot).
● Hôtel d'Amont, 15 h. 4, rue Bachelier-de-Jour (Mme Bachelier).
● Musée de la Légion d'honneur, 15 h. 2, rue de Belles-Églises (Mme Bachelier).
● La plus illustre obédience portuaise, 15 h. 15, Saint-Germain-des-Prés (Histoire et Architecture).
● Le palais Bourbon, 15 h. 60, rue des Francs-Bourgeois (M. de La Roche).
● Découvertes autour des Blancs-Manteaux, 15 h. 12, rue des Archives (Paris loconn).

● Les jardins du Palais-Royal, 15 h. 1, place Colette (Tourisme culturel).
● Les synagogues de la rue des Roisiers. Le couvent des Blancs-Manteaux, 15 h. 3, rue Malher (Le Vieux-Paris).
● Exposition Monet, 11 h. Grand Palais (Visages de Paris).

LUNDI 10 MARS

● Saint-Julien le Pauvre et Saint-Sébastien, 15 h. rue Saint-Julien-le-Pauvre, Mme Bachelier.
● L'Église Saint-Sulpice et la rue des Capucines, 15 h. devant l'église, Mme Gerlier-Albarg.
● Le Musée d'aujourd'hui, 15 h. 15, rue de la Vierge, rue des Francs-Bourgeois, Mme Lemaire.
● Saint-Benoît du Mont, 15 h. devant l'église, Mme Meynier.
● Le musée Rodin, 15 h. 77, rue de Varenne, Mme Lemaire (Calais nationale des monuments historiques).
● Exposition Monet, 15 h. Grand Palais (Approche de l'art).
● Exposition Dali, 10 h. 43, Centre Pompidou (Austral).
● Saint-Germain-des-Prés, 15 h. 15, rue de la Harpe (Connaissance d'art et d'histoire).
● Hôtel d'Exqu岸illy et Saint-Denis du Saint-Sacrement, 15 h. 60, rue de Turcoine (Histoire et Architecture).
● Exposition Viollet-le-Duc, 15 h. 17, 50, Grand Palais (Tourisme culturel).
● Les jardins de Saint-Germain-des-Prés, 15 h. 15, rue de la Harpe (Le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

DIMANCHE 9 MARS

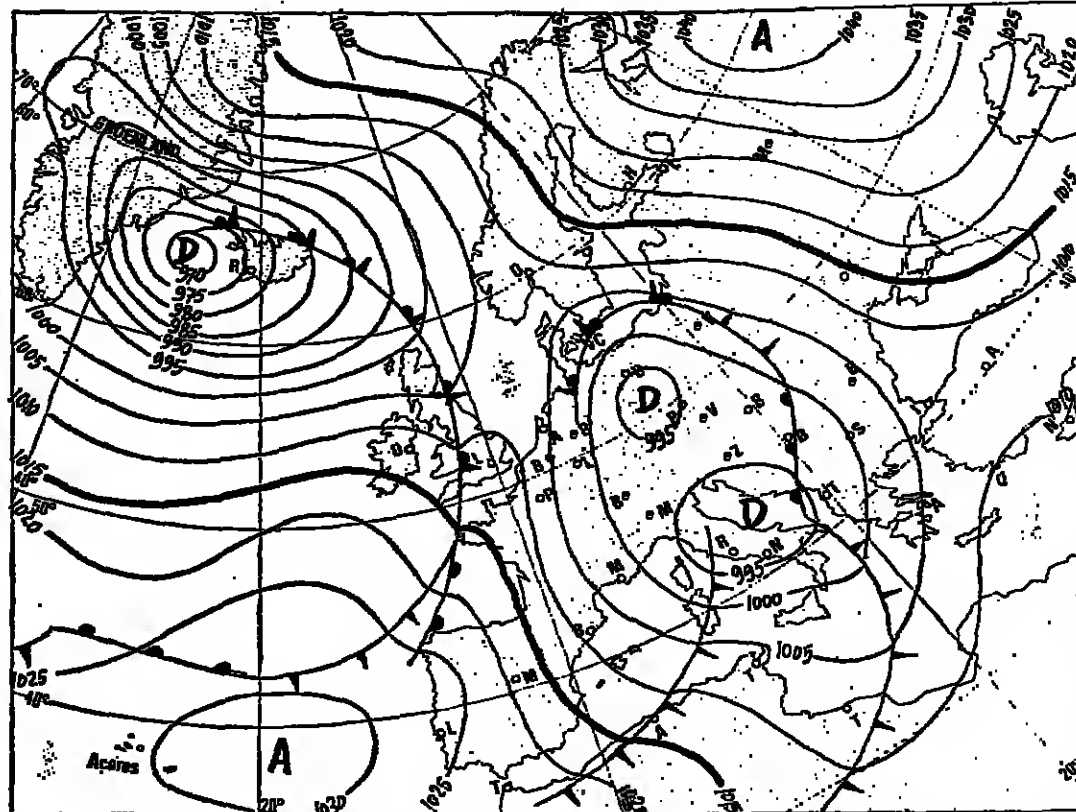
14 h. 30, Palais de Chaillot, place du Trocadéro: «New-York, Los Angeles, 17 h. 30: Centre culturel de la Rose-Croix, 100, rue Saint-Martin, M. A. Sloman; «Aton contre Amon, ou la présence éternelle d'Akhenaton»; 15 h. 15, M. R. Orange, 15 h. 30: «Borneo-Somatra»; 17 h. 15: Java-Sulawesi-Bali (Projections).

LUNDI 10 MARS

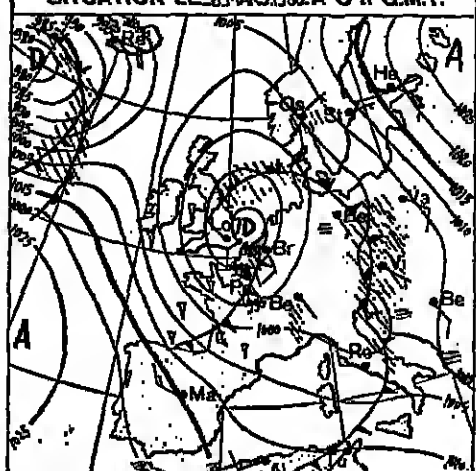
14 h. 45, 24, quai Conti, pasteur André Dumas: «Où va la protestantisme? (Académie des sciences morales et politiques).
15 h. 15: «Saint-Denis-Denis-des-victoires, Mme C. Thibaut; «Ferre et les Éclis».

MÉTÉOROLOGIE

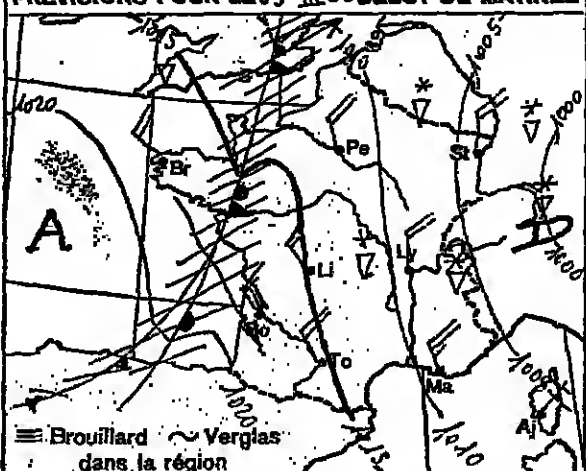
PRÉVISIONS POUR LE 9 MARS À 0 HEURE (G.M.T.)



SITUATION LE 8 MARS 1980 À 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 9 MARS DÉBUT DE MATINÉE



Évolution probable du temps en France entre le samedi 8 mars à 0 heure et le dimanche 9 mars à 24 heures:

La profonde dépression avec vents forts qui était située, samedi matin, sur le sud de la mer du Nord, se déplacera vers l'Europe centrale. Elle continuera de diriger un flux d'air frais et instable sur la France. Ce flux sera interrompu par l'arrivée sur nos régions occidentales d'une perturbation venue de l'Atlantique qui, circulant dans un champ de pression en hausse, sera peu active sur notre pays.

Dimanche, de la Bretagne et de la Normandie au bassin Aquitain, à l'ouest du Massif Central, on notera la présence de nuages

débutant le matin sur le nord-ouest et prenant le soir, avec quelques faibles pluies passagères qui seront de nouveau suivies par un temps plus variable, avec quelques éclaircies.

Puis, à l'est, sur le reste de la France, le temps sera frais et instable avec encore des pluies (de neige sur les hauteurs vers 700 à 1000 mètres). Cependant des éclaircies assez durables seront observées sur le littoral du golfe du Lion. Les vents qui continueront à souffler du nord-ouest au nord, seront encore assez forts en général et surtout très irréguliers; ils seront fort perturbés par les fronts de la Méditerranée et commencent à faiblir près de l'Atlantique.

Températures (le premier chiffre

indique le maximum enregistré au cours de la journée du 7 mars; le second, le minimum de la nuit du 7 au 8): Ajaccio, 15 et 9 degrés; Biarritz, 12 et 7; Bordeaux, 11 et 6; Bourges, 10 et 3; Brest, 9 et 5; Caen, 9 et 4; Cherbourg, 8 et 5; Clermont-Ferrand, 10 et 0; Dijon, 10 et 3; Grenoble, 11 et 3; Lille, 9 et 3; Lyon, 11 et 4; Marseille, 13 et 8; Nancy, 10 et 3; Nantes, 10 et 4; Nice Côte d'Azur, 17 et 7; Paris-Le Bourget, 10 et 4; Pau, 8 et 3; Perpignan, 15 et 6; Rennes, 10 et 3; Strasbourg, 10 et 2; Tours, 10 et 3; Toulouse, 11 et 3; Pointe-à-Pître, 23 et 20.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 19 et 11 degrés; Amsterdam, 8 et 5; Athènes, 11 et 7; Berlin, 6 et 0; Bonn, 10 et 3; Bruxelles, 9 et 5; Le Caire, 30 et 20; Chania, 20 et 15; Coppenhague, 2 et 0; Londres, 9 et 4; Lisbonne, 15 et 9; Madrid, 9 et 3; Moscou, -1 et -10; Nalrohl, 20 et 16; New-York, 7 et 3; Palma de Majorque, 19 et 8; Rome, 14 et 10; Stockholm, 3 et -2; Téhéran, 9 et 6.

Samedi 8 mars, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer, était, à Paris, de 802,9 millibars, soit 744,7 millibars de mercure.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

La neige toujours exceptionnelle, le ski fantastique, la vraie détente, c'est **VAL D'ISERE**
Office de Tourisme
Tél.: (79) 06.10.83

DEMANDEURS D'EMPLOIS
STAGE D'ALLEMAND
8 SEMAINES
+ 8 SEMAINES
dans une entreprise
en Allemagne
Consultez nous:
R.A.E.U.
5, rue Cuvier, 93 005 - LYON
Tél.: 524.73.17

SARTRE EST-IL DÉPASSÉ?
lisez plutôt **observateur**
N° 800
GUY BROUTY.

BREF

CIRCULATION

S.N.C.F. - AIR INTER: BILLET INTERCHANGEABLE. — Le ministre des transports rappelle qu'en vertu d'un accord d'assistance signé le 18 novembre 1981 entre Air-Inter et la S.N.C.F., les billets de ces deux sociétés peuvent être échangés. La compagnie aérienne peut révalider sur la S.N.C.F. ses coupons de vol pour la valeur indiquée. La différence entre le montant des titres de transport étant, suivant le cas, perçue auprès du voyageur ou remboursée à ce dernier au guichet S.N.C.F.

EXPOSITIONS

LE PATRIMOINE DE PARIS. — L'exposition sur le patrimoine de la ville, organisée par la commission du Vieux-Paris, est maintenant présentée à la mairie annexe du deuxième arrondissement, 21, place du Panthéon.

★ Jusqu'en 30 mars, tous les jours, sauf le lundi, de 12 h. à 18 h. 30. Entrée gratuite.

TROPÉRIQUES À DIJON. — La première exposition consacrée en France aux fleurs, plantes, fruits et oiseaux tropicaux sera organisée à Dijon, du 9 au 18 mars prochain. Une quinzaine de pays étrangers et les services des espaces verts de nombreuses villes françaises y auront leur stand. L'exposition se présentera comme une forêt tropicale abritant des animaux vivants et des collections de plantes.

FORMATION PERMANENTE

LES CRÉATEURS DE PROVENCE. — Depuis le début de ce mois, le «Club des créateurs de Provence» a été formé par des artisans participants au Centre des créateurs d'entreprises organisées par la chambre de commerce et d'industrie de Marseille. Ce club a pour but de promouvoir la création d'entreprises sous toutes ses formes et d'apporter un appui efficace aux créateurs ou futurs créateurs d'entreprises.

★ Maison de la formation continue et de l'assistance technique aux entreprises de la chambre de commerce et d'industrie de Marseille, 35, rue Sainte-Victoire, Marseille (69).

LOISIRS

ESCALADE. — Au cours des prochaines vacances de Pâques, la Direction départementale de la Jeunesse, des sports et des loisirs de Seine-et-Marne organisera un stage d'initiation à l'escalade ouvert aux enseignants, aux animateurs et à tous ceux qui désirent profiter de leurs congés pour découvrir cette activité sportive de plein air.

Le stage est organisé du 31 mars au 5 avril en Haute-Provence. Participation financière: 250 F tout compris.

★ Bureau Fédéral Air de la direction départementale de la jeunesse, des sports et des loisirs de Seine-et-Marne, Centre Technique Gallien, avenue Thiers, 77005 Melun. Tél.: 439-59-45.

POUR DÉCOUVRIR LES PARCS RÉGIONAUX. — A la découverte des parcs naturels régionaux, tel est le titre du guide qui, sous forme de fiches détachables, vient d'être diffusé par la Fédération des parcs. L'ouvrage offre aux curieux un panorama complet des activités et équipements de plein air des vingt-deux parcs régionaux de France. Il énumère également les possibilités d'hébergement et les animations culturelles ou pédagogiques organisées par les parcs.

★ Fédération des parcs, 45, rue de Lihoune, 13090 Paris.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 8 mars 1980:

DES DÉCRETS

● Fixant la contribution à verser, au titre de l'année 1980, au fonds spécial institué par l'article 46 modifié de la loi du 10 juillet 1952 per certains organismes et collectivités;

● Modifiant le décret du 18 novembre 1968 portant statut particulier du corps des conducteurs des travaux publics de l'État.

UN ARRÊTÉ

● Portant suppression de l'aérodrome de Bourg-Pont-d'Ain, dans l'Ain.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.

Gérant: Jacques Farnet, directeur de la publication, Jacques Saragat.

Imprimerie de «le Monde» 5, rue de la Harpe, PARIS-12

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Composition partielle n° 57431.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 2624

HORIZONTALEMENT

I. Risque d'être blessé par tout ce qui est piquant; Ses fumées peuvent enlirer. — II. Qu'on ne risque donc pas de voir filer. — III. Ent une attitude très entreprenante; Préfixe; Donc pas loin; Je. — IV. Bons quand on s'ennuie; — V. Signe certains accords. — VI. S'ex-prime comme un chameau; Gardée par celui qui n'ou-nie pas. — VII. Pro-nom; D'un auxi-liaire; Boesse; Après la licence. — VIII. Endroit où l'on peut s'enfermer. Ne ré-siste pas. — IX. Le-gne plus. — X. Villes pour les Danois; Ne laissent pas dormir; S'en-tent le ré-sine. — XI. Reste vert; Pour-nit une bonne solu-tion. — XII. Est très utile dans le vesti-XIII-bule; Crie comme un xiv-ber. — XIII. Groses boulettes générale-ment difficiles à di-gérer; Bon quand il est de Paris. — XIV. Auteur d'un livre; Pas payé; Fit bon poids. — XV. Vénère en Chine; Grimpe dans les régions tropicales. — XVI. Évoque une prune; Utiles quand il n'y a pas de précipitation. — XVII. Bien connu; Se voient souvent par séries.

VERTICALEMENT

1. Donne une très bonne mine; Est difficile à fendre quand il est sec; De vient plus vil quand il est bien nourri. — 2. Utile pour prendre un bain; Atomes. — 3. Sont très intéressés par tout ce qui est brillant; Utile pour réaliser un projet. — 4. Préposi-tion; Parfois entre deux propositions; Utile quand on veut avoir un beau bleu. — 5. Ville d'Italie; Désigne les lieux quand il est petit. — 6. Souvent appréciée quand elles sont d'argent; Son accumulation peut être dange-reuse. — 7. Qui ne trouve donc pas à qui parler; L'armée autrichienne y capitula; Place de grèves. — 8. Pas sévère; Qui n'avait peut-être pas été bien saisi; Canards. — 9. On y entre pour se mesurer; Endroit où l'on voit le jour; Pas annoncé; Note.

Solution du problème n° 2623

Horizontalement

I. Bénédicte. — II. Tulipe; Ou. — III. Italie; Ne. — IV. Singe; St. — V. On; Aire. — VI. Aus-tral. — VII. Nestor. — VIII. Is; Lewis. — IX. Fil; Fal. — X. Re-doutant. — XI. Un; Cité.

Verticalement

1. Tisonniers. — 2. Butin; Elle. — 3. Élan; Assidu. — 4. Nilgaut; On. — 5. Épis; Solon. — 6. Pée; Atre; DC. — 7. Sir; Vrai. — 8. Contraint. — 9. Éue; Et; Sile.

GUY BROUTY.

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Il est prêt. Le schéma mental est bien installé. Le « suicide professionnel » est devenu une maladie de l'époque. Un postier se donne la mort ? Les P.T.T. sont froids. Un policier de Nantes met fin à ses jours ? C'est l'organisation de la police en France qu'il faut dénoncer. Une maîtresse auxiliaire, à bout, se tue ? Le ministre de l'éducation porte une lourde responsabilité. Un agent de la R.A.T.P. victime d'une agression, se pend ? Les syndicats lancent un ordre de grève d'une heure.

Au dernier jour, les désespérés, avant de quitter le caveau, lancent des bouteilles à la mer. Des messages d'explication, de « rationalisation », de « psychanalyse ». Tout y passe. La société « catholique, apostolique, démocratique et romaine » comme l'écrivait ce directeur de foyer pour jeunes inadaptés qui vient de se tuer dans le Vaucluse. « La société de violence » que dénonçait l'agent de la R.A.T.P. déjà cité. « Nantes me dégoûte », a écrit le policier qui mit fin, dans cette ville, à ses jours. Pour d'autres, ce sera Paris ; et la C.G.T., à propos des drames des postiers, déplore l'isolement des travailleurs venus de province. Quand on dénonce le suicide — et cela se produit environ quarante fois par an — le système pénitentiaire est accusé.

Ainsi, si l'on met bout à bout, les explications données aux suicides professionnels et tout devient clair : ce sont les circonstances, le système économi-

que et politique, les villes, la Société avec un S majuscule qui poussent des individus à se donner la mort.

Les idées simples ont deux mérites : elles s'installent plus facilement dans les esprits que les nuances, elles évitent l'angoisse. Si l'on part, au contraire, de l'idée généralement admise par ceux qui ont étendu la question, que le suicide résulte de la ren-

contre d'un individu prédisposé à l'angoisse avec une situation — familiale, professionnelle, géographique, sociale, historique — qui ne peut apaiser cette angoisse existentielle, on comprend mieux la complexité des raisons qui font vivre et mourir.

Tout expliquer, mécaniquement, par des causes externes est évidemment absurde : tous les postiers ne se suicident pas, à

conditions de travail équitables. Tous les maîtres auxiliaires ne tombent pas dans la déréliction. A statut social identique, deux individus affrontent l'existence de deux façons opposées : l'un en luttant, l'autre en partant. Dire que l'histoire d'un être est faite de la somme des difficultés surmontées, des angoisses enroulées ou maîtrisées, de l'équilibre entre heurs et malheurs, c'est reconnaître qu'il n'y a pas deux vies semblables. Donc, qu'il n'y a pas deux morts semblables, relevant d'un même principe d'explication.

Le Monde

UNE NOUVELLE INÉDITE

Une torture à visage humain

par André Ruellan

L'INSPECTEUR enveloppa Martin d'un regard peiné : « Alors, dit-il, vous ne désirez vraiment pas nous révéler le nom de votre chef ? »

Martin secoua la tête avec une impatience polie : « Voyons, inspecteur, vous savez bien que nous n'avons pas de chefs ! Tout ce que je puis vous dire, vous le connaissez déjà ! »

L'inspecteur sourit avec bonté : « Dites toujours, monsieur Martin : ce sera si gentil ! »

Martin sourit à son tour : « C'est bien pour vous oblige... »

Il se recueillit un instant. « Bon, continua-t-il, nous sommes les G.A.R.S., Groupes autonomes révolutionnaires de secours. Chaque groupe agit isolément, et n'est en liaison avec aucun autre. »

L'inspecteur hochait la tête, il agita l'index verticalement, comme s'il réprimait un enfant : « Voyons, voyons, dit-il, et le plus d'ensemble, alors ? »

Martin ouvrit de grands yeux : « Encore ! Mais, inspecteur, c'est contre les plans d'ensemble que nous luttons ! Les organisations politiques, religieuses, économiques, culturelles, les planings, les prévisions, les mises en chantier, les structures, les hiérarchies, les responsabilités... »

L'inspecteur se rembrunit : « Monsieur Martin, dit-il docilement, on ne vous a jamais traité d'irresponsable ? »

Martin sourit : « Mais si, inspecteur ! Et nous le sommes tous, dans le sens où nous refusons d'être responsables de cette société ! »

L'inspecteur ouvrit les bras, dans un geste christique : « Comprenez-moi, dit-il : je suis étonné, si vous ne m'aidez pas... Révélez-moi au moins les noms de vos compagnons, ceux qui vous ont aidé à décoller le premier ministre. »

Martin secoua la tête avec peine : « Quand je vous aurai dit qu'ils se font appeler Spartacus, Babeuf, Jacques Bonhomme et Guevara, serez-vous plus avancé ? »

L'inspecteur appuya sur un bouton, au coin de son bureau. La porte s'ouvrit derrière Martin. Deux policiers en uniforme entrèrent dans la pièce.

« Voulez-vous reconduire M. Martin à son appartement ? », demanda l'inspecteur avec urbanité.

« Volontiers, chef », dit l'un des policiers.

L'autre sourit à Martin : « On vous guide, monsieur ? »

Martin se plaça entre eux : « Au revoir, inspecteur, dit-il. »

— Au revoir, monsieur Martin !

Le trio sortit. Dans le couloir, l'un des policiers s'adressa à Martin : « Vous connaissez celle du robot ? demanda-t-il. »

— Non, gardien, je vous écoute... »

— Eh bien, le télécom sonne. Le robot décroche, écoute, et dit : « C'est de la part de quel ? »

Il se partit d'un grand éclat de rire, et poursuivit leur chemin en devisant galement.

Mais, dans la bonne humeur de Martin, on aurait pu distinguer quelque chose d'un peu forcé.

« Ou allons-nous ? », demanda Martin sur un ton léger.

L'un des policiers sourit : « Ah, dit-il, prometteur, c'est une surprise ! »

Leur badinage fut interrompu par l'arrêt de l'ascenseur. Martin en sortit derrière ses deux gardiens. Son odorat fut aussitôt frappé par une odeur d'antiséptique.

« Tiens, dit-il, on se croirait dans un hôpital. »

Le premier policier lui adressa un regard complice : « C'est presque ça, admit-il. Préparez-vous à recevoir un choc : vous allez être le premier à bénéficier des progrès les plus récents ! »

Martin sentit le long de sa colonne vertébrale se propager un léger picotement. Mais ses compagnons ne lui laissèrent pas le temps de se demander pourquoi. Il lui firent franchir le palier et l'introduisirent dans une espèce de sas.

« Au revoir, monsieur Martin, dit le second policier. »

— Au revoir, gardien, répondit Martin. Vous vous êtes montrés si aimables que je me mettrai en quatre pour vous... »

Cette formule déclencha chez les deux policiers un rire que Martin jugea excessif. La porte se referma.

« Si vous voulez bien vous donner la peine... », dit-il chaleureusement.

L'autre assistant prit amicalement Martin par le bras, et l'emmena. Martin se rendit compte qu'il se devait pas se comporter de façon pusillanime : quelle réputation lui ferait-on s'il ne se montrait pas coopérant ? Il s'endormit.

« Alors, dit victorieusement le juge Gallufet, ce n'est pas confortable ? »

Martin admit que la table était bien rembourrée. Mais il se demandait toujours où l'on voulait se rendre... ou plutôt il finissait cette question.

« Je vais vous faire une petite piqûre, prévint le docteur Carmeaux. Rassurez-vous : vous n'avez rien de totalement insensible. »

Il termina sa phrase à l'adresse du juge :

« Et pas selon ces méthodes antiques où l'on supprimait en même temps la conscience du sujet ! »

Martin pourquoi m'insensibiliser ? demanda Martin d'une voix mal assurée.

« Vous allez voir ! », répondit le médecin, énigmatique.

Il fit la piqûre lui-même. Une injection intraveineuse. Avant quelle fut terminée, Martin avait perdu toute sensation. Il lui semblait flotter, désincarné, au milieu de ces visages masqués. Il essaya de mouvoir un orteil. Impossible.

« Je suis paralysé ! dit-il, angoissé. »

— Ah ! répliqua le docteur Carmeaux, c'est tout à fait volontaire : cela évite d'avoir à vous attacher ! N'est-ce pas plus poli ? »

Martin convint que chevrotant ce n'était plus poli.

« D'ailleurs, ajouta le médecin, vous n'êtes pas entièrement paralysé puisque vous pouvez parler ! »

« Heureusement ! » commenta le juge.

Le docteur prit une aiguille de 10 centimètres, maculée sur

une manche d'acier. Il en traversa le biceps de Martin, épouvanté.

« Alors, dit-il, vous avez senti quelque chose ? »

— Non, avoua Martin, mais ce n'était pas la peine d'y aller si fort... »

— Bah ! fit le médecin, ce n'est rien du tout, ça ! »

Les infirmières étonnées le sang qui perlait aux deux oreilles. Le juge s'approcha :

« Eh bien, tout est prêt, dit-il. Nous allons pouvoir bavarder ! »

Il s'adressa à Martin : « Vous avez toujours omis de nous signaler le nom de votre chef direct ! »

— Mais, s'écria Martin, nous n'avons pas de chef ! »

Le juge fit un signe au médecin. Celui-ci s'empara d'un bistouri électrique et découpa proprement le dernier phalange du petit doigt gauche de Martin. Celui-ci essaya de pousser un cri d'effroi, mais il ne disposait pas d'une énergie suffisante : il s'endormit émettant une espèce de bèlement.

forme devint encore plus stridente.

« Et voici le destin de votre fragment », dit-il.

Il jeta ledit fragment dans un gros cylindre de métal.

« Helium liquide, précisa-t-il. Lorsque le juge sera satisfait, nous pourrions vous reconstruire. Restituerai-je à l'intégrité. Une sorte de service après-vente. »

Plusieurs rires fusèrent.

« Et si je ne suis rien ? demanda Martin d'une voix blanche. »

— Nous sommes que vous savez, coupa le juge. Alors ? »

Martin ne lui répondit pas.

« Et le code de déontologie, docteur ? », demanda-t-il sur un ton qu'il voulait accusateur.

Ce fut au médecin de rire : « Notre service après-vente, comme je l'appelle, nous permet de nous soustraire à l'accusation de contrainte physique ou mentale. Nos sujets qui se sont montrés coopératifs ne gardent aucune séquelle de nos interventions, qui se sont par ailleurs déroulées sans douleur. Après quelques révisions, le conseil de l'ordre n'aurait plus à nous adresser aucune réclamation. Nous sommes prêts à faire passer l'intérêt général avant les intérêts particuliers sans pour autant léser ce dernier. »

Le juge fit un signe. Le docteur Carmeaux commença à découper la main droite de Martin.

« Les membres d'abord. Tous les membres, souligna-t-il. Ensuite, un poumon, un lobe hépatique, la rate... etc. »

Il s'arrêta, le bistouri électrique levé.

« Les Chinois connaissent cela depuis des millénaires, rappela-t-il. Mais il y a un progrès, non ? »

Martin regarda sa main droite tomber dans le cylindre. Le docteur s'attaqua à l'un de ses testicules. Le gauche, pour varier.

Martin ne souffrait pas du tout.

L'ennui, c'est qu'il n'avait strictement rien à dire, et qu'il était épuisé de tous persuadés d'un contraire.

Il se laissa baigner par le fond sonore, type Musak.

ANDRÉ RUELLAN est médecin, écrivain et scénariste. Il a publié, sous le pseudonyme de Kurt Stelner, aux éditions du Fleuve noir, trois romans (fantastiques et science-fiction), et sous son nom une vingtaine de nouvelles et trois ouvrages : le Manuel du scénariste (Pierre Borne, prix de l'Humour noir, 1980), l'Enfer (Robert Laffont) et les Chiens (Jean-Claude Lattès). Il a fait les scénarios de huit films commençant par le Distrait, avec Pierre Richard, le dernier en date étant les Chiens, avec Alain Jessiau. Il prépare une série télévisée avec Michel Berny.

LA HULOTTE

So grillade de canard
Sa sole à la crème de ciboulette
Sa mousse au chocolat

29, rue Dauphine (6^e)
633-75-92

Fermé dimanche et lundi
dernières commandes vers 22 h. 30

L'ÉPICERIE RUSSE

3, rue Gustave-Courbet
PARIS-16 - 553-46-46

spécialités russes

Dégustation sur place et vente
à emporter

ouvert de 9 h. à 19 h. 30
Fermé le dimanche.

LENTILLES DE CONTACT

Les célèbres lentilles souples, ultramince de Bouch & Lomb, 1^{er} fabricant américain. Douceur exceptionnelle. Adaptation par spécialité.

Fermeture complète à 796 F.

Laboratoire OGRS
21, av. de Friedland - 8^e - Tél. 563.55.99

Neige + soleil = mars

Des sites de qualité

Avoriaz 1800
Chamonix

Balcon de Villard
Les Menuires

Location d'appartements de 2 à 6 personnes

MULTIGESTION - 13, boulevard de Levallois
92200 Neuilly - Tél. 747-10-96

Je désire recevoir une documentation sur :

☐ AVORIAZ 1800
☐ CHAMONIX
☐ BALCON DE VILLARD
☐ LES MENUIRES

Envoyez ce bon à MULTIGESTION

Incertitudes en Tunisie

Le constat est simple : la Tunisie est un pays où la vie est devenue une lutte constante pour la survie. Les incertitudes sont partout : dans l'économie, dans la politique, dans la vie quotidienne. Les Tunisiens cherchent à comprendre ce qui se passe et à trouver des solutions.

L'Union su par une véri offensive con

La situation est complexe. Les forces en présence sont nombreuses et leurs intérêts divergent. Une véritable offensive est nécessaire pour briser l'impasse.

SEUIL

MA

Un com qui n

Où il est dit que la Tunisie est un pays où la vie est devenue une lutte constante pour la survie. Les incertitudes sont partout : dans l'économie, dans la politique, dans la vie quotidienne. Les Tunisiens cherchent à comprendre ce qui se passe et à trouver des solutions.

مكتبة من الأصل



PIERRE SAMSON

COMMUNICATIONS

Allo, maman, bobo !

Sordide ou déchirant, moyen de défoulement ou remède à la solitude, le « réseau » téléphonique clandestin n'a cessé de faire des adeptes. Signe des temps.

OLIVIER ROBERT

VINGT-QUATRE heures sur vingt-quatre, mais surtout le soir et la nuit, des voix s'échangent. De manière parallèle. Et entrecoûpées par un disque ou par le signal sonore qui indique que l'abonné est absent.

Les habitués du « réseau » — les « réseautiers » — écoutent et parlent. Ils ont aussi leurs lieux et leurs jours de rencontre à Paris. Certes, beaucoup « draguent » mais quasiment tous recherchent quelqu'un qui les écoute. Qui brise leur solitude.

Ils sont là : une cinquantaine de voix. Ceux qui sont ici, le jeudi soir, près de la place de la Bourse, se sont d'abord connus par leurs voix. Par le téléphone. Le « réseau ». Depuis plus de quatre ans, les « réseautiers » se retrouvent dans ce café, le jeudi, à partir de 18 heures.

L'ambiance est bizarre. Salle banale avec tapisserie sur les murs et banquettes de skaï beige, assorties aux tables en formica. Les consommations ne sont pas plus chères qu'ailleurs. Mais, ici, les gens se parlent, de table à table, et tout le long du bar. Ici, les solitaires se rencontrent. Ici, « La tomate » rencontre Pierre et Maud. Ici, « Donald » retrouve Stéphane et « Arcalon ». Certains se connaissent depuis plusieurs années, d'autres viennent ici pour la première fois.

Ce sont, en majorité, des hommes. De tous âges, entre vingt et soixante ans. Ils ont l'air de employés ou de cadres moyens, habillés « sport » mais soignés. Les femmes, en nette minorité, sont soigneusement coiffées et maquillées. La plupart se sont même « habillées ».

L'ensemble est calme, gentil, et voit des consommations aux prix peu élevés et souvent peu alcoolisées.

Comment se sont-ils connus ? Un soir, ou dans la journée, de chez eux ou de leurs lieux de

travail, ils ont composé un des multiples numéros du « réseau ». Si « INF » a longtemps été un des principaux, la plupart sont des numéros non attribués. Entre les signaux sonores, des voix parlent et échantonnent alors leur propre numéro :

- « Pierre appelle... »
- « Pierre appelle... »
- « Tulipe » appelle...
- « Tulipe » appelle Jacques...
- « Tulipe », Jacques te donne son numéro : ... »
- « Jacques appelle... »
- « D'accord, je t'appelle. »

Et « Tulipe » appellera Jacques. Le contact est établi. Au café, quelques-uns seulement se retrouvent. Pour le patron, c'est un milieu sûr ; ce sont des gens qui se retrouvent entre copains pour passer une bonne soirée. Prendre une consommation ici, c'est moins cher qu'une sortie. Il n'y a jamais eu de problème. Il n'y a pas d'homosexualité ni de prostitution. Et, dit-il, la police trouve son établissement parfaitement tenu.

Donnant, donnant

De quoi parlent les « clients » ? La plupart des conversations sont fondées sur le « réseau ». Un homme en complet bleu clair qu'il va bientôt posséder un nouvel appareil électronique qui fera disparaître le brouillage éventuel des P.T.T. Il est « dans » l'électronique. Une autre indique un « truc » pour obtenir un réseau international : « Il suffit de... »

Ils ont dans leur poche un petit carnet à spirale sur lequel ils notent des numéros de réseau ou des numéros personnels. Mais attention, l'échange répond à des codes de confiance. Si les individus se connaissent bien, les numéros seront échangés en entier. S'ils se connaissent depuis peu, seuls les indicatifs (les trois premiers chiffres) seront donnés. Donnant, donnant !

Françoise, la quarantaine, va de groupe en groupe, passe sa main sur l'épaule de l'un, chuchote à l'oreille d'un autre. Elle connaît tout le monde et paraît manifestement appréciée. Un autre s'en va, dit-il, créer un réseau, « mais pour quatre ou cinq seulement ».

Les filles. C'est aussi un sujet important de conversation. Sylvie fait le « réseau » depuis cinq ans. Elle cherche LE copain qu'elle ne trouve pas, malgré de multiples rencontres. Pour elle, le « réseau » a évolué : « Au début, c'était plus sympa. Il y avait de la musique, des discussions. Puis, c'est devenu de la drague, et maintenant quelques-uns cherchent à ouvrir des réseaux réservés à quelques copains. »

Stéphane a vingt-deux ans et il est à Paris depuis cinq mois ; il est venu du Midi pour suivre les cours d'une école de commerce. Il connaît plus de cinquante numéros du « réseau » et le pratique régulièrement. « La vie est folle à Paris. Pour connaître quelqu'un, c'est impossible. Le réseau m'a permis de rencontrer des filles sympas. »

Les P.T.T. sont peu discutés sur la question. Bien sûr, ils en connaissent l'existence, et leur politesse est, quand on leur indique un numéro du « réseau », de prendre des mesures techniques pour brouiller les conversations ou pour les empêcher totalement. Mais il arrive que ce soient des employés des P.T.T. qui mettent en service des numéros utilisables. De toute façon, le « réseau » est appelé à disparaître. Avec les centraux électroniques, aucune interférence n'est possible. Or Paris est une grande partie de la banlieue seront desservis par eux d'ici dix ans.

Paradoxalement, les P.T.T. ont eux-mêmes très officiellement créé en Lozère et à Montpellier un « Télé-convivialité ». A Montpellier, l'expérience commencée le 15 mai 1979 permet à dix personnes au maximum de parler

sur un numéro (07-11-11) et c'est un succès. Taxés 0,50 francs toutes les cinq minutes, les appels se succèdent à un rythme quotidien d'environ quatre cents. « Télé-convivialité » a été créé pour concurrencer le réseau parisien. L'expérience de Montpellier permet de discuter mais n'autorise pas les rendez-vous par téléphone. Cette tentative est suivie par Mme Irène Delury, psychologue à l'Institut de développement et d'aménagement des télécommunications (IDATE). En revanche, l'essai a échoué en Lozère : les paysans utilisent le téléphone à des fins strictement pratiques. Après « Télé-convivialité », il y aura peut-être « Télé-réunion » pour traiter d'un sujet déterminé à l'avance...

« Bambocheurs »

L'histoire du « réseau » ? On dit, mais c'est sans doute une légende, que dès le début du téléphone, le réseau aurait été utilisé par des ribes « bambocheurs » pour annoncer des « orgies » en évitant les oreilles indiscrettes de leur personnel. Il paraît beaucoup plus certain que le « réseau » a été largement utilisé par la Résistance, pendant la dernière guerre mondiale. Après une période creuse, le système a recommencé à fonctionner avec plus d'ampleur depuis dix à quinze ans. Depuis 1968. Alors, le numéro de l'horloge parlante n'était pas uniquement connu pour l'heure. Puis ce fut celui d'I.N.P. Puis les numéros des abonnés absents.

Depuis dix ans, les « vieux habitués » affirment que le réseau a évolué. Tout d'abord, de quelques correspondants en 1970, on est certainement passé à des milliers. Le contenu des conversations paraît aussi avoir changé. Au début, quelques initiés discutaient, passaient de la musique ou même jouaient aux échecs. Puis, on l'utilisa pour « draguer » ou combler sa solitude. Actuellement, quelques-uns retournent à des réseaux très restreints. D'autres se tournent vers l'utilisation des ondes courtes.

Que ce soit Pierre, Françoise, « Tulipe », « Satan », « Frite et Ketchup », Robert ou « Obélix », pour eux, pour elles, le réseau, c'est pour discuter. Pour rencontrer. Pour rompre une solitude ou un ennui trop pesant. Parfois, pour trouver le grand amour.

Dans la journée, de nombreux employés l'utilisent depuis leur lieu de travail : « Je m'ennuie tellement au travail ! » dit-il Jacques, photographe industriel, ou « l'imbécile » technicien d'EDF.

Le soir, la nuit, des milliers de voix parlent. La nuit est le moment où la solitude éclate. Où le mystère s'installe. Où toutes les falsifications sont permises. Le téléphone renforce l'étrange de la nuit. Au téléphone, Marc peut être « Satan ». Gisèle peut être « mélodie ». Thierry « tendresse ». Jacqueline « ordure », et Bernard peut s'appeler Marc, Paul ou Stéphane. Au téléphone, tel employé peut se prétendre étudiant ou cadre supérieur. Martine est-elle institutrice ? « Tintin » est-il journaliste ? Martin, qui se présente professeur de faculté, n'est-il pas gardien de nuit ? Et Jacques, qui affirme avoir vingt ans, n'en a-t-il pas quarante ? La est le principal code du « réseau » : le paraître est l'être. Et tout est permis.

Tout se sait sur le « paraître » des uns et des autres. On se salue. On reconnaît les voix, même si les noms et les pseudonymes changent. On se renseigne sur l'absence de Julie, ce soir. On condamne les perturbateurs. Les « perturbateurs », c'est simple, ce sont « ceux qui n'ont rien compris au réseau ». C'est celui qui n'a pas de conversation » ou « celui qui passe son temps à lancer des plaisanteries pornographiques ». « Les principaux perturbateurs sont ceux qui font passer de la musique à l'aide d'un amplificateur, ce qui empêche tous les autres d'échanger ». Manière comme une autre de dire « Je suis là ».

Tout cela a incontestablement un côté sordide, un aspect Cour des Miracles, où chacun expose ses problèmes et son impuissance à les régler. Des milliers de solitaires burlent leur solitude. Nombre d'appels sont emplies de tendresse. C'est aussi un virus dont on guérit rarement : beaucoup n'abandonnent jamais vraiment le réseau. C'est un palliatif à la solitude. Comme les petites annonces de Libération - Sandwich. C'est surtout un nouveau média, un nouveau moyen de communication. Un antidote à une société qui déshumanise les relations et rejette les emprisonnés de la solitude. Un nouvel opium du peuple ou la psychothérapie du pauvre ?

HOBBY

Le bal mécanique

Un orgue Limonaire jouait « Etoile des neiges ». Jean-Marie Moltrot l'a recueilli et lui apprend d'autres musiques.

JEAN-LOUIS BEMER

VOUS avez des problèmes avec les voisins ? Non, au contraire, ils aiment assez ça. La seule chose qu'ils n'aiment pas, c'est de ne pas le faire marcher le dimanche matin avant 9 heures ! Jean-Marie Moltrot ouvre la porte vitrée qui donne sur le jardin de son pavillon. — Il est là-bas !

Une dizaine de mètres sur une allée de ciment, une banale construction en béton.

— J'ai dû faire construire cette bâtisse spécialement pour lui. Il lui faut vraiment du sur-mesure. Deux mètres de haut, trois de long.

Mise en marche. L'orgue Limonaire use de la vingtaine faculté qu'il a de remplacer trompette, violoncelle, flûte, basse, un registre de violon, un triangle, une cymbale, une caisse claire, un tambour, un tambourin et... une paire de castagnettes ! Dans les couloirs, une bande de carton perforée se défile, passe sur le « lecteur » avant d'aller se replier en accordéon. Au fil de ses perforations, la bande de carton libère de l'air comprimé qui donne vie aux musiciens mécaniques. Rien à voir avec le son si particulier de l'orgue de barbare qui évoque encore pour des générations de lecteurs de Sans famille la barbe blanche et les petits singes acrobates du signor Vitali. Ici, la dimension est autre. « Pour salles de bal et café-concert », est-il inscrit sur les cartons perforés.

Jean-Marie Moltrot, trente-quatre ans, travaille à Nancy au Centre régional de rééducation fonctionnelle. « Cet orgue, c'est un souvenir d'enfance, à qui j'essais de redonner vie », dit-il. Cet orgue animait toutes les fêtes foraines de la région de Mirecourt, où furent d'ailleurs fabriqués tous les orgues du début du siècle. A l'époque de notre première rencontre, la chanson à la mode était Etoile des neiges. Lorsque les haut-parleurs ont modernisé tout cela, j'ai appris, par hasard, que l'orgue était remis dans une grange. » Et, bien qu'étudiant à l'époque, il l'a racheté. « Mon premier soin fut de le mettre à l'abri des souris. Vous ne pouvez pas imaginer toutes les bonnes choses contenues dans un orgue. Regardez ces soufflets en cuir et les tuyaux en bois. Ici, tout est recouvert de cire de bougie. Avec l'aide d'un ami, Jean-Marie a remis l'orgue en état. « Il a fallu refabriquer certaines pièces

à partir d'archives retrouvées à Mirecourt chez le fabricant. Le dernier des facteurs d'orgues de ce genre était mort depuis plus de vingt ans. » Limonaire est une marque, au même titre que Gavioli, Gasparini ou Motier, et tout le mécanisme en est particulier. Surtout le lecteur de bandes perforées. Car, après avoir rendu son second souffle à l'instrument, il restait à lui trouver une musique d'orchestre. Qu'à cela ne tienne : Jean-Marie Moltrot commence à étudier l'harmonie classique au conservatoire de Nancy.

5 cm de valse

Lorsqu'il fut prêt à assurer l'orchestration, il lui fallut fabriquer les bandes. Une simple règle de la largeur d'une bande reproduit exactement le lecteur de l'orgue. Elle permet de tracer au crayon les futures perforations, car elle est divisée en « flûte », « piston », « violon ». Mais seule la lecture permettra d'entendre si l'orchestration est exempte... d'imperfections. « J'ai beau savoir que, pour une mesure de valse, il faut 5 centimètres divisés en trois, je ne suis pas sûr de tenir le rythme sur toute la longueur ! » Et il faut perforer environ 8 mètres de cartons pour trois minutes d'écoute.

Il faut repasser sans se lasser la bande complète pour chaque registre, soit trente à quarante fois, parfois pour des morceaux de 8 à 20 mètres. Une dernière couche de « gomme-laque » (verniss à l'alcool) pour que le carton ne prenne pas l'humidité et que les perforations soient moins sensibles à l'usure, et la bande est prête à être... critiquée : trois minutes d'écoute pour une vingtaine d'heures de tracage et de poinçonnage. On a parfois des surprises. Le Limonaire à la voix fragile, il était devenu pratiquement aphone lors de la grande sécheresse de 1978, et les froûds de ces dernières semaines n'arrêtaient pas de le désaccorder.

Jean-Marie Moltrot, en cinq ans, a perforé près de 1 000 mètres de cartons : des marches, des valses, des scottisch, des tangos, mais aussi quelques « tubes » de la dernière décennie. Au total, près de 1 tonne de musique. Alors que retentissent les premières notes de la Fontaine des salimbanques, il y a dans ce fond de jardin comme un parfum de gauffres et de barbe à papa, qui semble se mêler à la musique des chevaux de bois.

DÉCOUVREZ LES VACANCES DANS LE GERS

- GITE RURAL Pour 4 à 8 personnes tarif exceptionnel de Pâques à juillet 300 à 400 F/semaine
- Chez l'habitant

MON TÉLÉPHONE : 770 39.61

CES VACANCES, DÉCOUVERTE DE LA GASCOGNE SE FAIT UN PLAISIR. DE VOUS EN PARLER ET DE VOUS LES RÉSERVER A : PIERRE LAFITE, 100 AVENUE DE LA LIBÉRATION, 31000 TOULOUSE. TÉL. 230 28 01

Et l'orthographe, comment ça va ?

Les Quarante (on leur commission de l'orthographe) suggèrent ou conseillent, par exemple, d'écrire *levreau* comme *lape-reau*, *charriot* comme *charrette* ou *charroi*, *ognon* et *encognure* comme *rognon* ou *régnure*, pour

Les fautes restent des fautes : c'est la prime à la continuité. Mais il en sera de moins en moins tenu compte, y compris en licence, et même en agrégation (1) de lettres : c'est l'aveu d'un changement que l'on ne maîtrise pas.

Les fautes restent des fautes : c'est la prime à la continuité. Mais il en sera de moins en moins tenu compte, y compris en licence, et même en agrégation (1) de lettres : c'est l'aveu d'un changement que l'on ne maîtrise pas.

C. B.-B. et A.C. démontrent, d'ailleurs avec ironie, que, si l'on s'en tient à l'histoire de l'orthographe et à sa logique, ce sont les fameux *pluriels en -ous* (*bijoux, cailloux, choux*, etc.) qui représentent la norme, et tous les autres, si nombreux qu'ils soient, l'exception ! Ce qui ne les empêche pas de souhaiter l'alignement sur les *pluriels en -ous*, bien sûr.

Vus d'un peu loin, ces débats toujours à recommencer

Au même dossier, le numéro de décembre 1979 du *Français d'aujourd'hui*, revue trimestrielle de l'Association française des enseignants de français (31 : « Et pour l'orthographe, vous, qu'est-ce que vous faites ? » La place nous manque pour commenter : c'est de bout en bout passionnant, souvent nouveau. On ne peut que souhaiter que ce document soit le point de départ d'une nouvelle réflexion d'enseignants sur la question.

Le paradis artificiel

Depuis deux ou trois hivers, les belles dames disent : « aime-moi, dans le décor chlorophyllé d'une forêt inviolée sous la protection millénaire d'un nobob géant, un homme et une femme, seuls, sourient. Elles disent : « *manger* », manger les poissons bleus et roses sortis d'une mer immémoriale. Elles disent « *boire* » l'eau fraîche, « *marcher* » sans contrainte, « *bouger* », les *aires*, « *pleurer* », gusset, et les *armes*, « *contempler* », les *disques*, « *faire* », et les doigts tissent les laines d'autrefois : « *parler* », et le visage étranger sourit. Elles disent même, depuis peu, les belles images : « *écouter* », « *contempler* », « *partager* »...

Ces études de « styles de vie », effectuées par le organisme chargé de la COFREMOA ou le CREDOC, essaient de suivre, à court ou à moyen terme, l'évolution des manières de vivre et des systèmes de valeurs de la société française. Etudes fort utiles pour les producteurs de marchandises et d'idées puisqu'elles permettant de prévoir les courants de consommation et de savoir, par exemple, « les savants disent en 1973-1974 que dans la demi-douzaine d'années à venir allaient se préciser chez nous : un besoin grandissant d'expression de sa propre personnalité, un déclin de la tendance à accumuler des richesses associée à un goût pour la jouissance immédiate, un désir de retrouverais avec la nature réelle des symboles de personnalité, un accroissement de l'esthétique du logement et une polysémiotisme non limitée à une sexualité déjà bien libérée.

Dans les années 1976-977, alors que les écologistes font une percée dans la politique, que la passion pour l'écologie est à son comble, pour les psychosécheresses de tout poil, démarque, que les organismes de tourisme en sont encore au dépaysement-palmier-pension-pour-pas-cher, Trligano invente le voyage immobile. Le voyage en soi-même en quelque sorte, au centre de soi-même et de ses sensations. « Venez vous retrouver en un pen et voire plus lentement », « Descente d'ainphibien ou mouette, ou lézard. Et puis... même. » On n'apprête plus le client avec les sports à gogo, l'extériorisation, le dépaysement de soi, mais on lui parle avec des mots d'enfant de ses besoins plus élémentaires. On ne l'habille plus avec des tables charbonnières, on ne le chauffe plus, on lui conseille en guise de nourriture des terres terrestres, « d'aimer les choses simples ». Comme si l'Essence prenait le pas maintenant sur l'Avoir. On ne lui vante plus l'ailleurs comme une aventure exceptionnelle à des milliers de kilomètres. La terre est devenue le territoire, l'exotique trop visible. Alors, on fait l'air d'être au paradis et à la fois, à la fois étaient des décors naturels, on propose le retour sur soi, et on remonte le temps. On remet aussi à sa juste place le quatrième terme du stéréotype « Sea, sun, sand, sex » : le soleil, sable, sexe) que l'image du Gai avait fini par dépeindre. A coup de décrets, pastels et d'un angélisme fraternel à la Zola de la Faute de l'abbé Mourel.

Dans le bout de miroir que nous tend à publicité du Club Méditerranée, il y a l'homme méditerranéen de maintenant. JOUR dit en echo, sur 20 mètres carrés, à moto puissante de Yamaha. Jour tout seul sur sa machine... Il y a aussi la nostalgie de l'homme d'autrefois, cet animal l'homme primitif perdu à tout jamais parce que les robots ne peuvent l'imiter. L'homme consubstantiel au grand tout d'une nature disparaît. Reste l'homme empallé qu'on montre dans le zoo du Club Méditerranée.

« Au Club in nature est aussi celle que dans les magasins », affirmait déjà la publicité en 1977. Nous sommes bien entrés dans l'ère des signes. ■

100-443887-100

9. mamen

•

The collage consists of several overlapping newspaper clippings and photographs. The clippings are from various sources, including 'Le Monde' and 'L'Express'. The headlines are in French and include:

- Pas plus long qu'un rhume de cerveau** (Not longer than a cold in the head)
- Serge Mavrod : vireux les minorités !** (Serge Mavrod: dizzy the minorities!)
- Les contradictions des socialistes post-communistes** (The contradictions of post-communist socialists)
- L'indignation des socialistes** (The indignation of the socialists)
- L'indignation des socialistes** (The indignation of the socialists)
- L'indignation des socialistes** (The indignation of the socialists)
- L'indignation des socialistes** (The indignation of the socialists)


There are also several black and white photographs, including one of a person in a hat and another of a group of people.

- L'esprit du jacobinisme:
par A. Cochlin.
- L'inégalité: Influence de la famille et
de l'école en Amérique:
par C. Jencks.
- Psychologie des minorités actives:
par S. Moscovici.
- Logique de l'action collective:
par M. Olson.

puſ



1



1

هكذا من الأصل

sa vie le prouvent, comme sa participation à la Résistance, qui l'a conduit en camp de concentration. Son comportement à Mauthausen, où sa fermeté de caractère et son courage lui ont permis d'aider de nombreux camarades à survivre. Lorsqu'on est venu le trouver à Fresnes, pour lui proposer d'aller en liquidation, il a fait cette réflexion : « Non, Argoud, je comprends mes mobiles et je ne ferai rien contre ». Puis il a compris que d'autres s'en chargeraient et que s'il n'aurait pas peur, il a donc accepté l'affaire à condition d'avoir la direction de toute l'opération. On l'a alors sorti de prison. Une fois sur place, il a dirigé l'équipe de manière qu'il ne m'arriverait rien. Tu m'en répondras sur ta vie, avait-il dit à Bouchesclerc, et ce sont ses ordres que celui-ci allait prendre lors de nos arrestations. Lorsque j'ai été remis à la police officielle, il était certain que plus rien ne pouvait m'arriver. La justice était saisie, la presse alertée... il pouvait regagner sa cellule de Fresnes tranquille. Cette version me semble vraie, parce qu'elle donne sur mon enlèvement des détails que je n'ai jamais révélés nulle part. Des petites choses qui m'ont frappé et qui sont justes.

Définitivement cassé

Le père de Gaulle aurait voulu m'assassiner, mais André a été le grain de sable qui me vaut d'être toujours en vie. J'ai vraiment eu une chance exceptionnelle, parce que la probabilité pour que je tombe sur un type comme lui était vraiment très faible. Par conséquent, je peux dire que je fais du rab !

Quelles ont été les réactions de l'opinion publique ?

La liste globale des personnalités ou des groupements qui ont protesté contre mon enlèvement aboutit au total de zéro. Pas plus la Ligue des droits de l'homme que les anciens élèves de Polytechnique, dont on vantait la solidarité entre les membres. Ni les plus hauts tenants de l'autorité spirituelle en France, le cardinal Feltin, le pasteur Boegner et le rabbin Kaplan, qui se déplaçaient en trilogie pour protester contre les crimes commis contre les droits de l'homme. Je ne salue donc aucun d'eux, pas d'approver mon action politique, mais qu'ils condamnent au moins le fait, comme ils l'ont condamné deux ans plus tard pour l'affaire Ben Barka. Alors là, ça a été un déferlement. Il y a eu des « Amis de Ben Barka », la Ligue des droits de l'homme a sorti les grands cris du cœur... tout le monde est intervenu. D'où j'en ai conclu qu'un officier français en France à beaucoup moins de droits qu'un leader marocain même s'il s'est battu contre la France. Je le dis sans aucune espèce d'acrimonie, mais c'est un fait.

Un officier ne vit pas jusqu'à cinquante ans, les trois quarts d'une vie d'homme, sans que se soient forgés avec son pays des liens préférentiels difficilement destructibles ; mais, pour moi, c'est cassé. Il y a des jours où sentimentalement je puis le regretter, mais c'est ainsi, je n'y puis rien, je constate que c'est définitivement cassé.

BRÉSIL
Confessions
d'un guérillero

Rentré récemment au Brésil à la faveur de l'amnistie, Fernando Gabeira raconte, dans un livre devenu un best-seller, ses aventures de guérillero urbain. L'autocritique d'un personnage désinvolte et tragique.

ALAIN ROUQUÉ

A d'indéniables qualités littéraires, le livre de Fernando Gabeira joint l'intérêt d'un témoignage sans complaisance sur la guérilla urbaine des années 1967-1970, à laquelle il a pris une part active. Ni ancien combattant ni renégat, mais peut-être de rationaliser son expérience dans la langue de bois de la rhétorique « révolutionnaire », Gabeira fait simplement, modestement, le point sur ce qu'il a vu et vécu comme militant de gauche, puis soldat clandestin de la révolution et enfin prisonnier, victime de la répression. Sa confession châtive, mais non dépourvue d'humour, pulvérise au passage bien des mythes de l'extrême gauche latino-américaine. Il est vrai que Fernando Gabeira a assez payé de sa personne dans cette aventure pour avoir acquis quelques droits à la parole. L'homme et son témoignage en forme d'autocritique forment en effet l'estime et la compréhension.

Membre d'une organisation clandestine formée de dissidents du parti communiste brésilien, l'auteur venu d'une gauche intellectuelle imprécise, est membre du commando qui enlève l'ambassadeur des États-Unis Burke Elbrick, en 1969, et l'échange contre la libération de quinze détenus politiques. Recherché par l'armée et toutes les polices, il est gravement blessé lors de son arrestation à São Paulo, interrogé sur son lit d'hôpital, puis, évidemment, torturé au gré des centres de détention par lesquels il transite. Il ne doit sa libération qu'à un nouveau rapatriement de diplomates en 1970. L'Algérie, le Chili jusqu'en septembre 1973, puis la Suède l'accueillent tour à tour et lui permettent de prendre ses distances par rapport à son odyssée sans perdre sa foi.

Cosmonautes

Alors que tant de généraux adoptent aujourd'hui au Brésil des poses avantageuses et tombent le torse pour nous révéler, dans des Mémoires qui fleurissent depuis quelques mois, qu'ils sont — chacun de son côté — les uniques auteurs et responsa-

pendamment du peuple par des groupes armés, audacieux, techniquement au point. Ces professionnels aux nerfs d'acier, petits-fils de Lénine et du cinéma noir, ne doivent pas s'interroger sur leur isolement politique, ni se demander, comme l'auteur : « Pourquoi les ouvriers nous regardent-ils avec méfiance ? », mais tout sacrifier à leur engagement révolutionnaire. D'ailleurs « la crise générale du capitalisme » ne préjudicie-t-elle pas à « la victoire inévitable du prolétariat » au nom duquel ils parlent et que la plupart n'ont jamais vu ?

Pour ces « cosmonautes de la lutte armée », vivant dans l'air raréfié des refuges, où l'on communique dans le culte autoproductif de la classe ouvrière — telle que la bourgeoisie l'a faite, — tout eu sacrifiant l'organisation révolutionnaire, il n'y a pas de place en effet pour le doute ni pour l'humaine faiblesse. L'adhésion au militantisme est ici à son comble.

Aux appels du corps, de la vie, de l'homme enfin, l'organisation répond : « C'est le titre portugais du livre — par un rude : « Que se passait-il commande ? ». Justement pour Gabeira, il semble s'être passé

quelque chose. A force de parler des « bases ouvrières » inexistantes, sinon sous la forme caricaturale de prototype, il découvre, au hasard de ses cachettes d'homme traqué, la vraie classe ouvrière, qui n'est certes, mais s'accroche à la télévision comme à une amélioration réelle de son existence. Il découvre aussi après la « classe d'élite », et au hasard de ses prisons, les derniers cercles de l'enfer social, les plus misérables détenus de droit commun, marginaux sans feu ni lieu, homosexuels, panvres et épaves sociales en tout genre. Il nous révèle enfin, et c'est sans doute la partie la plus fascinante et haletante du livre, dans le récit de l'enlèvement de l'ambassadeur nord-américain, que l'« ennemi » peut être sympathique et partager, sur bien des points, les jugements de ses geôliers.

Ironie

Si Fernando Gabeira ne ménage pas son ironie à l'égard de son passé militant, on ne trouvera, dans ce livre à la fois tragique, délicat et gai, nulle trace de règlement de comptes politique. Nulle trace non plus

d'amertume à l'égard de ses anciens camarades, auxquels il consacre des portraits généreux et émouvants. Bien plus, lorsqu'un doute le saisit au lendemain de son arrestation, c'est à la pensée de tous ceux, « les meilleurs », auxquels il va survivre.

A travers ce petit livre, qui a toute l'épaisseur et le poids du vécu et que recourent sans doute les guérilleros en chambre, apparaît, en effet, une personnalité attachante à plus d'un titre. Alors que les faiseurs de mémoires écrivent généralement pour démontrer qu'ils ont toujours eu raison, Gabeira a le courage de faire son autocritique, sans rien renier de son passé. Peu de protagonistes d'un drame historique ont d'ailleurs autant de capacité à se voir agir et à se juger. Mais ce personnage désinvolte et tragique, hanté par l'histoire et qui semble sortir d'un film de Glauber Rocha, n'en a pas moins écrit un livre sans doute aussi important pour le Brésil que l'*Autobiographie de Federico Sanchez*, de Jorge Semprun, pour la gauche espagnole.

« O que é isso, companheiro ? (depoimento), Rio de Janeiro, Editora Codex, 190 pages.

ITALIE

L'amour est une révolution

Etre amoureux, est-ce la même chose que faire la révolution ? C'est la thèse audacieuse que soutient un sociologue italien : Francesco Alberoni.

CLAUDE AMBROISE

Si je tombe amoureux, l'expérience que je vis alors ne m'apparaîtra pas spontanément comme comparable à mai 68, à la Révolution 1917, à la Révolution 1979, au mouvement féministe, à la Réforme protestante. C'est pourtant ce que soutient le sociologue Francesco Alberoni dans la première page de son dernier livre *Innamoramento e Amore*. Cet essai s'ouvre sur une question et une réponse : « Qu'est-ce que l'innamoramento ? C'est l'état naissant d'un mouvement collectif à deux ».

Depuis quinze ans au moins, Alberoni s'intéresse aux mouvements collectifs à l'état naissant. En 1968, il a publié sous le titre *Stati nascenti* une série d'essais sur la société de consommation, la propagande politique et la publicité, la ville, les jeunes, relégués par un unique fil directeur : le phénomène collectif au moment de son émergence. Avec *Movimento e istituzioni* (1977), Alberoni creuse son sujet, élargit ses analyses, notamment dans la direction de l'histoire et des grands phénomènes de civilisation. La clef de la réflexion d'Alberoni réside dans cette tentative de penser, de façon homogène, à travers la notion d'« état naissant », une révolution, un amour, un mouvement idéologique.

Certaines descriptions kurthelmiques de l'effervescence collective, l'enthousiasme et la passion que, selon Max Weber, le chef charismatique induit, permettent une première approche. Ce que cherche Alberoni, ce sont ces moments de l'histoire — d'une société — où les rapports entre les hommes changent radicalement, où la vie et l'expérience qui en est faite sont transformées. Un autre « Nous » surgit. L'apparition des grandes religions, l'explosion d'une révolution, le mouvement étudiant ou les origines du mouvement féministe sont des phénomènes de cette espèce. Alberoni cherche à les décrire, à en saisir les mécanismes un peu à la manière d'un physiologue. Le délit irrégulier de la vie et de l'histoire l'interrogent. C'est pourquoi il faut rendre compte de cette crise subite qu'est l'état naissant. Ce sens du discontinu situe Alberoni à contre-courant du discours italien classique, qui ne considère habituellement le changement que comme un effet de surface ou une ruse du conservatisme, celui-ci feignant de tout bouleverser pour mieux maintenir les choses en l'état.

L'écart de tension qui se manifeste aussi bien dans les rapports entre deux personnes qu'au sein d'un ensemble d'individus représente un premier point de rapprochement entre la description du couple et la description du groupe, de vis dans le quotidien : grisaille

L'italien est la langue de l'amour. On ne tombe pas amoureux en italien : tout comme on se met en chemin (*in cammino*) on se met en amour (*in amor*). Il existe justement un mot, *innamoramento*, qui dit l'amour à l'état naissant. D'où la possibilité pour Alberoni de décrire quelques variations sur *Innamoramento* et *Amore*, de montrer que le second ne tire sa vérité que du premier, de poser, à l'aussi, le rapport à l'institution (l'amour se constitue autour d'un pacte). Un Etat, un parti, une Église ne peuvent considérer l'*innamoramento*, cet état naissant, qu'avec soupçon. Car l'institution a été précédée par le mouvement qui recule, de l'état naissant, son impulsion. C'est pour ce perpétuer qu'il s'est fait institution. Mais l'institution est aussi la mort de l'état naissant. Elle redonne son retour ; elle voit en lui la folie, bien que, en réalité, elle ne puisse échapper à la fossilisation que si elle parvient à être revitalisée par lui. Mais, pour l'état naissant, l'institution n'a qu'un visage : elle est la dégradation du quotidien.

L'état naissant est, pour Alberoni, la catégorie fondatrice de la culture occidentale. D'où l'importance extraordinaire qu'a pour nous l'apparition de la passion amoureuse et de toute la problématique du couple qui en découle. D'où notre culte de la naissance (Noël) et de la résurrection (Pâques). La renaissance européenne, les révolutions américaines, le Risorgimento italien, le messianisme marxiste, s'alignent de ce choix originel. Un Français qui a in Puret classera aisément sa révolution (début absolu qui n'a pas encore pris fin) dans la série.

Casistique

En parlant de l'amour avec la même intelligence qu'il met à parler de la société, ce sociologue donne l'impression agréable de faire revivre une tradition. En un langage moderne, c'est-à-dire à l'intérieur d'un système conceptuel qui est le nôtre, renait la casistique amoureuse. Alberoni est l'héritier d'André Le Chapelain, de Dante, de Stendhal. Voilà, au hasard, quelques-unes des questions auxquelles répond le nouveau bréviaire des amants, où l'on perçoit, dans la trame des situations concrètes, l'écho des crises affectives de l'Italie de ces dix dernières années : est-il possible d'aimer en même temps deux personnes ? (La réponse est affirmative). Est-ce que je tombe amoureux quand j'en ai le désir ? Est-il possible de rendre un autre amoureux sans l'être soi-même ? Peut-on faire cesser l'amour naissant ?

L'avant-dernier chapitre s'ouvre sur une question classique (Chrétien de Troyes avait déjà médité sur le problème) : est-ce un comportement anti-social que de tomber amoureux ? Réponse pour notre temps : il est facile de montrer, témoignages historiques à l'appui, qu'un certain nombre de révolutionnaires n'ont pas dissocié leur passion amoureuse de la volonté de construire un monde nouveau ; pourquoi alors voir dans l'état amoureux une attitude anti-sociale ? Un tel soupçon naît dans les groupes totalitaires (Église, Etat, parti...) qui exigent justement de leurs membres qu'ils renoncent à toute vie privée. Ce pouvoir totalitaire ne peut que persécuter les amants, car ils sont « la plus petite unité sociale capable de la défer ».

L'état naissant est notre grande affaire et c'est pourquoi l'institution le redoute tant. Le discours dominant entend le conjurer. C'est pourquoi les sciences humaines s'intéressent si fort à la grisaille généralisatrice (il n'y a de science que du général, etc.), aux moyennes du quotidien. Et, bien sûr, tomber amoureux est toujours scandaleux. Pour que la condamnation se perpétue, il faut qu'aucun discours honorable ne puisse dire l'amour. Si ce discours devient possible, communicable, comme le discours sur la société, cela veut dire que chacun peut comprendre son expérience d'un état naissant (qui n'a jamais été amoureux ?). Or cette même expérience subversive est à l'origine des institutions sociales et de la contestation qui en est faite.

On voit alors où conduit Alberoni : ou bien le discours sur la société inclut aussi le discours sur l'amour, et la sociologie est éminemment révolutionnaire, ou bien elle rejette l'amour et elle est, tout simplement, à côté de son objet.

« Innamoramento e Amore, Garzanti, Milan, 150 pages.

l'agenda du week-end

Offres de particuliers P. a. p. 500 F. cause double emploi machine à laver la linge 6000 F. 5 kg. mot. Economie. gic. chaudi. électr. part. état. Tél. : 01-85-57 à partir 10 h. PARTICUL VERO TABLEAU CROTTI CORNELLE SURVAJE KIJNO MOULY T. 558-23-21 10-15 h. et 19-23 h.	Pour les Jeunes UN SEJOUR MERVEILLEUX pour enfants de 8 à 12 ans. VACANCES A LA FERME du Domaine de la Roche, 3270 ANJOUIN. Tél. : (54) 40-43-85 (organisme agr. p. la jeunesse et les sports).	Troisième Age VOTRE TROISIEME AGE dans un château historique à 40 km de Paris, autor. Nord Chateau d'Ermenonville (Oise), Chambres et Appartements. Pension à court ou long terme. vacances, retraites, repos, convalescence. A partir de 160 F/jour T.T.C. 6040 ERMENONVILLE. Tél. : (4) 454-01-57 et 454-00-36.	Teinturiers HOMMES D'AFFAIRES Votre situation exige une tenue élégante et impeccable. Faites nettoyer vos vêtements de valeur : vestes, gilets, week-end par un spécialiste qualité GERMAINE LESACHE 11 bis, r. de Surène 75008 Paris.
Cours LANGUES IRLV (corp. privé) 45, bd St-Michel, 75006, 33-06-70. Dictionnaire, grammaire : les mardi à 19 h. 30 ; les jeudi à 12 h. 30. Angl., esp., all., russe, français.	Pêche CAP-VERT DAKAR PÊCHE SPORTIVE AU TOUT GROS Bateaux parfaitement équipés. Ecrire LEPINAY Centre de pêche Hotel Meridien, DAKAR.	VACANCES - TOURISME - LOISIRS Mer - Montagne - Campagne ITALIE. 90 km Florence, pleine camp., 600 m. alt., tous très belle demeure, ch. 554-25-72. VAC. TROUVÉE EST-OUEST. (leisure) vision nouvelle. BP 22 92350 La Pléssis-Robinson	EN SCOTSE EN JUILLET Passez une semaine ou plus (du 26 juin au 2 août) à St Andrews, la première université de l'Ecosse. Si vous avez quelques connaissances en anglais et si vous voulez en savoir plus sur la Grande-Bretagne, inscrivez-vous maintenant. Les frais de 65 par semaine couvrent le logement, petit déjeuner, déjeuner, dîner, cours et conversations en anglais, excursions à Edimbourg et en Ecosse centrale, activités sportives, distractions et réceptions le soir. Brochures gratuites sur demande à : University, 3 St Mary's place, St Andrews, SCOTLAND.
Bijoux VENTE EXCEPTIONNELLE de diamants sous scellés certifiés (internationale) s'exp. p. l'esp. couturier G. poids 1 carat 02 VS2 30.000/100 poids 1 carat 01 VS1 42.000 F. Tél. : 548-23-02 pour rendez-vous.	Numismatique Etablissement financier J.E.G.U. achète au plus haut cours. PIÈCES DE 5 - 10 - 50 F. 45, fg Saint-Denis. T. 770-76-67.	ANNONCES CLASSÉES TELEPHONEES 296-15-01	UN SEJOUR MERVEILLEUX pour enfants de 8 à 12 ans. VACANCES A LA FERME du Domaine de la Roche, 3270 ANJOUIN. Tél. : (54) 40-43-85 (organisme agr. p. la jeunesse et les sports).
Maison de retraite RESIDENCE DU PARC Ermenonville (Oise) 40 km Paris (autoroute Nord). Retraite, soins assurés. Cadre agréable, ambiance familiale, 115 F par jour et compris. Chambres particulières tout confort. Tél. : (4) 454-00-32.	Moquette EN SOLDE grand choix de moquette. Exemple de prix vitours sur moquette en 4 m. 19,99 F/m2 moquette tissée 4,46 F le m2. Tél. : 240-72-72.		
Chemiserie Part. vit CHEMINISES ANCIENNES MARSEILLE 1200 F pièce. T. 789-02-28.			

ENVOUTEMENTS

L'ethnologue ensorcelée

A 300 kilomètres de Paris, dans le bocage de Mayenne, Jeanne Favret-Saada, ethnologue psychanalyste, a fait une plongée dans le monde obscur de la sorcellerie. Une expérience scientifique et humaine impressionnante.

CHRISTIAN DESCAMPS

JEANNE FAVRET-SAADA pratique une ethnographie originale. Après avoir, il y a plus de dix ans, analysé la violence dans les systèmes politiques tribaux arabes, elle a choisi de déplacer son regard vers le monde paysan. Cette ethnographie psychanalytique, chargée de recherches au Centre national de la recherche scientifique, a — par son analyse de la sorcellerie contemporaine — bousculé bien des idées reçues, mobilisant l'inconscient, pour déceler l'échec de l'ensorcellement.

Dans le bocage de Mayenne — à moins de 300 kilomètres de Paris — ses recherches l'amènent à rencontrer les mots qui portent la mort ou les sorts. Partie pour comprendre, pour enquêter, elle est vite prise dans des influences qui l'ensorcelent et cassent les distances savantes. Michel Leiris avait été bouleversé par l'Afrique fantôme, mais il ne mêlait pas cette expérience à son travail proprement scientifique. Jeanne Favret-Saada, elle, s'implique comme personne et comme chercheuse.

Par-delà le folklore facile et les scandales un peu éphémères, elle a raconté ce monde-là dans un livre magnifique : *Les Mots, la Mort, les Sorts* (1). Elle va bientôt publier le journal de cette expérience, qui risque de bouleverser l'ethnographie contemporaine.

« Vous avez vécu une expérience scientifique qui est aussi une expérience humaine. En analysant la sorcellerie, vous vous y êtes impliqués et vous avez mis à mal la bonne distance habituelle aux sciences humaines. »

— En partant, je ne savais pas ce qui m'attendait ; si je l'avais su, d'ailleurs, je ne serais peut-être pas partie dans le bocage. Et, sur le terrain, je me suis sans cesse demandé si je devais continuer. Car je ne suis pas du tout une héroïne. La distance sociale existe dès qu'il s'agit de paysans, et c'est une pseudo-science qui a fait des paysans le caillou de la crédulité et de l'ignorance. Vouloir parler à des paysans, c'est descendre des hauteurs confortables du savoir. Ceci n'est pas spécifique à l'étude de la sorcellerie. Si vous foudriez la famille ou la propriété foncière, vous devez aussi abandonner la « bonne distance ».

— Pourtant, en étant observatrice et observée, vous prenez un risque ; celui de faire corps avec la sorcellerie vivante, active.

— Je ne sais pas pourquoi les folkloristes et les ethnographes n'ont pas senti que se jouaient là des drames dans lesquels chacun pouvait être pris. A certains moments, il n'y a pas de place pour deux : l'un doit mourir. Pendant six mois, j'ai vécu en Mayenne, sans m'occuper directement de la sorcellerie. Mais j'ai appris à rencontrer des paysans,

à comprendre leur humour, qui est tellement corrodé dès qu'il s'agit de parler des nobles, de la télévision, des nouveaux riches. Il y a là une ironie sociale fantastique.

Malheurs

— Comment rencontrez-vous la sorcellerie puis-je vous dire qu'elle fuit sans cesse ?

— On ne peut pas vraiment parler de sorcellerie avec des gens qui n'y sont pas pris. Pour y comprendre quelque chose, il faut avoir vécu des malheurs à répétition, des catastrophes quotidiennes inattendues. Sans cette rencontre décisive, il est extraordinairement difficile de se représenter ce que ressent un ensorcelé. Jamais un ensorcelé ne fera part de cette expérience terrifiante à quelqu'un qui n'y a pas aussi été pris. Donc, pendant six mois, personne ne m'en a parlé, sinon avec distance ou avec mépris. On ne me disait que des choses comme : « Le ver intestinal est au corps ce que le sort est à l'ensorcelé ; le dernier ver, on ne le détruit jamais. »

Bien sûr, je voyais là-dedans des structures de pensée, mais l'expérience elle-même m'échappait. Quand j'essayais de comprendre plus, on m'opposait le silence ; puis ce sont mes interlocuteurs qui m'ont peu à peu interprétés comme étant pris dans ces réseaux. Lorsque j'étais là-bas, mon fils était malade, et la médecine officielle n'y comprenait rien. J'ai raconté cela, et cette expérience vécue m'a mis de plain-pied avec un certain nombre de gens. Il m'a alors été possible de communiquer, de ne pas être simplement quelqu'un qui écoute. Je ne disais pas seulement : « Je fais une recherche, je prépare ma thèse », je racontais aussi, ce qui était tout à fait vrai : « Je fais des cauchemars ». Et puis, un jour, l'un de mes interlocuteurs m'a dit : « Arrêtez, vous allez crever. Vous avez eu encore un accident de voiture ; je vais vous emmener chez ma déesse ». »

— Vous y allez donc, et là vous n'êtes plus seulement ethnographe, vous ne vous contentez plus de noter des récits : vous vous trouvez complètement impliqués dans ces réseaux. Ce que vous rencontrez n'a pas grand-chose à voir avec les situations spectaculaires dont se nourrit souvent la presse à scandale.

— En effet, ce dont parle la presse à scandale, ce sont des ratés. Elle ne s'intéresse qu'aux désenvolements excentriques qui font des erreurs, qui mettent le feu à la maison. On ne parle jamais, en fait, des désenvolements « normaux ».

— La sorcellerie commence-t-elle avec les malheurs en série. Le tracteur tombe en panne, l'enfant est malade, les vaches meurent, et tout cela fait système : il y a un sort. Vous, vous avez eu une série d'accidents de voiture.

— Je côtoyais des gens pris dans des séries de malheurs. A partir d'un certain moment, il m'en est arrivé aussi : une suite d'accidents d'auto. A cette époque, j'étais en analyse, mais aussi je tenais un journal, ce qui — peut-être — me faisait vivre cela un peu différemment. On n'arrive pas à étudier la sorcellerie, ou le malheur en gardant totalement son sang-froid. Quand on me disait : « Vos mains tremblent », ce qui voulait dire : vous êtes ensorcelée, ou : « Vos yeux jettent des flammes », ce qui impliquait : vous êtes forte, je laissais toujours les autres interpréter. Mais c'était aussi extraordinairement inconfortable, car je vivais cela comme une dépersonnalisation. Alors, tous les soirs, je tenais ce journal, où je tentais, par la précision, d'y comprendre quelque chose.

— Comment rencontriez-vous les gens ? Comment arriviez-vous à parler avec eux ?

— C'était à chaque fois une épreuve. Un jour, j'ai rendez-vous avec un boucher. J'arrive chez lui, on me dit : « Il a été retenu au conseil municipal ». Alors, sa vieille tante se met à m'interroger, et sans cesse elle répète : « Vous savez, moi, je n'y crois pas du tout. » En fait, elle veut que je lui apprenne des choses, mais elle tient aussi à me tester ; elle veut savoir si j'en sais assez, et si je suis suffisamment discrète. Elle répète sans cesse que toutes ces histoires de sorcellerie n'existent pas. Quand je lui parle d'une certaine Mme Marie, elle fait semblant de se tromper de nom. Ensuite, la femme du boucher arrive, et elle se met à préparer le repas, à vouloir m'expulser. Enfin, le boucher rentre et, au bout d'un quart d'heure, il montre enfin le sachet rouge sang

qu'il porte sur la poitrine. A ce moment-là, c'est gagné, il me parle vraiment.

— Comment pourriez-vous décrire le réseau de la sorcellerie ?

— Au début, il y a donc le malheur. Les clés meurent, la terre subit des orages, la femme avorte, tout y passe. Les séries animales, les séries humaines. Pendant un temps on ne dit rien ; puis quelqu'un de l'extérieur que j'appelle « l'annonceur » vient porter un diagnostic. C'est souvent un ami de la famille qui vient dire : « Quelqu'un vous veut du mal. » Régulièrement, l'ensorcelé doit dire : « Mais non, cela n'a rien à voir. » Ce n'est qu'ensuite que l'annonceur va emmener l'ensorcelé chez le désenvolement. Et celui-là, — grâce à des cartes — va chercher qui est coupable. Son travail consiste alors à déplacer le nom du coupable. Celui qui m'a ensorcelé n'est pas ce beau-frère-ci avec qui j'ai un conflit réel et violent, mais toujours quelqu'un d'autre. Déplacer, dans cette société, c'est alors éviter les coups de foudre tout à fait réels. Car il importe que l'ensorcelé soit une personne qui n'est relativement indifférente. A ce moment, donc, les désenvolements — rituellement — font des combats minés, où ils souffrent un peu comme les shamans que décrit l'ethnologue.

— Ensuite, l'on doit être capable de vérifier les effets du désenvolement sur le sorcier. Pour cela, l'ensorcelé doit avoir un comportement tout à fait caractéristique à l'égard de celui qu'il considère comme son sorcier. Je dois marquer que je suis désensorcelé, que j'accuse quelqu'un, et qu'il va lui arriver des catastrophes.

On ment

— Pourquoi la sorcellerie a-t-elle été, jusqu'ici, si peu analysée ? Et pourquoi, quand elle l'est, fait-elle toujours scandale ? On a fait de vous la sorcière du C.N.R.S. Comment avez-vous vécu cette croyance ?

— D'abord, les paysans à la fois y croient et n'y croient pas du tout. Par exemple, on doit tout dire à son désenvolement. Mais tout le monde ment aussi. Moi, j'ai menti quand il me donnait des ordres qui ne me convenaient pas du tout. Au début, j'ai cru que je trichais ; puis, très vite, je me suis rendu compte que cette résistance n'était pas seulement celle de l'ethnographie, mais celle de tout le monde. D'un côté l'on se donne complètement au désenvolement, mais de l'autre l'on se réserve aussi. Les ensorcelés ne sont pas plus bêtes que tout un chacun. Ils ont le sens de ce qu'ils font. Ils ne croient pas que par la sorcellerie et que nous, nous avons la science. Comme tout être humain, comme vous et moi, ils sont partagés.

— Les sociologues acceptent assez aisément les différences, à condition qu'on leur parle des Indiens Bororo ou des Ganyakis. Pourquoi résiste-t-on autant lorsqu'il s'agit de la sorcellerie ? Et comment, vous psychanalyste, avez-vous analysé ces symptômes ?

— D'abord, il est toujours plus facile de parler de ce qui est très loin. Mais, fondamentalement, je

crois que l'analyse et le désenvolement traitent du même phénomène. Que peut-on faire quand on se trouve pris dans un malheur à répétition ? Pourtant, les deux types de cures sont inverses. Même s'ils s'adressent à des milieux différents. En pensant à la dissolution de l'Ecole freudienne, j'ai compris que l'analyse était le mode de guérison de l'intelligentsia et de la petite bourgeoisie, alors que la sorcellerie fonctionnait, elle, ailleurs.

— Mais dire cela, ce n'est pas du tout avancer que la sorcellerie est la psychanalyse du pauvre. Au contraire, je crois qu'elle a la même dignité. Ces deux modes de guérison sont imprévisibles, et, dans chaque cas, on ne sait pas ce qui marche. Cela devrait rabattre les prétentions de la psychanalyse.

— Le désenvolement et la psychanalyse reposeraient sur la croyance ?

— Quand la psychanalyse se dévalue, les analystes partent. Dans les deux cas, il y a de la croyance. Ainsi, la croyance au nom de l'analyste, à la situation sociale, à sa reconnaissance, joue un rôle décisif. Mais la psychanalyse dure longtemps, alors que le désenvolement est bref : il ne dure jamais plus de quelques semaines. Ces deux techniques ont pour but de redonner de l'énergie. Mais, si le désenvolement est presque toujours réussi, souvent, l'analyse ne réussit, elle, que très partiellement.

— Pourquoi le désenvolement s'avère-t-il si efficace ?

— Peut-être parce que, dans le désenvolement, c'est toujours la faute de quelqu'un d'autre. Si la psychanalyse est longue, difficile et périlleuse, c'est souvent parce que c'est « de la faute » du sujet. Et puis, le désenvolement accepte mieux la faiblesse. Si ça ne marche pas avec un désenvolement, on en prend un autre.

— Pendant votre enquête en Mayenne, vous avez conjointement l'expérience du désenvolement et celle de l'analyse.

— Cela n'allait pas du tout ensemble. Je ne pouvais parler du désenvolement en analyse. J'étais quasi amnésique dans ce registre-là. Mes réactions au désenvolement étaient absentes de mes rêves. Ma désenvolemente, elle, savait que j'étais en analyse, elle avait vu un film sur Freud à la télévision ; mais cela lui était complètement égal car elle me tenait, ailleurs, beaucoup plus. Elle savait que j'avais un autre langage, mais cela ne l'impressionnait pas du tout. Car, dès qu'elle tirait ses cartes de tarot ou de plouet, elle interprétait tout en termes d'agression et elle me sentait à sa merci. Dans ce danger perpétuel, dans ces glissements de verbe, je ressentais un pouvoir fantasmagorique extraordinaire. A tout cela mon langage savait ne résister pas du tout.

— Qu'est-ce qui vous a poussé à vous faire désenvolement ?

— Les récits que j'entendais à longueur de journées étaient pleins de danger. A force, on ne peut éviter d'être atteinte. Et puis, quand des paysans vous disent : « Vous êtes prise », « Faites-vous désenvolement », vous acceptez tout de suite. J'y suis allée, tout à fait sceptique, et tout à fait engagée.

— On avait, jusque-là, toujours décrit la sorcellerie comme un phénomène archaïque. Et au monde rural. La sorcellerie n'est-elle pas impossible dans l'anonymat de la ville ?

— Les formes de sorcellerie que j'ai rencontrées ne supposent pas simplement le bocage, elles supposent un réseau d'interconnaissance. Je dois être capable d'identifier quelqu'un comme mon sorcier, et cela doit produire de l'effet. C'est presque impossible en ville.

Secrets

— Le diable semble quasiment absent de la sorcellerie.

— En effet, on ne parle jamais ni du diable ni du bon Dieu. Mais bien des gens utilisent la sorcellerie après avoir été déçus par les exorcistes. Vous savez, quand on est dans le malheur, on essaie tout.

— Le malheur est-il absolument nécessaire à la sorcellerie ?

— Absolument : la sorcellerie joue sur le malheur, sur la mort, et pas du tout sur l'amour et l'ambition. Mais, là encore, nous ne sommes pas si loin de l'analyse. Quand une histoire d'amour va bien, on n'en parle pas en analyse.

— Le monde de la sorcellerie ne parle pas. Or, nous en ce moment, nous en parlons. Ne sommes-nous pas en train de révéler ce qui devrait rester secret ?

— Les commentaires les plus répandus sur ce que j'ai fait viennent du monde paysan. Généralement, les gens ont été contents que quelqu'un, qui a un statut universitaire, montre que les paysans ne sont pas des arriérés. Si mon livre a eu un impact, il l'a eu en changeant, un peu, l'image de la paysannerie. D'ailleurs, j'ai pris soin de ne pas raconter les secrets — qui n'ont de toute façon pas d'importance — puisqu'il suffit qu'il y en ait un. Mais, pourtant, les journalistes n'arrivent pas de me dire : « Maintenant que nous avons fermé le micro, entre nous, n'y a-t-il pas la seule histoire de charlatans ? » Réagir ainsi, c'est vraiment ne rien comprendre à la croyance. C'est faire comme si, nous autres, nous y étions extérieurement. Pourtant, nous aussi, nous avons avalé des couleuvres politiques, des croyances politiques. Mais les intellectuels n'acceptent jamais le fait de croire. Un intellectuel qui croit appelle cela de la théorie. Il réserve la croyance aux paysans.

— Est-ce que d'autres chercheurs ont envie de tenter ce genre d'expérience, cette implication totale de l'ethnographie ?

— Je n'en n'ai pas rencontré beaucoup. Certains reconnaissent que cette recherche est passionnante. Puis, un quart d'heure après, ils me disent : « J'ai l'habitude, pendant le week-end, de Dire cela, c'est vouloir garder la distance du savoir. Et, dans ce cas, l'on ne verra rien. Personne n'est forcé de faire des sciences humaines. Mais, si l'on en fait, on doit être capable de s'y impliquer. J'ai toujours pensé que l'ethnologie pouvait être autre chose qu'une profession.

— Le fait d'être une femme a-t-il joué un rôle dans votre expérience ?

— L'univers de la sorcellerie est mixte. Sur le terrain, il n'y a pas de différence des sexes. Mais le fait d'être une femme a fait évidemment rencontrer des limitations évidentes. Les désenvolements hommes me décourageaient souvent sur le mode d'une agression sexuelle directe, et puis l'opinion publique me forçait à avoir le comportement d'une « femme honnête ». Sur le terrain, j'ai donc accepté de ne pas avoir la maîtrise de ce qui se passait. Et c'est peut-être là que je me suis révélée femme, dans cette capacité d'accepter de ne pas avoir de maîtrise. »



TUDOR BARUS

(1) Gallimard, 1978.

ALERTE

La Terre devient chauve

La terre, la mer, l'atmosphère s'appauvrissent. La gestion de notre planète, en bons pères de famille, devient une priorité. La communauté scientifique internationale s'est déjà mobilisée.

MARC AMBROISE-RENDU

AUX blindes soviétiques
fermeillent dans les rues
de Kaboul, Jimmy
Carter a répondu en
coupant les vivres
de blé à l'U.R.S.S.
C'était la première fois
que les États-Unis
usent d'une manœuvre
aussi brutale de l'arme
alimentaire. L'Amérique
du Nord grenier du monde, voilà
qui doit conforter l'assurance des
« farmers » du Middle-West.
Même enfermés dans un spie-
der, les Russes ne peuvent pas
mangerait plus qu'il leur fait.
Et n'oublions qu'un détail : pour
98 % leurs productions agricoles
ont été obtenues, à l'origine, à
partir de plantes de source
étrangère. Les espèces végétales
font partie du trésor collectif de
l'humanité. Elles ne peuvent pas
d'être elles disparaissent, ou que ce
soit, l'héritage de nos enfants
s'émiette d'autant.

Cette évidence, une poignée de naturalistes la clament depuis un siècle. On leur a concédé quelques parcs nationaux, des arboretums, des « jardins des plantes ».

Dans l'esprit des gouvernants, ces pieux conservateurs sont davantage des lieux de détente que des réserves génétiques. Après nous le déluge ! Au reste, la science et la technique désormais toutes-puissantes n'inventeront-elles pas ce que la nature nous refuse ? (1).

A leur tour, à partir des années 70, les experts du Club de Rome virent surgir de leurs ordinateurs des courbes inquiétantes. La croissance a ses limites, dirent-ils. Si les peuples continuent à gaspiller l'énergie et les ressources naturelles ils courent à la catastrophe. On les accusa d'ériger une doctrine réactionnaire : celle de la croissance zéro.

Ils ne la souhaitaient pas, ils l'annonçaient. La roide présente au rendez-vous, à la stupeur des autres membres. Quant aux naturalistes, ils ont enfin obtenu qu'on leur ait permis d'aller à la prairie. Après trois ans de travail, au cours desquels on a consulté d'un millier de scientifiques dans une centaine de pays, plusieurs organismes internationaux (2) viennent de proposer à tous les gouvernements de la planète d'adopter une stratégie de la conservation.

« Dans leur soif de développement économique et d'exploitation des richesses naturelles, les hommes doivent accepter le fait que les ressources et les capacités des écosystèmes sont limitées. Ils doivent aussi tenir compte des besoins des générations futures. » Tels sont les premiers mots du document rendu public et sa justification. Il y a huit ans déjà, les « hurleris » du Club de Rome ne disaient pas autre chose.

Il est vrai que depuis leur cri-
 alerte les observations se sont
 multipliées. Par touches succe-
 sives elles composent un tableau
 plutôt sombre de l'état du monde.
 Tous les éléments naturels sans
 exception sont menacés : l'eau,
 l'air, les sols, les gisements fos-
 siles, la végétation, les animaux,
 et même les climats.

Loin de s'étendre, les surfaces
des terres labourables rétrécissent
comme peau de chagrin. A la
cadence actuelle, le tiers des sols
cultivables seront inutilisables
dans vingt ans. Le désert mange
chaque année un territoire grand
comme deux fois la Belgique.

Sur les pentes déboisées, s'exerce une intense érosion qui, en Inde par exemple, précipite dans les rivières puis à la mer 6 milliards de tonnes de terre chaque année. Dans les pays industrialisés les plaines fertiles se couvrent de béton et d'asphalte ; en Amérique du Nord 480 000 hectares sont ainsi stérilisés annuellement.

La terre devient chauve. Dans nombre de pays en développement, les villages n'ont d'autre combustible que le bois. Ils ont compté jusqu'à moindre balais et, faute de mieux, brûlent les résidus agricoles et même les bœufs de vache. On a calculé que 450 millions de tonnes d'engrais disparaissent chaque année en fumée alors que les champs en manquent cruellement. Devant les trompeuses et les bulldozers les forêts tropicales — écologiquement les plus riches de la planète — s'abattent au rythme de 30 hectares à la seconde. Si les richesses naturelles ne disparaissent pas totalement, il en restera à peine un cinquième. Mais les futures de l'Ouest africain, de la Malaisie, de l'Indonésie et des Philippines ne passeront pas le siècle.

Cignotants

Les océans eux-mêmes s'appauvrissent. On connaît les méfaits de la pollution et les excès d'une pêche immodérée. Mais on ignore que les zones humides, les marais littoraux, les estuaires, sont le garde-manger des espèces marines. Or on s'acharne partout à les assécher, à les combler, à les convertir d'usines.

L'atmosphère se charge de nuages acides sortis des cheminées des zones industrielles et d'innombrables combustions lâchent leur oxyde de carbone dont le taux s'élève lentement. La synergie de tous ces effets ne va-t-elle pas induire des changements climatiques qui, même modestes, pourraient avoir d'immenses conséquences ? On commence à le redouter sérieusement.

Enfin, pillées et pourchassées par les bummes, soumises surtout à des modifications de leur milieu de vie, vingt-cinq mille espèces de plantes et mille espèces d'animaux sont menacées

Voilà, parmi bien d'autres déjà connus, quelques-uns des éléments lumineux qui s'allument sur le tableau de bord de notre espace spatial. Il est temps que les pilotes reprennent des commandes et freinent. Nous n'avons qu'une Terre, c'est sa mince couche de sol, d'eau et d'atmosphère dans laquelle se développe la vie. Ailleurs, nous ne savons à présent, n'existent aucune ressource exploitable et nulle place pour évacuer quelques-uns des six milliards d'hommes de l'an 2000.

UN ÉVÉNEMENT

(jusqu'au 23 mars)

THÉÂTRE DE LA POTINIÈRE

(22) CONTES DE

UNESCO

MISE EN
SAISON DE

SCENE DE
CLAUDE CONFORDES

ALAIN LETORT

REPÈRES

Le retour du topinambour

Le ministre de l'agriculture a donné son accord pour une expérimentation en 1980 sur une surface significative, dans le département de l'Aveyron, pour la production d'alcool de topinambour. Il s'agit d'une unité allant de la culture jusqu'à la récolte, la fermentation et la distillation du topinambour dont le rendement serait très avantageux dans la production d'alcool combustible.

La lanterne rouge de la recherche

La Grande-Bretagne est le seul pays européen dont les investissements dans la recherche ont diminué entre 1967 et 1975, constate une étude que vient de publier une commission gouvernementale. C'est le Japon, la R.F.A., la Suède et la Suisse qui sont les pays les plus innovateurs.

Si les Etats-Unis et les Pays-Bas perdent l'avance, la France et la Belgique remontent la pente. (Source : Financial Times.)

L'informatique en boutiques

Le marché américain des ordinateurs va quadrupler d'ici à 1983, prédisent les experts pour atteindre un milliard de dollars. Ces prophéties ont incité de nombreux firmes à se lancer dans le commerce de détail. Mais beaucoup déchantent car les marchés s'ombrassent. La demande des consommateurs est chancelante et certains grands firmes ont leurs propres magasins. Si bien qu'un bon tiers des mille boutiques américaines de ce type ont déjà fermé leurs portes. Les ventes des prochains dix-huit mois (Smorg - Business Week).

**Pour mieux
comprendre
1980.**

Le Monde

**BILAN
ECONOMIQUE
ET SOCIAL
1979**

LES NOUVEAUX CHOCS

20F

En vente
chez votre marchand de journaux

L'ethnologie

A 300 kilomètres de Paris, dans le
Favre-Seade clinique psychanalyt
monde obscur de la courtoisie. U
humaine impressionnante.

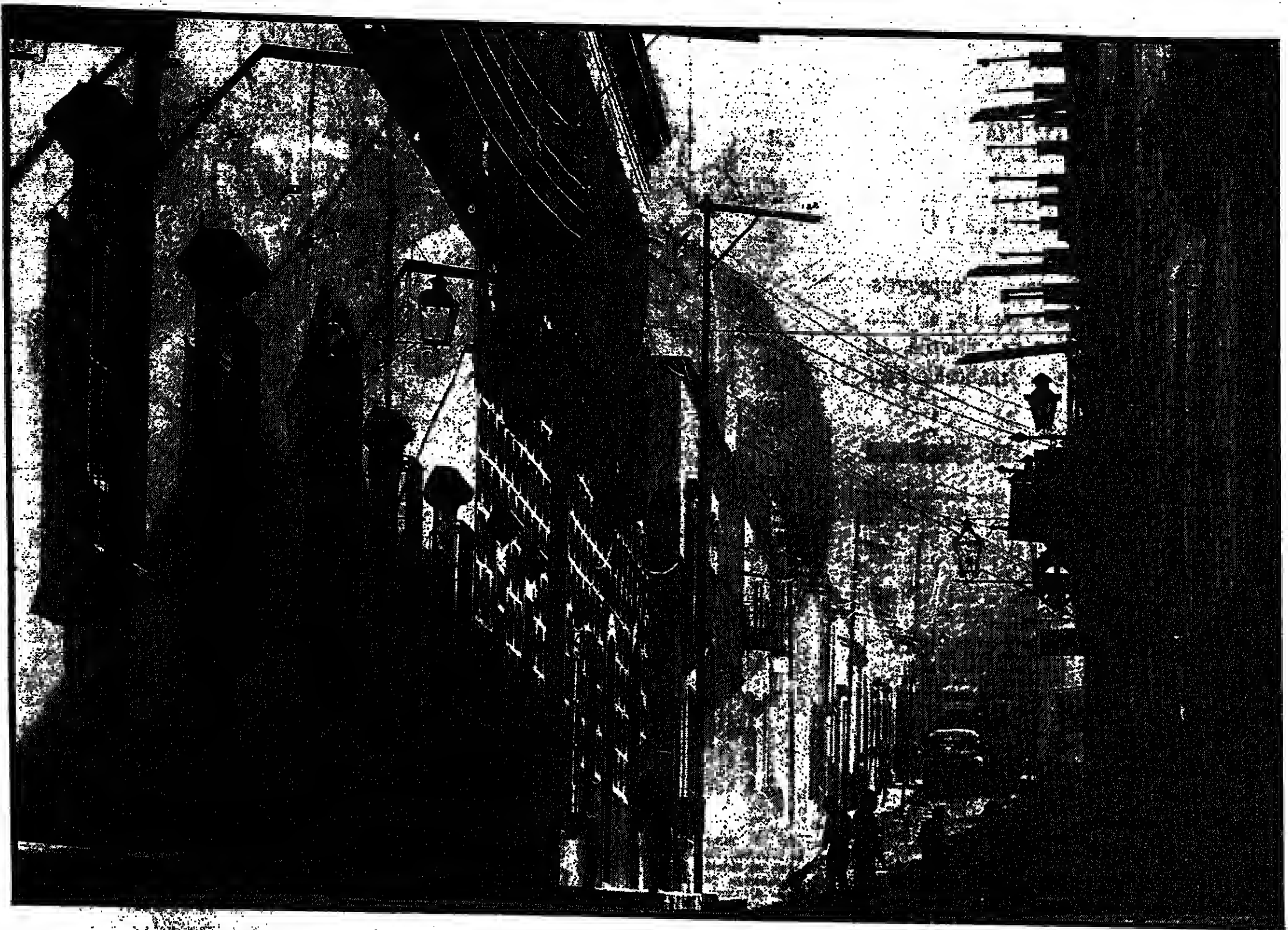
CHRISTIAN DEW

MILWAUKEE

[illegible]

7) Gallimard, 1379.

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ



GEORG GERSTER/RAPEO

COMMUNES

Mieux gérer la ville

La commune n'est pas une entreprise. Mais le management permet de maîtriser des contraintes multiples. Il pourrait redonner de nouveaux espaces aux choix politiques.

PIERRE ZÉMOR (*)

SACRIFIANT au mythe des méthodes modernes de gestion éprouvées dans l'entreprise, peut-on les transposer dans la conduite des affaires municipales? A priori, non, pour deux raisons essentielles et d'ordre structurel.

Le premier motif de rejet du management par la ville est le plus évident : il a constitué — sous des présentations techniques et idéologiques — le principal argument de défense des acteurs locaux : une commune n'est pas une entreprise, les finalités sont fondamentalement différentes ; la rentabilité financière n'est pas la priorité ; la politique — au sens partisan — constitue une variable exogène quasiment aléatoire. Même si l'on s'efforce de se limiter à la P.M.E. ou à l'entreprise déjà grande que constitue une mairie, force est de constater que la gestion municipale, au-delà de l'administration des moyens municipaux et de l'offre de services au public local, est pour une bonne part faite d'interventions de toutes natures sur le territoire communal : maintien et aménagement du cadre de vie, développement des activités, assistance et aides, communication avec une population, contribution à l'animation de la vie locale.

La seconde raison est moins connue, notamment des élus, des praticiens municipaux ou des agents locaux des administrations, mais aussi des chefs ou responsables d'entreprise. Elle tient à l'idée réductrice que l'on se fait du management. Le fonctionnement complexe des organisations que sont les entreprises ou les collectivités locales interdit de se contenter de fractionner leur gestion en une série de sous-ensembles, de fonctions (production, commercial, financier...) ou de problèmes à résoudre, en face desquels on pourrait disposer d'une panoplie d'outils et de méthodes de gestion. Si une telle partition est, dans certaines limites, utile, elle ne permet pas pour autant la maîtrise et la conduite d'une institution.

Ce qui signifie que le management doit être en plus — et beaucoup plus — une « politique générale » de l'organisation, c'est-à-dire la capacité permanente de diagnostic, d'analyse des situations et des contraintes, d'adaptation stratégique, de mise en œuvre des moyens, de modification des procédures, enfin d'évaluation des résultats et des modes de fonctionnement.

Qui décide ?

Une telle définition, ambitieuse et globale, ne peut être rejetée par aucun dirigeant ou responsable. Elle induit de l'organisation — entreprise ou commune — une approche exigeante qui ne peut plus se satisfaire des seuls modèles rationnels, les plus présents dans le discours : organigrammes, procédures ou textes officiels, absolu du calcul économique et des recherches d'optimisation. Inventaire exhaustif des solutions et des critères de choix, incarnation dans un acteur abstrait et unique de l'intérêt général ou d'une synthèse des objectifs, faisant faillie cas des contradictions de la réalité.

Plus tôt que l'entreprise — plus empiriquement et plus intuitivement aussi — la collectivité locale doit faire appel à d'autres modèles explicatifs du fonctionnement des organisations. Il n'est pas, en effet, très simple de répondre à la question : « Qui décide la ville ? » ; qui la fait et qui la gère ? Les élus, certes, mais aussi les cadres et le personnel municipal ; l'administration sous la forme des différents tutelles (préfecture, finances, technique des services départementaux des ministères) ; également tout un ensemble d'organismes pararmunicipaux (régies, offices, sociétés d'économie

mixte...) ou supra-municipaux (syndicats, districts, communautés...) ; bien entendu, enfin, la population par ses bulletins de vote, plus fréquemment par ses associations ou par les différents groupes de pression et les « agents économiques » (commerçants, entreprises, unions syndicales, de consommateurs, etc.). Chacune de ces catégories d'acteurs a ses objectifs et ses propres contraintes, sa manière d'analyser les événements et ses habitudes de travail, qui favorisent certaines solutions dans sa propre logique (celle du chef d'un bureau municipal, de l'association sportive ou du service des permis de construire dans la direction départementale de l'équipement).

Dans le monde des affaires aussi les centres de décision sont multiples. Les propriétaires du capital qui, avec l'Etat et le système bancaire, interviennent à la manière de tutelles, les dirigeants et la technocratie

partagée en divers « départements » munis chacun de sa propre logique, le personnel, et, bien entendu, le marché (les clients, leurs attentes, les tendances de la demande), l'environnement (concurrence, fournisseurs, syndicats, organisations professionnelles, filiales, etc.). Les comportements, les logiques et les politiques institutionnelles ou les jeux de pouvoirs entre les principaux acteurs font que les choix d'organisation et les décisions de gestion sont issus à la fois de processus d'élaboration de type bureaucratique (1) et de marchandage ou de compromis traduisant les rapports de force.

Quel élu local ne retrouverait pas dans cette formulation les termes les mieux adaptés à la description des systèmes communales ou du système politico-administratif dans lequel il est inséré ?

(*) Professeur associé au C.E.S.A. (C.E.S.A., I.S.A., C.F.O.) ; organisateur-conseil

Le management dispose donc d'éclairages qui autorisent l'analyse et l'action dans des organisations aux modes de fonctionnement plus subtils. Dans certains cas, la commune offre un excellent terrain pour illustrer certains concepts. Des travaux sur la ville auraient certainement permis de mettre depuis longtemps en évidence comment l'histoire, les données du site, la géographie, le symbolisme de l'urbanisme, le rayonnement de certaines manifestations, l'image de la commune, le style d'animation municipale, la personnalité du maire, un inconscient collectif — à la fois effet et cause — de la population, conditionnent largement la gestion municipale, interdisent certains changements stratégiques, n'autorisent que certaines formes d'organisation.

Peut-on imaginer que les « transferts de technologie de gestion » ne se fassent plus à sens unique ? Que les démarches

soient mises au point pour la conduite d'opérations complexes, en aménagement urbain par exemple, bénéficient à des groupes industriels ? Ou que la gestion municipale à faible degré de liberté éclaire le comportement de certaines entreprises ?

C'est incontestablement dans cette voie d'échanges réciproques, de symétrie rétablie, que le management peut avoir un avenir dans les collectivités locales. Et encore un avenir lointain. Car il ne suffira pas que l'apporteur de la bonne parole de gestion abandonne son attaché-case ou prenne le visage d'un animateur en col roulé : il faudra passer par le temps d'un management spécifique à la ville.

Le pari

Plus de rationalité peut et doit être apportée dans la gestion communale. Une gestion de trésorerie plus serrée peut procurer à la municipalité de nouveaux degrés de liberté dans le fonctionnement et quelques capacités supplémentaires d'investissement. Des attitudes nouvelles vont d'autant mieux apparaître que des réformes dans la répartition du pouvoir des collectivités locales et des administrations y contribueront, en amenant les élus à rechercher les priorités pour l'utilisation de dotations maintenant globales.

Mais l'exigence de rationalité est nécessairement « limitée » — selon la formule consacrée par Herbert Simon (2). On ne peut plus céder à l'illusion de la meilleure solution sélectionnée tous critères retenus. Le pari est celui d'une maîtrise des stratégies des différents acteurs et d'une bonne gestion sous contraintes multiples. L'enjeu : redonner de nouveaux espaces aux choix politiques.

(1) Au sens où la sociologie des organisations, et en particulier Michel Crozier, l'entendait.
(2) Prix Nobel d'économie en 1978 qui a critiqué le concept d'optimisation et proposé des modèles à la fois plus riches et plus proches des comportements réels.

Anglo-Continental... vient en tête pour l'anglais en Angleterre

Anglo-Continental Educational Group (ACEG) est un groupe de 12 écoles de langue de première catégorie, disposant d'une expérience de plus de 25 années et travaillant avec les méthodes d'enseignement modernes.

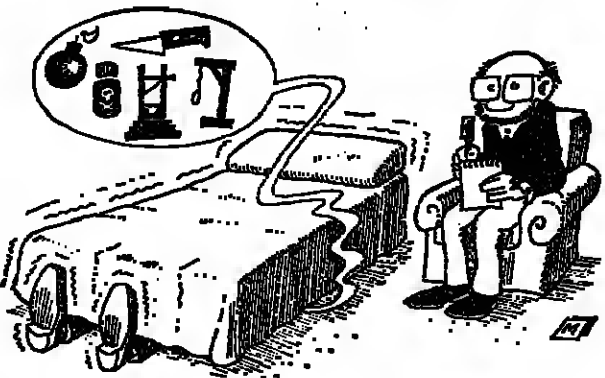
- Cours de langue générale, intensifs et études très intensives
- Cours préparatoires aux examens
- Cours spéciaux pour secrétaires, commerçants, personnel de banque et professeurs d'anglais
- Cours de vacances pour enfants, adolescents et adultes
- Logements choisis avec grand soin.

Demandez, sans engagement, le programme des cours ACEG.

ACEG 33 Windsor Road, Bournemouth, Angleterre. Tél. 22 21 28, Telex 41438

ACEG Seefeldstrasse 17, CH-8008 Zurich/Suisse. Tél. 01/4773 11, Telex 32 523

Nom	Prénom	P.B.
Rue	No postal	Numéro



(fs 12), avec la psychanalyse naissante (le 13), enfin, un panorama de l'hystérie au présent (le 14). Cet ensemble a pour titre : « Histoire d'un mal-entendu ».

Le soir, des analyses parsoronn du divan. Dominique Frischer qui a écrit en 1877 *Les analyses parlent*, fait entendre sur les ondes les vax de ceux — intellectuels, oréateurs, mels parés — qui un jour sont partis à la recherche d'eux-mêmes. Les cinq émissions sont ouvertes, et sans dogmatisme, laissent s'exprimer les points de vue parfois violents qui déclarent ou portent eux nux, la psychanalyse.

LE WEEK-END

● **FRANCE-INTKRE** : 5 h.
L. Bonna : 8 h. 30, Revue de
presse : 8 h. 45, Chroniques de
M. Droit : 9 h. 10, La Clavier ve
10 h. 30, Avec... : 11 h. 15, Les
Vieilles de... : 12 h. 15, Les
Vieilles de... : 12 h. 15, Les
Le jeu des 1 000 F : 13 h. Samedi
actualité magazines, L'Y. Mou-
rrou : 14 h. 5, L'oreille ex-
coin : 18 h. Les étoiles de
France-Inter : 20 h. La tribune
de l'histoire, par A. Casteln et
A. Decaux : Les Antilles et
tamps de l'abolition de l'escla-
vage (le 8) : Quand la révolu-

tion se levait le 15; 21 h. 15.
La musique est à vous, par
Chau. 22 h. 22.
la nuit; 23 h. 3.
monde, de M. Godard; 0 h. 5.
Aur; 3 h. 1.
Acha; 3 h. 1.
• EUROPE 1 : 5 h. Y. Hg.
guitte; 8 h. A. Dumazet et B.
1414 h. Pierre qui roula, de
J.-J. Lafont; 17 h. 30. Football
20 h. Htt-parade des clubs
22 h. F. Diwo; 20 h. 30. But par but
22 h. 45. Concerto pour transis
tore d'E. Lipmann; 0 h. Viviane
2 h. 1. Service de nuit, avec
F. Diwo.
• R.T.L. : 5 h. J.-P. Im
bach; 8 h. 30, Stop ou encore.

Disco-show, de B. Schu : 22 h. 15.
 W.R.T.L. Live, de D. Farran :
 3 h. Variétés.
 e R.M.-C. : 5 h. Max La Poma-
 tte ; 8 h. 30. Melede ;
 9 h. 15. Gilmann et P. Com-
 tellier ; 9 h. La grille musicale ;
 12 h. Télé-match ; 13 h 30. La
 discothèque d'une personnalité ;
 15 h. Hit-parade, avec F. Bulak ;
 17 h. 18. Cent ans de music-hall ;
 18 h. 30. Le journal de P. Zehr ;
 19 h. 15. J. Prolli ; 30 h. M. Coteh.

DEMANCE

● **FRANCE - L'INTER** : 5 h.
 1. Bazon : 0 h 30 (et à 14 h).
 L'oreille en cotu : 12 h. Diman-
 ches actualités magazine, avec
 Y. Mourouzi : 18 h. Spectacle
 Inter : 20 h. Le masque et la
 plume : 21 h. 15. La musique
 est à voix : 22 h. 10. Jam-
 pirage, d'A. Francis : 23 h. 5.
 2. Mirages, de J. Tardieu : 0 h.
 L'inter de J. Deaux : 1 h. 30.
 Les choses de la nuit.

● **EUROPE 1** : 8 h. 35. Cst.
 dimanche, de C. Morin et Ma-
 rtyse : 12 h. 30. Europe 1 de
 14 h. 30. Les grands films de
 l'été : 16 h. Dr. J. J. de

Mr Yann, de Y Hégau: 16 h.
Hit-parade: 18 h 30. Europeo-
r: 18 h. Club de la presse.
Georges Marchais (la 9):
20 h. 15. Chlorophylle: 22 h 45.
Pour ceux qui aiment le jazz:
20 h. Viviane: 1 h. Service de
nuit.

■ RTL: 6 h. J-P Im-
mach: 9 h 30. Stop on encore:
13 h 15. L'interview-événement:
13 h 30. Poste restante, da
■ B. Beby: 10 h 30. Hit-
parade, avec A. Torrent: 21 h.

Grand orchestre, de P. Blegat ;
2 h 15. WRT-L. Hit-parade
des clubs, avec B. Schn ; 3 h.
Amédée.
● H.M.-C. : 0 h. 30 J. Amédée ;
9 h. Banco, avec P. Sulak ;
11 h. Le Choquette-club, avec
P. Chabrier ; 12 h. 50. Le hit-
parade des 45 tours, avec J. Mé-
déo ; 13 h. De la musique et
du sport, avec B. Spindler et
P. Sulak ; 19 h. Le hit-parade
des 33 tours ; 30 h. 30. Musique
de la musique ; 22 h. Magazine lit-

jours
caines

ELS **US**

de Chezy 92200 Neuilly Tél. 637-35-6

4

- 7 h. 2. Matinales.
- 9 h. Les châmes de la connaissance : Logos des uns, langage des autres (le langage des chames) ; à 9 h. 32. Etiole d'un mal entendu.
(Lire notre adduction.)
- 10 h. Le Echo au hasard.
- 10 h. 7. Les Hundis de l'histoire : Le Bible à l'nassance du paysin.
- 10 h. 8. La langue de la margare : « Les sources régionales du pays de Nîoc, les sources régionales de la Savole », avec J. Cuisenier.
- 11 h. Les échanges linguistiques : Echanges musicaux franco-suisses.
- 12 h. 6. Agora... avec F. Miquel.
- 12 h. 8. Pansons : Indres.
- 13 h. 30. Atelier de recherche vocale
- 14 h. Sons : Enfantines (Elles au bain)
- 14 h. 8. Livres : L'écho lointain de l'orages », de D. Lessing.
- 14 h. 47. Bureau de contact (et à 17 h. 25).
- 15 h. 8. Les recherches en sciences humaines aujourd'hui.
- 15 h. 10. Les travaux et les jours... de P. Grimal.
- 15 h. 30. Le sommeil et le rêve chez les animaux.
- 17 h. Quinzaine d'échanges musicaux franco-suisses : Les trois Viennois et l'amitié (Bern Webern, Schoenberg).
- 18 h. 8. Fête de l'union des mariés, d'après Barbey d'Aureville.
- 19 h. 30. Présentation des arts : Art naïf.
- 20 h. Bardjwolsky adaptation
S. Gropowskwa avec M. Cassan, R. Armon-
and, Marie-Claire, Boudou, G. Suhr.
- 20 h. 42. Musiques enregistrées.
- 21 h. L'autre scène ou les vivants et les lieux :
« Les scènes de la vie » de Barbey d'Aureville.
- 22 h. 30. Poésies magnétiques : Les analyses parlent.

Mardi 11 mars

FRANCE-CULTURE

- 7 h. 2, Matinales.
- 8 h. 1, Les chemins de la connaissance : Langage des unes, langage des autres (le sexe dans l'écriture) ; a 8 h. 30, Histoire d'un malentendu ; a 8 h. 50, L'écorce des jours.
- 9 h. 7, La matinee des autres : Traditions et coutumes d'un pays d'Europe du Karakorum.
- 10 h. 45, Stranana mou ami : a la tante Julia et le Scribouillard ; de M. Vargas-Llosa.
- 11 h. 15, Les voyages manqués : francs-suisses : Portrait de Bloch (et de 17... 32).
- 12 h. 0, Agora... avec J. Tresselt.
- 12 h. 30, Stranana : a la vie allemande de ma mémoire ; avec B. Le Carrot.
- 13 h. 30, Livre parcourus variétés.
- 14 h. 30, Sons : Enfances (un parole de billes).
- 15 h. 30, Les Jours : a l'écho lointain de l'orage, de D. Lessing (deuxième partie).
- 16 h. 45, Magazine International.
- 17 h. 35, Contact (et a 17 h. 50).
- 18 h. 50, Actualité : mille jours pour l'architecture.
- 19 h. 32, Musique pop, folklore, jazz.
- 19 h. 39, Fenitition : c'ou prêtre marié, d'après Barber d'Anvers.
- 20 h. 30, Scènes : Vols.
- 21 h. 10, Dialogues avec... P. Buttegeard et J.-M. Benoit : c'1980-1990, dix années de film.
- 21 h. 15, Musiques de notre temps, avec D. Dubreuil.
- 22 h. 15, Nuits marionettes.

Mercredi 12 mars

RANCE CULTURE

- h. 2. Matinales.
- h. 3. Les chemins de la connaissance ; Langage des corps ; Langage des autres (le plaisir dans la langue) ; A 8 h. 35. Histoire d'un mal-entendu.
- h. 5. Soirée au hasard.
- h. 7. Matinée des sciences et des techniques.
- h. 45. Le livre, ouverture sur la vie : « Le Roi sans arme » de F. Ruiterswaal.
- h. 2. Echanges musicaux franco-suisse : Concert de l'Ensemble Intercomunal, dir. S. Camberg (le Kammerkonzert, d'A. Berg) (et à 17 h. 32).
- h. 5. Agora.
- h. 3. Panorama : l'Italie
- h. 35. Soliste : M. Mitrault, clavier, et R. Zimmer, violon (« Sonate en sol majeur » de J.-S. Bach) ; D. Wurmer-Angus, piano (« Prelude, choral et fugue » de C. Franck).
- h. 50. Sérénades
- h. 5. Ou livre des voix : « La Lumière aux Zénithes », de V. Kaverine.

1

FRANCE-MUSIQUE

7 h. Quotidiens musique : 8 h. 30, Kiosque ;
8 h. 2, Brevé à la musique : 9 h. 15, Les
chansons de la Passion selon saint Matthieu, et la
Passion avant Bach, chanté par les
Chœurs de Lausanne, dirigés par A. Caratielli.
12 h. Musique de table : Musique de charme,
« Don Quichotte », scène II, 18 h. 30, « Marie
et le Juif errant », « To swing or not
to swing », 13 h. Les métiers de la musique ;
13 h. 30, France et musique ;
14 h. 10, France et musique, par Gilles Bernager ;
14 h. 10, Les nouveaux répertoires : 14 h. 30,
« Les Femmes d'Alger », 15 h. 15, « Les
Capes », O. Cape, Kagel, Schönberg, Berthoven ;
15 h. 30, Jeu des engins : 15 h. 35, Les
chansons de la Passion selon saint Matthieu,
de portraits : Louis XIV ; 18 h. 55, Musique
électronique vivante : Schwart, Dufour,
18 h. 2, Six-Strat : Jazz time (jusqu'à 18 h. 30) ;
19 h. 30, France et musique ; 20 h. Nou-
veau Concert Colonne : 20 h. 15, Concert
Daiberro : « Sogate D 840 en ut majeur
Belgique » (F. Schubert) ;
20 h. 30, Concert de la « Agnès Saint-Louis-
en-Hale » (cycle de musiques sacrées) :
« Ricercare » (Bach-Webern), « Messe pour
le mariage » (Mozart), « Quintette à vent »
(Stravinski), « Messe en mi mineur »
(Bruckner), par le Mouvement Conservatoire phil-
harmonique de Lausanne, dirigé par J. L. L.
Radio-France, dir. J. Jouineau.
22 h. 30, Ouvrir la nuit : Lied ; 23 h. Aspects
de la musique : 23 h. 15, « Les Barbes
de Séville », extraits (Paisiello), et « L'ignar
Rossini », « D'ignar Bruchman », « Pêche
de la nuit », l'opéra de la « Pêche de la nuit »,
bel canto, œuvre de Bellini, Donizetti.

Jeudi 13 mars

FRANCE-CULTURE

- 7 h. 2, Matinales.
- 8 h., Les chemins de la connaissance: Le langage des unes, langage des autres (du havardais).
- à 8 h. 10, Éléments d'un mal-entendu.
- à 8 h. 50, L'Écrou des jours.
- 9 h., Matinales: Le théâtre.
- à 9 h. 10, Questions d'algèbre.
- 1 h. 2, Échanges musicaux franco-alsaces: Portrait d'H. Stuermeister (et à 13 h. 39 et 40).
- 2 h. 5, Agora... avec Valérie-Anne Montassier.
- 4 h. 45, Panorama.
- 5 h., École genevoise de Forme.
- 6 h., Bons: Enfantines.
- à 6 h. 5, Un livre des rois: Les Fillettes chautaines de G. Gahaler.
- h. 47, Les jardins zoologiques.
- 8 h. 50, Actualité: La musique en question.
- 11 h. RACME.
- h. 32, De «Lulu», d'A. Berg, à «Momento», de Stockhausen on la théâtralité.
- h. 38, Feuilles: Un prétra marié, d'après Barbey d'Aurevilly.
- h. 50, Les progrès de la hiologie et de la médecine: Les animaux (première partie).
- h., Nooveen répertoire dramatique: «Les uns les autres» de G. Kaiser, texte français de J. G. Schwäringer, avec P. Traubad, A. Doet, A. Moys, E. Hirt, etc.
- h. 11, Musique enregistrée.
- h. 11, Musique enregistrée.

OPÉRA-MUSIQUE

7 h. Quotidien musique: 8 h. 30. Klose: 9 h. 25. Evell à la musique: L'oreille au colimaçon.

h. 17. Le maître des musiciens: Autour de la table selon saint Matthieu: 15 h. 30. Pas selon saint Matthieu: 4 différentes versions (J.-S. Bach) avec M. Harnoncourt. W. R. 15 h. 30. Le maître des musiciens: 15 h. 30. Musique de table: 12 h. 35. Jazz classique: To swing or not in swing: 13 h. Les musiciens de la musique: 14 h. 30. France et musique.

h. Musiciens: Musique en plume, œuvres d'Alfred Bruckner: 14 h. 30. Notes de Paul Dukas: Stravinsky: 14 h. 30. 15 h. 30. 16 h. 30. 17 h. 30. 18 h. 30. 19 h. 30. 20 h. 30. 21 h. 30. 22 h. 30. 23 h. 30. 24 h. 30. 25 h. 30. 26 h. 30. 27 h. 30. 28 h. 30. 29 h. 30. 30 h. 30. 31 h. 30. 32 h. 30. 33 h. 30. 34 h. 30. 35 h. 30. 36 h. 30. 37 h. 30. 38 h. 30. 39 h. 30. 40 h. 30. 41 h. 30. 42 h. 30. 43 h. 30. 44 h. 30. 45 h. 30. 46 h. 30. 47 h. 30. 48 h. 30. 49 h. 30. 50 h. 30. 51 h. 30. 52 h. 30. 53 h. 30. 54 h. 30. 55 h. 30. 56 h. 30. 57 h. 30. 58 h. 30. 59 h. 30. 60 h. 30. 61 h. 30. 62 h. 30. 63 h. 30. 64 h. 30. 65 h. 30. 66 h. 30. 67 h. 30. 68 h. 30. 69 h. 30. 70 h. 30. 71 h. 30. 72 h. 30. 73 h. 30. 74 h. 30. 75 h. 30. 76 h. 30. 77 h. 30. 78 h. 30. 79 h. 30. 80 h. 30. 81 h. 30. 82 h. 30. 83 h. 30. 84 h. 30. 85 h. 30. 86 h. 30. 87 h. 30. 88 h. 30. 89 h. 30. 90 h. 30. 91 h. 30. 92 h. 30. 93 h. 30. 94 h. 30. 95 h. 30. 96 h. 30. 97 h. 30. 98 h. 30. 99 h. 30. 100 h. 30. 101 h. 30. 102 h. 30. 103 h. 30. 104 h. 30. 105 h. 30. 106 h. 30. 107 h. 30. 108 h. 30. 109 h. 30. 110 h. 30. 111 h. 30. 112 h. 30. 113 h. 30. 114 h. 30. 115 h. 30. 116 h. 30. 117 h. 30. 118 h. 30. 119 h. 30. 120 h. 30. 121 h. 30. 122 h. 30. 123 h. 30. 124 h. 30. 125 h. 30. 126 h. 30. 127 h. 30. 128 h. 30. 129 h. 30. 130 h. 30. 131 h. 30. 132 h. 30. 133 h. 30. 134 h. 30. 135 h. 30. 136 h. 30. 137 h. 30. 138 h. 30. 139 h. 30. 140 h. 30. 141 h. 30. 142 h. 30. 143 h. 30. 144 h. 30. 145 h. 30. 146 h. 30. 147 h. 30. 148 h. 30. 149 h. 30. 150 h. 30. 151 h. 30. 152 h. 30. 153 h. 30. 154 h. 30. 155 h. 30. 156 h. 30. 157 h. 30. 158 h. 30. 159 h. 30. 160 h. 30. 161 h. 30. 162 h. 30. 163 h. 30. 164 h. 30. 165 h. 30. 166 h. 30. 167 h. 30. 168 h. 30. 169 h. 30. 170 h. 30. 171 h. 30. 172 h. 30. 173 h. 30. 174 h. 30. 175 h. 30. 176 h. 30. 177 h. 30. 178 h. 30. 179 h. 30. 180 h. 30. 181 h. 30. 182 h. 30. 183 h. 30. 184 h. 30. 185 h. 30. 186 h. 30. 187 h. 30. 188 h. 30. 189 h. 30. 190 h. 30. 191 h. 30. 192 h. 30. 193 h. 30. 194 h. 30. 195 h. 30. 196 h. 30. 197 h. 30. 198 h. 30. 199 h. 30. 200 h. 30. 201 h. 30. 202 h. 30. 203 h. 30. 204 h. 30. 205 h. 30. 206 h. 30. 207 h. 30. 208 h. 30. 209 h. 30. 210 h. 30. 211 h. 30. 212 h. 30. 213 h. 30. 214 h. 30. 215 h. 30. 216 h. 30. 217 h. 30. 218 h. 30. 219 h. 30. 220 h. 30. 221 h. 30. 222 h. 30. 223 h. 30. 224 h. 30. 225 h. 30. 226 h. 30. 227 h. 30. 228 h. 30. 229 h. 30. 230 h. 30. 231 h. 30. 232 h. 30. 233 h. 30. 234 h. 30. 235 h. 30. 236 h. 30. 237 h. 30. 238 h. 30. 239 h. 30. 240 h. 30. 241 h. 30. 242 h. 30. 243 h. 30. 244 h. 30. 245 h. 30. 246 h. 30. 247 h. 30. 248 h. 30. 249 h. 30. 250 h. 30. 251 h. 30. 252 h. 30. 253 h. 30. 254 h. 30. 255 h. 30. 256 h. 30. 257 h. 30. 258 h. 30. 259 h. 30. 260 h. 30. 261 h. 30. 262 h. 30. 263 h. 30. 264 h. 30. 265 h. 30. 266 h. 30. 267 h. 30. 268 h. 30. 269 h. 30. 270 h. 30. 271 h. 30. 272 h. 30. 273 h. 30. 274 h. 30. 275 h. 30. 276 h. 30. 277 h. 30. 278 h. 30. 279 h. 30. 280 h. 30. 281 h. 30. 282 h. 30. 283 h. 30. 284 h. 30. 285 h. 30. 286 h. 30. 287 h. 30. 288 h. 30. 289 h. 30. 290 h. 30. 291 h. 30. 292 h. 30. 293 h. 30. 294 h. 30. 295 h. 30. 296 h. 30. 297 h. 30. 298 h. 30. 299 h. 30. 300 h. 30. 301 h. 30. 302 h. 30. 303 h. 30. 304 h. 30. 305 h. 30. 306 h. 30. 307 h. 30. 308 h. 30. 309 h. 30. 310 h. 30. 311 h. 30. 312 h. 30. 313 h. 30. 314 h. 30. 315 h. 30. 316 h. 30. 317 h. 30. 318 h. 30. 319 h. 30. 320 h. 30. 321 h. 30. 322 h. 30. 323 h. 30. 324 h. 30. 325 h. 30. 326 h. 30. 327 h. 30. 328 h. 30. 329 h. 30. 330 h. 30. 331 h. 30. 332 h. 30. 333 h. 30. 334 h. 30. 335 h. 30. 336 h. 30. 337 h. 30. 338 h. 30. 339 h. 30. 340 h. 30. 341 h. 30. 342 h. 30. 343 h. 30. 344 h. 30. 345 h. 30. 346 h. 30. 347 h. 30. 348 h. 30. 349 h. 30. 350 h. 30. 351 h. 30. 352 h. 30. 353 h. 30. 354 h. 30. 355 h. 30. 356 h. 30. 357 h. 30. 358 h. 30. 359 h. 30. 360 h. 30. 361 h. 30. 362 h. 30. 363 h. 30. 364 h. 30. 365 h. 30. 366 h. 30. 367 h. 30. 368 h. 30. 369 h. 30. 370 h. 30. 371 h. 30. 372 h. 30. 373 h. 30. 374 h. 30. 375 h. 30. 376 h. 30. 377 h. 30. 378 h. 30. 379 h. 30. 380 h. 30. 381 h. 30. 382 h. 30. 383 h. 30. 384 h. 30. 385 h. 30. 386 h. 30. 387 h. 30. 388 h. 30. 389 h. 30. 390 h. 30. 391 h. 30. 392 h. 30. 393 h. 30. 394 h. 30. 395 h. 30. 396 h. 30. 397 h. 30. 398 h. 30. 399 h. 30. 400 h. 30. 401 h. 30. 402 h. 30. 403 h. 30. 404 h. 30. 405 h. 30. 406 h. 30. 407 h. 30. 408

Vendredi 14 mars

RANCE-CULTURE

- b. 2. Matinales.
- b. 3. Les chemins de la cantualtesse : Langage des uns, langage des autres (la malle en genre) ; à 8 h. 32, Histoires d'un malotru.
- b. 4. Echec au hasard.
- b. 7. Matinée des arts du spectacle.
- b. 8. Le ténor et la marguerite avec le colonel Remy.
- b. 2. Echanges musicaux franco-suisse : Cécile, M. Mathis, dir., A. Benquart (à Mémorial-Grosjean).
- b. 3. Jour contre jour ; de G. Orselli (et à 18 h.).
- b. 5. D. Kierich : « Actualité de la Crète antique ».
- b. 45. Panorama.
- b. 35. Solistes : E. Gholjaszko, piano (Chopin, Mathis, Woyciechowski, Wolff) ; M. Lathée, clarinette ; et D. Weber, piano (P. Dardé, de M. Dautremere).
- b. 50s. Enfantines.
- b. 5. Un livre, des voix : « Une passion en Bavière » de Jacob Sandton.
- b. 47. Vermeer à Delft.
- b. 4. Panorama de la musique : en direct du Concerto.
- b. 30. Feuillettes : « Un prêtre marié », d'après Bachelard d'Aureilly.
- b. 5. Les grandes avenues de la science moderne : L'humanité après l'astrologie (deuxième partie).

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَمْوَالِ

FRANCE-MUSIQUE

7 h. - **Quotidien musical**; 8 h. 30. **Klooske.**
9 h. - **Le Matin des musiciens**: L'archivage de la musique française; 10 h. 30.
Musiques versions, avec N. Harnoncourt.
H. Rilling et P. Herreweghe.
12 h. - **Musique du France**. Musique de charme
du XVIII^e siècle: J. Lulli, Tarrega, et Waldfutell.
12 h. 35. **Jazz classique**: To swing or not
to swing: 13 h. 30. **Musique de chambre**.
14 h. - **Musiques**: Les chants de la terre; 14 h. 30.
Les enfants du monde: 15 h. 30. Les musiques
des pays d'Espagne: La Catalogna; 16 h. 45.
« Extrait du ballet » (S. S. Bach), par W. Kempff.
16 h. 30. « Timbres, espaces, mouvement »
(Dutilleul), air de l'opéra « Billy Budd », dirigé
par E. Boult. (Vaughan Williams), dir.:
E. Boult.
16 h. 35-18 h. - **Six-Huit**: Jazz time (Jusqu'à 18 h. 30).
18 h. 30. **France et musique**; 20 h. **Concours**
international de culture.
20 h. 30. **Concerts**: Concerto de Baden-Baden;
« Concerto pour violon et orchestre »
(Vasquez); « Concerto no 103 en sol-majeur,
roulement de timbales » [Haydn], par
l'Orchestre symphonique du Rudwistansk.
22 h. 15. **Ouvrier la nuit**: « Sonate en la mineur,
majeur », opus 25 (Beethoven); 23 h. **Cycle**
de la « Messe », opus 11 (Mozart); 23 h. 45.
et l'« Oiseau de feu » (Stravinsky); 0 h. 5.
Hommage à Jerry Fielding.

Samedi 15 mars

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Mithraïsme.
8 h., Les chemins de la connaissance : Regardez sur le ciel.
9 h. 30, Camprodon : aujourd'hui pour vivre demain l'indétermination.
9 h. 7, Matinée du monde contemporain.
10 h. 45, Démarches.
11 h., Les musiciens prend la parole : « 1879-1889 : les Maîtres chanteurs », de R. Wagner.
12 h. 3, Le pont des Arts.
13 h., Sème.
14 h. 5, L'agriculture en Chine.
15 h. 29, Livre d'or : Echantillons musicaux francophones : Chénier, Gignou, et R. Dobos, poète ; Haydn, Schubert, Schumann, Brahms, Wolf, Strauss, Fauré, Duparc, Debussy.
17 h. 30, La B.T.E. présente : « Sortie centre Hainaut » avec V. Montin et J. Dehoach.
18 h. 12, Musique égarée.
19 h. 30, Entrées de cérémonie, par les pasteurs P. de Robert et D. Aeger.
20 h., Les Enfants d'A. Tananman [troisième partie].
21 h., « L'échappée par le ciel ou le » Radoux de la Madure », de M. Soreau, adapté par A. Bentoul, avec P. Constant, J. Degot, etc.
23 h. 35, Musique enregistrée.
24 h., Les enfants de M. de Breteuil.

FRANCE-MUSIQUE

h. 5, La Jigoue du samedi.

h. 3, Terre natale : Musiques pour les travailleurs et étudiants étrangers.

h. 4, M. G. G. : Concerto n° 1. Œuvres de Rostislav, Fibich, Paganini, Adinolfi, Waldteufel, Nedbal, Eulenberg et J. Strauss.

h. 5, M. G. G. : Concerto n° 2. Jazs Sébastien Bach par les Swingle Singers.

h. Samedi, magazine de Jean-Michel Damania.

h. Concert du Théâtre d'Orsay : « L'Offrande musicale » (J.-S. Bach), « Concerto en mi mineur » (Telemann), par l'Ensemble Secolo.

h. 15, M. G. G. : Concerto n° 3. M. Destot.

h. 15, Ouverture : Présentation de la semaine du matin des musiciens par G. Beranger.

h. C. Mahler : Le concert du matin des musiciens.

h. 5, La Passion selon Saint Matthieu (Bach), dir. Ph. Herreweghe, en direct de l'église Saint-Étienne-du-Mont.

h. 5, Ouverture de Beethoven, par Erlo Rohmer, cinéaste ligurois, sonates et tascettes) : 1 h. Œuvres de Vandenho-

Dimanche 16 mars

RANCE-CULTURE

- h. 7, La fenêtre ouverte.
- h. 15, Harizson, magasin religieux.
- h. 40, Chasseurs de son.
- h. 45, Orthodoxie et christianisme oriental.
- h. 50, Fautisme.
- h. 18, Secoute Israël.
- h. 49, Divers aspects de la pensée contemporaine.
- h. 50, Grande Loge de France.
- h. 55, Messe à Großleiderstorf (Moselle).
- h. 60, Regards sur la musique; Samson (J. Graciani), deuxième partie.
- h. 5, Allegro.
- h. 15, Œuvres musicales franco-suisse (et 51).
- h. 5, Sons.
- h. 5, La Comédie-Française présente : « Dom Juan, 2 de Molière.
- h. 45, Conférences de cérémonie, par le R.P. Sin-las, à Notre-Dame de Paris;
- h. 30, Rencontre avec... F. Delahe.
- h. 30, Ma non troppo.
- h. 18, Le cinéma des cinéastes.
- h. 45, Musique Paul Celan (troisième partie).
- h. 48, Atelier de création radiophonique; La philosophie.
- h. 48, Musique de chambre : « Concerto pour violon et la mineure » de J.-S. Bach.
- « Orymisme, pour groupe » de D. Detoni ;
- « Visage 1 », de R. Depras.

NANCE-MUSIQUE

- n. 3. Musiques pittoresques et légères.
- n. 19. Opéra bonifon : « les Mousquetaires de la garde » de J. VIVARNY, avec G. BACQUER, C. HIEDINGER, dir. S. BONDETTE.
- n. 2. Les chants de l'âme.
- n. 7. Les échos de Bach pour le dimanche Luthère.
- n. 30. Les petites oreilles.
- n. 8. Les grandes œuvres en concertos d'Antenne 21 : « Suite de Don Quichotte » (Telemanni), « La Musica notturna della sera » (Vivaldi) et « Concerto pour deux violons, un alto et deux violones » (opus 30) (Boccherini) et Concerto pour clarinette et piano n° 1 (J.-S. Bach), avec H. FUYAUX, clarinet, par J. S. BONDETTE, directeur philharmonique, dir. J. ESOURNET.
- n. 5. Contes musicaux américains.
- n. 30. Jeunes solistes.
- n. 6. Théâtre de la direction d'ocheestre, de Bert.
- n. 10. La tribune des critiques de disques : « Le Deum » [M.-A. Chantier].
- n. 1. Jazz : « Les nouvelles tendances du Centre Basé à Juan-les-Pins, la Big Band de W. Herman A. Nico.
- n. 5. Le concert symphonique (présentation).
- n. 30. Concert Symphonies musicales du Berlin Philharmonie Orchestra n° 2 pour les symphonies « Lied des Dornröschen », « Schleichendes Geräusch » (Lied des Dornröschen), « Symphonie » (Dussonne), « Minuet » (Mahler), par l'Orchestre philharmonique dirigé par Zuhln Meissner, avec D. Fischer-Dieskau.
- n. 30. Ouvert la nuit : Une semaine de musique pour le dimanche h. 19. Equivalences : « Les nouvelles tendances du Centre Basé à Juan-les-Pins, la Big Band de W. Herman A. Nico.

musyl, avec G. Robert; O. n. 3.
Oeuvres de Milhaud, Schumann, Villa-Lobos



— 1976 —

[illegible][illegible][illegible]

هكذا من الأصل

Jeudi 13 mars

PREMIÈRE CHAÎNE: TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 30 Émissions régionales.
13 h 50 Objectif santé.
Les entorses.
14 h Les vingt-quatre heures.
Émission du Centre national de documentation pédagogique: apprentissage-moi.
14 h 30 La semaine: 14 h 30, Pour de tirer ou pour de voir; 14 h 35, La puberté; 15 h, L'espérance, pour quel métier?; 15 h 35, L'espérance, pour quel métier et les sons; 15 h 50, La télévision scolaire: 15 h, L'énergie, c'est à dire; 17 h, Quelles aides aux lecteurs?; 17 h 30, L'histoire d'un lycée.
16 h TF 4.
16 h 35 L'été aux enfants.
16 h 55 C'est arrivé un jour.
Le retour d'été: un jour.
17 h 10 Une minute pour les femmes.
17 h 20 Émissions régionales.
17 h 45 Formations politiques.
La majorité: U.D.F.-C.N.I.P.
20 h Journal.
20 h 30 Concert (en direct du Palais des congrès).
Symphonie no 2 de Beethoven, Symphonie no 5, du Nouvel Opéra, de Dvorak, par l'Orchestre de Paris, dir. Karl Böhm.
22 h 10 L'événement.
D'Éric Marquet et Julien Besançon.

23 h Sports: patinage artistique.
Championnat du monde (figures libres masculines).
23 h 45 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE: A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
11 h 15 Sports: ski.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série: « La Vie des autres » (le bec de l'algie).
12 h 45 Journal.
13 h 55 Émissions régionales.
14 h 30 Sports: ski.
14 h 45 Aujourd'hui, madame.
15 h Série: « Mission impossible ». Extrait de Bordeaux.
16 h L'été de jeudi: Mario Monicelli.
17 h 20 Fenêtre sur...
Portrait d'un encyclopédiste: Roger Caratini.
(Lire notre sélection.)
17 h 50 Récit A 2.
Émission: Mes mains ont la parole: Ces sacrés parents (la télévision); Aldo Berti.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu: Des chiffres et des lettres.
18 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.

20 h 35 Dramatique: « Mont-Oriol ». D'après Guy de Maupassant; réal. S. Mostl.
(Lire notre article page 12.)
22 h 15 Réception à l'Académie française d'Alain Decaux.
Portrait d'un historien bien connu des téléspectateurs.
23 h 15 A propos de Costa Rica.
Né un opéra, ni un ballet, ni une pièce de théâtre, mais un spectacle que Maurice Ravel présente au Centre Georges-Pompidou, en collaboration avec l'IRCAM.
23 h 40 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE: FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Molécules n° 1: petit carré, petite carrée; A l'école de la Terre: gravité et magnétisme.
18 h 55 Tribune libre.
Le P.C.
18 h 10 Journal.
18 h 55 Émissions régionales.
18 h 55 Dessin animé.
Professeur Balthazar: histoire de factôme.
20 h 30 Trois questions sur la trois.
20 h 35 (cycle A. Delon): « Bersaglio and Co ». Film français de J. Dreyer (1974), avec A. Delon, E. Guezo, C. Rouvet, D. Virel, A. Falcou, L. Vitral, E. Koldéhoff.
A Marseille, au début des années 30. Pour sauver son associé, un soldat français, pour sauver son associé, un soldat français, pour sauver son associé, un soldat français.
22 h 15 Journal.

Vendredi 14 mars

PREMIÈRE CHAÎNE: TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 30 Émissions régionales.
14 h 5 Images de la vie rurale hier et aujourd'hui.
Émission du C.N.D.P.
17 h 30 Découvertes du passé.
Émission du C.N.D.P.
18 h TF 4.
18 h 30 L'été aux enfants.
18 h 55 C'est arrivé un jour.
Et le ciel devient noir.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Le lait, ce n'est pas seulement pour les enfants.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Les inconnus de 19 h 45.
20 h Journal.
20 h 35 Au théâtre ce soir: « Hold-Up ». De J. Scalet; adaptation F. Babbagh, avec J. Raymond, M. O. Messiaen, J. Saladin.
Deux hommes qui croient pouvoir un week-end remonter à la domination, vont leur plan défilé.
22 h 20 Sports: patinage artistique.
A Dortmund: championnat du monde (danse).
23 h 15 Journal et cinq jours en Bourse.

DEUXIÈME CHAÎNE: A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série: « La Vie des autres » (le bec de l'algie).
12 h 45 Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui, madame.
Les femmes dans le cinéma italien.
15 h Série: « Mission impossible ». Les aventures.
18 h Quatre saisons.
17 h La télévision des téléspectateurs.
17 h 20 Fenêtre sur...
17 h 50 Récit A 2.
Émission: Sophie la sorcière; Candy.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu: Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Série: « Médecins de nuit ». Légitime défense.
21 h 35 Apocryphes.
Régie à la fantasia.
Avec M.M. J. Amado (Tête d'Agreste), D. Boulogne (Le Digne de cœur), P. Coupry (La Terre ne tourne pas autour du Soleil), Mme F. Delay (L'insuccès de la fête).

M.M. P. Pallet (La Soupe au chou), F. Trytan (Histoire d'adieu et d'adieu de l'homme sans nom).
22 h 55 Journal.
23 h 5 Ciné-club (cycle Raimu): « Mam'zelle Nitouche ».

Film français de M. Allégret (1931), avec Raimu, J. Maréchal (N. rectification).
En 1880, dans une ville de garnison, Célestine, organiste de son père, a composé une opérette sous un autre nom. Une pensionnaire dénuée, qui a découvert son secret, veut assister à la première représentation, de qui procède une folle équipée.

TROISIÈME CHAÎNE: FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Les contes de folklore japonais: « Tite englobé ». Des livres pour nous: aventures en montagne.
18 h 55 Tribune libre.
Le C.N.P.F. (Conseil national du patronat français).
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
20 h 30 Les Jeux.
20 h 35 Le nouveau vendredi: la lecture de V. Amico-Cadiz.
Émission de J.-M. Cayrol et M. Thonlouze; reportage: R. Delormes.
21 h 30 Charles Dumont et quatre voix à la clef.
(Lire notre sélection.)
22 h 45 Magazine: Thalassa.
22 h 25 Journal.

Samedi 15 mars

PREMIÈRE CHAÎNE: TF 1

12 h 10 Émissions régionales.
12 h 30 La vie en vert.
12 h 45 Jeune pratique.
La drogue.
13 h Journal.
13 h 30 Le monde de l'accordéon.
13 h 50 Au plaisir du samedi.
14 h 30 La croisière d'automne: 14 h 35, Un nom en or; 14 h 50, Plume d'été; 14 h 55, Découvertes TF 1; 15 h 10, Maya Sabotille; 15 h 35, Quentin Durward; 16 h 30, Le petit chaperon; 16 h 45, Temps 2; 17 h 25, Spiderman; 17 h 45, Avec des idées, que savez-vous faire?
18 h 10 Trente millions sués.
18 h 40 Magazine auto-moto.
19 h 10 Six minutes pour vous défendre.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Les inconnus de 19 h 45.
20 h Journal.
20 h 35 Numéro un.
Bidy Mitchell.
21 h 25 Série: « Anna Karoline » (n° 7). Réalisation B. Coleman.

Karenine décide de divorcer pour qu'Anna puisse partir avec celui qu'elle aime.
22 h 30 Tête-à-tête.
23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE: A 2

11 h Sports: ski.
Salon spécial mensuels.
11 h 45 Journal des sources et des malentendus.
12 h La vérité est au fond de la marmite.
12 h 30 Samedi au dent.
13 h 35 Monsieur Cinéma.
14 h 25 Les moins d'argent et les autres.
15 h 10 Les Jeux du stade.
Ski: 16 h: Rugby (en direct d'Écosse: Écosse-Angleterre; Irlande-Galles, 2e mi-temps).
18 h 10 Chorus.
18 h 50 Jeu: Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Dramatique: « Mont-Oriol » (2e partie). De Guy de Maupassant; réal. S. Mostl.
(Lire notre article page 12.)

22 h 15 Sports: patinage artistique.
Championnat du monde.
23 h 10 Document: Les carnets de l'aventure.
Glaco raconte.
(Lire notre sélection.)
23 h 40 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE: FR 3

12 h 30 Les pieds sur terre:
Une semaine de la Mutualité sociale agricole: le monde du travail et le conseiller de prévention.
18 h 30 Pour les jeunes.
C'était une fois l'homme: la Belle Époque; les Africains: le partage de l'Afrique.
18 h 10 Journal.
18 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Professeur Balthazar: l'air.
20 h 30 Les Jeux.
20 h 35 Grâce à la musique: Maurice Ravel.
(Lire notre sélection.)
22 h 30 Journal.
22 h 45 Ciné-regards.
(Lire notre sélection.)

Dimanche 16 mars

PREMIÈRE CHAÎNE: TF 1

8 h 15 A Bible ouverte.
8 h 30 La source de vie.
10 h Présence protestante.
10 h 30 La vie du Seigneur.
11 h Messe en l'église de Pradines (Loire) chez les Bénédictins.
Prédicateur: Père Jean de la Croix.
12 h La séquence du spectateur.
12 h 25 Grand concours de la chanson française.
13 h Journal.
13 h 20 C'est pas sérieux.
14 h 15 Les rendez-vous du dimanche.
De Michel Drucker.
15 h 30 Tiroir.
15 h 40 Série: « Le Signe de justice » (n° 4). Trois de pique contre le géméau.
16 h 30 Sports première.
Patinage artistique: Cyclisme; Jeu à XIII.
17 h 50 Série: « Commissaire Moulin ». Le diable aussi a des ailes.
19 h 25 Les animaux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma: « Boulevard du rhum ». Film français de R. Enrico (1971), avec E. Barto, L. Ventura, B. Travet, C. Bevil, R. Powers, G. Marchand, J. Egan. (Rediffusion).
Dans les années 30, au temps de la prohibition, un contrebandier de la mer reprend d'une star du cinéma muet à la vie d'un de ses films. Il la rencontre et l'entraîne dans ses aventures.
22 h 30 Concert.
Prélude et Mort d'Isidore, de Wagnier, par l'Orchestre national de France, direction E. Jochum.
22 h 30 Sports: boxe.
Championnat du monde des poids moyens.
23 h 20 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE: A 2

10 h Émissions pédagogiques.
11 h On va go.
12 h Concert (en l'honneur de France-Musique):
Suite de Don Quichotte, de Telemann; le Musicien nocturne de la strada di Madrid. Quintette pour deux violons, un alto et deux violoncelles, de Boccherini; Concerto pour clavier et cor, de Bach, par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. J. Bastounet.
12 h 45 Journal.
13 h 20 Série: « Colorado ».
Scènes les pierres sont éternelles.
14 h 30 Jeu: Des chiffres et des lettres pour les jeunes.
15 h Des animaux et des hommes.
16 h 10 Malin: passe passe.
17 h 10 Série: « Un Juge, un Filo ». Le stocodille empaillé.
17 h 45 Les Muppets.
Avec Ray Rogers et Dale Evans.
18 h 15 Dessine-moi un mouton.
19 h Stade 2.
20 h Journal.
20 h 35 Feuilleton: « Pearl ».
Rita E. Averett et A. Singer.
22 h 10 Document: « Les filles mêmes ».
Dominique Gaudin, criminologue, chargée des problèmes de l'enfance en difficulté.
22 h 40 Petit théâtre d'Antenne 2.
Le Bon Exemple, de J. Worms, avec J.-M. Thibault, Rost Varte et Frédéric Witte.
23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE: FR 3

10 h Émissions de P.C.E.L. destinées aux travailleurs immigrés.
Images du Maroc.

10 h 30 Musique.
Émission préparée par T. Pares et J.-L. Orbon. Reportage: « Portrait d'une mère de famille »; Variétés; Zlouna (Espagne); M. Dos Santos et J. Gonsalves (Portugal).
16 h Jeu: Tous contre trois.
Dumquique ou ballade pour un russe.
17 h Prélude à l'opéra-midi.
« Pétrole et k » (trois mouvements): « Tango » de Stravinski; au piano: M. Beroff.
17 h 25 Théâtre de tousjours: Horace.
De Cornelle, par la Société des comédiens-français. (Rediffusion).
18 h 45 Spécial DOM-TOM.

20 h Rire et sourire au Comix Palace.
20 h 30 Les grandes villes du monde: San Francisco.
Réalisation: Daniel Costello.
Une promenade dans le décor grandiose de San Francisco, avec, pour guide, un jeune professeur d'urbanisme, Stephen Cohen. Beaucoup de rencontres et d'histoires.
21 h 25 Journal.
21 h 40 L'invité de FR 3: Peter Ustinov.
22 h 35 Cinéma de minuit (cycle I. Thalberg): « L'île mystérieuse ».

Film américain de L. Hubbard, M. Tourneur et E. Christensen (1929), avec L. Barrymore, J. Daly, L. Hughes, M. Love, E. Gribbon. (Muet, N.)
En 1880, un homme vivant sur une île secrète met au point un sous-marin pour aller vérifier sa théorie que des créatures inhabituelles aux hommes vivent au fond des mers. Sans rapport avec le roman de Jules Verne, bien qu'il ait servi de référence. Un film d'aventure de la fin du muet. La deuxième partie (le monde sous-marin) touche au fantastique.

A VOIR

A tout cœur

DIVERTISSEMENT:
« CHARLES DUMONT ET QUATRE VOIX À LA CLEF »
Vendredi 14 mars
FR 3, 21 h 30

La « nouvelle chanson française » est à la mode, elle est lancée par les maisons de disques pour sauver une industrie. C'est aussi l'ambition de donner une forme poétique aux histoires de tous les jours, de dire que le cœur existe et de raconter comment il bat.

Charles Dumont est un « ancien ». Il n'a pas peur des sentiments, il n'a pas peur non plus de cette nouvelle génération qui se veut professionnelle, qui veut colporter la vie. Il chante ses succès, en compagnie de quatre jeunes qui ne sont pas des débutants: Josée Béguin (le Glorieux), Jacques Bertin (les Grandes Poètes, Portrait d'Aude), Roger Lahaye (Négative, le Cheval), Claudine Regier (Voyage en toute liberté, S'il fallait refaire le monde).



Tout Maurice Ravel

SERIE:
GRACE À LA MUSIQUE
Samedi 15 mars
FR 3, 20 h 30

Après Schumann, Schubert, Beethoven, Chopin, l'émission de François Reichenbach « Grâce à la musique » fait une incursion hardie dans la première moitié du vingtième siècle, avant de retrouver Vivaldi, Mozart et Brahms. Ravel, on le sait, n'était pas exactement un révolutionnaire mais on prend soin de nous rassurer: « Grâce à la magie des mélodies du compositeur et de leur harmonisation, grâce à l'éclat de son talent d'orchestrateur, grâce à l'originalité et à la popularité de ses compositions, Ravel peut fournir le prétexte d'une émission musicale de premier ordre: un régal pour les connaisseurs et, qui sait, une initiation et une heureuse surprise pour les autres... »

Pour son premier film sur un compositeur du vingtième siècle (Ravel est mort en 1937), François Reichenbach s'est entouré de ceux qui l'ont connu et qui, par un de ces caprices dont le

monde parisien a le secret, étaient liés étroitement à la famille du réalisateur: le chef d'orchestre Pierre Monteux, qui était le cousin de sa mère, Pauline Natan, proche amie de ses parents et de Ravel, à qui elle apportait de petits objets surréalistes dont il était amateur, Serge Lifar, Anon Rubinstein qui participera longuement à cette émission, Mme Jourdan-Morhange, Manuel Rosenthal... Enfin, François Reichenbach lui-même, lorsqu'il était petit garçon, se rendait chez Maurice Ravel, ce qui devrait garantir l'authenticité de cette émission, à laquelle participent notamment les pianistes François Ducabie, Katia et Marielle Labèque, les ballets de Serge Lifar et le violoniste Augustin Dumay. Jean Wiener et Marguerite Long apporteront également de précieux témoignages. De sorte que, si ces deux heures passées en compagnie de Maurice Ravel et de François Reichenbach n'étaient pas éblouissantes, comme on nous le promet, c'est qu'un mauvais génie s'en sera mêlé.

L'existence du cinéma anglais

CINE REGARD
Samedi 15 mars
FR 3, 22 h 50

Un train qui file à travers la campagne verdoyante, une voix féminine, avec une légère pointe d'accent, qui demande s'il existe encore un authentique cinéma anglais. Anne Andreu donne l'état de la situation de ce cinéma anglais. Sans didactisme, sans discours superflu, à l'écoute attentive de ses interlocuteurs, elle fait dégorger le sens du propos derrière la saveur des paroles et la différence des accents.

Ken Loach (dont sort ce jour-ci Black Jack), Kevin Brownlow (l'auteur de Winstan-

ley, vu l'en dernier), tous deux impeccablement anglais, l'un avec son parapluie, l'autre avec son moustache, disent le malheur du cinéma de Sa Majesté aujourd'hui, leur effort pour créer autre chose. Karol Reisz, avec l'accent nor-mal, pratique un humour discret, explique le rôle sous-tendu de ce cinéma par les Américains, dont un producteur « dynamique » offre le portrait hallucinant.

Anne Andreu achève le film en beauté avec une confession de Vanessa Redgrave sur son engagement d'actrice et le leçon morale héritée de son père, le grand acteur Michael Redgrave.

Escalade sur glace

LES CARNETS DE L'AVENTURE
Samedi 15 mars
A 2, 23 h 10

M. Pierre-François Degorgues parcoure le monde depuis vingt ans en aventurier, et en homme d'images. Vice-président de la Guilde du réel, il y est responsable du secteur audiovisuel, et c'est dans ce cadre qu'il a créé le Festival international du film d'aventure vécus de La Plagne. Antenne 2 lui a confié une nou-

velle série, Les carnets de l'aventure. On assiste donc aux exploits d'expéditions françaises et étrangères à travers des films dont l'intérêt humain et spectaculaire leur a valu des prix dans les festivals spécialisés. Le premier film est Glaco extrême. Il a été réalisé par Jean-Marc Boivin, qui montre ce qu'est l'escalade glaciaire à travers l'ascension de deux faces nord dans le massif du Mont-Blanc.

UN CONSEILLER POUR VOS YEUX

LEROY

OPTICIEN

104, Champs-Élysées
18, bd Haussmann
5, place des Terres

11, bd du Palais
158, rue de Lyon
147, rue de Rennes

27, bd St-Michel
127, Fg St-Antoine
30, bd Barbès

du Lundi au Samedi inclus

Entretien avec Serge Moati, interprète et réalisateur de « Mont-Oriol »

Maupassant antisémite

MATHILDE LA BARDONNIE

A partir de Mont-Oriol, un roman de Guy de Maupassant, Serge Moati a réalisé deux films d'une heure et demi chacun qui correspondent de très près aux deux parties de l'ouvrage. Il ne s'est pas contenté de rester derrière la caméra, il a interprété lui-même le personnage d'André, cet homme d'affaires juif qui transforme une modeste ville d'eau en vaste station thermale : « Mont-Oriol » est un roman sur l'argent qui broie les âmes et les destins, dit Serge Moati, il y a dans cette œuvre un côté « mille-feuilles » où tout s'imbrique : l'analyse sociale et l'histoire d'amour. Il ajoute aussitôt : « Mais c'est surtout le thème de l'antisémitisme qui m'a touché. »

« Geneviève Dormann, qui a signé avec vous l'adaptation de Mont-Oriol, a fait savoir qu'elle jugeait antisémite les images que vous en avez tirées. »

« Je ne souhaite en aucun cas entamer une polémique inutile. Le scénario qu'a établi Geneviève Dormann m'a satisfait complètement. Nous avons, à sa demande, supprimé quelques séquences comme celle où Gontran de Ravenelle s'acharne à fouetter le statue d'André, son beau-frère, le juif. Le plan était peut-être trop violent. Mais je ne couperai jamais celui, par exemple, où il est question du livre de Dreyfus, la France juive, qui parut en 1886, la même année que Mont-Oriol. Maupassant y fait allusion très clairement : je n'ai pas fait un film contre les juifs, j'ai transposé une histoire globalement antisémite. Car antisémite, Maupassant l'était, de façon raisonnable et tranquille. Il écrit à cette époque où l'on considère qu'un brasseur d'affaires ne peut être que juif. Or il n'aurait sûrement pas été un nazi, mais il fait partie de ceux qui,



GERARD MATHEU.

à la fin du dix-neuvième siècle, ont préparé le lit de l'affaire Dreyfus. Il a d'ailleurs eu, après le parution de Mont-Oriol, les pires ennuis dans les salons juifs qu'il fréquentait.

« Mais tout l'intérêt du personnage d'André, et ce pour quoi il m'a plu, à moi en tant que réalisateur, en tant qu'acteur et en tant que juif, tient à ce qu'il doit être vu de façon ambivalente. C'est cette ambivalence qu'il fallait montrer. »

« Car, enfin, il y a un espace entre ce que l'appellerait le « syndrome d'Holocauste », cette vision limitée au pauvre juif persécuté

dans les camps, et son inverse haïeux montré par exemple dans le Juif Süss, de Veit Harlan. André, à des bons et des mauvais côtés, il est à la fois intelligent et stupide, généreux et mesquin, clairvoyant et aveugle. Il est dans la lignée des juifs tels que les a décrits les écrivains de la fin du dix-neuvième siècle. Les seuls à représenter une force de mouvement et de proposition. Nier cette spécificité attribuer aux juifs serait faire comme s'il n'y avait jamais eu d'antisémitisme en France. Ce serait nier la mal.

« Il y a chez André un côté érotique, très pur. Il parle de sa ville d'eau comme d'un train électrique. Ce qu'il aime, ce n'est pas l'argent pour l'argent, mais la force de l'argent, sa force de création et de vie. Il est comme un gros bébé joufflu, et cela, Maupassant le précise. Bien sûr, il a la puissance, mais, étant juif par constitution, il se trouve en perpétuel état de tension, d'avidité. Il court, toujours comme s'il savait qu'il devait mourir vite. Il entreprend à seule fin d'exister, puisqu'il n'existe que par ce qu'il a. Avant de faire le film, j'ai observé des hommes d'affaires juifs : ils ne se comportent pas tout à fait comme les autres. Ils se sentent perpétuellement en jeu, dans les deux sens. « En jeu : ludique », mais aussi « en jeu : menacé ». Pour un Rothschild légitime, combien de juifs turlupins — ce sont ceux que je connais — dans l'inquiétude de tout perdre, millionnaires un moment et contraincis plus tard de repartir de zéro ?

« Comme assez souvent à propos de ces films, certains vous reprochent d'avoir projeté dans Mont-Oriol des inquiétudes personnelles. »

« Je suis en parfaite tranquillité avec le roman. Je l'ai incarné. Je ne l'ai pas détourné. J'ai d'ailleurs la caution de Marie-Claire Bancquart, qui est une spécialiste de Maupassant. Toute création est personnelle. Et encore, heureux. A partir du moment où je choisis tel ou tel acteur, où je place ma caméra de telle ou telle façon, je m'impose. C'est le jeu du réalisateur. Surtout à considérer ce métier comme celui d'un fonctionnaire des P.T.T. On ne peut être absent de ce qu'on fait à moins de faire une œuvre morte. Renouer avec la Bête humaine à la fin du film. Et alors ? N'a-t-il pas été fidèle ? Le respect continué est une hypocrisie complète. Bien sûr, il y a dix autres adaptations possibles de Mont-Oriol, est-ce une raison pour dire : surtout, n'y touchez pas ! comme on enjoint à Gainsbourg de ne pas toucher à la Marseillaise !

« Pourquoi avoir joué vous-même le rôle d'André ? »

« Tout simplement parce que j'en avais très envie. Depuis l'âge de douze ans où François Truffaut m'avait demandé de jouer un petit rôle dans Les quatre cents coups, j'étais en contact avec le monde du cinéma. Or je n'ai pas pris la décision facilement. A la télévision, j'ai fait le premier réalisateur à avoir fait cela, alors que ce n'est pas rare au cinéma. C'est ma première expérience dans la famille. C'était étrange de m'entendre dire le matin par la mequilleuse que j'étais moins bon que le veille, ou par l'habilleuse que le costume m'incriminait plus qu'un autre. C'était drôle de se faire tendre un miroir, de devoir assumer son poids, de se reconstruire avec son physique. »

« Le personnage de Christiane, la femme d'André, le seul qui évolue sensiblement, semble estomper les autres et passer au premier plan. »

« Oui, et tant mieux. Le thème central de Mont-Oriol, où toutes les amours vont sans espoir vers le néant, c'est bien la naissance d'une femme qui, de petite coquette des beaux quartiers qu'elle était, devient, à travers le malheur, un être qui est entré dans le sérieux du monde. Christiane est capable de dire à Brigny qui l'a abandonnée : « Je fais des vœux pour votre bonheur. » Ce sont les derniers mots du livre. Et il y a quelque chose de très chrétien dans cette scène, quelque chose qui ressemble à un rituel de mise à mort ou d'initiation. Christiane est devenue une grande. Il ne faut pas oublier non plus ce qu'étaient les femmes pour Maupassant, et comment il les considérait, comme des « vases vidés », en attendant des « pages blanches » que les hommes seuls pouvaient rendre significatives. Et sa peur panique de la femme encolmée, maladroite ou seulement aimante. »

« Mont-Oriol » : jeudi 13 et samedi 15 mars, A 2, 20 h. 35.

« La Fortune des Rougon » en feuilleton

Zola ?

CLAUDE SARRAUTE

Il était féroce, Zola. Il était sans pitié pour ceux qu'il n'aimait pas, pour ces Rougon dont vous voyez se dessiner, de jeudi en jeudi, les contours et les comportements. Pierre, ce fils de paysan, empâté, bête, avide, haineux, grossier, est à ses yeux d'un entêtement de brute, d'une sournoiserie de bête sauvage. Et ce rôle, à qui l'a-t-on confié ? A Christian Barbier, catalogué dans notre esprit comme un brave cœur, un peu lourd peut-être, mais totalement honnête.

Quant à sa femme, la ravissante Jacqueline Gaudier, pour Zola, en 1882, c'est une vieille — elle a largement dépassé le cinquante — aux dents branlantes, une naïve au visage à museau de fougère, au regard en trou de vrille.

Les autres sont tous très ressemblants, et d'abord Madeleine Robinson, la mère, déséquilibrée, détraquée par des crises, et des convulsions, toute à ses sens, toute à ses nerfs, pleide cependant, absente. Une grande actrice.

Philippe Lemaire, excellent lui aussi, n'a pas gâté son Macquart, Antoine, le fils bête, la brute avinée, le républicain de cabaret qui trahira un lendemain du coup d'état ses camarades pour 1 000 balles. De ce côté là, ça va.

Ce qui cloche, c'est la coloration de cette série de tableaux, dont l'éclairage très sombre côté Macquart, très voilé côté Rougon, fausse totalement le sens du livre. Un livre mis à plat, complètement banalisé par Emmanuel Robès. Plus de retours en arrière, plus d'ellipses et venues entre le salon jaune où les Rougon, petits rentiers au bord de la misère, abritent avant le 2 décembre les parvenus du prince-président et les écorchés, les dévorés, amours des deux enfants, Milla et Silvere, trouée de lumière sur la sombre toile de fond de Plazans, cette petite ville de Provence avouée par Zola en termes d'une sauvage, d'une implacable virulence.

Ce qui manque le plus ici, c'est bien ça, c'est sa voix, ce sont ses descriptions des gens, des caractères, son mépris furieux, vengeur, pour l'usurpateur, pour la réaction, et pour cette petite bourgeoisie bientôt enrichie, gorgée du sang des innocents. C'est cet hymne frémissant à l'égalité, à la fraternité, qui sous-tend des pages noircies d'une plume rageuse et désespérée. Ça va s'arranger un peu, vous verrez ; les deux derniers épisodes

sont mieux construits, plus souples et plus fidèles au récit, car enfin tout est là. Pourquoi adapter un roman à la télévision si c'est pour en trahir l'esprit, sinon la lettre ? A moins, bien sûr, d'un parti pris, d'une transposition voulue en d'autres temps, en d'autres lieux. Impossible pour les Rougon-Macquart, puisque, eux, bien sûr, leur seul intérêt, leur unique propos, c'est l'évocation réaliste, quasi scientifique, d'un milieu, d'une époque, c'est l'histoire naturelle et sociale d'une famille sous le Second Empire et c'est, par la force et l'emportement du style, le plus impitoyable des requiltoirs.

« Jeudi 13 mars, T.F. 1, 20 h. 35. »

Portrait du Brésil, par Jean-Emile Jeannesson

Contrastes

MARCEL NIEDERGANG

EXCELLENTE série en trois volets sur le Brésil réalisée par Jean-Emile Jeannesson : le Nord-Est, São Paulo et l'Amazonie. C'est une enquête sérieuse, documentée, chère, bien montée, qui va de la forêt de l'Amazonie, la couleur, le folklore ne sont là que pour appuyer et souligner le développement. En bref, du reportage digne de... Cinq colonnes à la une... de la bonne époque. Une réserve pourtant : les deux premières parties sont nettement euphoriques à la troisième dont on attendait trop peut-être. L'intérêt est moins soutenu dans la séquence amazonienne, en dépit de très belles images, et les procédés sont trop évidents, encore que difficilement évitables en raison du thème choisi.

Cela dit, Jeannesson sait tenir son public en haleine. Il a le sens du récit, des contrastes, de l'humour. Il est vrai que le sujet est en or : ce Brésil bouillonnant, toujours mouvant, continuellement dans un état de crise, d'attente, d'attente, d'attente, dont Gilles Lapouge dit joliment : « Ce pays en est toujours à l'ère de la langue sur ses brouillards. Une esquisse est faite, entamée qu'il la jette au panier pour essayer une autre... » Quelques choses se passent dans ce Brésil soumise depuis mars 1964 à la ténacité des militaires. Une véritable libéralisation a été amorcée. Les exilés politiques sont enfin rentrés au pays. Parmi eux, Miguel Arraes, l'ancien gouverneur de Recife, qui a fait un retour triom-

phal dans son Pernambuco, mais n'en reste pas moins très réservé sur les chances et la portée de la démocratisation des institutions.

Quelques choses en tout cas bouge au niveau des structures sociales et économiques. A São Paulo, gigantesque métropole de onze millions d'habitants, des syndicats se sont imposés pour la première fois depuis quinze ans. Un dirigeant des métallos, Luis de Silve, dit Luis, est en quarante jours devenu un chef charismatique et un homme avec qui le pouvoir doit compter. Les patrons, porte-parole des toutes-puissances multinationales, s'interrogent. On comprend qu'il était vain de lutter contre ce courant et que l'heure des compromis était venue. Tel est le cas de Mario Carneiro, quadragénaire de charisme, manager, Brésilien d'origine italienne, symbole parfait d'un Brésil plus préoccupé jusqu'à présent de rentabilité et d'expansion que de défense des intérêts nationaux. La duel ou le dialogue par personnes interposées, entre Carneiro, patron de combat, et Luis, syndicaliste porté par la vague du premier vrai prolétariat brésilien, est sans conteste le moment de bravoure de cette série.

Mais São Paulo, locomotive du

Brésil, n'est pas tout le Brésil. Le Nord-Est surpeuplé, misérable et magnifique, reste ce vaste réservoir de main-d'œuvre à bon marché pour les entreprises du Centre-Sud et de São Paulo. Les structures féodales de la colonie n'ont, à peu de choses près, guère changé. Droit de culture, maison du maître et cases des esclaves, exploitation et bonnes conclusions pimentées de recettes de cuisine et de morale : c'est le vieux Brésil du sucre, du café et du cru. L'admirable don Heider, évêque de Recife, continue sans trêve de défendre les peuples parmi les peuples. Les ménestres vont dans les villages du sertão, où le machisme se porte toujours bien. Mais les caciques sont toujours là.

Jeannesson a choisi la méthode du portrait et il donne parfois l'impression de pousser le trait jusqu'à la caricature, c'est que les contrastes sont violents sous le ciel brésilien. Son patriarcat du Nord-Est, maître tout-puissant, est tellement pénétré de ses certitudes qu'il n'a même plus le sens du ridicule. Et son enlèvement par lui. Il y a un fil conducteur — volontaire ? — dans cette suite de trois récits. L'homme du Nord-Est est partout présent, un signe, s'il en fallait, du rôle exemplaire joué par cette région dans le développement du géant de l'Amérique du Sud.

« Lettres du bout du monde : Le patriarcat et le poète. Mardi 11 mars, T.F. 1, 21 h. 30. »

Les notes de JACQUES SICLIER

★ A VOIR ★★ GRAND FILM

Soir de noces

DE KING VIDOR

Lundi 10 mars
TF 1, 14 h. 25

★ Il y a maintenant un véritable club dans l'émission « D'hier et d'aujourd'hui ». On y trouve des films célèbres ou très rares comme celui — beau d'émotion et de mesure paysanne dans le Connecticut — dû à King Vidor. Soir de noces appartient à un cycle Gary Cooper. L'acteur est excellent dans le rôle d'un romancier pris entre une œuvre à créer et les vertiges de l'amour. Mais on y redécouvrira Anna Sten, comédienne d'origine russe, dont Samuel Goldwyn voulut faire à tort une nouvelle Marietta Dietrich et qui n'avait rien d'une star sophistiquée.

cices. Accrocher à cette œuvre romanesque et dépayssante, à ce drame de la haine, de l'orgueil et de l'honneur, un débat qui devrait être politique, c'est un tour de force !

Maldonne

DE SERGIO GOBBI

Mercredi 12 mars
FR 3, 20 h. 30

★ Gobbi n'a pas apporté, comme Clouzot et Hitchcock, des thèmes et un style personnels à cette adaptation d'un roman de Boileau-Narcejac. Mais, si l'on ne s'arrête pas aux invraisemblances de l'intrigue, on peut admirer — avec plaisir — à ce mélodrame d'angoisse où Pierre Vaneck (très bien utilisé) est piégé par un criminel de guerre nazi que rachètent des justiciars.

Borsalino and Co.

DE JACQUES DERAY

Jeudi 13 mars
FR 3, 20 h. 30

★ Alain Dalon (producteur du film et vedette omniprésente) venge la mort de Belmondo, assassiné à la fin du premier Borsalino (1968). Retour de manivelle de la guerre des gangs, mais ce n'est pas Scarface ni le film noir épicurien ; Jacques Deray n'a joué que sur des conventions et des archétypes. Seules raisons de voir la film : Catherine Rouvel et les décors de François de Lamotte, reconstituent le Marseille feignant des années 30.

Mam'zelle Nitouche

DE MARC ALLEGRET

Vendredi 14 mars
A 2, 23 heures

★ L'opérette 1880 d'Hervé mise en images aux débuts du parlant. Ni théâtre ni cinéma. Il en reste surtout, lourdes, chargées d'effets par Reims qui s'en donne à cœur joie, les situations de vaudeville. La musique n'est pas bien savante. La chanteuse Jeanne Merze (unilatérale du côté) est restée célèbre pour son interprétation dans le Chénier de Jean Renoir à la même époque.

Boulevard du rhum

DE ROBERT ENRICO

Dimanche 16 mars
TF 1, 20 h. 35

★ Pour Brigitte Bardot, en star du cinéma muet, et Lino Ventura, combattant amoureux de l'étoile, boulevard anamabine des Caraïbes, à l'époque de la prohibition. Gros budget, hommage au cinéma américain des années folles, un goût de rétro, mais un rythme languissant malgré les morceaux de bravoure. On s'amuse à cause du couple insolite : la star et une âme d'avant-garde à l'aventure d'un cœur de midinette.

L'île mystérieuse

DE LUCIEN HUBBARD

Dimanche 16 mars
FR 3, 22 h. 35

★ Commencé en 1928 par Maurice Tourneur, qui n'a égaré pas avec Irving Thalberg, repris par Benjamin Christensen, ce film, dont le tournage dura plus de deux ans, fut mis au point et signé par Lucien Hubbard au moment où l'arrivée du parlant posait des problèmes. Certaines scènes furent post-synchronisées. Bien que le roman de Jules Verne soit cité au générique, le scénario n'a rien à voir avec son intrigue. Dans la deuxième partie, l'île mystérieuse donne (les effets spéciaux sont étonnants) une vision fantastique d'un monde sous-marin avec l'iguane géant, plusieurs hommes et petits hommes étranges vivent au fond de la mer.

Les Aventures de Tarzan à New York

DE RICHARD THORPE

Mardi 11 mars
FR 3, 20 h. 30

★ Johnny Weissmuller, empâté, a mis un complet veston pour se rendre à New-York (où Boy a été amené de force). Il jette son cri d'homme-singe sous la douche, escalade les buildings comme King Kong et plonge du pont de Brooklyn. On peut trouver cela amusant, à la rigueur.

Les Cavaliers

DE JOHN FRANKENHEIMER

Mardi 11 mars
A 2, 20 h. 35

★ Conflit de générations, chevauchées et violence en Algérie. Rien à voir avec l'actuel. C'est tiré d'un roman de Joseph Kessel et le film (superproduction hollywoodienne) mise sur le pittoresque folklorique. Il y a du brio dans la réalisation mais on admire surtout les cavaliers chapardés dans leurs ex-

Ruben Hurgon
joailliers depuis 1865

présente
"le Caméléon"

15, rue Royale - Paris
265.29.08

Pendant joaillier
à la belle intermédiaire
Emeraude Ruben Hurgon

ÉTRANGER

1. — **ESPAGNE** : Après un attentat de l'E.T.A. qui provoque la mort de six gardes civils, le gouvernement charge un général de coordonner l'action policière au Pays basque (2, 3-4 et 6).
2. — **CAMBODGE** : Les personnalités participent à la « Marche pour la survie du Cambodge » peuvent franchir la frontière khméro-thaïlandaise (6).
3. — **EL SALVADOR** : Alors que se multiplient les prises d'otages et les attentats, les Etats-Unis proposent à la junte une aide économique et militaire subordonnée à sa capacité de mettre en œuvre des réformes (10-11, 14, 24-25 et 29).

LA PRISE DE POUVOIR DE M. BANI SADR

4. — **M. Bani Sadr** fait libérer le ministre de l'information incarcéré à la demande des « étudiants islamiques » (7 et 8).
5. — **Le Conseil de la révolution** est constitué et élève à M. Bani Sadr la plupart des pouvoirs exécutifs que le Conseil était attribué (9).
6. — **Le président Carter** confirme sa décision d'interdire l'application des sanctions contre l'Iran pour tenter de régler le problème des otages américains par la voie diplomatique (9).
7. — **M. Waldheim** désigne officiellement les cinq membres de la commission internationale chargée d'enquêter sur les « violations des droits de l'homme » sous le régime du chah. Les cinq « sages » n'arrivent à Téhéran que le 23 (du 15 au 19, 29).
8. — **L'Union Khomény** confie le commandement en chef des armées à M. Bani Sadr, alors que les militaires exigent la création de conseils islamiques dans l'armée (20).
9. — **Le sort des otages américains**, détenus depuis cent douze jours, sera décidé par l'Assemblée nationale islamique qui sera élue en mars, annonce l'Union Khomény. Leur libération ne devrait donc pas intervenir avant dix semaines (24-25 et 28).
10. — **Alors que la commission d'enquête de l'ONU n'est pas encore autorisée à rencontrer les personnes détenues à l'ambassade américaine**, on presse aux Nations unies que la commission ne publie son rapport que si la libération des otages est assurée (28).

8. — **ISLANDE** : M. Gunnar Thorodsen (conservateur) forme un cabinet de coalition de centre-gauche après deux mois de crise politique (10-11).
9. — **ONUDI** : La troisième conférence de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel, ouverte le 21 janvier, s'achève sur un constat d'échec du dialogue entre les pays industrialisés et les tiers-monde (12).
10. — **YUGOSLAVIE** : Aggravation de l'état de santé du président Tito, amputé, le 30 janvier, de la jambe gauche (à partir du 12).
11. — **R.F.A.** : Le tribunal de Cologne condamne Kurt Lischka, ancien chef de la Gestapo à Paris, et ses deux coaccusés, Herbert Martin Hagen et Ernst Heinrichs, respectivement à dix, douze et six ans de prison. Le 16, les trois condamnés sont incarcérés (13 et 19).
12. — **ITALIE** : Assassinat à Rome du professeur Vittorio Sacchi, vice-président du

LA CRISE AFGHANE

1-4. — **M. Brezinski**, conseiller du président Carter, se rend au Pakistan pour évaluer les « besoins » en matière de défense (3-4 et 5).
5. — **M. Gromyko**, ministre des affaires étrangères soviétique, quitte Bucarest sans avoir pu obtenir le soutien des Roumains (2, 3-4 et 5).
6. — **L'imam Khomeiny** condamne l'occupation de l'Afghanistan et promet toutes l'aide nécessaire à nos frères afghans (5).
7. — **M. Giscard d'Estaing** et Schmidt établissent, dans une déclaration commune, un lien entre la poursuite de la détente et un retrait soviétique d'Afghanistan (6 et 7).
8. — **M. Babrak Karmal**, chef de l'Etat afghan, estime qu'il n'est en soi possible ni soutenable de fixer une date limite au retrait des troupes soviétiques en Afghanistan (10-11).
9. — **M. Soudou**, chef de la délégation soviétique, plaide devant le congrès du P.C. polonais pour le renforcement de l'unité du camp socialiste alors que M. Giersek avait consacré la veille son discours à la défense de la détente en Europe (13 et 14).
10. — **Les Etats-Unis** déclinent d'envoyer mille huit cents « marines » en mer d'Oman pour améliorer la capacité de dissuasion des forces américaines au Proche-Orient (14).

11. — **Les ministres des affaires étrangères** des Neuf, réunis à Rome, souhaitent un Afghanistan neutre (« à l'écart de la compétition des puissances ») (21).
12. — **M. Cyrus Vance**, secrétaire d'Etat américain, se rend à Bonn, à Rome, à Paris et à Londres pour consulter les principaux alliés des Etats-Unis sur une « stratégie globale et à long terme ». A Paris, il constate des « différences » sur les actions à entreprendre (21, 22 et 23).
13. — **A Kaboul**, les commerçants manifestent contre la présence soviétique en fermant leurs boutiques. Un mouvement de désobéissance civile est également très suivi parmi les fonctionnaires. Le 22, la loi martiale est proclamée. Des émeutes éclatent au cours desquelles plus de cinq cents civils sont tués. Plusieurs centaines d'arrestations sont effectuées, en particulier au sein de la communauté musulmane chitche (du 23 au 29).
14. — **M. Brejnev** déclare que si les Etats-Unis et les voisins de l'Afghanistan « garantissent » la non-ingérence dans ce pays, « il n'aura plus besoin d'aide soviétique » (24-25).
15. — **Le président Carter** se déclare prêt à garantir, avec l'U.R.S.S. et les autres pays voisins de l'Afghanistan, la neutralité de ce pays et une « vraie non-ingérence » (28).

Envoyés spéciaux permanents

CHARLEMAGNE avait ses « missi dominici » pour aller vérifier, sur toute l'étendue de son empire, que les ordres du maître étaient convenablement entendus et appliqués. Les « missi dominici » étaient tout entier entre les mains de celui qui les envoyait. Ils avaient d'ailleurs pour mission de faire obéir que da rappeler à l'observation de grands principes.

Varrat-on naitre, à d'autres fins, et sur d'autres bases, une nouvelle race d'envoyés, qui seraient les envoyés des droits de l'homme ? La commission internationale venue à Téhéran n'est-elle pas de cette nature, qui doit, simplement, reconnaître, s'il en était besoin, l'ampleur des crimes commis sous le régime du chah, et œuvrer à la libération d'otages qui atteignent leur quatrième mois de détention ?

Au moment même où cette commission paraît devoir obtenir plus de résultats visibles que ne l'a put le secrétaire général des Nations unies lors de sa visite en Iran, c'est à des milliers de kilomètres de cet Etat que s'ouvre, en Colombie, un autre front. Ce ne sont pas moins de quatre missions diplomatiques qui sont à leur tour pris en otages, ainsi que vingt-cinq autres personnes, à l'occasion d'une réception à Bogota.

L'indication, pour être sinistre, n'en est pas moins claire. Il faut se garder de rendre à leurs travaux personnels les cinq envoyés de Téhéran, leur mission iraniennne achevée. Il faut, au contraire, les expédier vers Bogota, les pérorer, les institutionnaliser en envoyés spéciaux permanents.

En envoyés spéciaux permanents des droits de l'homme, munis de lettres de créance que leur décréterait - in petto - l'humanité tout entière. L'oliveté ne risquerait pas de les gagner.

PHILIPPE BOUCHER.

Chronologie établie par Philippe Boucher et Edouard Mesurel. Les chiffres figurés entre parenthèses indiquent la dotation du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

bloque pour cinq ans la procédure d'accession à l'autonomie (1/III).
25. — **CHINE** : A l'issue de la 5^e session du comité central du P.C. chinois, l'ancien président Liu Shaoqi, destitué en 1968 et déchu en 1969, est réhabilité. Les promotions à la direction du parti indiquent d'autre part que M. Deng Xiaoping renforce sa position (1 et 2-3/III).
26. — **THAILANDE** : Le général Kriangsak présente sa démission, dix-huit jours après avoir formé son troisième cabinet (1/III).

LES SUITES DE L'ATTAQUE CONTRE GAFSA

4. — **Mise à sac** de l'ambassade de France à Tripoli et du consulat à Benghazi pour protester contre le soutien apporté par Paris à Tunis (5 et 6).
7. — **La Tunisie** affirme posséder des « preuves incontestables » de la responsabilité de la Libye dans l'attaque de Gafsa et de la volonté de Tripoli d'impliquer l'Algérie (9).
10. — **Le colonel Qadhafi** déclare que la Libye s'opposera par tous les moyens, y compris la guerre, à la politique coloniale de la France en Afrique (12).
11. — **Le chef de l'Etat libyen** affirme que le régime tunisien est « contraire à la révolution populaire », qu'il « n'a pas sa raison d'être et doit disparaître » (13).
12. — **Le conseil des ministres** de la Libye annonce que deux jours de réunion sans avoir réussi dans sa tentative de règlement du contentieux tuniso-libyen (27 et 29/II, 1/III).

LIBERTÉS

1. — **FRANCE** : Des intellectuels catholiques signent un texte d'opposition à l'action de Jean-Paul II (3-4).
2. — **FRANCE** : Manifestation antinucléaire à Plogoff où s'est ouverte une enquête d'identité publique en vue de l'installation d'une centrale (5).
3. — **FRANCE** : Le ministre de l'Intérieur s'apprête à signer un arrêté créant un fichier informatique permettant de contrôler les étrangers en France (7).
4. — **FRANCE** : La Cour de cassation rejette définitivement la plainte du C.A.T. contre l'« enlèvement » dans l'affaire des micros (9).
5. — **FRANCE** : M. Marchais annonce la création d'un « comité de défense des droits de l'homme et des libertés en France et dans le monde », dont il sera le président. Il affirme que « l'impérialisme se réclame des droits de l'homme pour mieux les étrangler » alors que les pays socialistes sont ceux qui défendent le mieux les libertés (21).

22. — **R.F.A.** : Astrid Proll, terroriste repentie, est condamnée à cinq ans de prison mais reste en liberté (22).
23. — **UNESCO** : La commission internationale d'étude des problèmes de communication, dite commission McBride, remet son rapport qui déclare : « La défense des droits de l'homme est une tâche primordiale de la presse » (23).
24. — **CHINE** : Le quotidien du peuple et l'organe du comité central, justifie les exécutions de criminels de droit commun qui ont lieu depuis novembre en écrivant que la peine de mort a un caractère dissuasif. Le 28, une femme est fusillée pour escroquerie (27/II et 1/III).
25. — **Après les sanctions** prises contre M. André Sakharov, un concert de soutien est organisé à Paris par la violoncelliste Mstislav Rostropovitch. Appuyé par de nombreux appels de soutien à l'academi-

JEUX OLYMPIQUES

9. — **M. Cyrus Vance**, secrétaire d'Etat, déclare devant le C.I.O. que « les Etats-Unis s'opposent à des Jeux olympiques se tenant dans la capitale d'un pays envahisseur » (12).
10. — **Le Comité international olympique (C.I.O.)** réaffirme, à l'unanimité, son opposition au boycottage des Jeux de Moscou (14).
11. — **Les Jeux olympiques** d'hiver de Lake-Placid sont gérés par M. Walter Mondale, vice-président des Etats-Unis (15).
12. — **Double autrichien** dans la descente messieurs.
13. — **La comité olympique américain** reporte au mois d'avril sa réponse au comité d'organisation des Jeux de Moscou (16).
14. — **L'Assemblée européenne** et adjure les gouvernements des Neuf de conseiller à leurs athlètes de ne pas participer aux Jeux de Moscou (16).
15. — **L'Autrichienne Annemarie Moser-Proell** obtient, à vingt-sept ans, sa première médaille d'or olympique en descente (19).
16. — **L'Allemand de l'Est Ulrich Wehling** gagne, pour la troisième fois consécutive, l'épreuve du combiné nordique (21).

FRANCE

1. — **M. Raymond Mallet**, élu en Picardie, devient le premier président communiste d'un conseil régional (1 et 2).
2. — **Jugement** dans l'affaire du talc Morbange : cinq inculpés sont condamnés à des peines d'emprisonnement avec sursis après la mort de trente-six enfants en 1973 (12).
3. — **Une plus grande sévérité** à l'égard des auteurs de violences et une réforme de la procédure des flagrants délits sont envisagées au cours d'un conseil restreint réuni à l'Elysée (24-25 et 27).
4. — **Ouverture** de la session extraordinaire consacrée à l'examen par le Sénat du projet de loi d'orientation agricole adopté en première lecture par l'Assemblée nationale le 16 décembre 1979 (à partir du 26).
5. — **M. Giscard d'Estaing** déclare à la télévision que le socialisme atlantique et l'indépendance nationale ne sont pas incompatibles (27 et 28).
6. — **En Corse**, des militants nationalistes occupent plusieurs mairies pour demander la libération des personnes emprisonnées après les événements de janvier. Douze d'entre elles, qui ont commencé le 11 une grève de la faim, sont transférées à l'hôtel des prisons de Fresnes. Le 29, est organisée une journée « les morts » (27/II et 2-3/III).
7. — **Le conseil des ministres** réunit à la date du 8 mai les cérémonies de célébration officielle de la victoire de 1945 (28 et 29).
8. — **M. Georges Vedel**, nouveau membre du Conseil constitutionnel désigné par le président de la République, et MM. Louis Joxe et Robert Le Maréchal, rappellent formellement leur réconfort à leur serment (17-19 et 21/II, 2-3/III).

VIE DES PARTIS

3. — **M. Georges Marchais** affirme à l'issue du congrès des Jeunes communistes que les communistes veulent « faire la révolution » et insistent sur la solidarité internationale contre l'impérialisme (5).
9-10. — **Au conseil national** du P.C.F. consacré aux intellectuels, M. Marchais rappelle fermement le ligne politique définie au vingt-deuxième congrès, alors que les débats préparatoires ont confirmé l'opposition de certains intellectuels sur la conception et le rôle du parti (18 et 19).
10. — **Les déclarations** de M. Edgar Pisani, sénateur socialiste, annonçant qu'il traitait « à la pêche » plutôt que de voter communiste au second tour des présidentielles, provoquent une mise au point du P.S. assurant qu'elles n'engagent que leur auteur (12 et 13).
12. — **Au cours d'une conférence** de presse, M. Jacques Chirac s'attache à donner de lui-même l'image d'un homme pondéré (13 et 14).
16-17. — **Le Mouvement d'écologie politique (MEP)** définit ses statuts et sa stratégie pour l'élection présidentielle de 1981 (19).

19. — **M. Roger Garaudy** confirme sa candidature à l'élection présidentielle de 1981, sous l'étiquette « Appel aux vivants », titre de son dernier livre (13 et 21).
20. — **M. Maxime Gremetz** (P.C.), s'engage à signer un article du « Quotidien de Paris », refusé de répondre à France-Inter aux questions d'un rédacteur de ce journal (22).
21. — **La déclaration** de M. François Mitterrand indiquant que les socialistes « n'ont pas l'éventualité de gouverner seuls » provoque de vives critiques du P.C.F. et du C.E.R.E.S. (22, 23 et 24-25).
24-25. — **Le congrès** du Centre des démocrates sociaux (C.D.S.) réunit M. Jean Lecanuet à sa

présidence. M. Bernard Stasi est nommé président-délégué (du 23 au 26).
24. — **M. Jacques Chirac** dénonce le « rattachement » de la politique économique du gouvernement (26).
25. — **M. Michel Rocard** se déclare prêt à être le candidat socialiste à l'élection présidentielle de 1981. Se présentant comme un homme qui garde « la tête froide » et le sens de l'Etat, il reproche à M. Giscard d'Estaing son « irresolution » (27).

ÉCONOMIE

6. — **AFFAIRES** : P.S.A. - Peugeot - Citroën et Chrysler concluent un important accord de coopération (6).
6. — **SOCIAL** : Alors que l'INSEE annonce une baisse du pouvoir d'achat des salariés en 1979, M. Giscard d'Estaing indique au président de la C.G.C. que le pouvoir d'achat des cadres sera maintenu (5, 6 et 9).
7. — **AFFAIRES** : M. René Monory sanctionne sévèrement, pour entente illicite, quatorze « bricards » ou distributeurs d'électroménager (19).
13. — **SOCIAL** : Le chômage s'est accru de 1,1 % en janvier, pour le quatrième mois consécutif (14 et 15).
14. — **AFFAIRES** : Le groupe C.G.E. prend le contrôle de la société de travaux publics Sainclair et Brice (15 et 16).
19. — **SOCIAL** : M. Raymond Barre déclare que « le maintien du pouvoir d'achat devient un objectif de plus en plus ambitieux », qui ne pourra être atteint que si les Français renouent avec « revendications excessives et surenchères néfastes » (21).
19. — **COMMERCE EXTÉRIEUR** : Important déficit commercial en janvier : 4,6 milliards de francs (20).
22. — **BOURSE** : Le marché des obligations subit à Paris une très forte baisse due à la hausse des taux d'intérêt américains (24-25).
24. — **SOCIAL** : M. Giscard d'Estaing confirme sa volonté d'accroître la participation par l'actionariat et le dialogue dans les ateliers (26).
27. — **PRIX** : La hausse de 1,9 % en janvier est la plus forte depuis vingt ans (28 et 29).
27. — **GOUVERNEMENT** : M. Raymond Barre assure devant l'Assemblée nationale que l'économie française s'est assainie en profondeur, alors que l'INSEE publie des prévisions pessimistes à court terme. Les motions de censure déposées par l'opposition sont repoussées (29).
28. — **CREDIT** : Le taux de base des banques est porté à 12,50 %, niveau jamais atteint (1/III).
29. — **AFFAIRES** : Locatel qui détient 65 % du marché français de la location de téléviseurs, va être rachetée par CIT-Alcatel et Thomson-C.S.F. (23/II et 2-3/III).
29. — **CONSTRUCTION NAVALE** : La société Chazareux Demias-Vieljeux confirme la commande de quatre navires porte-conteneurs aux Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire (26/II et 2-3/III).

LES DÉCÉS

2. — **Joseph Fontanet**, ancien ministre, il avait été grièvement blessé, le 1^{er}, par une balle de pistolet. L'enquête s'oriente vers l'hypothèse d'un crime fortuit (du 2 au 7, 21).
5. — **André Cornu**, secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts de 1951 à 1954 (7).
6. — **René Journaux**, conseiller de M. Giscard d'Estaing pour l'Afrique, son avion s'est écrasé dans le nord du Cameroun (9, 9 et 10-11).
14. — **Marie Besnard**, accusée en 1950 de treize empoisonnements et acquittée onze ans de procédure (16 et 17-19).
15. — **Albert Simonin**, écrivain, auteur de « Touches pas au grébi » (17-19).
15. — **Vassil Katontan**, historien de la littérature soviétique, demi-frère de Louis Aragon (17-18).
17. — **Jean Sultany**, maître et écrivain catholique (19).
17. — **Graham Sutherland**, peintre anglais (19).
17. — **Firmin Bouglione**, baltique (20).
18. — **Nathan Yalin-Mohr**, membre des organisations clandestines, fut un agent de la création de l'Etat d'Israël (20).
19. — **Georges Champetier**, chimiste, membre de l'Institut (21).
20. — **Ahmed El Choukri**, premier président de l'O.L.P. (29).
29. — **Ygal Alton**, un des « pères fondateurs » de l'Etat juif et un des chefs du parti travailliste israélien (1/III).

propre. Parfois même un risque et Bernie Jacobs est presque fier d'énumérer les quelques désastres montés sans redouta qui n'ont pas tenu une semaine.

Pourtant, ces « flops » mis à part, le travail de création est aujourd'hui incompatible avec les cotés de production et l'exigence de rentabilité de Broadway. Quand Bernie Jacobs arrête-t-il une pièce ? La réponse est immédiate : « Dès qu'elle perd de l'argent. Le deuxième ou le troisième soir s'il le faut. » Et il ajoute : « Le prix des places devrait être calculé d'après le coût de la production. Comme le prix d'une robe ou d'une montre. Pas d'après les habitudes du public. Peu à peu je voudrais gérer les théâtres comme n'importe quelle affaire. »

Entre le business et l'avant-garde entre les salles de mille places et les garages ou les lofts. (1). Il y a à New-York, un phénomène unique : Joseph Papp. Difficile d'énumérer ses activités : Joseph Papp est parvenu à inventer le Free Shakespeare Festival dans Central Park, directeur des sept théâtres du Public Theater, hier producteur de *Hair* et aujourd'hui de *Chorus Line* (le plus grand « hit » de l'histoire de Broadway), il a en outre dirigé de 1973 à 1977 le Lincoln Center Repertory Theater et sera probablement demain responsable du Kennedy Center à Washington. Il est « on » et il est « off » Broadway. Il gagne des millions de dollars avec *Chorus Line* à Broadway, en obtient autant de l'Etat, de la ville, des fondations et des particuliers et dépense le tout en accueillant dans les sept théâtres du Public Theater tous les jeunes talents américains.

Secouer Shakespeare

Cet homme de cinquante-cinq ans, « first generation », fils d'émigrés juifs polonais, chevronné en bataille et figure mangée par deux yeux noirs, tragiques et charmeurs fascine. Adoré et critiqué, même ceux qu'il irrite reconnaissent son travail titanesque pour le théâtre américain. « C'est un génie pour séduire de l'argent. Chaque année, il se fait donner 2 millions de dollars pour le Public Theater. Papp est le seul à avoir pendant ses années les jeunes auteurs qu'il aime. Avec le Public Theater, il a donné un lieu à John Guare, Thomas Babe, Edward Butler, David Rabe, Elisabeth Svendsen, Sam Shepard, Nóbrega Shapero... tous les dramaturges qui comptent aujourd'hui. Mais quand toutes les salles sont prises, il trouve toujours un garage et produit leurs pièces, menant les auteurs à se développer. »

Rumeur plus flatteuse à vérifier sur place. De Broadway à la 8^e rue, tout change. Ici, ni gratte-ciels ni nuages. Le Public Theater, orfèvres au vent, dresse ses énormes murs de briques rouges au milieu des vieilles maisons des immigrants juifs et irlandais du dix-neuvième siècle.

Une centaine d'affiches serrent les uns contre les autres colorant le bureau de Joseph Papp, mince échantillon de quelques milliers de pièces qu'il monte depuis près de trente ans. Toujours minuté, il parle très vite et communique par ce qui l'intéresse le plus : ses relations avec les dramaturges. « Je ne fais que mettre les artistes en contact avec leur propre talent. »

Joseph Papp reçoit trois mille appels par an, comme trente pièces par saison et son goût est seul à guider ses choix. « J'aime le théâtre profondément personnel. Les dramaturges qui écrivent avec leur ventre. Qui prennent des risques. Qui viennent d'un noir profond. Comme David Rabe (Sicks and Bones, Streamers). S'il n'était pas dramaturge il serait assassin. Il faut que les textes des vingt-cinq dernières années soient les planches, c'est très important. Je vois dans la pièce d'un jeune homme de vingt-six ans, Peter Parnell : les Chagrins de Steven. C'est très fort et pourtant le dialogue semble aigre. Facile. Les pièces doivent ressembler à de l'irish coffee : une surface agréable et des couches plus profondes que la public peut succumbement pénétrer comme il le fait depuis des siècles avec le Song d'une nuit d'été. »

Jouer Shakespeare à l'américaine a été l'une des idées fixes de Joseph Papp depuis vingt-cinq ans. On retrouve chez lui, jusqu'à l'obsession, ce besoin de décolonisation vis-à-vis de l'Europe, qui habite depuis toujours le théâtre américain. « J'ai essayé de boucler, de secouer Shakespeare, sans le transfor-

mer. En engageant des acteurs américains d'abord. Les accents régionaux ne me gênent pas si la diction est claire. Raoul Julia, l'Orphée de l'année dernière a un fort accent espagnol et il était formidable. J'ai cherché un Shakespeare moins affecté, moins raide, moins britannique. Pas trop naturel non plus. Les acteurs de l'Actor's Studio qui se grattent le derrière avec tant d'aisance, c'est trop. »

Dans un quart d'heure, Joseph Papp doit assister à une répétition. Il parle de plus en plus vite, étalant les principes établis qui ont transformé le petit Joseph Pappofski du ghetto de Brooklyn en « Jo Papp » du Public Theater surgissant dans ce flot de paroles.

La guerre sur un porte-avion. A chaque escale, il monte une pièce avec les marins. En 1945, débarquement à Los Angeles.

Off off Broadway

L'aventure est permanente

UE se passe-t-il off off Broadway, c'est-à-dire à l'avant-garde du théâtre à New-York ? Certains novateurs des années 60 ont gardé leur vitalité et en particulier deux d'entre eux, Ellen Stewart et Al Carmine. Lents expériences, fragiles et révolutionnaires, ils y ont vingt ans, se sont transformés en aventures permanentes.

Ellen Stewart, cinquante ans, peau noire et cheveux gris ter, parle le jargon français de sa Louisiane natale. La mère de toute l'avant-garde new-yorkaise, c'est elle, et son café-théâtre à tout naturellement été baptisé La Mamma. Depuis sa création, en 1961, elle en a fait un lieu où toutes les cultures se rencontrent et se mélangent, où tous les arts, danse, musique, théâtre, peinture, sculpture, se combinent et se pénètrent. La Mamma fut joué en coréen. Les *Troglodytes* parodiques en grec. Latin, espagnol, arabe, et des troupes du monde entier invitées.

Pour aller voir Ellen Stewart dans son grenier au-dessus de La Mamma, il faut grimper un escalier en échelle, où un immense dragon en bois, vestige d'un décor japonais, s'étire le long du mur de la première à la dernière marche.

« Les spectateurs ont très bien compris Hamlet en coréen, parce que le spectacle était très visuel. Je ne m'intéresse pas seulement à ce que les auteurs ont à dire mais aussi à montrer. Les textes doivent s'ajouter aux gestes, aux sons, aux images, et j'aime penser qu'ainsi nos spectacles pourraient être donnés en Afrique ou en Asie. » Cette année, des Hollandais, des Portugais, des Africains du Sud, le Théâtre national de Bucarest, vont venir à La Mamma, ainsi que Joseph Chalkin, le fondateur il y a vingt ans de l'Open Theater, Peter Brook et Andrei Serban, le plus jeune des très grands metteurs en scène américains.

Un pétulant pasteur

La Mamma est devenue une institution, et pourtant la crise économique rend sa survie difficile. Les subventions se font plus rares et, cette année, le National Endowment for the Arts a même menacé Ellen Stewart de diminuer ses crédits si elle ne consacrait pas davantage sa scène aux artistes américains. Ellen Stewart a monté neuf cents spectacles depuis vingt ans, avec, pour commencer, un chapeau pour faire la queue. Elle n'a pas sa pareille pour secouer un banquier par les épaules et le faire « casquer ». Le théâtre pauvre, elle connaît, et ne changera pas : La Mamma restera la maison du monde entier.

Imaginez le euré de Saint-Germain-des-Près invitant Sartre, Mouloudji et Juliette Gréco à se produire dans son église. C'est exactement ce qu'a fait Al Carmine, le pétulant pasteur de la Judson Memorial Church, sur Washington Square, en plein quartier des artistes, en créant, en 1960, le Judson Poet's Theater. Son premier spectacle a été les *Mammals de Tiresias*, d'Apollinaire, suivi du premier ballet nu — avant *Hair* —, puis d'une pièce sur l'homosexualité, une autre sur la guerre du Vietnam. Nulle provocation chez lui : « Le théâtre est sorti de l'Eglise, il faut l'y faire rentrer. L'Eglise a besoin de cette vie un peu tumultueuse. » Al Carmine n'est

Audition au Group Theater. Il est engagé comme acteur, fait la connaissance d'Elia Kazan, Lee Strasberg, Clifford Odets et découvre le monde du théâtre. Dirige le Group Theater quelques années. Revient à New-York. Monte des pièces en banlieue. Finit par échouer dans le sous-sol de l'immanus Presbyterial Church. Le transforme en théâtre en descendant une à une les chaises d'un cloître du Bronx. Rencontre en 1967 un ami acteur, Jimmy Radó, dans le train. Lit quelques pages d'un script de Jimmy Redo. Engage une vingtaine de hippies et monte *Hair*. En 1975, écoute quarante heures d'interviews de danseurs et en tire *Chorus Line*.

Depuis 1975, neuf millions de spectateurs ont vu *Chorus Line*. Une troupe *Chorus Line* joue à Broadway, deux autres tournent

pas seulement directeur du Judson Poet's Theater, il est aussi compositeur et acteur. Il est l'auteur de plus de quatre-vingts musiques, où il mélange allègrement opéra du dix-neuvième siècle. Kurt Weill, jazz, blues, ragtime et hymnes du début du siècle. Après avoir assuré son ministère, quitté son incroyable désordre de partitions, bibles et machines à écrire, il monte le soir sur la scène jouer *Docteur Fousset lights the lights*. Il a composé une musique joyeuse et élève sur le texte de Gertrude Stein et tient le rôle de Méphisto, bien sûr, ses 100 kilos drapés dans du superbe velours rouge.

Autre rescapé des années 60, Joseph Chalkin récite au Public Theater des poèmes d'amour, d'absence, de solitude, composés avec Sam Shepard. Boulevardier, il les dit, assis, couché ou levé sur lui-même, inventant des gestes balbutiants, accompagné d'une musique d'assiettes cassées, de tuyaux de chaudières et de plaques de four entrecroisées. Sa sœur, Shami Chalkin, joue *The Big Lady*, une nouvelle pièce de Jean-Claude Van Itallie, le grand dramaturge de l'Open Theater. Seule sur une minuscule scène, elle soliloque, comme le font parfois ces clochards que l'on rencontre à New-York et qui n'ont pour toute fortune que les misérables sacs qu'ils transportent avec elles.

Cette avant-garde d'hier est toujours très vivante off off Broadway, parce que si la direction de ses recherches, fixée il y a vingt ans, change peu, son cheminement, lui, continue. Qui sont les avant-gardistes, qui ont aujourd'hui de vingt à trente-cinq ans ? La réponse n'est pas très facile, parce que l'avant-garde n'est plus divisée en quatre ou cinq groupes, comme à l'époque du Living Theater, de l'Open Theater et de Bread and Puppet Theater. Actuellement elle est le fait d'individus, qui travaillent isolément ou à deux ou trois, dont les expériences sont très diverses et dispersées.

Lise Lecompte et Spalding Gray s'aventurent de plus en plus loin dans un théâtre « psychanalytique ». Ils fabriquent et jouent leurs pièces à partir de morceaux d'autobiographie, d'interviews improvisées, de bouts filmés, d'extraits d'autres pièces et réalisent ainsi des « collages » assez saisissants.

Karen Sunde, elle, déteste ces « bricolages psychanalytiques », qui ont toujours été une des tendances majeures du théâtre américain : « J'ai voulu sortir de My sex life in college ou Why don't I love my mother. J'ai essayé avec la Chasse à courre d'apporter un éclairage nouveau sur la révolution américaine. Je prépare en ce moment une pièce sur Benjamin Franklin à Paris. »

Tout à fait en dehors de ces courants classiques — psychologiques ou historiques — Rosalee Goldberg a créé, avec la Kitchen, une sorte de café La Mamma, confidentiel et futuriste. A la Kitchen, un des innombrables lofts de Greenwich Village, le Japonais Min Tanaka, nu, corps et tête rasés, peints en noir et tatoués, transformé en bronze lisse, improvise une danse presque immobile. Luigi Ontani, figé dans un costume d'astronaute pailleté, compose un tableau vivant, pendant que des diapositives projettent sur les murs la voie lactée, la grande course ou des vues lunaires.

en permanence à travers les Etats-Unis. Ce muséum qui mime une audition de danseurs et met en scène dix-sept acteurs dansant comme dans *West Side Story* et chantant tour à tour leur trac, leur enfance et leur passion de la danse, rapporte chaque année 3 millions et demi de dollars au Public Theater. Dans un pays où les subventions de l'Etat sont minces, Joseph Papp a réussi à se financer à 60 % lui-même. Quand les bénéfices de *Chorus Line* s'épuiseront, ils trouveront un autre hit ou quelques nouveaux généreux milliardaires.

(1) Mais où stallez du dix-neuvième siècle très appréciés aujourd'hui. Ces artistes parce que leur absence de cloisons permet d'avoir de grandes espaces d'un seul tenant. Un certain nombre de spectacles d'avant-garde sont donnés dans les lofts.

Sculpture, peinture, danse, musique et théâtre, les spectacles de la Kitchen sont tout cela à la fois. Comme les surréalistes, les membres du Living Theater et l'Action Painting et tous les précurseurs en général, l'avant-garde new-yorkaise actuelle aime abolir les frontières entre les arts.

La chorégraphe et danseuse Lucinda Childs vient de monter, à la Brooklyn Academy, *Dance*, avec le peintre Soi Lewitt et le musicien Philip Glass. Pendant qu'elle galope et bondit, seule ou avec sa troupe, un immense écran reproduit leur image filmée, mate ou brillante, grandeur nature ou démesurément grossie. Ce film introduit plusieurs plans dans l'espace de la scène et amplifie la frénésie du rythme.

Pique-nique magique

Si Lucinda Childs veut associer danse et film, Elisabeth Svados cherche une nouvelle manière d'intégrer la musique au théâtre. Noyée sous une chevelure en cascade jusqu'à la taille, à la manière d'Isadora Duncan, elle laisse très vite deviner une nature de passionnée. « La musique des musiciens de Broadway n'est là que pour anesthésier le public. Une pilule pour oublier. Je voudrais retrouver le recueillement des fêtes religieuses d'Afrique et d'Asie. Là, musique et théâtre ne font qu'un. Au printemps, je vais écrire un opéra sur la traversée de la mer Rouge par les juifs et le génocide du Cambodge. Sur les peuples qui ont peur de voir leur culture détruite. »

Andrei Serban, trente-cinq ans, Roumain d'origine, arrivé depuis dix ans à New-York, a déjà monté les *Troglodytes*, *Medee* et *Antigone* à La Mamma, la Cerveille, au Lincoln Center, et les *Parapluies de Chéribour* sur Broadway. Chacune de ses mises en scène est un événement new-yorkais. Actuellement, il prépare Comme il vous plaira de Shakespeare pour La Mamma. Il avait déjà monté cette pièce au Festival de La Rochelle en 1976. « En France, la pièce avait été donnée en pleine forêt comme un pique-nique magique. Ici, la forêt est transportée à l'intérieur, et les spectateurs assis au milieu des arbres. Je veux créer une atmosphère festive et profonde à la fois, car cette pièce, c'est vraiment la joie de la reconnaissance de nous-mêmes. Ces gens qui partent dans la forêt et, à la fin de leur voyage, reviennent dans la ville, parce qu'ils ont trouvé en eux, et entre eux, assez de force pour revoir dans une cité, m'inspirent beaucoup. »

Andrei Serban a un français parfait et une voix douce. Il sourit. « J'ai fait des choses très différentes jusqu'à maintenant : les *Parapluies de Chéribour* et les *Troglodytes*, et les critiques n'arrivent pas à me mettre une étiquette « Broadway » ou « expérimental », mais j'aime toutes les formes de mise en scène, et un mélodrame comme les *Parapluies de Chéribour*, intelligemment traité, même à Broadway, peut atteindre un niveau universel. »

Jamais un membre du Living Theater n'aurait pu tenir ces propos. Il y a dix ou quinze ans, l'avant-garde américaine s'est déradicalisée. Elle a perdu sa violence et aussi probablement une partie de sa vigueur. Depuis quelques années, pas de bouleversement majeur, mais plutôt une avancée tranquille dans les directions fixées par des aînés plus virulents.

REFLETS DU MONDE

THE TIMES

Guide télévisé

« C'est un service public inhabituel, écrit le TIMES de Londres, qu'offre l'administration des postes aux utilisateurs du système de données informatiques Prestel, qui permet aux gens de consulter des fiches de renseignements sur leur écran de télévision, en se servant du réseau téléphonique. Les postes ont légitimement demandé un crédit pour rendre les horaires des trains et des avions, les nouvelles financières, les informations parlementaires et touristiques ou des prévisions météorologiques accessibles par ce nouveau moyen. Mais elles ont conservé un discret silence sur un autre service, plus spécial, que l'on peut obtenir avec le système Prestel. Ce service est présenté comme un guide de l'acheteur de livres cochons. »

Le très sérieux quotidien britannique indique que ce service est offert et décrit dans une brochure qui explique impertinamment : « La plupart d'entre nous se sentent quelque peu embourbés au moment d'acheter de la littérature pornographique (1). Ici, il suffit d'appuyer sur la touche 1 (a) Qu'est-ce que je veux ? », sur la 2 (a) Où puis-je le trouver ? » ou sur la 3 (a) Combien cela vaut-il honnêtement ? ». « Qu'est-ce que je veux ? » propose trois options : magazines avec des filles, magazines spéciaux, et romans érotiques. « Ne commettez pas l'erreur d'acheter l'un si vous souhaitez l'autre », est-il conseillé au téléspectateur. Avec un si bel équipement informatique, ce serait, en effet, impardonnable.

LE SOIR

Economies d'énergie

Des automobilistes belges ont trouvé le moyen d'économiser de l'argent sans pour autant épargner leur carburant. Le quotidien bruxellois LE SOIR raconte : « Les automobilistes de la petite ville de Mechelen — oan-de-Maas, dans le Limbourg, avaient dû se donner le mot. Le propriétaire d'une station d'essence

self-service a, en effet, constaté qu'une de ses pompes était tombée en panne durant la nuit et avait fonctionné sans qu'il ait eu à verser de l'argent pour le mettre en marche : 278 litres de carburant ont ainsi été passés directement de la pompe dans le réservoir des automobilistes, sans bourse délier. »

Newsweek

Plus fort que l'œuf de Colomb

On n'arrête décidément pas le progrès. Une firme californienne vient de mettre au point un appareil qui apportera une contribution décisive à l'avenir de la civilisation technologique occidentale. L'hebdomadaire américain NEWSWEEK écrit à ce sujet : « Le bolteur électrique d'œufs présenté par la société Vision 2000, de Beverly Hills (Californie), mélange automatiquement un œuf en le gardant dans sa coquille, le tout en cinq secondes seulement. Le système est celui d'une aiguille nue électriquement, et qui fait ce que les cuisinières traditionnelles doivent réaliser au moyen d'une fourchette ou d'un fouet. L'aiguille, qui n'est pas tout à fait droite, se dresse au-dessus d'une

coupe sur le bout de l'engin. Quand un œuf est tenu à la main et enfoncé sur l'aiguille, celle-ci se met à tourner et mélange le blanc et le jaune. »

Aux esprits sceptiques, qui seraient tentés de se demander l'utilité réelle de ce dispositif (puisque, de toute façon, l'œuf devra ensuite être cassé pour pouvoir être dégoûté), le fabricant, ajoute NEWSWEEK, répond : « Le bolteur électrique d'œufs fait gagner du temps, de l'énergie, et, surtout, évite la corvée d'avoir à nettoyer des bols sales. Il peut aussi permettre à des cuisinières de créer de nouveaux mets, comme des œufs brouillés et pochés à la fois, dans leur coquille. » Et tout cela pour 15 dollars.

Frankfurter Allgemeine

Retour au baise-main ?

Les bonnes manières se perdent moins qu'on ne le croit, du moins outre-Rhin. D'après la FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG, « les femmes prennent de nouveau plaisir, en République fédérale d'Allemagne, à se faire saluer par un baise-main ». Le quotidien de Francfort ajoute : « C'est l'institut de sondages Allendbach qui l'a annoncé. Il a posé la question à un échantillon représentatif de la population : « Quand vous voyez un homme faire le baise-main à une femme, trouvez-vous qu'il s'agit d'une attitude aimable ou bien cela vous déplaît-il ? » 45 % des femmes ont jugé ce geste

favorablement. 13 % des personnes interrogées ont indiqué que c'était, selon elles, fonction de l'endroit et de la situation. C'est dans la région Rhin-Main et dans le Sud-Ouest que l'intérêt pour le baise-main, avec 49 % d'opinions favorables, est le plus grand. En Bavière, la proportion des femmes qui se prononcent de la même façon est de 47 %.

Il est vrai que c'est aussi affaire de génération : la « F.A.Z. » indique que les jeunes préfèrent, au baise-main, « un baiser sur la joue ».

Associated Press

Silence, on lit

Le calme des bibliothèques ne doit pas être mis à profit à d'autres fins que celles de la lecture. C'est du moins l'avis des autorités britanniques de la région de Reading, si l'on en croit l'agence ASSOCIATED PRESS, qui raconte : « Les usagers qui s'endorment dans les bibliothèques publiques du comté de Berkshire recevront un avertisse-

ment, puis une amende de 20 livres (environ 180 francs) en cas de récidive. Le conseil du comté vient en effet d'approuver un arrêté interdisant de dormir dans les bibliothèques. Cette mesure fait suite aux nombreuses plaintes des vrais lecteurs, qui trouvent trop souvent les places déjà prises par des personnes uniquement occupées à dormir, quand ce n'est pas à ronfler. »

CROQUIS

Soupe à l'ail

Les navets pendant l'hiver et les poireaux en carême : deux menus spartiates et néanmoins languedociens en parfaite harmonie avec les saisons. Car si les navets, mis en cave près du tonneau, gardent leur bonne mine jusqu'à Noël, le poireau sauvage pointe l'oreille dans les vignes dès la mi-février ; on le ramasse encore en avril, à peine moins blond, cent fois plus savoureux que son cousin domestiqué par les maraichers.

Y a-t-il un menu pour l'ail ? Non pas un, mais vingt, trente ! La cuisine méditerranéenne ne serait plus elle-même si l'ail luisant et sentant fort, et l'ail doux et préférait l'ailaine drue aux parfums doucereux ne régnaient en maître dans les potons et les cocottes.

A Narbonne, naguère, on prenait congé de Carnaval — gros poupon au pif violet, on Bacchus enfant — en chantant la complainte occitane : Tu t'en vas et leu demori Per manjar la sopa d'ail (Tu t'en vas et moi je reste Pour manger la soupe à l'ail.)

La soupe à l'ail, baptisée également ailade ou soupe à l'ailie, c'est Joseph Delteil qui

m'en livra le secret, un jour de l'été 1970, à La Galanbe, dans la montagne Noire. Comme Jean Carrière, comme F.-J. Temple, romanciers du cru, Delteil offrait volontiers devant les fourneaux.

« L'ailade ? Frugalité, saveur et tour de main. Voilà... » Sel, poivre, thym, laurier, eau et ail en quantité dans l'ail, pot de terre ventru allant au feu. Un blanc d'œuf séparé de son jaune. Le jaune se cuit en mayonnaise. Quant au blanc...

« Comme ceci : en coup d'épervier. » Un geste adé et tranchant — oiseau et faucille. Résultat : le blanc, dans l'eau bouillante, se gonfle et se disperse comme une nébuleuse. On sert le tout sur des croûtons arrosés d'huile d'olive.

Rien de plus, rien de moins que cette saine simplicité. Ce n'est pas un mets de ministre ni de maréchal. C'est un mets de roi.

Lorsqu'il passa par Mèze, au printemps 1833, Stendhal en route pour Marseille se plaignit d'un « dîner de sauvage ». N'est-il pas le tort d'égarer du menu l'ailade languedocienne ?

MAURICE CHAVARDES.

Cause perdue

Un soir de février dans les couloirs du métro Montparnasse : contrôle de police. La voix qui m'interpelle est presque douce : « Voulez-vous me présenter une pièce d'identité, s'il vous plaît ? » La courtoisie est instantanée. Privé de la peau blanche ? Un peu plus loin, en tout cas, un autre voyageur plus basané n'a droit qu'à un hochement de menton accompagné d'un « toi, là-bas ! » En quelques secondes, je fais intérieurement le tour de ma situation légale. Mes papiers sont en règle, j'ai de l'argent sur moi et un domicile fixe. Je n'ai porté aucune substance ni objet prohibés et rien — pas même un briquet — qui puisse passer pour une arme par destination. Je paye mes impôts, mon loyer, et je vote, même aux élections cantonales. Je jouis de l'estime de mon concierge. Bref, j'ai bien mérité de la normalité, et je pourrais légitimement exiger le respect de la loi. Cette fois, c'est juré, je ne céderai pas.

« Vous n'êtes pas accompagné d'un officier de police judiciaire. Vous n'avez pas le droit d'affectuer de contrôle d'identité. »

L'agent me regarde d'un air las, semblant se dire : « Encore un intellectuel. »

« Faites pas le malin, ou on vous embarque. » La récitation des textes de loi le laisse indifférent : « Nous, vous savez, on applique les ordres. » Imparable, je tente la démagogie, sur le thème : « Vous tarissez l'image de la police. » Il rigole franchement : « De toute façon... » Fatigué du jeu, il lance enfin, définitif : « Bon, alors ! Qu'est-ce qu'on fait ? » Je : « Échis. Ma dignité vaut bien une nuit au poste. Seulement, précisément, on m'attend au restaurant. Et puis le cinéma... D'ailleurs, c'est bien simple, le lendemain matin, je suis pris. En somme, je veux bien être un martyr de la liberté, mais ce soir, justement, ça ne m'arrange pas. Pas très fier, je salue un ultime « c'est illégal », et je lève les bras. Pour la fouille.

PASCAL PRIESTLEY.

Un sauvage

« Celui-là est un sauvage. » Pas l'air d'être un sauvage, mais l'air de Martin à Kersaux. François Martin, dit « Coucou », parce que, autrefois, il serait allé pondre ses œufs dans le nid des autres, mais de cela il y avait quand même un sacré bout de temps.

François avait soixante-seize ans, et depuis la mort de sa mère, il vivait seul. Enfin, presque : au dernier recensement, il y avait vingt-trois chats avec lui, et un dictionnaire. Les mieux informés disaient qu'il recevait une petite pension de la marine, dans les 2 000 francs par trimestre. Sur un vélo qui avait fait la Marine, il allait à la crèche de Concarneau, deux ou trois fois la semaine, chercher du poisson pour ses chats.

Les volets bleus de François étaient les premiers fermés le soir : il n'avait pas l'électricité, ni l'eau d'allèges. Le premier lundi de décembre, quand Eliane, la voisine, a ouvert ses volets, ceux de François étaient fermés. Fermés encore quand Germaine, l'autre voisine, est revenue du bourg

avec le pain. Alors Eliane a téléphoné au nœud de Concarneau, qui est venu, qui a frappé.

On est allé chercher Guy Cornou, le serrurier, qui n'a rien pu faire avec la porte : elle était barricadée de l'intérieur. Mais il a décroché un volet. François était dans son lit, sans draps, sous sa couette de plumes. Il a répondu par des signes. Non, il ne voulait pas que le docteur Crenn vienne le voir. Non, il ne voulait pas aller à l'hôpital de Concarneau. Il voulait, c'était clair, qu'on lui tienne la paix.

Il s'est levé lundi soir, car les volets étaient refermés, et le sont restés mardi toute la journée. Il a dû se relever aussi pendant la nuit, car le mercredi matin les chats étaient dehors à faire du dégât dans le jardin d'Eliane. Le nœud de Concarneau est venu. La porte n'était plus barricadée. On a trouvé François Martin mort, sur la terre battue au milieu des plumes de sa couette crevée. « Celui-là s'est battu avec la mort », a dit Germaine.

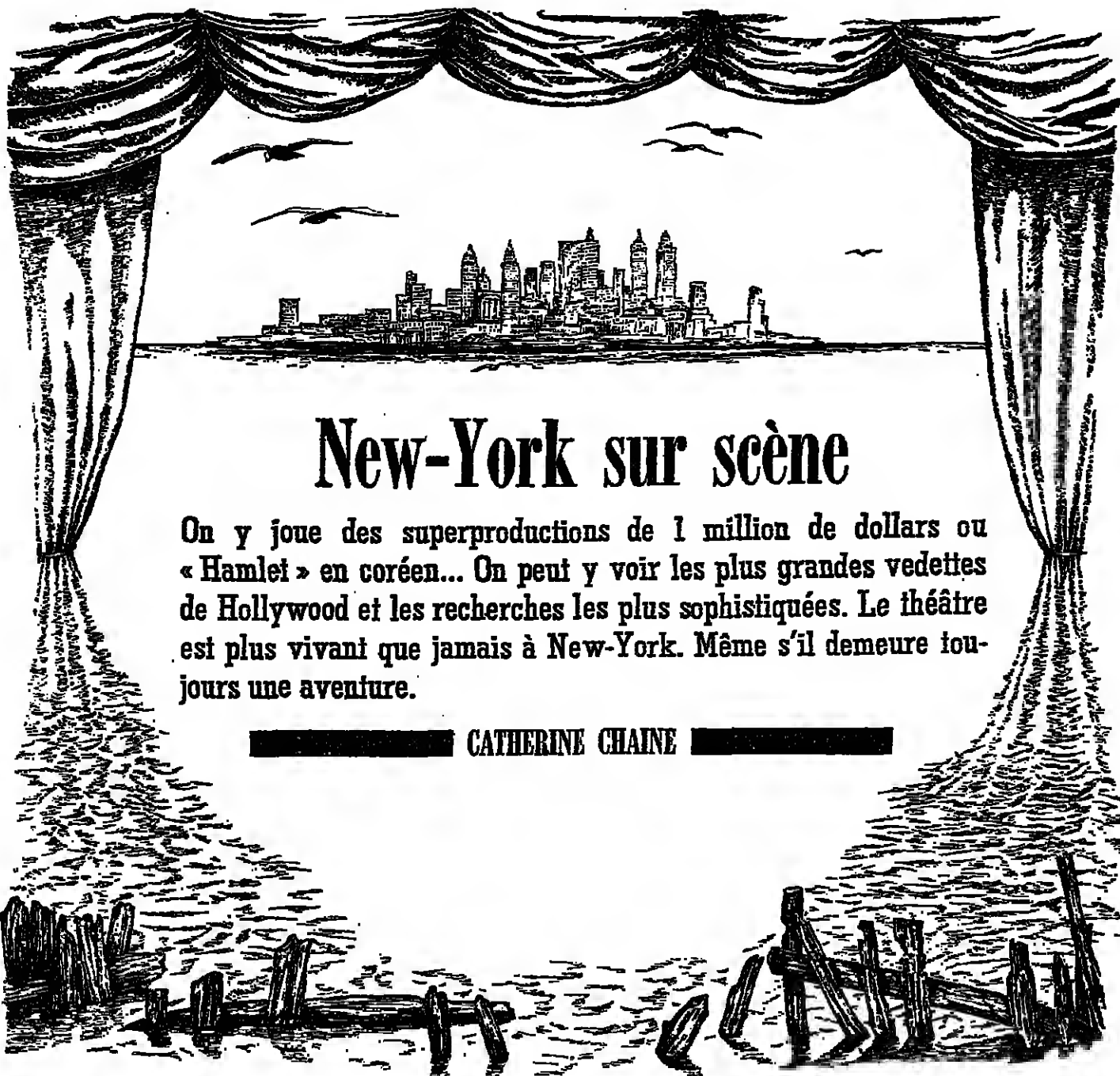
MICHELLE MAJORELLE.

Conte froid

de JACQUES STERNBERG

L'emploi

On fit la munda en six jours, comme prévu. On se reposa la septième jour et, le lendemain, on eut l'idée de créer Dian. Tout le munda trouva l'idée absurde parce qu'on se demandait vraiment quoi en faire. Puis, quelqu'un lança une suggestion : « Si on donnait Dian aux Terriens ? Ils lui trouveront bien un emploi. » Et il en fut ainsi.



New-York sur scène

On y joue des superproductions de 1 million de dollars ou « Hamlet » en coréen... On peut y voir les plus grandes vedettes de Hollywood et les recherches les plus sophistiquées. Le théâtre est plus vivant que jamais à New-York. Même s'il demeure toujours une aventure.

CATHERINE CHAINE

Broadway

Un business comme un autre

BROADWAY est au théâtre new-yorkais ce qu'Hollywood est au cinéma américain. Déroulement non-stop d'enseignes lumineuses, affiches géantes de Times Square s'étalant sur dix étages de murs aveugles : là, entre la 42^e et la 48^e Rue, sont concentrés les trente-six plus gros théâtres de New-York. Les salles sont énormes, les pièces et les musiciens coûtent des millions de dollars, les noms des plus grandes stars scintillent en lettres d'or sur le fronton des théâtres. Broadway tout est gigantesque : les « hits » (les succès) comme les « flops » (les échecs). Broadway est le Wall Street du spectacle et celui qui y règne, propriétaire ou producteur, parle un langage de businessman.

Dans l'immeuble Scherbert, 44^e Rue, le bureau de Gérard Schoenfeld, le directeur de la Scherbert Organisation. Velours bleu frappé sur les murs, médaillons dorés, canapé Chesterfield, bibliothèque néo-gothique, rien n'a changé depuis le siècle dernier quand les frères Scherbert possédaient ce théâtre aux États-Unis. Depuis, la loi antitrust est passée par là, mais la Scherbert Organisation est encore propriétaire de dix-sept théâtres à Broadway, et son président l'homme le plus puissant de la place.

La rondeur musclée et énergique, le crâne chauve, Gérard Schoenfeld s'exprime avec la précision et l'assurance d'un gestionnaire, qui, en dix ans, a fait passer Broadway de la faillite chronique à la prospérité. Cet homme de cinquante ans ne joue pas les artistes. Les nouveaux thèmes des dramaturges, l'influence de Stanislavski, le jeu corporel, ce n'est pas sa partie. Il parle de ce qu'il connaît : l'organisation, le marketing, la comptabilité. — « Si l'on résume en quatre chiffres : 1970, 6,1 millions de spectateurs à Broadway, 1979, 10 millions. »

« Il y a dix ans, l'image de Times Square était très mauvaise : montée des crimes, prostitution, sex-shops. Le quartier n'était pas sûr, et la fréquentation des théâtres baissait régulièrement. Il fallait convaincre l'administration new-yorkaise d'assainir cette zone, et pour cela, un seul argument efficace : le profit. » Enquêtes, sondages,

chiffres et preuves en main, Gérard Schoenfeld a su convaincre la ville de New-York et le gouvernement fédéral de l'importance économique de Broadway. Immeubles repeints, bordels fermés, nombreux rondes de police organisées, on peut aujourd'hui s'aventurer seul à Broadway, la nuit, sans la moindre appréhension.

La sécurité améliorée, Gérard Schoenfeld ne s'est pas arrêté là. Pour rendre les théâtres plus accessibles, il a été le premier à passer des accords avec toutes les cartes de crédit. Aujourd'hui, on peut louer sa place par téléphone en donnant son numéro de carte. Bien sûr, un ordinateur Scherbert gère tous les renseignements sur les places disponibles dans les dix-sept théâtres. Il fallait aussi élargir le public. Sur le petit terre-plein de Times Square, un guichet « discount » a été installé, où des places, pour le soir-même, sont vendues à moitié prix.

Minimum de risques

Restait encore, pour remplir les salles, à améliorer la qualité des shows. « En 1972, en pleine récession économique, nous avons été les seuls à prendre le risque d'injecter des sommes énormes dans la création de spectacles. Nous espérons miser juste », explique Gérard Schoenfeld. Le « hit » ne s'est pas fait attendre : en 1974, la Scherbert Organisation finançait le producteur d'Equus, dans une petite salle hors Broadway. Quelques semaines plus tard, la pièce démenageait dans un théâtre Scherbert, et faisait salle comble pendant plus d'un an.

Succès mérité, estime Bernie Jacobs, l'associé de Gérard Schoenfeld, entré dans un fauteuil de cuir pendant qu'un Noir dépenaillait d're ses chaussures. Bernie Jacobs parle du coût des pièces. « La Scherbert n'est pas seulement propriétaire de salles, elle produit aussi certains spectacles. Les prix sont exorbitants. Un million et demi de dollars pour un grand musical, 800 000 pour un petit, 350 000 et 750 000 pour une pièce, selon le nombre de acteurs. »

Comment de telles sommes sont-elles réunies ? Bernie Jacobs, lui, utilise les méthodes de la Scherbert Organisation,

mais les trente ou quarante autres producteurs de Broadway n'ont pour tout capital que leur flair et leur réputation. Quand ils ont choisi le script et les acteurs, ils doivent donc trouver le nombre suffisant d'« angels » (financiers) pour payer leur production.

Richard Barr est l'un de ceux-là. Il est en train de réunir les 400 000 dollars nécessaires pour monter la dernière pièce d'Edouard Albee : *The Lady from Dubuque*. Cinq personnes lui ont déjà donné 300 000. C'est rond et vil. Il m'achète son cigare avec assurance. Les 100 000 manquants, il les trouvera sans aucun doute : Richard Barr est un des « super-professionnels » de la place. *Sweeney Todd*, l'un des plus gros succès de la saison, c'est lui. *Sweeney Todd*, 1,5 million de dollars de production, obtenus par petites annonces dans le *New York Times*. Deux cent trente-sept personnes ont répondu et payé pour monter cet incroyable musical, où un barbier londonien du siècle dernier assassine tous ses clients.

Quand une pièce coûte 1 million de dollars avant le lever du rideau et, chaque soir, entre 70 et 110 000 dollars, comment la choisit-on ? En prenant le minimum de risques bien sûr, et, pour les producteurs, l'assurance, c'est la star. « Il y a quelques années, un producteur m'a proposé une mauvaise pièce, et Katherine Hepburn, raconte Bernie Jacobs. La pièce n'a très bien marché. Katherine Hepburn est une super-star. Même si elle lisait le bottin du téléphone, les gens viendraient la voir. »

Katherine Hepburn, Ingrid Bergman, Lizzy Minelli, Richard Burton, John Gielgud, et deux ou trois autres seulement, sont ce qu'on appelle à New-York des « bankable stars ». Traduites : elles remplissent, à coup sûr, la salle et la caisse.

Autre gage de sécurité : que la pièce ait eu du succès à Londres, en province ou off (hors) Broadway. *Sweeney Todd*, monté de toutes pièces à Broadway, avec un décor intransportable, est une exception. *Evita*, le grand musical sur la vie d'Éva Peron, vient de Londres. *Gin Gams*, une excellente pièce sur deux vieillards dans un hospice, a débuté dans un café-théâtre de Los Angeles, continué dans un théâtre de Louisville, puis

de New-Haven, pour se terminer en triomphe à Broadway. La multiplication des théâtres, à travers les États-Unis rend ce genre d'expériences de plus en plus fréquentes. Enfin, *Elephant Man*, le drame d'un jeune homme devenu monstrueux de laideur, a commencé « off-off », dans les sous-sols de l'église Saint-Pierre, dans la 53^e rue, avant d'aller « on » Broadway.

Il est loin le temps des grandes premières de Broadway, l'âge d'or des années 50 où Ella Kazan mettait en scène *Un tramway nommé Désir*, *La mort d'un commis voyageur* ou *Une chatte sur un toit brûlant*. Aujourd'hui, plus d'essais à Broadway, mais des succès « presque » garantis d'avance, du super-professionnalisme. Les éclairages d'*Evita* sont extraordinaires, les décors de *Sweeney Todd* stupéfiants, la technique des danseurs de *Chorus Line*, éblouissante. « Broadway, un mécanisme parfaitement huilé qui ne laisse rien au hasard », disent les intellectuels de gauche et la bohème new-yorkaise. Et ils ajoutent : « Les Américains n'en peuvent plus d'être modernes, d'envoyer leurs enfants à l'école publique, d'adhérer aux *News*. Ils redécouvrent le conservatisme, se bercent de plus ces rétro : Oklahoma, Grease, Sweeney Todd, et Broadway fu très bien compris. »

Le phénomène Papp

Vrai et faux. Que Broadway exploite le filon rétro, certes. Que les chefs-d'œuvre des années 50 aient disparu, aussi. Mais le niveau général des pièces est incontestablement bien meilleur qu'il y a dix ou quinze ans. En pleine crise, Broadway produisait presque uniquement des musicals à l'eau de rose. Sa prospérité actuelle permet un certain renouvellement ou comme le dit Bernie Jacobs : « Un changement dans la nature de nos produits. »

L'effort n'est sans doute pas désintéressé : en 1963, 60 % du public de Broadway avait plus de cinquante ans, aujourd'hui, 70 % des spectateurs ont moins de quarante ans. Bon marketing peut-être, mais certaines pièces abordent cette saison des thèmes impensables il y a dix ans : la laideur dans *Elephant Man*, la paralysie à vie dans *Whose life is it anyway*, l'amour de deux homosexuels dans un camp nazi avec *Bent*. *Sujets sérieux traités façon Broadway*, diront les mauvaises langues. Sans doute. L'acteur d'*Elephant Man* n'est pas « vraiment » repoussant. Le dialogue de *Bent* est très mélo. Mais ces pièces représentent quand même un

compte. Le fils de Carmen, à sept ans, a déjà posé beaucoup de questions sur l'absence de son père. « C'est un papa si mon papa est parti et ne reviendra jamais. C'est qu'il est méchant avec lui. »

Ces enfants, pour la plupart trop jeunes pour répondre à des questions, expriment cependant les difficultés de leur situation par leur comportement. Un garçon de cinq ans rentrant de l'école s'étonne que les parents de ses camarades « couchent tous les deux dans le même lit : c'est pas normal ». Une petite fille de trois ans apprend par sa mère l'identité de son père refusé de se laisser approcher par l'homme qui habite avec elle. « Ces exemples ne prouvent rien, car les problèmes relationnels existent partout, commentant cependant plusieurs mères qui affirment « n'avoir avec les enfants aucun problème particulier et dramatique dû à l'absence du père. »

Les pères

Affrontées à une réalité beaucoup plus complexe qu'elles ne l'imaginent, hier, des femmes cessent de ressentir au modèle qu'elles avaient construit ou à ce qu'on croit être la mère célibataire volontaire type : une femme qui a décidé d'avoir un enfant seule, a programmé sa naissance, l'homme étant réduit au rôle de « géniteur », quelquefois même involontaire.

« Si mère célibataire volontaire peut dire ça avec le père du gosse, ce n'est pas mon cas », explique Marie. Si elle cache bien ses trente ans sous son air d'adolescente, son visage lisse et ses grands yeux verts, Marie, puéricultrice en Côte-d'Or, sait exactement ce qu'elle veut. Elle partage une maison avec cinq autres femmes : « Pour l'instant, il y a deux enfants, et des hommes de temps en temps ». Sa fille porte son nom parce que le père ne pouvait en partager la charge matérielle.

« Je n'envisage pas de ne pas avoir d'enfant, ajoute-t-elle. A cinquante ans je ne ferais pas supporter à mes enfants la mort de leur mère. Je refuse la vie en couple, la cohabitation. D'autre part, je ne vois pas d'enfant sans père : j'envisage pas de faire faire un enfant sans le dire au type. Ça serait un viol. Je suis avec lui. Un jour j'ai dit : j'ai fait ça pour

mon stérilet, tu fais ce que tu veux. Il a finalement été d'accord. Ça se passe bien. Il s'occupe de sa fille et vient la voir tous les jours. J'aurais volontiers un second enfant, mais il n'est pas encore d'accord. Je crois qu'il a peur de nous à six, où nous nous aidons, je suis dans les conditions idéales, mais c'est dur d'avoir un gamin. »

Martine, qui dirige une maison de jeunes de la région parisienne, n'a finalement « jamais été vraiment mère célibataire ». Depuis la naissance de sa fille, qui a maintenant deux ans, elle vit avec le père. A trente ans, Martine souhaitait un enfant, mais pas le mariage, « tenant beaucoup à cette liberté d'être appelée mademoiselle ». Elle « pense désormais que, en effet, c'est mieux d'être à deux ». Mais elle ne voulait rien imposer à qui que ce soit. C'est elle qui désire l'enfant et elle en prenait l'entière responsabilité.

Le choix fait par Mireille, enseignante dans le Nord, qui s'est inscrite elle-même, peut sembler l'expérience limite de la maternité solitaire, excluant totalement l'homme. « Ce n'est absolument pas comme ça que je la vois, dit-elle. D'ailleurs, j'aurais voulu seule je n'aurais pas d'enfant. » D'abord lesbienne, Mireille vit aujourd'hui avec une femme et un homme. Tous trois veulent « vivre avec des enfants ». Ils ont désormais un petit garçon de huit mois. C'est parce que son ami était stérile que Mireille « est inscrite avec l'aide d'un copain. »

« Je ne vois pas pourquoi nous aurions fait l'amour ensemble, précède-t-elle. Il ne faut pas confondre l'amour et la procréation. L'enfant n'est pas lié à la relation que j'ai eue avec des hommes ou des femmes. Ma démarche n'a rien à voir avec le désir d'exclure les hommes. D'ailleurs, je crois qu'un enfant doit être élevé par des hommes aussi et il y a un homme à la maison. »

Mireille milite depuis longtemps dans des groupes femmes. Son aphorisme ultime de l'androcentrisme des femmes, n'en illustre pas moins un paradoxe : comment la libération des femmes peut-elle trouver son accomplissement le plus radical dans la maternité, fonction la plus traditionnelle des femmes ? « Et surtout dans cette maternité solitaire, qui est un retour à une maternité d'esclavage », juge Pierre, un ingénieur divorcé de trente-quatre ans, « géniteur »

d'un enfant dont il a appris l'existence deux ans après sa naissance. Il se demande « ce que signifie faire un enfant si ce n'est pas un acte d'amour » et supporte mal qu'on l'ait utilisé « tout en voulant se passer des hommes ».

Les mouvements

Les mouvements de femmes ne font pas de la maternité solitaire un but de leur lutte. Tout en respectant ce choix, le groupe Psychanalyse et Politique se montre hostile à la propriété privée des enfants et à l'insaturation d'un mariage.

« Si les femmes font des enfants sans père, dit Renée Wormser, du mouvement Choisir, c'est que les hommes ne sont pas décidés à changer. L'expérience de ces femmes, selon Geneviève Pastre, doit servir à la réflexion que veut mener Choisir sur d'autres modèles que la famille traditionnelle. « Il faut abandonner les références habituelles. La maternité, comme elle est présentée, c'est les traverses jetées à perpétuité, et l'interdit est en plus. Il faut cultiver l'insolence à l'égard des modèles de comportement. »

La faillite des grandes illusions de mal 68, des communautés, des rêves de nouveaux modes d'éducation, incite au contraire au respect de la tradition. Même après plusieurs années de cohabitation, lorsqu'un vent d'enfant, en général on se marie. Les naissances hors mariage — passées de 5 à 9 % en dix ans — restent marginales.

« Ce sont donc les familles monoparentales qui désormais cristallisent tous les espoirs et toutes les inquiétudes sur les changements des modèles familiaux », estime Nadine Lefebvre, une sociologue qui termine une étude sur la maternité solitaire. Traditionnellement, on opposait femmes mariées et mères célibataires. On s'aperçoit que cette dernière catégorie n'existe pas. Il y a, à l'intérieur, des cités de chaises. Les femmes, selon leur milieu, n'ont pas le même degré de volontarisme, ne sont pas enclavées au même âge.

Les familles monoparentales « de hasard » où la mère se sent victime de son mari, prétendent les mères célibataires volontaires. « Faisons nous ne demandons ni pitié ni indulgence, on nous regarde en coupe. »

Est-ce de cette culpabilité que ces femmes cherchent à se défendre ? Si elle sent, dans leur grande majorité, l'abri des difficultés matérielles, il n'est pas sûr qu'elles soient mieux préparées que les autres pour affronter les problèmes psychologiques inhérents à leur choix. Intellectuelles, elles s'interrogent sur leurs décisions. Elles racontent peu leur vie, mais alimentent l'explication et à la justification.

Il est vrai qu'on leur demande sans cesse de rendre des comptes, de dire « non », elles sentent imposer à un enfant de ne pas avoir de père. « L'enfant, lui, n'a pas choisi, constate Carmen. Il est clair qu'un enfant n'est pas fait pour vivre seul avec quelqu'un. »

Décidées à être mère célibataire, Marie-Christine pense que « on n'arrive pas à vingt ans sans traumatisme et qu'être élève sans père n'est pas plus grave que le reste. » A vingt-huit ans, elle ne connaît pas d'homme avec qui elle ait envie de partager l'éducation de l'enfant qu'elle désire. Elle reste cependant perplexe devant les arguments qui font de la maternité solitaire volontaire l'expression « d'un simple désir d'enfant, voulu pour lui-même ». Tout lui paraît « beaucoup plus ambigu » et « ambigu », en particulier le souhait de presque toutes les mères célibataires qu'elle connaît d'avoir un garçon.

« Cette ambiguïté est liée à la maternité, situation très contradictoire lorsqu'on est une femme, dans un système patriarcal », affirme Aécia, quarante ans, qui milite depuis dix ans à Psychanalyse et Politique. Le fils d'Aécia a onze ans. Elle a déjà dû trouver des réponses aux questions que se pose, de manière encore abstraite, celles qui ont des enfants en bas âge. Elle sait, elle, que ce choix, produit d'un ensemble de contradictions « est très dur à assumer, et aurait été plus dur encore si la lutte des femmes n'avait pas existé. »

Les mères célibataires volontaires ont essayé, par leur décision, de trouver le meilleur compromis possible entre leur désir d'enfant et une vie, saine ou oblique, qui ne permettait pas la réalisation de ce désir. Mais elles ne savent pas encore si elles sont en train d'inventer une nouvelle cellule familiale ou si elles referment sur elles le piège d'une maternité solitaire, exclusive et aliénante. ■

Les gros bras des supermarchés

« Quand nous sommes arrivés, une soixantaine de jeunes faisaient régner la terreur. Ils ont très vite compris. » En douceur ou pas, les vigiles des grandes surfaces sont efficaces.

DANIEL SCHNEIDER

VIGILES ? Ah non ! Ne confondez pas, nous sommes agents de protection. » Sans de la nuance et poignée de main inoubliable, Roger et Marc, les anges gardiens du centre commercial d'Auchan, dans la banlieue est. Quarante-cinq ans à peine à eux deux, et pas loin de 20 quintaux de muscles tranquilles.

A quelques appartements près, la même histoire : divorce précoce d'avec l'école, petits boulots sans joie et, au sortir de l'armée, dérive dans les mêmes rêves de ring et de gloire qui les amènent tout naturellement au gardiennage. Pardon, à la protection : « Ça nous laisse du temps pour nous entraîner. »

Cheville aux biops, une sainte horreur de la violence. « Je ne me suis jamais bagarré dans la rue », confesse Marc. Même loi, à Auchan ? « Non. On discute. Tenez, quand nous sommes arrivés, une soixantaine de jeunes faisaient régner la terreur tous les soirs. » Un bon sourire évocateur : « On leur a dit : « Maintenez les gars, c'est fini. On a interdit à la plupart de pénétrer dans les rayons. Ils ont très vite compris. Il faut savoir les prendre. »

Assurément, ces deux-là savent. Un ordre bien huilé régit à Auchan. Quelques adjuvants s'aventurent-ils parmi les étals défendus ? Le mini-récepteur du centre de contrôle ignore dans la poche de Marc. Trois fouilles décontractées, un claquement de doigts, et voilà les adolescents piteusement refoulés du bon côté des caisses. « On joue un peu un rôle d'éducateurs », assurent-ils sans rire. Frétilant d'une aise insolente dans ce « drôle de boulot », ces drôles de dissuadeurs promènent au long des galeries amusées : « Ces jeunes ne respectent que la force. Auchan nous avait engagés pour cogner. Ils n'en reviennent pas qu'on obtienne de meilleurs résultats sans violence. »

A ces deux enfants de la zone (Roger est de Nolsy-le-Grand, Marc de Villeneuve-Saint-Georges), la protection apporte, outre un salaire relativement confortable (4 000 francs environ), un gymnase pour se dérouiller plusieurs heures par jour dans la chaude camaraderie du punching-ball. En prime, l'aventure. « Un jour, on nous a demandé pour un bal, le lendemain, un meeting des guscar-diens. On voyage. »

La dialectique

« De bons petits gars », apprécie le directeur de Budo Brothers International, qui loue leurs services à Auchan. Une société jeune et dynamique : « Nous ne faisons pas de gardiennage passif », explique éloquentement son encart publicitaire dans l'annuaire. Et de poser, dans ses lettres de prospection, les points sur les « i » : « Nos agents reçoivent, en permanence, une formation physique. Ils sont entraînés à toutes les méthodes de combat et de self-défense. »

Point d'équivoque cependant : rien ne chagrine davantage les « agents de protection » de Budo qu'une assimilation à des cogneurs. Les impressionnantes paumes directoriales caressent un dossier de presse pansu : « On dit tellement de choses. C'est vrai que nous ne résolvons qu'un tiers de la ceinture marron. Mais nous assurons à nos employés une formation psychologique et juridique complète. » Un juriste bien calé dans une philosophie-maison en béton : « Sportif, d'accord. Mais on prône la dialectique à la matraque. Les gars, je les prends dans les yeux, et je leur explique bien le principe de la légitime défense : pas question de toucher à quelqu'un s'il n'a pas donné les premiers coups. Parez pour les fouilles : on n'a pas le droit ! »

Et les étalages d'Auchan interdits aux gamins ? « Théori-

quement, le commerçant pourrait être poursuivi pour refus de vente », admet le ministère de la justice du bout des aînées. Une législation pas outre mesure taillonnée : « En matière de règlement, rien, rien, rien ! » déplore la Fédération des organismes de protection et de sécurité, qui regroupe la centaine de sociétés ayant pignon sur ZUP.

Un désert légal propice aux écolos éphémères, au jeu de cache-cache avec les raisons sociales, aux disparitions opportunes. Plusieurs centaines de parrains d'une saison font le coup de dent et boivent la tasse, en ces eaux interlopes où les anciens paras côtoient les catcheurs ratés, et les rebuts des polices paraliées prêtent la police aux sous-prolétaires sans espoir.

Vacataires

En gros, un beau milliard tout rond de chiffre d'affaires pour 1979. L'A.C.D.S., par exemple, du haut de ses treize filiales et avec trois mille gardiens « en uniforme, monsieur Classiques », a vu modestement une croissance de 20 %, par an, et Budo « ne se plaint pas ». Point d'excessive tension sociale : l'A.C.D.S. se targue de ne posséder qu'un « syndicat indépendant », tandis que, chez Budo, le seul mot de syndicat fait écarquiller les yeux : tous les « brothers » sont vacataires, et peuvent être remerciés du jour au lendemain.

Pas plus tristes pour cela, la trentaine de « passionnés de sport » qui ont assuré à Budo bonne renommée et ceinture dorée. Seulement nu peu démotivés que toute la profession ne communie pas dans leur athlétique engouement, suivent mon regard, du côté des « grands ». « Des gros bras dans les hyper ? Très dangereux ! », laisse tomber un responsable de l'A.C.D.S.

Et le géant de verser une larme sur les balbutiements de la protection des étalages. Au début, on joua l'électronique : caméras, centres de surveillance, talkies-walkies, le gadget espion s'en donna à cœur joie. Hélas ! on réalisa vite qu'il était bien révolté le temps des mains plaquées sur l'épaule, des « suivez-moi, je vous prie », des sanglots et des admonestations paternelles dans le poste de sécurité. Les bandes de la rue plantèrent leurs errances désemparées dans ces couloirs de lumière chaude. « Ici, les gosses sont toute la journée à la porte de chez eux, se lamentent un commerçant d'Auchan. Ils commentent littéralement au centre, se gorgent à l'œil du matin au soir — tout juste s'ils n'apportent pas de réchaud pour cuire leur friandise à midi. Et ils repa-

rent avec des « souvenirs », transistors, téléviseurs, parjolo. »

Imaginez le directeur d'hyper-marché moyen. Il est rivié sur les raidillons inépuisables de la courbe de la « démarque inconnue » (traduisez : les vols, environ 0,7 % du chiffre d'affaires d'un établissement). Et les inspecteurs traditionnels, terrorisés par ces gamins perdus, qui ont la provocation facile et le cran d'arrêt à fleur de peau. « Souvenez-vous, à l'inspecteur, les gosses de la rue, c'est menaçant effacement de représailles les enfants de ceux-là », explique un commerçant.

La police, alors ? « La belle affaire. Le centre est un lieu privé. Et, de toute façon, dès qu'ils ont tourné les talons, la nuée de saute-écluse retombe sur le magasin. » En désespoir de sécurité, les doigts de notre directeur moyen s'égarent dans les rayons « gardiennage » de l'annuaire des professions. Non sans un imperceptible frisson : homme informé, le directeur se souvient vaguement que les Budo et consorts ont parfois eu la dialectique lourde. Boussy-Saint-Antoine, par exemple, se remet encore de la foudre des médias, attirée sur ce centre sans histoires par un rossé plus loquace que les autres (le Monde du 28 octobre 1979).

« Après l'affaire, ils ont entretenu les vigiles », se souvient un commerçant. Pas pour longtemps. Début janvier, de nouveaux et peu prolifiques protecteurs retrouvaient les traces des videurs idéés, un étage au-dessus des étouffements nalis de M. le directeur : « Vigiles ? Quels vigiles ? »

Allez — à Polssy II — on s'achemine, d'escarmouche en provocation, vers une bataille rangée entre loubards et « sportifs » de chez Budo, au cours de laquelle un vigile trouva la mort, ce qui valut à tous les résidents du foyer Souacra voisin leur forclusion du centre pendant plusieurs jours. Ailleurs encore, « il se passe rarement un samedi sans qu'on voie un jeune à terre, et les videurs en train de le tabasser ». Parfois même — ce fut le cas à Boussy-Saint-Antoine — les représentants de l'ordre se laissèrent aller à une fructueuse coopération avec les loubards.

« Et si, s'angoisse notre directeur moyen, « et si ma clientèle allait renâcler à ces efforts déployés pour le maintien de son pouvoir d'achat ? » Rassurez-vous, messieurs les directeurs. Les baraqués ne messent point aux temples de la pacotille. « Les pros » savent se fondre dans le paysage de banlieue : « Les vrais clients ne nous connaissent pas », se glorifie Roger. « Marc. « Seuls nous ont repérés ceux qui ont toutes les raisons de nous craindre. » ■

« Il n'y a que des pièges »

Elisabeth est célibataire, ténante, écrivain, journaliste. A l'approche de la trentaine, après deux avortements, elle a décidé d'avoir un enfant, sans se marier et sans vivre avec le père, qu'elle connaît depuis dix ans. Elle refuse pourtant de se voir classer dans la catégorie des mères célibataires volontaires. Sa fille porte son nom, certes, « parce que donner le nom est pour l'homme un bon moyen de ne rien donner d'autre », mais « mère célibataire volontaire est une solution qui a été élaborée quand le mouvement des femmes était une communauté où l'on se disait : « Si nous faisons des enfants, élevons-les nous-mêmes pour en faire des enfants féministes. »

Cette idée, pour Elisabeth, est un piège, comme est un piège le volonte des femmes de revendiquer leur « différence ». C'est un retour inconscient vers le deuxième alibi. Désormais, les hommes ont tendance à dire : vous êtes différentes, vous dites que les enfants appartiennent à leur mère, alors, les enfants, vous vous en occupez totalement. Et le piège se reforme : on a pendant vingt-quatre heures sur vingt-quatre, on est esclavée. « Puisque les femmes peuvent tellement protéger et élever l'enfant, elles ont, aux yeux des hommes, choisi, et l'enfant est à elles avec charges et bagages. »

La question féminine tient tout entière dans la maternité. Or, « tous les choix sont piéges. Il n'y a que des pièges ». Les positions théoriques sont impossibles à tenir, et le seul moyen d'évoluer est de brûler ses positions dès qu'on les a prises. « Il faut risquer sa vie, ajoute-t-elle, c'est le seul moyen d'être libre. Moi, je ne veux pas d'enfant strictement à moi, sinon c'est le gynécée. Le féminisme n'est pas une aggrégation sexuelle, sinon c'est l'Iran. La non-mixité du mouvement des femmes m'importe, mais c'est différent. »

Voici quelques semaines, Elisabeth a eu que le père de sa fille vienne chercher celle-ci, parce qu'elle veut « le partage,

pas le mariage ni la prise de pouvoir », et que sa liberté lui semble garantie de celle de sa fille. « Un enfant, ça se fait à deux, conclut-elle : c'est l'explosion de l'amour entre deux personnes. Quand tu es enceinte et que tu sors, c'est comme si tu danses nue dans la rue en train de dire : « Je suis amoureuse. » On s'aime, on fait un enfant, on partage. C'est tout. »

L'aboutissement logique des revendications féministes

Dominique « Fischer, psychosociologue, a rencontré plus de cent femmes, qui se disent mères célibataires volontaires. Elle a gardé une quarantaine de ces entretiens qu'elle a utilisés, « découpés », pour illustrer chacun des grands thèmes de son livre Les mères célibataires volontaires (1). « Un enfant pour quel faire ? », « La maternité », « La réalité ». « C'est parce que ce phénomène est en pleine évolution que je viens de lui consacrer une étude, explique-t-elle. Il vient de démarrer en tant que prise de conscience de l'autonomie des femmes. C'est un aboutissement logique des revendications féministes. »

La féminisme a longtemps rejeté la maternité, jugée aliénante et considérée comme un assaut dépendant de la sexualité. Depuis une date récente, on assiste cependant à une revalorisation de la maternité, « qui semble pouvoir être vécue autrement que comme un avilissement », « Je ne pose pas la notion de mère célibataire volontaire comme idéal, précise Dominique Fischer, mais comme réalité possible et comme droit, en reconnaissant que cette maternité libérée choisie et assumée est pour l'instant presque toujours le fait d'une classe socio-culturelle privilégiée. »

(1) Editions Stock 2.


PIERRE BOURDIEU

La distinction

critique sociale du jugement

« Un monument de rigueur et d'imagination. »
Le Monde

les éditions de minuit



ENVIRONNEMENT

Les architectes des paysans

En Alsace, deux jeunes architectes s'efforcent, en milieu rural, d'élaborer « une architecture modeste, utile et qui passe dans le paysage ».

ANNICK COLYBES

SERGE CHAUVET et Denis Dietrich ont ouvert leur agence à Bartenheim, dans les murs qui abritaient jusque-là l'épicerie des parents de Denis, 40 mètres carrés. Leur ambition ? Construire pour les Alsaciens, faire une architecture « sur mesure » pour les gens du pays. « Ce n'est pas un monde qui nous attend », reconnaissent-ils. Ils savent, bien sûr, que les maîtres d'œuvre patentés originaires du pays, les dessinateurs, les entrepreneurs en cheville avec les entreprises locales, ont une bonne longueur d'avance sur eux dans la conquête de ce marché rural.

Mais Denis parle les mots du pays, et les deux associés savent mettre les gens à l'aise. En quelques semaines, ils ont rempli leur carnet de commandes jusqu'à l'été prochain. Quatre ou cinq maisons individuelles à dessiner ; une étable à aménager pour quarante vaches avec ses salles de traite, d'élevage, de stockage ; une pharmacie à restaurer, de même que les logements d'un immeuble typiquement alsacien de quatre étages à Strasbourg ; et, surtout, une maison communale à Obermorschwiller, rachetée par la municipalité, à remodeler.

Dans cet édifice délabré du XVIII^e, ils vont aménager des salles de réunions et de fêtes pour les associations. Plus tard, si les crédits suivent, ils installeront

des gîtes pour des familles et des groupes, un restaurant, un foyer. Le montant du devis : 1 million de francs à investir en plusieurs tranches. Serge et Denis ont établi la programmation, les montages financiers et se sont mis en quête de subventions pour le compte des élus.

« Avec dix à vingt profets par an, on doit tourner », estiment-ils. La partie n'est pas gagnée pour autant. Architecture et urbanisme ne suivent pas en milieu rural une logique simple et connue, mais obéissent à des rapports de force et de pouvoirs locaux souvent confus. Les deux hommes misent sur leur expérience. Serge, fils de paysans nantais, connaît les problèmes de bâtiment depuis son apprentissage (il a un C.A.P. de chauffagiste-acousticien en poche et une formation de technicien mètreur). Ce n'est qu'au début des années 70 qu'il s'est véritablement jeté dans l'architecture. « Oh ! pas n'importe quelle architecture, précise-t-il, celle du monde rural ! » Il s'inscrit à l'unité pédagogique de Strasbourg d'où il sort avec son diplôme.

Il rencontre, en 1977, Denis Dietrich, vingt-cinq ans, lauréat de la Fondation de la vocation en 1976.

Tous deux militent déjà dans des comités de restauration. Serge dans le plus vieux quartier de Strasbourg, la Krutenau, où vit une population marginale

d'environ mille cinq cents habitants. Il défend leurs droits et leurs revendications au sein d'un collectif, Denis, lui, s'occupe des Maisons paysannes d'Alsace, une association pour la préservation de vieux bâtiments de ferme.

De village en village, il fait le tour du Sundgau, ce triangle Belfort-Bâle-Mulhouse. Si elle recense tous les trésors de l'architecture rurale et donne des conseils pour les sauvegarder, son association ne peut cependant payer les factures.

C'est, il y a près de six ans, l'époque où l'on détruit les maisons alsaciennes au profit de pavillons sur catalogue.

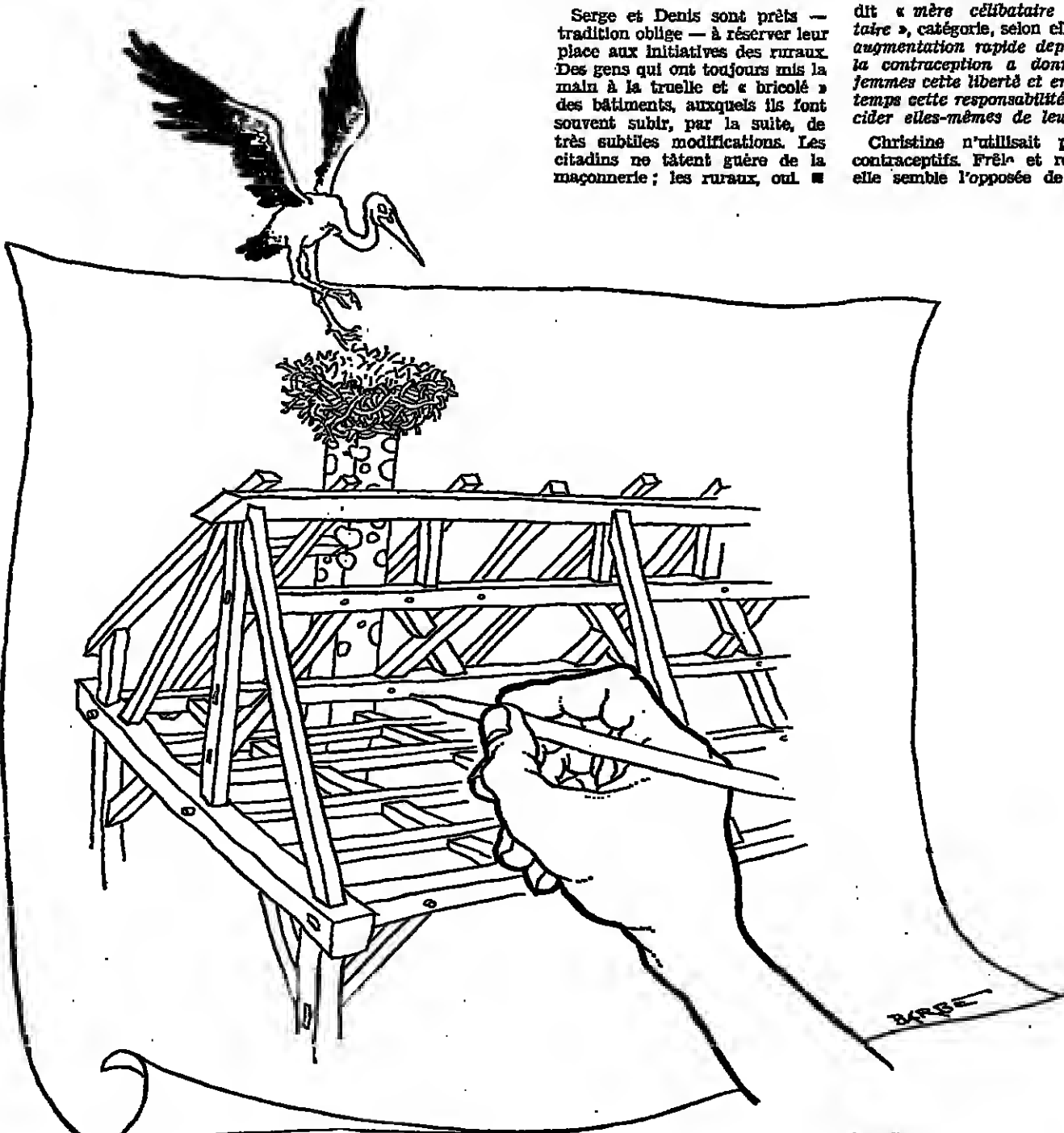
Denis se décourage et renonce. Péniblement, il organise en franc-tireur à Bartenheim, un village de deux mille habitants, une exposition sur l'habitat ancien. On l'écoute parler matériaux, techniques et couleurs, expliquer comment tirer parti de vieux corps de fermes à l'abandon en les transformant en logement pour le fils-qui-va-se-mariage.

Cuisine sur cour

L'un comme l'autre se font une réputation de restaurateurs de maisons anciennes. Ils produisent assistance et conseils aux paysans qu'ils visitent en fin de semaine. Autour d'un verre, le crayon à la main, ils modifient et remodelent des granges. Ils démontent même des maisons anciennes qu'ils rêvent de reconstruire. Ils ont ainsi récupéré des charpentes, des escaliers, des couvertures. « On aurait pu vendre quinze fois nos piles de poutres, mais on les aime trop », disent-ils. Aux maîtres, ils expliquent comment réagir et les rassurent sur une identité et un pouvoir dont la plupart ignorent l'existence. Aux paysans, ils proposent les contre-projets au pavillon « Sam Suffy », dont ceux-ci rêvaient, jusqu'à ce qu'ils redécouvrent, entre une esquisse et deux croquis, la beauté de leur vieille maison. Comme dans toutes les régions, la loi ne impose les matériaux, les volumes, le degré d'inclinaison des toitures et, dans l'Est, l'abandon pour la pluie.

« Notre credo est simple : faire une architecture modeste, utile, non formelle, qui réponde à ce qui se vit dedans, et qui s'intègre dans le paysage. » Pour recréer la vie communautaire, on met la cuisine pignon sur cour, comme autrefois : la ménagère profite de l'activité de la ferme. Les chambres d'enfants sont en haut, avec un escalier extérieur, « pour quand ils grandiront ».

Serge et Denis sont prêts — tradition oblige — à réserver leur place aux initiatives des ruraux. Des gens qui ont toujours mis la main à la pelle et « bricolé » des bâtiments, auxquels ils ont souvent subi, par la suite, de très subtiles modifications. Les citadins ne tâchent guère de la maçonnerie ; les ruraux, oui. ■



ANDRÉ BARBÈS

CÉLIBAT

Un enfant pour elles toutes seules

Peu nombreuses, d'un niveau socio-culturel généralement au-dessus de la moyenne, les mères célibataires volontaires refusent le couple, mais veulent ou acceptent l'enfant. A quel prix ?

JOSYANE SAVIGNEAU

Si Françoise a pu venir, ce soir-là, à la réunion du groupe femmes, ce n'est pas parce que son mari a accepté de garder les enfants. De mari, Françoise, à l'approche de la quarantaine, n'en a pas. Elle vit seule avec son fils Hervé, quatre ans. « Je suis mère », dit simplement Hervé, qui connaît son père, un Africain, mais n'a jamais vécu avec lui. L'été dernier, il est allé en Afrique, dans la famille de son père, et a trouvé que « c'était très bien ».

Hervé, mûri par hasard, n'est pourtant pas un enfant du hasard. Sa naissance a été « voulue et programmée ». Françoise, la trentenaire dépassée, après un mariage raté, puis la mort d'un homme qu'elle aimait, vivait dans la ville de province où elle est médecin. « J'avais envie d'avoir un enfant, et je me disais qu'il allait bientôt être trop tard », raconte-t-elle. Alors, elle a arrêté la contraception et se suis donné un an. Quand elle s'est sentie prête, elle a écrit au père. « Je ne lui ai rien dit. Je n'avais pas l'intention de le dire à l'enfant non plus. Quand, à la naissance d'Hervé, j'ai compris que son père était africain, j'ai changé d'avis. Je ne pouvais pas couper l'enfant de ses racines-là. Il sait donc qui est son père. Mais c'est moi qui ai l'entière responsabilité de sa vie ».

Françoise est l'une de ces quelque 100 000 femmes célibataires et chefs de famille. Elles étaient 85 000 en 1975 selon les statistiques de l'Institut national d'études démographiques (INED). Celles qu'on appelle « filles mères », femmes victimes et rejetées, sont devenues « mères célibataires » ; elles sont souvent encore victimes, bien que moins exclues. Françoise, au contraire, est fière de ce statut. Elle se dit « mère célibataire volontaire », catégorique, selon elle, « en augmentant rapidement depuis que la contraception a donné aux femmes cette liberté et en même temps cette responsabilité de décider elles-mêmes de leur vie ».

Christine n'utilisait pas de contraceptifs. Frêle et réservée, elle semble l'opposée de Fran-

çoise. A Marseille, comme avant à Paris, elle sortait peu et « pour faire l'amour, il fallait que le type soit vraiment intéressant. Alors à quoi bon la pûle tous les jours ? » Christine a été enceinte par hasard, il y a deux ans. « Ce bébé non prévu, dès que j'ai été enceinte, j'ai décidé de le faire », assure-t-elle. Elle ne voulait rien dire au père pour ne rien lui imposer. Son médecin l'a convaincue du contraire. Le petit garçon a été reconnu par son père, dont il porte le nom.

Privilegiées

Ces mères célibataires, revenant d'un statut négatif infamant et qui demeurent scandaleux, appartiennent pour la plupart à un milieu socio-culturel privilégié. Elles se sont intéressées à la lutte des femmes, même si elles ne militent pas dans un mouvement. Elles ont longuement réfléchi à leur désir d'enfant, au choix du père, à l'éventuelle reconnaissance de l'enfant par le père. Beaucoup souhaitent donner à l'enfant leur propre nom. Elles ont généralement un peu moins ou un peu plus de trente ans lorsque naît l'enfant.

Certaines avaient déjà des relations avec un homme auquel elles ont demandé d'être le père de leur enfant ; les hommes sont souvent extrêmement réticents. D'autres, comme Françoise, cessant de prendre des contraceptifs ont, au gré des rencontres, attendu. D'autres encore ont été enceintes accidentellement. Leur acte volontaire a été le refus d'avorter. On ignore évidemment combien de mères célibataires se disent volontaires, car les statistiques ne les recensent pas séparément.

Pour Carmen, une petite brune énergique qui paraît dix ans de moins que ses trente-sept ans et élève son fils en faisant des ménages, ces femmes « font partie d'un ghetto intellectuel ». Elles discutent à peu de rapport avec ce que vivent les femmes seules. « Ça peut dire quoi « volontaire » ? demande Carmen. A partir du moment où on peut avorter, bien sûr que si on ne le fait pas c'est volontaire, mais ça s'arrête là. Elles trouvent de beaux arguments, psychologiques et féministes. Elles croient que tout passe par le langage. Elles ont du mal à imaginer que l'homme puisse être enceinte sans le vouloir. C'est pourtant le cas pour la majorité des femmes. Moi, je dis que depuis sept ans que j'élève mon fils seul, je n'ai pas rencontré une seule vraie mère célibataire volontaire. Qui voudrait être ainsi au ban de la société ? »

Carmen vit, avec son fils de sept ans, dans deux chambres de son appartement, dans le dix-neuvième arrondissement. En 1968 et dans les années qui ont suivi, elle a milité dans des groupes d'extrême gauche, puis dans des mouvements de femmes. Elle se dit, « en gros, d'accord avec la lutte des femmes », mais ne se sentait pas à sa place, « car il reste une question de langage et de naissance ». En 1972, lorsque Carmen a été enceinte, les femmes étaient au plus fort de leur combat pour l'avortement ; « Alors, elles étaient d'accord avec le type. Je devais avorter. J'avais déjà avorté trois fois. J'ai voulu garder l'enfant pour ne pas être manipulée. Ça ne me posait pas de problèmes insurmontables. Toute ma vie, je n'ai compté que sur moi. Et puis, m'occuper d'un gosse, je savais depuis longtemps ce que c'était ».

En quête d'autorité

« Certes, les enfants de mères célibataires sont moins perturbés que ceux de parents en conflit ou en instance de divorce », constate une directrice d'école maternelle. Cependant, on les remarque. Ils ont des relations affectives différentes de celles des autres enfants avec les instituteurs. « Pour certains, quand le maître n'est pas là, c'est la panique. Ils sont en quête d'un père, d'une autorité. » Dans cette école maternelle du XIII^e arrondissement, les enfants de mères célibataires sont nombreux cette année, quatre ou cinq par classe. « Le soir, ajoute la directrice, si leur mère ne peut venir à l'école, nous essayons de faire qu'ils partent avec des petits camarades. Ensuite, les mères passent les chercher chez les parents. Pour eux, en effet, l'absence est pire que pour les autres, car leur univers se réduit à une personne ».

Ces difficultés de la vie quotidienne, bien souvent, les femmes ne les avaient pas envisagées. Christine a été effrayée lorsqu'un soir, à la crèche, son fils Manuel a bousculé un autre enfant pour se jeter dans les bras d'un homme en criant « papa ». Elle a peur aussi de se laisser enfermer dans des relations de couple avec lui, comme le font beaucoup de mères célibataires. L'enfant prend possession de tout l'espace du lit même, monopolise la conversation. Bientôt, si la mère ni lui-même ne peuvent supporter ce tête-à-tête quotidien.

« Beaucoup de ces femmes qui se disent mères célibataires volontaires, précise Carmen, ont des enfants en bas âge. Alors leurs problèmes ne font que commencer. Elles ne se rendent pas

Solitude

Tous les matins, Carmen fait le ménage dans des bureaux de son quartier, à partir de 4 heures. Lorsqu'elle rentre chez elle, après 4 heures, elle a juste le temps de préparer son fils pour l'école. Si elle perd quelques minutes et manque un autobus, il arrive en retard à l'école. Cette année, l'institutrice a fait



JEAN-PIERRE FAVREAU

VIS

Les rêves amers de l'O.S.

Michel, seul ouvrier français dans un atelier chez Renault. Ses échecs, ses révoltes, ses rêves, projetés sur son fils. Une parole brute au goût amer.

MURIEL RAY

MA femme, elle est très intelligente ; elle est vraiment intelligente. Elle travaille dans les bureaux. Les gens qui sont dans les bureaux, c'est pas des imbéciles, hein ! On ne croit jamais que Michel n'a que vingt-neuf ans. Silhouette sans âge, déjà. Une silhouette un peu étriquée ; les épaules voûtées. Depuis douze ans, il est O.S. chez Renault. Un de ces ouvriers dont la seule spécialité consiste à ne pas en avoir.

Sa vie ? Une suite d'exclusions, d'humiliations, qu'il a longtemps subies comme une fatalité. « A l'école, ça n'a jamais très bien marché. Tout le temps, je redoublais. Et puis j'avais un prof quand ça ne marchait pas, il nous laissait dans un coin. C'est peut-être ça qui m'a mis où je suis. » Michel quitte l'école sans aucun diplôme. Il tente une chance au petit bonheur. De ses emplois successifs, il parle maintenant avec nostalgie : aide-bûcheron, ouvrier blanchisseur, apprenti plombier. Mais à chaque fois c'est l'échec. « La plomberie, j'aimais bien, sauf que je ne pouvais pas faire du plâtre. J'allais pas assez vite pour le faire. Alors, à chaque coup, ça s'échouait trop vite. J'ai dû partir de là aussi. »

Les parents de Michel travaillent tous les deux chez Renault. Lorsque la Régie embauche, ils décident de l'y faire entrer. « A dix-huit ans, mon père, il m'a dit : « Tu vas à l'usine, un point, c'est tout. » J'ai pas refusé, j'y ai été. Comme

Écrit par la S.A.R.L. le Monde.
Générant : Jacques Favre, directeur de la publication, Jacques Favre.

Imprimerie du « Monde » 5, rue de Valenciennes PARIS-IX
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire n° 57437.

il n'y avait pas besoin de qualification pour être O.S. J'aurais jamais dû y entrer. Jamais. »

Dans cet univers démesuré, Michel se sent perdu. Il ne peut pas supporter le vacarme des machines. Jeune marié, il vient d'avoir un enfant, et le travail posté en 2 x 8 perturbe sa vie familiale. « L'usine, vous savez, ça me rend dingue. Ces sacrés horaires ! Quand je suis de l'après-midi, je commence à trois heures moins vingt, et je termine à onze heures le soir. Alors, le soir, ça ne va jamais. On n'a pas le temps de voir sa famille. Je préfère encore travailler le matin. Même qu'il y a des lever de plus bonne heure, mais je m'en fêche. Je trouve qu'on ne devrait pas travailler jusqu'à onze heures Et puis, en usine, quand on veut parler, on est obligé de parler fort. Eh bien, quand je rentre chez moi, je fais pareil. Au lieu de dire quelque chose à mon fils doucement, je suis obligé de parler fort, comme s'il avait fait une bêtise. »

Trop de pièces

Un jour, il craque et demande son compte : « Je m'étais disputé avec mon contremaître. C'était vraiment idiot. Une question de cadences. J'y arrivais pas. Il fallait faire trop de pièces. » Un mois plus tard, il revient chez Renault ; il a cherché en vain. Faut de qualification. Il devra se contenter de ce qu'il a. Michel sait maintenant qu'il est rivé à l'usine.

Tout l'enchaîne, ses contraintes familiales et la nécessité de faire face à l'accumulation des crédits. « Avant d'être marié, disons que ça ne me faisait pas de responsabilité. Avant, si j'étais malade, ou que je ne voulais pas aller travailler, j'y allais pas, un point, c'est tout. Avec les crédits, maintenant, il faut tra-

vailler. Plus question de s'arrêter. Depuis que j'ai connu ma femme, je ne me suis plus jamais arrêté. J'ai dit à ma femme qu'il faudrait presque rien. Pas avoir de télé, pas de voiture. Juste un frigo, une gazinière. Si à chaque coup il faut acheter, prendre un crédit, moi je trouve que des fois c'est trop. Au début de mon mariage, on a voulu tout avoir en même temps. En fin de compte, on avait trois, quatre crédits sur la tête. C'est horrible ; on n'y arrive plus, et alors, là, c'est la catastrophe. » Michel gagne environ 3500 francs par mois ; sa femme aussi. Mais, chaque mois, l'un des deux salaires s'évapore en impôts et crédits : les meubles, la caravane, la R 16 d'occasion qu'il vient d'acquiescer et qu'il caïole amoureusement quand rien ne va plus.

De retour à la Régie, on propose à l'enfant prodige de tenir le balai. Michel se cabre. « J'ai dit : « Ça ne va pas, non ? Vous m'avez vu avec le balai ? » Remarque, c'est vrai que c'est un métier comme un autre. Mais, enfin, je ne m'y vois pas. La chaîne est trop rapide pour lui ; on lui procure un poste plus calme : remplacer d'autres ouvriers pendant leur temps de pause. « Il y a six ouvriers que je remplace sur la machine. On monte les châssis ; on ne peut pas prendre deux minutes de retard sinon ça bloque tout. Pas le droit de quitter son poste, même pour aller aux toilettes. L'autre fois, je l'ai fait. Quand je suis revenu, ça a fait toute une histoire. Le plus pénible, c'est de rester sans bouger, jusqu'à la dernière minute ; moi, comme je suis remplaçant, c'est pas pareil ; ça va mieux. J'ai quand même des temps de repos ; et puis je bouge, je change de poste. »

Ça va mieux ? Pas tout à fait. C'est encore l'isolement, l'humiliation. Michel est le seul ouvrier français de l'atelier : « Tous les autres, c'est des étrangers. Si encore on était deux ou trois !

Vu que, moi, je suis le seul Français, on ne s'entend pas très bien. Disons qu'il y a quand même de bons gars. Là-dessus, il y en a un qui est un bon copain. Mais un. C'est tout. Les autres, ils me font un petit peu des vacheries, quoi. »

Un agent de maîtrise s'intéresse enfin à lui, veut l'aider à changer de poste. Michel fait des essais. Emotif, anxieux, il les rate. « Ils me proposent des places. Mais n'importe comment, comme j'ai pas de métier, il y a toujours quelque chose qui ne gaze pas, vu que j'ai pas d'ins-truction. Ils me font passer des essais. Et puis, comme je suis timide, quand j'ai à passer un essai, je m'énervais ; j'ai pas de patience. Pourtant, je me débrouille bien de mes mains. »

L'orthographe

Soudain Michel se décide. Il tentera de surmonter son handicap, prendra des cours, se for-

mera. « A force de loucher tout ce qu'ils me demandaient, je me suis dit : il faut quand même que je fasse quelque chose. C'est pas possible ! J'ai été voir un monsieur, qui m'a proposé de suivre des cours. J'osais pas y aller. Il m'a dit : « Mais c'est des cours où il y a des grandes personnes ; vous êtes tous du même niveau. » Alors, j'ai essayé. »

Le mardi et le vendredi, Michel suit un cours de français ; le jeudi, il apprend l'orthographe. Il sait bien que cet enseignement ne lui vaudra dans l'immédiat aucune promotion professionnelle. Mais en cherchant à s'instruire, Michel exprime avant tout sa révolte, son refus de subir un destin où la dernière place lui a été assignée. Plus tard, il veut étudier le calcul, rattraper le temps perdu, acquiescer enfin les bases d'un savoir dont il a été exclu. Il veut ne plus être rongé en permanence par le sentiment de son infériorité, et pouvoir discuter, d'égal à égal, avec ceux qui l'entourent. « C'est très important pour moi.

Vu que, en principe, dans toute ma famille, ils sont plus intelligents, plus calés. Je vois mon frère, il travaille dans un bureau. Ma sœur, c'est pareil. Comme ma femme ; elle est aux impôts. Ma mère, elle est plus intelligente aussi. Elle aurait pu être institutrice, si elle avait voulu. Je ne voudrais plus être moins qu'eux. »

Plus profondément encore, c'est en pensant à son fils qu'il ne supporte plus sa situation. « J'ai un fils qui va à l'école maintenant. Je ne voudrais pas que, quand il arrivera à l'âge, et qu'il me posera des questions, je ne sache pas répondre. Ça me gêne. »

Michel a ébauché sa révolution culturelle. A son fils de reprendre le flambeau. Lourde tâche pour un enfant de six ans que de porter une telle densité de rêves enfouis, de frustrations, d'amertume et d'espoir. « Je me suis toujours dit dans le fond de moi-même : il ira jamais à l'usine. Jamais ça. Il faudra qu'il soit quelque chose ; pas un ouvrier, pas un O.S. comme moi. Il faudrait qu'il y en ait au moins un, de mon côté à moi, qui fasse quelque chose. Je ferai tout pour qu'il réussisse. Pour lui, je serais capable de n'importe quoi, je revendrais même ma voiture. Pour qu'il puisse dire : j'ai ça dans les mains. »

(Publicité)

TOUTE LA RÉCOLTE EST MISE EN BOUTEILLES AU CHATEAU

En provenance directe du Château, André BOUVIER vous propose

Pour vos diners

Pour un cadeau

Pour cadeaux d'entreprise personnalisés

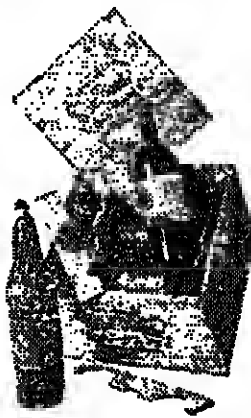
CHATEAU de BARBE-BLANCHE

Appellation LUSSAC-SAINT-EMILION CONTROLÉE

(Hors commerce)

Ecrivez à A. BOUVIER

Barbe-Blanche - 33570 LUSSAC - Tél. (56) 84-00-54



2700 F par mois

Un lecteur, qui demande que nous lui constations l'anonymat, nous écrit :

Travailler huit heures par jour avec un salaire de 2700 F pour vivre, c'est pas beaucoup. Pas beaucoup surtout lorsqu'on est obligé de posséder une voiture pour se rendre à son travail. C'est cher une « L ». Pas beaucoup lorsqu'on a déduit le loyer, le chauffage, l'électricité, les charges ménagères. Que reste-t-il ? Pas grand-chose, non, pas assez pour tout payer. Et on parle à notre époque de loisirs. Avec quel salaire ?

Ilottiers

Je voudrais poser la question : « A quel service les ilottiers, cette nouvelle race de policiers, et leur d'été de réponse. Voici trois scènes de rue prises au hasard de mes déplacements dans mon quartier : une jeune femme sort d'une impasse, dans une vieille voiture de sport, coup de frein, elle s'arrête, elle se retourne, elle regarde les deux gardiens qui se trouvent là pour « floter » et elle remarque qu'elle n'avait pas de rétroviseur. Un mardi 8 h 30, un immigré africain passe sur le trottoir, vérification d'identité, vérification d'insouciance aux yeux de la police pulque vingt minutes plus tard on « panie » à l'arrêt, revient, emmenant le Noir et les deux gardiens de notre paix. Je dois dire que le terrain sur lequel chassaient nos deux hommes était fort giboyeux puisqu'ils se trouvaient juste à côté d'un foyer Sonacotra. Une autre fois : du linge à sécher pend sur un balcon qui donne sur la rue, coupe d'œil intéressés de nos deux compères, car c'est interdit par la préfecture de Paris ; je ne sais si l'affaire est allée plus loin. Mais combien de fois ai-je vu les mêmes personnages aider une personne âgée, régler la circulation lors d'un encombrement, intervenir pour empêcher une altercation qui risquait de tourner mal ? Zéro fois, jamais. Ainsi, affubés du gadget technologique obligé, le talkie-walkie (ce merveilleux progrès nous devons à la science), nos ilottiers patrouillent (de jour) et nous transforment en... ilotes, ces esclaves que les bons citoyens de Sparte chassaient régulièrement pour se maintenir en forme.

Pourquoi regarder vers Moscou ou Kaboul ? Notre Big Brother, notre grand frère qui vit à la sécurité du peuple est là pour animer la répression au quotidien. A quel service les ilottiers ? Peut-être à nous donner une raison de plus d'attendre l'apocalypse.

ALAIN GRAS (Paris.)

Drôle de jeu

A propos de l'article d'Alexandre Wickham, « Batailles rangées et jeux fantastiques », du 3 février 1980, je voudrais parler brièvement du dernier des jeux stratégiques en Europe. Il est né en Italie en décembre 1979, et s'intitule « Corco » (la « Mante », en jeu d'actualité, en ce pays surtout, où les deux puissances sont bien évidemment les manifestants et les forces de l'ordre. L'échiquier représente une ville imaginaire, aux noms de rue fantastiques et tout à fait évocateurs (Via del

ACTUELLES MILLÉSIMÉES

Les nomades du Nord

« Il semble que nous n'ayons été bien négligents dans la défense de notre patrie. Nous ne nous sommes pas inquiétés jusqu'ici et nous nous sommes vus à nos travaux ; mais les derniers événements nous soucient.

« J'ai une échoppe de snettier sur la place, en face du palais impérial. A peine ai-je ouvert ma boutique dans le crépuscule du matin que je vois déjà les entrées de toutes les rues qui débouchent là occupées par des gens armés. Mais ce ne sont pas nos soldats, ce sont des nomades du Nord. Je ne sais comment ils ont pu pénétrer jusque dans notre capitale, qui est si loin de la frontière. En tout cas, ils sont là ; il semble que leur nombre augmente chaque matin (...).

« On ne peut pas parler avec les nomades. Ils ne connaissent pas notre langue, c'est même à peine s'ils en ont une pour eux. Pour se comprendre entre eux, ils crient comme les chèvres. On ne cesse d'entendre ces cris. Nos mœurs et nos coutumes leur sont aussi incompréhensibles qu'indifférentes (...).

« Qu'arrivera-t-il ? », nous demandons-nous tous. « Combien de temps devrions-nous supporter cette torture et ce fardeau ? » Le palais impérial n'attire les nomades, mais il ne les fait pas chasser. Sa porte reste fermée ; la garde, qu'on voyait toujours autrefois entrer et sortir solennellement, reste derrière les fenêtres grillées. C'est à nous, ouvriers et paysans, que le salut de la patrie est confié ; mais nous ne sommes pas à la hauteur d'un tel devoir ; nous ne nous sommes d'ailleurs jamais vus de l'être. C'est un malentendu et nous en périssons. »

De la Métamorphose, composée par Franz Kafka entre septembre et novembre 1912, selon le témoignage de son ami Max Brod. Le chapitre s'intitule : « Une vieille page ». Une page récente ? (Traduction : A. Vialatte.)

JEAN GUICHARD-MEILL.

Nepales, Via Ipadroni, Via Dallachiesse... La manifestation se compose de divers groupements représentatifs du jeu politique actuel en Italie (fémistes, radicaux, Autonomia Operaia...), dotés de points-déplacement et de points-puissance, selon leur efficacité. Certains d'entre eux possèdent des « moyens d'auto-défense » d'un demi on d'un litre » (sic). De l'autre côté de la barricade, différents corps d'armée ou de police sont représentés. Le but du jeu est évidemment de s'emparer de la ville en occupant les objectifs principaux : siège du gouvernement, siège du principal parti d'opposition, télévision, journaux, prisons, tribunal, église et magasins. Les forces de l'ordre continuent en effectuant des arrestations et en protégeant les objectifs, ici, aussi, quinze pages de mode d'emploi : de l'utilisation du mètre (les forces de l'ordre n'ont pas le droit d'y rentrer, pourtant ça s'est déjà vu par ici) ; des quartiers populaires comme lieu de refuge pour les manifestants, de l'érection des barricades...

En prime, quelques scénarios de derrière les fagots : scénario internationaliste, avec comme objectif le cortège présidentiel d'un « boucher » étranger et les ambassades appropriées ou la variante black-out, où il s'agit, mais vous avez deviné. C'est d'ailleurs la seule variante où l'on puisse rencontrer manifestants et forces de l'ordre occupés à la même besogne.

Notons que la mort de participants n'est jamais envisagée. Un jeu stratégique donc, édité par un groupement de l'édition parallèle pour la finance, qui ne coûte que 15 francs, et qui fut interdit trois semaines après sa parution par le gouvernement italien. Jeux de vilains.

CLAIRE DEMOTTEURS (Montpellier.)

Violence dans les collèges

Enseignant depuis treize ans en C.E.T., puis en L.P., je viens de lire avec intérêt l'article de Patrick Benquet « Violences dans les collèges » (le Monde Dimanche du 24 février). Bien que je n'aie aucune expérience des C.E.S., il me semble que ce type d'établissement ne présente pas un caractère spécifique tel que ceux qui enseignent ailleurs devraient être tenus à l'écart de ce débat.

C'est pourquoi je me permets de faire à Patrick Benquet l'amical reproche d'avoir singulièrement épargné notre corporation ; beaucoup d'entre nous lui en sauront gré, mais il n'en reste pas moins que notre pratique n'est pas si étrangère aux manifestations de violence chez les jeunes.

C'est que, dans la mesure où nous incarnons un mot à leurs yeux, l'exemple que nous leur offrons est, souvent de nature à inspirer un dégoût qui peut trouver un exutoire dans la violence. Sommes-nous assez naïfs pour croire que nos élèves ne portent aucun jugement sur notre comportement ?

Or, que voient-ils fréquemment ? Des adultes mesquins, égoïstes et pusillanimes, hypo-

PARTI PRIS

Numéros

LES Français ont horreur d'être fichés, répertoriés. L'étendard de ce qu'ils considèrent comme leur vie privée est considérable. Mais, dès qu'ils veulent en automobile, une partie de cet anonymat qu'ils prétendent vouloir défendre disparaît. Parce que les voitures se suivent mais ne se ressemblent pas, mais surtout parce qu'elles portent une plaque d'immatriculation. Et qu'ainsi chacun, s'il dispose d'un véhicule, peut libérer sa bile et lui qui n'aime pas être catalogué, cataloguer d'un seul regard celui qu'il considère au mieux comme des rivaux, au pis comme des adversaires.

Qui circule à Paris avec un numéro de Lozère, du 10 ou de la Corrèze est dix fois sur son chemin identifié comme « péquet » ou « paysan ». A plus forte raison s'il porte un chapeau ou une casquette. Les plus indulgents — peut-être — on les plus traditionnels — le prestige de Paris n'est plus ce qu'il était — se contentent de « provincial ».

Soyons justes. Le malheureux qui exhibe dans la France profonde un 75 ou un numéro d'Ile-de-France — on ne fait pas de détail — est inconfortable repéré comme « Parisien » ou, son équivalent : « un fou ». Si venait à se lever l'équitation qu'un nombre d'automobilistes cherchent à la compenser par un additif, Parisien, peut-être. Mais pas un vrai : un exilé d'Occitanie (O.C.), de Bretagne (Bzh) ou de Normandie (Nl).

Restent les étrangers. « Encore un Belge ! » pour les numéros rouges sur fond blanc. « Les Allemands sont partout » pour les plaques blanches à chiffres noirs.

Ainsi tassé, derrière son volant, enfermé dans sa carcasse d'acier, l'automobiliste, même s'il est, à l'air libre, l'homme le plus paisible, dégage silencieusement ou non une agressivité en fuite. Il s'indigne en toute innocence si on lui disait qu'il se livre à un exercice d'où sortent tous les racismes.

JEAN PLANCHAIS.



DENIS POUPPEVILLE.

crites et obséquieuses avec l'administration et les inspecteurs, mais jaloux d'une autorité sans partage sur leur classe, car il ne saurait être question de considérer l'élève comme un ami, encore moins un égal (Hortense Jérents).

J'en veux pour preuve supplémentaire, dans l'article de Patrick Benquet, l'étonnant témoignage de cet enseignant « pourtant » d'extrême gauche, et militant de la C.F.D.T., qui évoque le nécessaire d'un « rapport de force » comme si cette terminologie héritée des luttes sociales pouvait s'appliquer au contexte scolaire ! Moi-même, militant C.F.D.T., soucieusement placé à l'extrême gauche, je me surprends à rêver de ce que l'on pourrait faire de cet immense gâchis avec un peu d'amour.

JEAN-CLAUDE SERVIAN (Vichy.)

Contrairement à l'article paru dans le Monde Dimanche du 25 février 1980, sur la violence dans les collèges, il existe encore en France des C.E.S. où la vie est paisible. Un établissement à Duplex à Lille, à cinq minutes du centre, qui regroupe deux cent quatre-vingt élèves ; là, pas ou presque de vols, aucune dégradation ; la C.E.S. est restée à l'intérieur comme à l'extérieur depuis sa construction, il y a cinq ans ; aucun regroupement, et c'est n'est pas une certitude ; l'établissement à l'échelle humaine, un esprit de famille, d'entente entre la direction et la vingtaine de professeurs qui enseignent, ces deux cent quatre-vingt élèves qui ont l'air plutôt heureux d'être là.

DANIELE LEDUC. (Lille.)

Homme seul avec enfants

Je suis père de deux enfants et vis seul avec eux.

Ma lettre a pour but de parler au grand jour de mon irritation. Non, je ne vais pas me lancer dans une grande théorie expliquant les raisons pour lesquelles un homme peut, aussi bien qu'une femme, et souvent même mieux, s'occuper d'enfants, en particulier de ses enfants, surtout s'il le fait volontairement.

Non, je ne vais pas exposer en long et en large les raisons pour lesquelles il n'y a pas de contradiction à faire le ménage, la lessive, la cuisine et à diriger l'ensemble de la vie domestique pour un homme. Les raisons qu'on vous oppose sont TOUTES subjectives. Les hommes ont besoin tout le temps de se prouver ce qu'ils croient être leur virilité, et comme ils sont aussi très souvent démissionnaires autant souvent toute la quotidienneté domestique à la femme qui, elle, n'a

besoin souvent d'autre solution que de l'accepter et puis, plus tard, de défendre ce petit domaine qu'elle a fait sien.

Mais laissez-moi vous dire que cela devient INSUPPORTABLE d'avoir à se battre à la longue contre toute l'organisation de la société qui est faite pour la séparation des tâches.

On parle constamment de la libération des femmes, des hommes qui aident leurs femmes au travail ménager. Mais le vrai changement ne vient pas de discussions à la façon des dessins de Brétcher, ni de décisions supérieures, le véritable changement réside dans l'attitude quotidienne des gens, d'un côté, et dans le rapport des producteurs aux acheteurs d'un autre.

Mes enfants, comme tous les enfants de France, vont à l'école. Les enseignants du primaire, et surtout du secondaire ne leur enseignent que leur « maman ». S'il y a un problème, s'il y a un mot à envoyer AUTOMATIQUE-

L'école sauvée

Nous avons risqué de perdre la meilleure école du monde, la cause d'un gâchis qui fait les autos tamponneuses aux fêtes foraines.

Vous protestez ? Ne connaissez-vous pas — comme élève, professeur et parent — que la France, la Hollande et l'Angleterre, le diront, ont été sauvées par l'école ? Saint-Fulcran (Hérault) est l'une des meilleures d'Europe.

Mme Pons est une bonne institutrice. Ce qui plus est, elle habite ici avec son mari (viticultrice, naturellement) et leurs enfants. Elle connaît donc ses élèves dès que la grosseur de leur mère devient apparente. Mais son atout majeur, c'est qu'elle a (ou avait, l'année dernière) dix élèves.

C'est le bon nombre.

On cause avec Mme Pons n'importe quand, au sujet de n'importe quoi — le temps qu'il fait, la pédagogie, la santé de grand-mère, la vigne, le progrès du petit. Elle est des nôtres, nous avons confiance en elle, et elle a confiance en nous.

Car tout le monde, y compris Mme Pons, s'occupe de nos enfants, et cela fait une différence. Nous l'avons constatée, ayant souffert l'invasion des Enfants du Nord. Ils étaient, croyons-nous, une douzaine que (ou plutôt qui) traînait une mère pâle et résignée, et occupait un des gîtes ruraux pendant les grandes vacances. Au cours de leurs débauches nocturnes, ils utilisaient, mitraillaient (tagada-gad) et changeaient de vitesse

MENT c'est à la « maman » qu'ils s'adressent. Ce ne serait pourtant pas difficile de leur dire de plus en plus juste, de dire tout simplement LES PARENTS ! Comment se fait-il que les pères seuls, les pères qui prennent aussi en charge la vie de leurs enfants avec leurs femmes ne se soient pas encore réellement révoltés ?

D'une façon générale, les gens de toutes les origines ne savent pas avoir une attitude « normale » en face de la situation d'un père seul avec ses enfants. Cela va de l'apitoiement, à l'insulte, ou à l'admiration à la gêne. Vous avouerez qu'il y a de quoi traumatiser les enfants.

Prenons maintenant, par exemple, les produits pour le ménage. C'est le « parler de la ménagère », c'est la publicité du produit (et sur ce produit) pour la machine à laver qui semble se diriger exclusivement à « madame », ce sont les annonces dans les supermarchés, et mille autres agressions... Au début on n'y fait pas trop attention, à la fin cela devient difficile à supporter. Il y a pourtant pleins d'hommes seuls dans les supermarchés, pleins de consommateurs masculins, pleins d'hommes qui vivent seuls et qui savent tenir leur intérieur et en tout cas qui sont bien obligés de faire leurs courses ! Cela va jusqu'à la radio, nationale ou non, qui divise tellement les tâches qu'elle va même à l'encontre de la réalité, surtout dans les grandes villes.

Un homme peut aimer une femme sans même penser que celle-ci presse ou doit un jour assumer les tâches domestiques pour tous les deux.

Faut-il alors avoir un secrétaire d'Etat à la condition de l'homme seul prenant en main sa destinée professionnelle et domestique ? Il faudra certainement créer une « n-ée de l'homme seul » pour que les gens prennent conscience de notre existence...

PIERRE LEGUISE-COSTA (Paris.)

Pour un arbre !

C'était un très beau peuplier. Ses quatre troncs paraient d'un cœur unique. Il était la beauté de ce refuge de vacances, nous y aimions son ombre, bercés par le bruit de la mer.

Mais l'électricité devait passer par là. Trois fils au-dessus de notre arbre pourraient un jour trouver quelque gêne par l'une de ses cimes.

Elagons la géante, avouons dit à l'agent de cette compagnie. Ne changez pas le parcours prévu. Là où nous nous détendons, d'autres travaillent. Il est juste de leur laisser venir ce courant dont ils ont tant besoin.

Trois mois après, en revenant, le géant aux grands troncs n'était plus.

Ils avaient tout coupé. Finie l'ombre de l'été, partis les ol-

VOUS ET MOI

(broum, broum, broum) jusqu'à une heure avancée de la nuit. Puis ils déclamaient jusqu'à midi, pour récupérer avant de reprendre leur carrière de sacrage, coups et blessures et pyromanie. Quelqu'un a réussi à les recenser : il n'y en avait en fait que quatre, âgés de trois à sept ans. Leur mère a expliqué, un jour où elle trouvait la force de parler, qu'ils étaient normalement comités dans une H.L.M., et qu'à Saint-Fulcran ils se « déchaînaient ». Ouaï... En effet, Les petits Fulcranais ne sont pas des anges, mais ils sont en passe de devenir raisonnablement humains, grâce à Mme Pons et à l'éducation villageoise.

Et ils apprennent aussi à lire, à écrire et à calculer.

Si c'avait été en Angleterre, il y a longtemps que quelqu'un dans un bureau aurait dit : « Tiens ! Quel beau village ! Quelle minuscule école ! Tuons-les d'un seul coup ! »

Dix, c'est le bon nombre, mais cela augmentait de temps en temps. Par exemple, un Australien, à qui on avait donné tout l'hiver pour étudier l'agriculture européenne, a passé six semaines dans le village, avec sa femme et ses trois enfants. Trouvant — à sa surprise — qu'il pouvait se débarrasser, cinq jours par semaine, et gratuitement de eux-ci, il les a confiés à Mme Pons. Excellent pour tous. Mme Pons a su faire profiter au maximum ses petits Français et Autopulcrans de cette rencontre internationale. Quand la famille a dû se déplacer, pour que papa observe les Italiens, l'ainé qui avait onze ans et savait qu'il était bien resté encore deux mois chez Mme Pons, avant de re-

seaux enchantés, dans ses branches.

Pourquoi tant de sacage ?

Si nous avions dit « non », il serait encore là. Mais d'autres attendaient pour vivre.

Pourquoi, en chacun de nous, le respect de ce qui vit n'est pas encore perçu ?

JANINE ROUAS (Ile d'Oléron.)

Partons pour la joie

Non, nous ne sommes pas de la « bof génération » ! Nous sommes d'une génération qui a tendu à se prendre au sérieux, voilà le hic ! Le sérieux tue la joie ! Combien de temps perdrons dans les cafés à discuter, théorie, théorie, théorie arrosée d'alcools et de fumées. Je suis plutôt de la génération de Snoopy « Fi le monde n'est que du vent », qui prend sa vie de chien comme elle vient et regarde le monde du haut de sa niche, pensant au fond de lui-même : « Ils sont tous, ces Romains », puis part gambader.

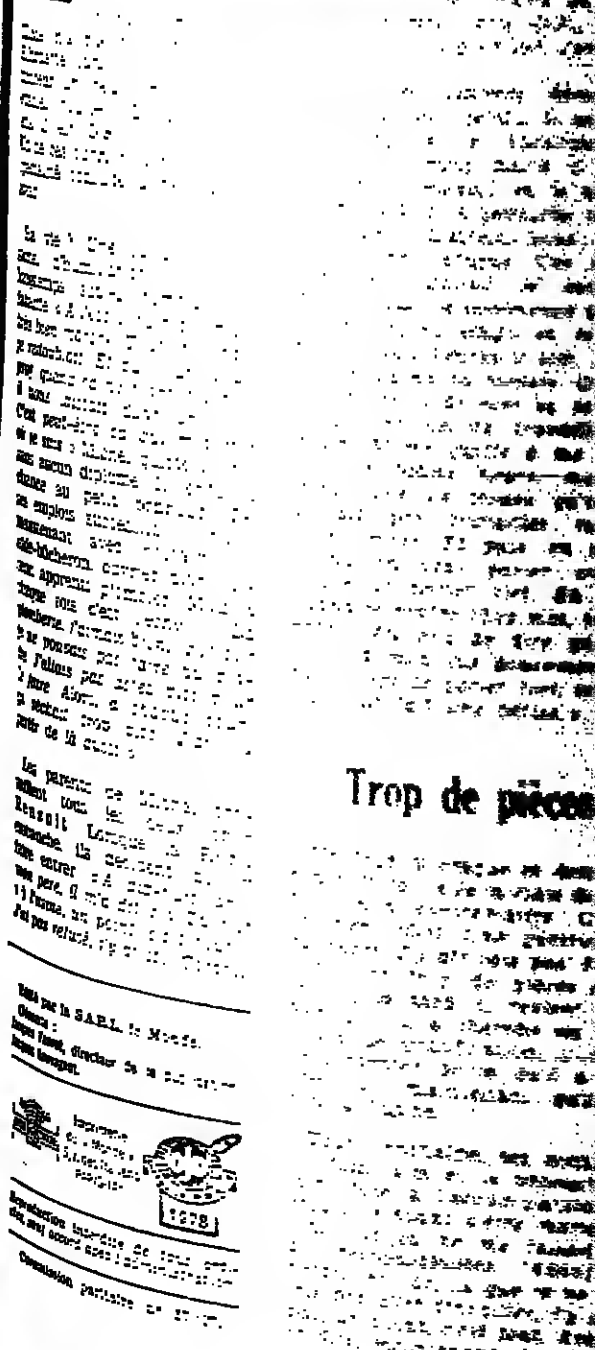
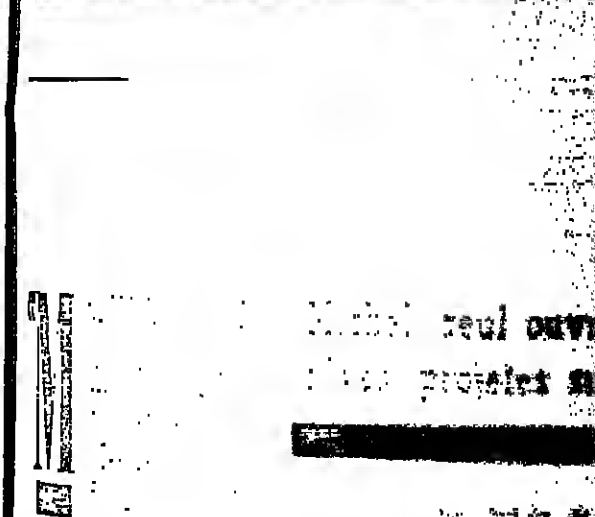
« Battons-nous pour que jeunesse vive », crie Pascale Even (le Monde Dimanche du 20 janvier) : oui, battons-nous pour retrouver les sources de la joie ; cultivons la joie sur les campus et dans les cours d'école. N'ayons plus peur de rire et de flâner ; n'ayons plus peur de vraiment nous mouiller en actes, plus qu'en paroles. En toute simplicité. Etre contestataire, ce n'est pas forcément faire du tapage, c'est aussi suivre son bonhomme de chemin, sans écart, malgré les pressions. Partons pour la joie, c'est la seule réponse pour cet avenir de ténèbres qu'on nous a préparé.

PATRICK JOQUEL (vingt ans.)

Whitley-Bay, Grande-Bretagne.

La jeunesse actuelle s'ennuie, paraît-il. Et de quel, de quoi s'ennuierait-elle, cette jeunesse, du travail forcé des quatorze ans, des uniformes des anciens collègues et des « rigueurs » de l'éducation — de jadis, sans doute ? Ne serait-ce pas plutôt ces gens bien intentionnés qui seraient eux de ans, de perdre le contrôle de cette jeunesse nouvelle et mouvante ? Si la jeunesse s'ennuie, ce n'est sans doute pas à cause de ce qu'on croit. Et pour commencer à savoir réellement de quel et pourquoi elle s'ennuie, peut-être faudrait-il aller lui demander, en parler directement avec elle. Et non épiloguer longuement derrière des bureaux, sur des rapports de psychologues, sociologues, et autres métaphysiciens en pantoufles. Alors, peut-être, s'apercevrait-on que les multiples « réformes » de l'éducation n'ont rien changé aux véritables problèmes, que les univers de béton armé sont de ceux auxquels on ne s'habitue pas facilement, et que les « pseudo-didactiques » audiovisuelles qu'on lui offre ne suffisent pas à la jeunesse pour ne pas s'ennuyer.

(dis-sept ans, Paris.)



Trop de pièces

هكذا من الأصل

Un enfant pour elles toutes seules

PAGES IV ET V

New-York sur scène

PAGES VI ET VII

Le colonel Argoud : « Les truands qui m'ont enlevé »

PAGES XVI ET XVII

SUPPLEMENT AU NUMERO 10921, NE PEUT ETRE VENDU SEPARATEMENT

DIMANCHE 9 MARS 1980

Le Monde

DIMANCHE



JEAN-FRANÇOIS ALLAUX

Hourra ! le noir

A force de regarder le monde qui l'entoure, Jean-Pierre Chabrol a acquis une conviction : seul le désespoir est raisonnable.

JEAN-PIERRE CHABROL

LS déberquent, à plus d'une vingtaine, mesdames, messieurs, dans mon mas au flanc du Lozère. Je récapitule des sièges à tous les étages, pour leurs fesses. Pas très beaux, plus très jeunes... des profs de collèges agricoles. En stage du côté du Parc national des Cévennes. Ils ont demandé à me voir dans le cadre d'une étude des rapports entre un terroir et sa littérature, tel que, bon, flatteur ça. On va rester une heure face à face. C'est trop court, ils sont trop. Pâles questionnaires, réponses-boutades aléatoires en monologue bougon. Y'aura personne de content, forcément.

En France, j'avais dans les 90 % de paysans (à un cheval près) au début du siècle, autrement dit : on se traîne presque tous un grand-père, ou un arrière, cul-terreux, c'est lourd pour être compétitif, surtout quand on reste sentimental. En 1980, seraient plus que 8 %, très bientôt plus que 6 %, promis-juré, planifié. Ministère et crédit agricoles ont fait du beau boulot. Attention ! correctif S.V.P. ! maintenant y'a des lycées agricoles, tout plein.

Mes visiteurs s'installent dans un enjambement de boy-scouts, admirant la rivière qui coule sous les murs : « Elle a toujours coulé, coulera toujours... »

— Eh non !
De pesantes vérités flottent sur nos têtes, on baisse les yeux. Là-haut, juste sous le plafond : le milliard de dollars jeté chaque jour dans les dépenses militaires, les Américains, 6 % de la population mondiale, qui gaspillent 60 % des richesses du monde, qui doublent leur consommation de pétrole tous les cinq ans, le super à 5 F pour les prochaines vacances, et tout ce qui s'ensuivra, et tout ce qui importe vraiment, et les goulages et les manipulations génétiques.

— «Tiens, le Concorde, par

exemple : tout ce baratin, et nos ministres qui faisaient la porte à porte pour le vendre ! Cette erreur de gouvernement a coûté des milliers de francs à chaque famille française, on vient de jeter les deux exemplaires terminés à Air France et à British Airways pour un franc-symbole ! »

Voilà, c'est carrément de la muflerie. C'est ça qui me passionne, mais je suis pas là pour ça. Si je savais me conduire, je le sens, je devrais m'écarter : « Nous vivons une époque formidable ! » A la rigueur, ça n'engage à rien : « Vive la révolution ! »

« Agricoles », « Littérature ». Ou philosophe, on idéologise, on n'a même plus la vérité courte, bien bornée de chaque aube plaine ou glacie, les sabots dans la terre, cette chose dégoûtante, glissante et lourde dans laquelle on enfonce les morts, et le mulet qui vous pète au nez, et les bergamottes qui suivent.

Ils sont mes hôtes, je devrais maintenir le confort, la tiédeur, ce bain quotidien de platitudes émollientes, dès qu'on en sort, on a froid.

La frime

La télé, qui doit annoncer 5 % d'augmentation du prix de l'essence, nous assure : « Contrairement aux bruit alarmistes prévoyant une augmentation de 10 % il s'agit, en réalité, d'une baisse de 5 % sur ces prévisions... » On gouverne à l'euphémisme. Plus de vieux, plus de morts, on fait de la gymnastique dans les clubs tricolores, pour le processus biologique terminal. Passer, enfin, sans secousses de l'infantilisme au gâtisme.

Obnt !... Revenons à nos moutons littéraires. L'agriculture, par ici, aux confins du Gard, de la Lozère et

de l'Ardèche ? Magnaneries et granges sont devenues des chambres à louer, les écuries des garages, on bâtit à moellons sur les prairies. Les villages ne vivent plus qu'un mois et demi par an, et de quelle vie ! la frime... Sur la commune, les deux ou trois qui ont encore des vaches, c'est moins des paysans que des maris de postière ou d'institutrice.

Pardon ! je devrais parler de ça comme on nous parle, par exemple, du « choc pétrolier » : c'est pas aussi grave qu'on veut bien le dire, d'ailleurs, en R.F.A., c'est pire, ne parlons pas des Italiens... Allons ! si on n'est pas les plus heureux, parmi les malheureux, on n'est pas les plus à plaindre. De toute façon, parmi les très mauvais, ou reste les moins taries.

Profs de quoi, dans leurs lycées agricoles ? de convenue ? de stilos ? d'engrais ? de défoliants ? de compétitivité ? Non. De français. Et c'est pour ça qu'ils m'aiment bien. Un par un ou une, ils sont tous ou presque épatants, j'en jure. Pris au piège, eux-aussi. Fausses fenêtres pour la symétrie, ils sont l'un des alibis du pouvoir pour la liquidation, il se joue d'eux, entre beaucoup d'autres, pour masquer le paysannisme. Trois quarts d'heure déjà, je les accoutume, l'entre, je le sens, dans le

piège, avec eux. Faudrait être intelligent, brillant, ils me regardent, ils attendent. Vingt et quelques paires d'yeux. Ils sont venus pour un élan du cœur, ou deux, des envolées sur mon œuvre, du lyrique sur Mon Pays... J'y arrive pas. Leur dire les mines fermées, les usines brisées, les jeunes qui se barrent, les vieux qui crévent, les villages déserts, les volets de fer sur les résidences secondaires à cause des cambrioleurs, les gentils, les ronces qui bouffent tout, j'ai envie de leur dire seulement : la merde, c'est la merde, et ça fait que commencer, la merde est encore jolie, profitons-en, leur répéter maladivement : la merde ! ou leur chanter un blues. Le blues, j'aurais que ça.

Je suis pas poli. Faudrait pouvoir sourire, recevoir les gens comme Danielle Gilbert, particulièrement, nourri de bonne humeur la connerie ambiante, la gaver, rassurer, bref : entrer dans la ronde où chacun a sa place, tient son rôle, sa partition.

Eux, ils sont fonctionnaires, sur les rails, à vingt et quelques années de la retraite, un mauvais moment à passer. Dès que je lâche quelques phrases sans grossièretés, sans cruautés mentales, on retombe avec délices dans le bain mondain de la délégation universitaire chez l'écrivain.

Ecœurant. Ça poisse, les mots se lient, attachent, les relatifs, de retour, engluent comme de vieux chewing-gums, faut re-dépoisser, on a envie de se coller sous la table.

« Mais votre inspiration éche-

note ? »
Ça y est ! Les pouttes, c'est gentil, c'est positif. Faut ! C'est dans l'air... On soigne le moral de la nation comme si la guerre était commencée. Du pouvoir à l'opposition, le pessimisme, c'est le péché impardonnable. Avec un optimiste, on peut toujours faire quelque chose. Tant qu'il y a de la foi, n'importe laquelle.

Nonobstant, «sieurs-dames, seul le désespoir est raisonnable, surtout quand on est de gauche. Chéa les gens, en douce, y a une énorme conscience noire, qui gonfle. Cœur gros, gorges serrées, les glandes comme des Golden... mais ça mouffe pas, ça cause. Merci. Une question de savoir-vivre : moi, j'ai pas d'politique, monsieur ! (jusqu'au jour où ça pète).

Pitoyable

Le peuple, c'est Charlot. Poli, digne, il se châte le langage, s'autocensure, se vérifie la braguette. Le Beau Monde des Puits-sants, insidieusement, lui impose ses contraintes chât, l'asservit aussi avec du « correct », du « convenable ». Il en devient pitoyable. Non seulement il est ouïllonné, mais il s'habille pour, à ses frais, avec des ronds de jambe mal imités. Un clown. Chapeau melon, gants, gilet, ceinture, il sortait pas sans, mais tout est élimé, ravassé, pendouillant. Éléance de décharge publique, hermine de nylon, si encore ça tenait chaud !

Jusqu'au jour où ça pète. Alors, c'est la gauche. Interlude. C'est bref, toujours, n'empêche. Front popu. Libé. Congés payés. Sécurité. Il faut bien un quart de siècle pour grignoter le tout,

remettre le bon peuple à zéro, jusqu'au jour où ça re-pète...

A gauche : nous. Les éternels perdants, les battus, les cocus, qui font vivre les Charlots un peu mieux de temps en temps, pour une génération ou deux, faut pas s'illusionner, c'est toujours à remettre.

Allez pas croire : mes profs, là, je leur balance pas tout ça, je leur fais pas l'exposé, non. Je marmonne, je lâche des bouts : on est ou pessimiste ou con ou démagog. Vaut mieux se préparer, vaut mieux les bonnes surprises que les sanglantes déceptions... « Vous voyez ! Il y a quand même de l'espoir ! »

Ils y tiennent. La happy end, c'est une drogue. Je m'autois, je conviens :

« Si on veut. Finalement, quand il reste plus rien, il peut se passer des choses. Dans cette vaste foirade des années 80, peut-être qu'on sera bien forcés de se préoccuper plus d'être que d'avoir, forcés de se montrer plus intelligents. Rien n'empêcherait de commencer tous de suite, ouvrir les yeux... »

— Ah ! vous voyez !

— Ouais, ça fait pas rire.

— Pourtant, le printemps vient, toujours !

— Ouais, mais c'est pour d'autres.

Marie, quatre ans, arrive de l'école. Elle s'écrit :

« Ben alors ! y a plus de chaises ! comment je vais manger ? »

Ils se lèvent, prennent congé. A l'instant, je me mets à les regretter. Je vais relire Omar Khayyam :

Sur la terre bariolée, che-

qui n'est ni musulman, ni

infidèle, ni riche, ni pauvre.

Il ne rêve ni Allah, ni les

flots.

Il ne croit pas à la vérité.

Il n'affirme jamais rien.

Sur la terre bariolée, quel

est cet homme

brave et triste ?

CBS MASTERWORKS

de classique au présent

HENRY PURCELL

TE DEUM Yorkshire Feast Song
JEAN-CLAUDE MALGOIRE



H. PURCELL
TE DEUM

J.C. MALGOIRE
LA GRANDE ECURIE
& LA CHAMBRE DU ROY

Voici le premier disque de musique véritablement anglaise de Jean-Claude Malgoire. Musique anglaise, musique baroque, musique splendide magnifiquement construite et cependant si facile à comprendre.

DISQUE ET CASSETTE CBS 76925

